





Uproute Polito 1889-1891
1891-

U. Polito

1891



HISTOIRE
DE FRANCE.

/
COURS MOYEN

Uproute

Polito

OUVRAGES DE MM. HUBAULT ET MARGUERIN

LIVRES DE LECTURE

- Les grandes époques de la France**, illustrées par GODEFROY DURAND. 1 beau vol. in-8 jésus, broché..... 12 »
 Demi-chagrin, tranche dorée, 5 fr.; tranche grise, 4 fr. — Toile, tranche dorée, 3 fr.; tranche grise, 2 fr. 50.
 Ouvrage couronné par l'Académie française.
Le même ouvrage, édition pour les écoles, 2 vol. in-12, cart... 3 50
 Chaque volume se vend séparément 1 fr. 75.
Causeries sur l'histoire de France, par M. G. HUBAULT.. 3 50
Simple récits d'histoire de France, par M. GUSTAVE HUBAULT, in-12 cart..... 1 80
Notre Histoire, des origines à 1870, avec vignettes, cartes et tracés, par M. GUSTAVE HUBAULT, in-12 de 250 pages..... 2 »
Notre Histoire en cent pages, avec une carte et des vignettes, par M. GUSTAVE HUBAULT..... » 90

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

- Histoire de France**, 1 vol. in-12 cart..... 3 50
Histoire de France du moyen âge et des temps modernes, 1 vol. in-12 cart..... 3 50
Histoire des temps modernes de 1453 à 1789.... 3 50
Histoire contemporaine de 1789 à 1875, par M. GUSTAVE HUBAULT. — Révolution. — Consulat et Empire. — Restauration. — Monarchie de Juillet. — Second Empire. — République de 1870. Pour la classe de philosophie. 1 vol. in-12, broché.. 3 »
Cadres de l'Histoire militaire de la Révolution et de l'Empire et **Atlas militaire**, à l'usage des candidats à Saint-Cyr et des élèves de philosophie, par M. GUSTAVE HUBAULT..... 10 »

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

COURS AUTORISÉ POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

- Histoire de France, cours élémentaire**, avec cartes et vignettes, par M. GUSTAVE HUBAULT..... » 85
Histoire de France, cours moyen, avec cartes et tracés, par M. GUSTAVE HUBAULT..... 1 50
Histoire de la France, cours supérieur, avec cartes, tracés et tableaux, par M. G. HUBAULT. Nouvelle édition complétée.. 2 50
Le même ouvrage (cours supérieur) précédé des Notions sommaires d'Histoire de l'antiquité..... 3 50

On vend séparément :

- Notions sommaires d'Histoire de l'antiquité, avec cartes, vignettes et tableaux..... 1 25
Livre du Maître pour les cours élémentaire, moyen et supérieur, comprenant une étude sur l'enseignement de l'histoire dans les écoles, des indications pour la préparation des leçons des trois cours et des récits et lectures pour le cours supérieur, par M. GUSTAVE HUBAULT..... 1 50
Livre de lectures pour accompagner le cours d'histoire. 2 »

1048

HISTOIRE DE FRANCE

A L'USAGE
DES ÉCOLES ET DES MAISONS D'ÉDUCATION

PAR
GUSTAVE HUBAULT
DOCTEUR ÈS LETTRES, PROFESSEUR D'HISTOIRE AU LYCÉE LOUIS LE-GRAND
LAURÉAT DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
ET DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

COURS MOYEN

Avec 15 tracés dans le texte et deux cartes hors texte

QUATORZIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE CH. DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15

1887



AVERTISSEMENT

L'enseignement de l'histoire de France dans les écoles du département de la Seine comprenait naguère trois programmes distincts, répondant à la division des cours en *élémentaire, moyen et supérieur*. Nous leur sommes resté fidèle, dans la conviction où nous sommes qu'il n'y en a pas de meilleurs.

Chacun de ces programmes embrasse toute l'histoire de France, mais chacun s'ajuste à l'âge des enfants, l'histoire ne devant point être racontée dans le cours élémentaire comme elle l'est dans le cours moyen ou dans le cours supérieur.

De cette distribution de l'enseignement résulte la nécessité de trois livres correspondant à chaque degré.

Le cours élémentaire ou de première année, qui s'adresse aux enfants de sept à neuf ans, tient en 102 pages; il est illustré de vignettes. Nous n'y avons fait entrer que les faits principaux, afin de pouvoir les raconter avec les détails dont il ne faut jamais sevrer de jeunes esprits, quelques dates et des idées simples. Nous nous sommes surtout appliqué à mettre nos grands hommes en pleine lumière. Dans un livre élémentaire l'histoire peut se réduire à quelques biographies rattachées les unes aux autres.

Le cours moyen ou de seconde année, qui compte 236 pages, comble les lacunes du cours élémentaire, introduit dans le récit la précision de la chronologie et de la géographie, et remplace les vignettes par des cartes très simples où ne se trouvent que les noms cités; il convient aux élèves de neuf à onze ans.

Le cours supérieur ou de troisième année (376 pages) accuse avec netteté les divisions et subdivisions de chaque question et rend sensible l'ordre dans lequel les détails, devenus plus abondants, sont rangés. Des tableaux ou *cadres* montrent aux yeux le plan de chaque chapitre (1). Des cartes plus complètes permettent de suivre le récit des opérations militaires. Une place assez considérable est faite à nos institutions politiques et administratives ainsi qu'à l'histoire littéraire. Des exercices de composition historique sont proposés à la suite des divers chapitres et accompagnés de conseils. Nous ne croyons pas avoir dépassé la mesure d'intelligence et d'application qu'on peut demander à des enfants de onze à treize ans.

Nous avons mis tous nos soins à graduer le récit selon l'âge des élèves des trois classes. Si l'on veut bien prendre comme exemple le chapitre de la guerre de Cent ans, on pourra juger de la progression qui a été suivie.

La division du sujet demeure la même dans les trois cours, et s'impose par cette répétition à l'esprit des enfants, mais le récit se complète d'année en année.

(1) Nous avons pris soin (Cours supérieur, p. 94) de donner quelques explications sur ces cadres en en recommandant l'usage.

Dans le cours élémentaire nous avons raconté nos défaites et retracé avec les détails nécessaires les biographies de Du Guesclin et de Jeanne d'Arc.

Dans le cours moyen nous avons marqué avec quelque précision les causes lointaines et prochaines de la guerre ; nous avons montré comment nos dissensions conspirent avec nos défaites à la ruine de la France, en introduisant dans le récit la tentative révolutionnaire d'Etienne Marcel et la guerre des Armagnacs et des Bourguignons. Les faits militaires sont racontés avec plus de précision géographique et avec de nouveaux détails.

Le cours supérieur fait une place plus large à l'histoire intérieure, aux états généraux, aux querelles des princes sous Charles VI, et surtout sous Charles V et Charles VII, à la réorganisation de la France qui vint en aide à Du Guesclin et qui acheva l'œuvre de la délivrance commencée par Jeanne d'Arc. De nouveaux personnages : Olivier de Clisson, Richemont et Jacques Cœur, entrent en scène, et une mention est faite des historiens contemporains, Froissart et Christine de Pisan.

Sur chaque question on remarquera cette même progression répondant d'année en année au développement de l'esprit des enfants.

A ces trois cours ainsi gradués (élémentaire, moyen, supérieur), nous avons ajouté *le livre du maître*, qui contient l'indication de certains procédés de classe et aussi d'emprunts que le maître pourra faire utilement à tels ou tels livres du cours complet sur chaque question.

Notre **cours moyen** ne pouvait être qu'un précis rapide ; nous avons voulu le compléter par un livre annexe : « **Les lectures pour accompagner le cours d'histoire de France.** » Ces lectures ont pour objet : 1^o d'ajouter ce qui pourrait manquer à notre récit de détails et d'agréments, et aussi de réflexions ; 2^o de fournir aux élèves de petits modèles de compositions historiques.

Ce nouveau livre pourra donc venir en aide à l'enseignement du maître qui fera lire par divers élèves, successivement désignés, le chapitre ou la partie du chapitre correspondant à la leçon du jour. D'autre part, ces petits modèles de compositions historiques ne seront point inutiles, si le maître pense comme nous que la *valeur de l'enseignement se mesure surtout à l'activité intellectuelle qu'il excite*. Ils pourront éveiller cette activité d'esprit chez les élèves en leur montrant comment on recueille les faits de l'histoire ; comment, après les avoir classés, on en tire un portrait ou une narration. Dans l'étude de l'histoire, l'imagination est un levain qui pénètre et soulève la masse des faits. Elle peut quelquefois marcher devant l'étude exacte qui la règle et souvent la corrige après avoir été excitée et animée par elle.

HISTOIRE DE FRANCE

COURS MOYEN

CHAPITRE PREMIER

PROGRAMME

Des origines jusqu'à l'an 406 après J.-C. — La Gaule indépendante. — Les anciens Gaulois ; leurs mœurs et leur religion. — Prise de Rome (390). — Conquête de la Gaule par César (58-51). — Le christianisme en Gaule.

SOMMAIRE.

La Gaule et les Gaulois.

La Gaule a pour limites naturelles, au nord, la mer du Nord et la Manche, — à l'ouest, l'océan Atlantique, — à l'est, le Rhin et les Alpes, — au sud, les Pyrénées et la mer Méditerranée.

Elle est de tous les pays de l'Europe le plus favorisé par sa situation, son climat et les richesses de son sol. — Elle a été peuplée par les Celtes, venus d'Asie, que nous appelons Gaulois.

A la tête de la nation sont : les prêtres ou druides, qui enseignent l'immortalité de l'âme, mais souillent leur culte par des sacrifices sanglants, — et les nobles ou principaux guerriers.

Les Gaulois, le peuple le plus brave des temps anciens, traversent l'Europe et pénètrent en Asie. Une de leurs tribus, établie dans l'Italie du nord, engage la guerre avec les Romains, les bat sur les bords de l'Allia, affluent du Tibre, et prend Rome (398 av. J.-C.).

Guerre de l'indépendance ; César et Vercingétorix.

Plus tard, les Gaulois, attaqués chez eux par les Romains que commande César, se défendent avec courage pendant huit ans (58-61 av. J.-C.).

Vercingétorix s'illustre dans cette guerre par son patriotisme et sa magnanimité. Il réunit les peuples de la Gaule jusqu'alors divisés, discipline ses guerriers, affame les Romains en dévastant le pays et bat César à Gergovie ; il est vaincu près de la Saône et assiégé dans Alésia (51 av. J.-C.). Il se dévoue au salut de ses compagnons, est chargé de fers par César et attend six ans la mort dans le cachot de la prison Mamertine.

La Gaule conquise se plie à la domination des Romains qui lui enseignent leur langue, leurs arts et leur industrie.

Le Christianisme en Gaule.

Les Gaulois et les Romains, qui demeurent unis pendant plusieurs siècles et deviennent les Gallo-Romains, se convertissent au christianisme. Saint Denis, le premier évêque de Paris, l'apôtre de la Gaule, saint Pothin, sainte Blandine, saint Symphorien sont les premiers martyrs de la Gaule chrétienne.

Au quatrième siècle, saint Hilaire, évêque de Poitiers, saint Martin, évêque de Tours, achèvent la conversion de la Gaule.

Aspect du pays. — La Gaule est bornée au nord par la mer du Nord et par la Manche, à l'ouest par l'océan Atlantique, à l'est par le Rhin et les Alpes, au sud par les Pyrénées et la mer Méditerranée.

Ce beau pays a été comblé par Dieu de tous les dons : il est baigné par deux mers, arrosé par de grands fleuves, appuyé à de hautes montagnes et fécondé par le climat le plus tempéré du monde. Il est riche en forêts, en pâturages, en terres de culture, en mines et en carrières ; il était destiné à devenir la demeure d'un grand peuple.

Aux temps les plus reculés de nous, avant d'être cultivée et percée de routes, la Gaule présentait l'aspect d'un pays sauvage, avec des forêts épaisses, d'immenses marécages et des landes désertes. Les buffles et les sangliers y offraient une chasse abondante, mais il fallait s'y défendre des loups et des ours.

Les Gaulois. — Les Gaulois, peuple originaire d'Asie, habitaient ce pays ; ils étaient de haute taille ; ils avaient le teint blanc, les yeux bleus, les cheveux blancs qu'ils teignaient en rouge et relevaient en une touffe au sommet de la tête.

Ils aimaient surtout le courage et l'éloquence. Ils étaient bienveillants, généreux et hospitaliers ; mais ils étaient aussi légers, orgueilleux et querelleurs.

A la tête de la nation étaient les prêtres ou druides et les nobles ou principaux guerriers.

Les Druides. — Les druides, ou hommes des chênes, vêtus d'une robe blanche, couronnés de verveine, habitaient les retraites les plus profondes des forêts. Ils apprenaient aux Gaulois à adorer les dieux et à croire à

l'immortalité de l'âme; ils les exhortaient à ne point commettre d'injustice; ils les encourageaient dans le combat par leurs chants guerriers.

Ils présidaient chaque année à la cérémonie la plus importante du culte, la récolte du *gui*, plante qui naît sur les branches du chêne et se nourrit de sa sève. Ils lui attribuaient la vertu de guérir tous les maux. Lorsqu'on avait trouvé le gui sur un jeune chêne, un druide, accompagné de tout le peuple, coupait avec une serpe d'or la plante sacrée qui était reçue sur un voile blanc, puis il en distribuait les feuilles aux assistants.

Mais les druides présidaient aussi à des sacrifices sanglants : ils offraient au dieu de la guerre, *Hésus*, les prisonniers ennemis et les immolaient sur une pierre consacrée.

Les nobles. — Les nobles, distingués par un collier d'or, étaient suivis de compagnons ou fidèles qui devaient combattre à leurs côtés, parer les coups qu'on leur portait, ou périr avec eux dans les batailles. Ils allèrent longtemps à la guerre le corps nu, comme pour défier leurs ennemis. Plus tard ils se revêtirent d'une cuirasse de fer et couvrirent leur tête d'un casque surmonté d'ailes d'oiseaux. Ils avaient au bras gauche un bouclier haut et étroit. Ils suspendaient à leur ceinture un long sabre sans pointe, et tenaient à la main une lance dont le fer large et recourbé faisait d'horribles blessures.

Guerre entre les Gaulois et les Romains. — Prise de Rome (390 av. J.-C.). — Ces rudes guerriers, qui ne déposaient jamais leurs armes, n'étaient pas d'humeur à vivre en paix dans leur pays. Cédant à leur humeur aventureuse, ils avaient couru le monde, le fer à la main, et laissé partout des traces de leur passage. Sur les bords du Danube, Alexandre le Grand, étonné de leur audace, leur avait fait cette question : « Que craignez-vous ? » Et ils avaient répondu fièrement : « Que le ciel ne tombe. » Alexandre mort, ils avaient ravagé la Grèce, passé le

Bosphore (1) et fondé un royaume en Asie. Mais c'est surtout à l'Italie, à Rome naissante qu'ils avaient fait sentir le poids de leur redoutable épée.

En 390, on voit une de leurs bandes, déjà établie en Italie, marcher contre les Romains et les mettre en fuite par la furie de son attaque sur les bords de l'**Allia**, affluent du Tibre. Les Gaulois entrèrent dans **Rome** déserte et firent pendant sept mois le siège de la citadelle, qu'on appelait le Capitole, où s'était enfermé le sénat romain avec une troupe d'élite. Ce fut en vain qu'ils tentèrent, pendant une nuit sombre, d'escalader le rocher et la haute muraille du Capitole; un Romain, Marcus Manlius, éveillé par les cris des oies consacrées à Junon, repoussa les premiers assaillants et donna le temps à la garnison d'accourir. Enfin les assiégés, pressés par la faim, traitèrent au prix de mille livres pesant d'or.

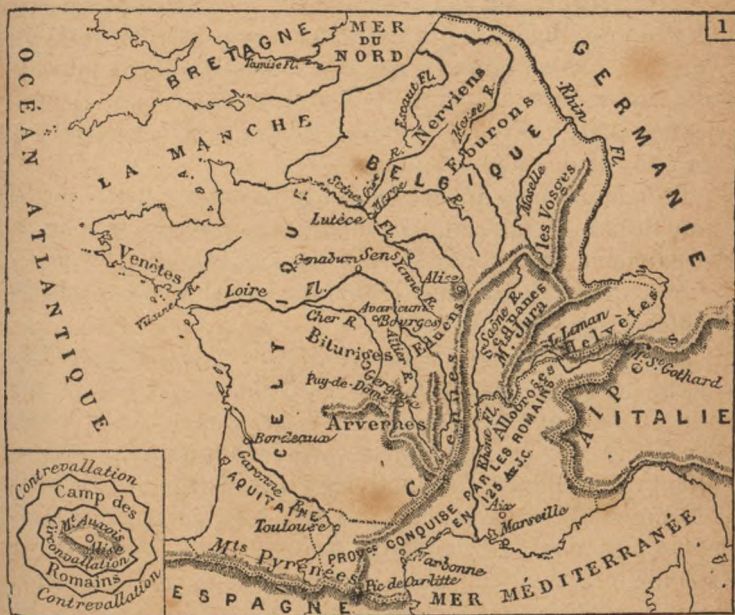
Rome n'oublia jamais le danger qu'elle avait couru. De ce jour elle regarda les Gaulois comme ses plus redoutables ennemis. « Nous combattons les autres peuples pour conquérir, disaient les Romains; quand nous combattons les Gaulois, c'est pour défendre notre vie. » Dès qu'on annonçait une invasion gauloise, ils armaient jusqu'à leurs prêtres et leurs vieillards. Ils avaient un trésor spécial auquel il n'était permis de toucher que pour la guerre contre les Gaulois. Ils ne se crurent à l'abri du danger que lorsqu'ils eurent, par de sanglantes guerres, rejeté ces envahisseurs au delà des Alpes (190).

Conquête de la Gaule par César (58-51 avant J.-C.). — **Vercingétorix**. — Un peu plus tard, c'était en l'an 125 avant J.-C., ils prirent pied à leur tour sur le territoire de la Gaule et firent la conquête du pays compris entre les Cévennes à l'ouest, les Alpes à l'est, le cours supérieur du Rhône au nord. C'est ce pays qu'ils appelèrent *la Province* d'où nous avons fait la Provence, partie de l'ancienne province romaine.

(1) Bosphore, aujourd'hui canal ou détroit de Constantinople par lequel la mer de Marmara communique avec la mer Noire. V. la carte de l'Europe à la fin du volume.

Mais, pour triompher du reste du pays, de la Gaule chevelue comme les Romains la nommaient, il ne fallut pas moins que l'audace et le génie de **César**. Ce capitaine, le plus grand de l'antiquité, mit huit ans à triompher, à force de science et d'opiniâtreté, de la résistance des Gaulois (58-51 avant J.-C.).

La guerre durait depuis sept ans. César avait exterminé



Gaule indépendante.

C'est à l'aide de la géographie physique que l'élève étudiera avec profit la géographie historique. Après avoir reconnu les limites naturelles de la Gaule, il remarquera que la province conquise par les Romains en 125 avant J.-C. comprenait le bassin du Rhône et une petite partie du bassin de la Garonne, et que, dans la guerre de l'Indépendance, la résistance vint surtout : du nord-est (bassin de l'Escaut et de la Meuse), de l'ouest (au delà de la Vilaine), et du plateau central de la France, d'où descendent la Loire et ses affluents. Chaque nom de peuple ou de ville doit éveiller le souvenir d'un nom de cours d'eau, de mer ou de montagne.

ou soumis les tribus les plus belliqueuses : les **Nerviens** (entre l'Escaut et la Meuse), les **Eburons** (entre la Meuse et le Rhin), les **Venètes** (au delà de la Vilaine); il avait

même poursuivi au delà du Rhin et de la mer les Germains et les Bretons (Bretons de la Grande-Bretagne), alliés des Gaulois.

La Gaule semblait vaincue, quand ses enfants jusque-là désunis trouvèrent un chef qui les rassembla dans un même sentiment, l'amour de l'indépendance et la haine de l'étranger. Ce chef fut Vercingétorix.

Vercingétorix (52 avant J.-C.). — **Vercingétorix**, chef d'une illustre famille des **Arvernes** (peuple de l'Auvergne), avait donné le signal d'un soulèvement général et de la guerre à outrance contre l'oppresseur. Il était jeune, beau, brave, éloquent. Il fut élu chef de guerre par un conseil des députés des villes.

Réunissant aussitôt les guerriers des diverses tribus, il leur fit comprendre qu'ils avaient été vaincus parce qu'ils ne savaient pas s'unir, se plier à l'obéissance, contenir leur ardeur et attendre patiemment les occasions favorables pour combattre.

Assuré d'être obéi, il commença par ravager lui-même le centre de la Gaule pour empêcher César d'y nourrir ses légions. En un seul jour plus de vingt villes des Bituriges (peuple de la province qu'on appellera plus tard le Berry) furent livrées aux flammes. Malheureusement Vercingétorix se laissa toucher par les supplications des habitants de **Bourges**, qui jurèrent de défendre leur ville jusqu'à la mort et de la sauver. César, sans ressources dans une plaine dévastée, se hâta de marcher sur la ville qui renfermait dans ses murs de grands approvisionnements, l'emporta par surprise et en massacra la population : on n'épargna, nous dit lui-même César, qui a écrit l'histoire de cette cruelle guerre, ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants à la mamelle.

Bataille de Gergovie. — Mais il n'est point de revers irréparable lorsqu'on oppose à la mauvaise fortune un courage opiniâtre. Les Gaulois demeurèrent fidèles au chef qu'ils avaient choisi. De son côté, Vercingétorix rendit la confiance à ses soldats, les accoutuma aux rudes

travaux, aux exercices des légions romaines, et se tint prêt à agir.

Au printemps, quand les opérations recommencèrent, il s'attacha à l'armée de César qui marchait contre Gergovie, capitale des Arvernes (près de Clermont-Ferrand sur les pentes du Puy de Dôme), la suivit pas à pas, la harcela, lui coupa les vivres, sans engager d'action générale, jusqu'au jour où il crut l'occasion favorable. Prenant alors en flanc les colonnes que César poussait à l'assaut de **Gergovie**, il les rompit, les mit en déroute et en poursuivit les débris jusqu'au pied de la montagne.

Vercingétorix avait enfin vu fuir les enseignes de César. Il n'en demeura pas moins maître de lui; il contint le courage impatient de ses soldats, et, sans accepter la bataille en plaine que lui offrit deux fois son adversaire, il rentra dans son camp.

Mais ce n'était pas assez d'avoir vaincu les Romains, il fallait les anéantir en les harcelant sans relâche et en les affamant. Vercingétorix ordonna donc aux Gaulois de dévaster tous les pays où se porterait l'ennemi, puis, fidèle à cette règle si sage qu'il avait adoptée de ruiner les Romains en détail sans engager d'action générale, il les suivit dans leur marche, en ralliant les renforts accourus de toutes parts au bruit de sa victoire.

Il poussait devant lui l'armée ennemie qui semblait à demi vaincue, quand César par une habile manœuvre le força tout à coup d'accepter la bataille près de la **Saône**. En vain, Vercingétorix fit des prodiges de valeur et ramena dix fois à la charge les cavaliers gaulois. Les piques de l'infanterie romaine donnèrent l'avantage à César, qui avait un instant failli être pris et n'avait échappé aux soldats gaulois qu'en leur laissant son épée.

Vercingétorix à Alésia. — Cette défaite perdit tout. Vercingétorix dut chercher un refuge dans les lignes fortifiées de la ville d'**Alésia** (1), et César poursuivant à son

(1) Aujourd'hui Alise-Sainte-Reine, village du département de la Côte-d'Or, sur le mont Auxois, près de Semur.

tour ceux devant lesquels il fuyait, vint camper au pied des retranchements gaulois. Il avait appris ce que valait son adversaire; il résolut de lutter avec lui de prudence et d'opiniâtreté. Au lieu d'attaquer de vive force une position facile à défendre, il se proposa de resserrer Vercingétorix dans ses lignes, à l'aide de ces travaux où excellaient les soldats romains, les plus disciplinés et les plus laborieux des temps anciens.

Il ne restait plus aux Gaulois qu'une chance de salut. Vercingétorix fit à tous les peuples de la Gaule un dernier appel : « Levez, dit-il à ses émissaires, tout ce qui peut tenir une arme et revenez nous délivrer, vos frères et moi. J'ai des vivres pour trente jours, nous vous attendrons. »

250,000 guerriers répondirent à sa voix; mais ils se virent arrêtés par les insurmontables obstacles qu'avaient accumulés les Romains. C'étaient trois fossés, une terrasse, un rempart garni à sa base de pieux aiguisés. Mêmes obstacles du côté de la ville pour contenir les soldats de Vercingétorix.

A deux reprises l'armée de secours et les assiégés d'Alésia attaquèrent à la fois les retranchements ennemis. Vains efforts! César, courant de ligne en ligne, partout présent avec les vêtements éclatants qu'il avait coutume de porter dans les batailles, soutint ses légionnaires ébranlés, repoussa d'un côté l'assaut de Vercingétorix et tint tête de l'autre aux Gaulois du dehors. A la seconde attaque cependant, les Gaulois semblaient sur le point de l'emporter quand ils aperçurent tout à coup, sur leurs derrières, un corps de cavalerie qui était sorti par une des portes de la contrevallation et avait dérobé sa marche; toujours pris de panique quand ils se voyaient tournés, ils lâchèrent pied et se laissèrent arracher la victoire des mains.

C'en était fait de l'indépendance de la Gaule. Vercingétorix ne songea plus qu'à sauver ses compagnons d'armes. Il se revêtit de sa plus riche armure, monta sur son cheval de bataille, et traversa au galop l'intervalle

des deux camps. Tandis que les Romains s'étonnaient de cette subite apparition, le Gaulois fit tourner son cheval en cercle autour du tribunal, puis, sautant à terre, il jeta aux pieds de César son épée, son javelot, son casque, et demeura muet et immobile.

Les officiers de César se montrèrent touchés de tant de fierté et de bonne grâce; César demeura insensible. Il accabla d'injures le vainqueur de Gergovie, et, d'un signe à ses licteurs, il le fit entraîner et garrotter.

A six ans de là, après être devenu le maître de Rome, il montait au Capitole sur un char de triomphe. Au même moment le bourreau tranchait la tête de son noble adversaire, le Gaulois Vercingétorix, dans un obscur cachot qu'on montre encore à Rome et qui porte le nom de prison Mamertine. Les apôtres saint Pierre et saint Paul, qui devaient consacrer ce lieu maudit par leur supplice, n'avaient pas encore enseigné au monde à avoir pitié du vaincu et à respecter le malheur.

Tel fut le rôle glorieux de Vercingétorix, dont un historien a pu dire : « Je salue en lui le premier des Français. » Il a mérité cette statue colossale qui lui a été élevée de notre temps, près d'Alise, sur le mont Auxois, dernier théâtre de son courage et dernier refuge de l'indépendance gauloise.

La Gaule romaine. — La guerre finie, un nouveau spectacle se présente à nous. Rome, qui savait gouverner les peuples qu'elle avait vaincus, apporta aux Gaulois les bienfaits de sa civilisation en échange de leur indépendance.

Les forêts furent défrichées; des routes partant de Lyon, métropole des Gaules, allèrent aboutir au Rhin, à la Manche, à l'Océan et aux Pyrénées. L'industrie et le commerce se développèrent; des temples, des arcs de triomphe, des amphithéâtres s'élevèrent au sein des villes.

Des écoles s'ouvrirent, et les Gaulois se montrèrent, grâce à la souplesse de leur génie, les disciples les plus dociles et les plus habiles à imiter leurs maîtres.

Ce fut alors que la petite ville de **Lutèce** (premier nom de Paris), brûlée par les Gaulois pour empêcher les Romains de s'y établir, se releva de ses ruines. Lutèce n'occupait que l'île appelée aujourd'hui la Cité. Bâtie au milieu de la Seine, qui reçoit, vers le milieu de son cours, un grand nombre de rivières navigables (l'Yonne, la Marne et l'Oise), elle était l'entrepôt des marchandises qui descendaient ou remontaient le fleuve. Une corporation, celle des bateliers et des marchands parisiens, alors très puissante, fut chargée par les Romains d'exercer la police de la navigation et du commerce ; ses chefs ne tardèrent pas à devenir les magistrats de Lutèce. C'est cette antique institution que rappelle probablement la nef ou léger navire demeuré depuis dans les armes de la ville de Paris.

Cet état relativement heureux dura plusieurs siècles ; puis la Gaule, comme les autres pays conquis par Rome, eut à souffrir du poids des impôts toujours croissants, des guerres civiles entre les princes et bientôt de l'invasion des peuples de la Germanie. Les paysans, tombés au dernier degré de la misère, quittèrent leurs sillons, tuèrent et mangèrent leur bétail, puis se jetèrent sur les riches habitations des campagnes, sur les villes mêmes qui eurent peine à se défendre.

La Gaule chrétienne. — Saint Denis. — Tandis que l'empire penchait vers sa ruine, une puissance nouvelle avait grandi à côté de lui pour le salut de la société : c'était l'Église.

Cinquante ans après la soumission de la Gaule par les Romains, Jésus-Christ était né à Bethléem en Judée. Il y avait annoncé l'Évangile, c'est-à-dire la bonne nouvelle qui promet la paix en ce monde, la félicité en l'autre à tous les hommes de bonne volonté. Ses apôtres s'étaient répandus dans tout l'empire ; saint Jean avait enseigné les populations de l'Asie Mineure ; saint Paul avait évangélisé la Grèce et plusieurs contrées de l'Asie ; saint Pierre, le chef de l'apostolat, avait fixé sa résidence à Rome, qui était devenue ainsi la capitale du monde chrétien.

Le troisième successeur de saint Pierre, Clément, envoya en Gaule sept évêques qui prêchèrent le Christianisme à Arles, à Toulouse, à Clermont, à Tours, à Narbonne, à Limoges, à Paris; le plus célèbre d'entre eux est **saint Denis**, le premier évêque de Paris, qui fonda les églises de Paris, de Meaux et de Chartres, et fut mis à mort au lieu aujourd'hui appelé Montmartre, par les ordres du gouverneur romain (vers l'an 100).

Dans le second siècle, d'autres missionnaires, envoyés par saint Polycarpe, évêque de Smyrne, visitèrent d'autres parties de la Gaule; leur chef saint Pothin s'établit à Lyon, dont il fut le premier évêque, et vit fructifier la semence de la parole de Dieu parmi les esclaves, les pauvres, les opprimés, les femmes surtout, dont la foi nouvelle relevait la dignité. La petite église de Lyon se fondait ainsi dans la pratique des vertus chrétiennes, lorsque la persécution vint la consacrer par le sang des martyrs.

Les païens détestaient les chrétiens qui refusaient de rendre un culte aux idoles et opposaient à leurs désordres et à leurs cruautés l'exemple contraire des vertus chrétiennes, la pureté des mœurs, la compassion pour les pauvres et les esclaves. Ils les accusèrent devant les tribunaux et demandèrent leur mort aux magistrats romains. Les empereurs rendirent alors des décrets qui condamnerent aux supplices ceux qui oseraient se dire chrétiens.

Je suis chrétien ! Telle fut devant les juges et devant les tourments la réponse des fidèles à l'édit des empereurs.

Je suis chrétien ! répondit avec un pieux courage saint Pothin. *Je suis chrétienne ! il ne se fait pas de mal parmi nous,* répondit la jeune esclave gauloise Blandine.

Martyre de saint Pothin. — L'évêque Pothin, âgé de quatre-vingt-dix ans, fut porté par les soldats devant le tribunal du magistrat romain, au milieu des cris de mort dont le poursuivait la foule. « Quel est le Dieu des chrétiens ? lui demanda le juge. — Vous pourrez le connaître, répondit l'évêque avec douceur, si vous vous en rendez digne. » A ces paroles la foule se précipita sur le pauvre

vieillard, l'accabla de coups et le traîna de la place publique à la prison où il mourut deux jours après (177).

Martyre de sainte Blandine. — Blandine n'avait que quinze ans. On espéra triompher de sa jeunesse. Un jour où les chrétiens étaient livrés aux bêtes dans l'amphithéâtre de Lyon, on l'attacha à un poteau, à une certaine distance de terre, de telle sorte qu'elle pût, sans être atteinte, voir ses frères, les chrétiens, déchirés et dévorés près d'elle. Ramenée à la prison, elle y souffrit toutes les tortures inventées par la cruauté des juges. Conduite de nouveau à l'amphithéâtre, elle émut les assistants par son âge et sa faiblesse. « Jure par les dieux ! » lui criait-on de toutes parts. Mais Blandine, sans répondre à ces cris, exhortait au martyre un jeune affranchi, Ponticus, condamné avec elle. Elle servit longtemps de jouet aux bourreaux et aux bêtes avant d'expirer et de rendre son âme à Dieu (177).

Martyre de saint Symphorien. — A Autun, Symphorien marchait à la mort avec sérénité en écoutant les exhortations de sa mère. « Mon fils, mon fils Symphorien, lui disait-elle, souviens-toi du Dieu vivant ; élève ton cœur en haut et regarde celui qui règne dans le ciel. On ne t'ôte pas la vie ; on te la change en une meilleure (179). »

Le sang des martyrs est une semence féconde. Les chrétiens étaient suppliciés, et l'Évangile se répandait dans toute la Gaule.

Constantin. — **L'Église au IV^e siècle.** — Il se trouva enfin un empereur, Constantin, élevé en Gaule, qui se fit chrétien (312). La croix décora l'enseigne des légions ; le gibet de l'esclave, consacré par la mort de Jésus-Christ, était devenu pour Rome un signe de victoire.

L'Église sembla alors remplacer l'empire lui-même. Au milieu des ruines des anciennes institutions, elle était une société organisée avec ses évêques, ses prêtres et ses moines, tous unis dans la prière et dans l'action.

Les évêques étaient devenus les premiers magistrats des villes, les juges des procès, les administrateurs des

biens des pauvres, les protecteurs de tous les malheureux. Tels furent, pour ne nommer que les illustres, **saint Hilaire**, évêque de Poitiers, et **saint Martin**, évêque de Tours. C'est ce saint Martin qu'on avait vu, à la porte d'Amiens, au temps où il était encore soldat, faire avec son épée deux parts de son manteau de légionnaire, le seul bien qui lui restât, pour vêtir un pauvre par un froid rigoureux.

Tandis que les évêques et les prêtres qui formaient le clergé séculier, c'est-à-dire celui qui vit au milieu du monde ou du siècle, luttèrent contre le désordre général, les moines qui appartenaient au clergé régulier, c'est-à-dire à celui soumis à une règle, priaient et travaillaient dans les monastères. Ils desséchaient les marais et défrichaient les forêts : colons infatigables, ils ne devaient pas plus se séparer de leur serpe que le soldat de ses armes ; c'était l'ordre de leur règle. Au travail manuel ils joignaient l'étude, la copie des manuscrits, l'enseignement des enfants, le soin des malades et la prière, qui leur donnait la force de suffire à tant de devoirs.

Lecture.

Voir dans les *Lectures sur l'histoire de France* celle ayant pour titre : *les Gaulois à Rome*.

QUESTIONNAIRE.

Quelles sont les limites de la Gaule ? Quels sont les avantages naturels de ce pays ? La Gaule ressemblait-elle à la France actuelle ? Quel était l'aspect des Gaulois ? Quel était leur caractère ? Quelles étaient les deux principales classes de la nation ? Dire ce qu'étaient : 1^o les druides ; 2^o les guerriers.

Quand commença la guerre entre les Gaulois et les Romains ? Raconter le siège de Rome (1). Combien de temps dura la guerre de l'indépendance gauloise ? Quels sont les peuples que vainquit d'abord César ? Près de quels fleuves habitaient-ils ? Quels furent les principaux événements de la guerre ? Comment finit la guerre ? Quels furent les chefs des Romains et des Gaulois ? Quelle partie de la Gaule habitaient les Arvernes ? Raconter l'histoire de Vercingétorix en procédant avec ordre et en disant : 1^o quels nou-

(1) Le questionnaire ne pose pas seulement aux élèves des questions auxquelles ils peuvent répondre par une date, par un nom, ou par une courte indication, mais il les invite aussi à reproduire des parties du récit.

veaux moyens de résistance il opposa aux Romains; 2° quels furent les principaux événements de la guerre; 3° comment finit la guerre. César se montra-t-il généreux? Comment le christianisme fut-il porté en Gaule? Quel fut le premier évêque gaulois? Raconter les premiers martyres. Quels furent les grands évêques du quatrième siècle? (c'est-à-dire de 301 à 400 après J.-C.) Qu'appelle-t-on clergé séculier et clergé régulier? Quelle fut la mission du clergé régulier?

Devoirs écrits.

Raconter la lutte de César et de Vercingétorix. — Raconter l'introduction du christianisme en Gaule.

Tracés.

Ces tracés pourront être faits sur un tableau noir et sur les cahiers des élèves.
Contours de la Gaule. — Principales montagnes. — Principaux fleuves. — Placer près de ces montagnes et de ces fleuves les noms de peuples et de villes cités dans le récit de la conquête de la Gaule par César.

CHAPITRE II

PROGRAMME

(De 406 à 687). **Les invasions; les Mérovingiens.** — Clovis et ses fils (481-561). — Frédégonde et Brunehaut; Neustrie et Austrasie (561-613). — Dagobert (628-638). — Les maires du Palais et les rois fainéants. — Bataille de Testry (687).

SOMMAIRE

Les peuples Germains et les Huns.

Les peuples de Germanie (Francs, Burgondes, Wisigoths) envahissent la Gaule, et s'y établissent.

Attila, chef des Huns, peuple de race tartare, franchit le Rhin et se dirige vers la Seine. Il épargne Troyes sur l'intervention de saint Loup et se détourne de Paris protégé par les prières de sainte Geneviève. Il est contraint de lever le siège d'Orléans que délivre Aétius appelé par saint Aignan.

Les peuples germains s'unissent aux légions romaines d'Aétius et livrent à Attila la grande bataille de Châlons où ils sont vainqueurs (451).

Clovis (481-511).

La Gaule entière semble réservée aux Francs. Clovis leur chef (481), d'abord païen, défait à la bataille de Soissons (486) les dernières légions romaines commandées par Syagrius et envahit le pays situé entre la Seine et la Loire.

Il épouse Clotilde, princesse catholique ; il bat à Tolbiac les Alamans qui veulent s'établir en Gaule (496).
 Devenu chrétien, grâce aux exhortations de Clotilde et de saint Remi, il achève facilement, avec le secours des évêques, la conquête du pays de la Seine à la Loire et entre dans Paris (497).
 Il impose un tribut à Gondebaud, roi des Bourguignons, chrétiens hérétiques (ariens), maîtres de la vallée du Rhône (500), et conquiert par la bataille de Vouillé sur Alaric II, roi des Wisigoths, ariens comme les Bourguignons, le pays au sud de la Loire (507).
 Il réunit toutes les tribus des Francs et meurt à quarante-cinq ans laissant quatre fils qui se partagent son royaume (511.).

Les successeurs de Clovis. La Neustrie et l'Austrasie.

Clotaire, l'un des fils de Clovis, réunit, après la mort de ses frères (558), les diverses parties du royaume qui, après lui, est encore divisé entre ses quatre fils (561).
 Une rivalité ardente arme l'un contre l'autre Chilpéric, roi de Neustrie, et Sigebert, roi d'Austrasie, tous deux excités par leurs femmes, Frédégonde et Brunehaut.
 Frédégonde se rend coupable de tous les crimes ; son fils Clotaire II, seul roi (613-628), fait mettre à mort Brunehaut (613).

Dagobert (628-638).

Le règne de Dagobert (628-638), qui succède à ces règnes sanglants, est paisible et bienfaisant. Dagobert se montre le juge sévère des grands. Il protège contre eux les petits propriétaires.
 Il soumet au tribut les peuples germaniques jusqu'à l'Elbe.
 Il entoure l'autorité royale d'une splendeur nouvelle. Il siège sur un trône d'or, œuvre de l'orfèvre Eloi. Il construit l'abbaye de Saint-Denis.

Les rois fainéants et les maires du palais.

Les successeurs de Dagobert sont les rois *fainéants*. Leurs ministres ou *maires du palais* règnent à leur place en Neustrie et en Austrasie. Les maires du palais d'Austrasie, de la famille d'Héristal, assurent la domination de l'Austrasie sur la Neustrie par la victoire de Testry (687).

RÉCIT

Les peuples de Germanie envahissent la Gaule. — Après la conquête, les Romains s'étaient mêlés aux Gaulois et les Gaulois étaient devenus les Gallo-Romains. Les **Francs** conquièrent à leur tour la Gaule et lui donnèrent le nom de France.

Les Francs appartenaient à la race germanique et venaient de Germanie (aujourd'hui l'Allemagne). Dans les derniers siècles de l'Empire romain, ils avaient franchi

le Rhin et s'étaient établis dans le nord de la Gaule, entre le Rhin et la Somme.

Deux autres peuples de même race, sortis aussi des forêts de la Germanie, les **Bourguignons** et les **Wisigoths**, s'étaient fixés, l'un dans la vallée du Rhône (413), l'autre (419) dans le pays compris entre la Loire et les Pyrénées. Ils étaient chrétiens, mais non chrétiens de la véritable foi, car ils avaient embrassé l'hérésie d'Arius qui niait la divinité de Jésus-Christ.

Attila et les Huns. — Ces trois peuples de race germanique, les Francs, les Bourguignons et les Wisigoths, semblaient devoir se partager la Gaule, où les légions romaines, commandées par **Aétius**, avaient peine à maintenir l'autorité de Rome, lorsqu'apparut tout à coup un peuple nouveau, celui des **Huns**.

Les Huns, qui venaient d'Asie, appartenaient à la race tartare. Ils étaient horribles à voir avec leurs membres forts et courts, leur tête énorme couverte de cheveux noirs et lisses, leur face jaune, percée de petits yeux obliques comme ceux des Chinois. Ils vivaient à cheval. Ils mangeaient la chair crue, après l'avoir attendrie en la mettant sous leur selle.

Leur chef Attila, qui se disait envoyé de Dieu pour châtier les nations, avait franchi le Rhin, près du point où se jette le Necker, avec une armée de sept cent mille hommes. Il se dirigea vers la Seine, en détruisant les villes qu'il rencontrait sur son passage. Quelques-unes échappèrent au massacre et à la ruine, et leur préservation sembla miraculeuse. Troyes (sur la Seine), ville ouverte et sans défense, fut sauvée par son évêque saint Loup, Paris par sainte Geneviève, Orléans (sur la Loire) par l'évêque saint Aignan (1).

Saint Loup avait désarmé Attila par ses prières. **Sainte Geneviève**, qui est demeurée la patronne de la capitale de la France, avait par ses exhortations énergiques retenu

(1) Plus tard Attila devait encore s'arrêter devant le pape saint Léon qui sauva l'Italie.

les habitants dans leurs murs et les avait encouragés à se défendre. Suivant sa prédiction, Attila se détourna de Paris qu'il avait paru d'abord menacer.

Saint Aignan était allé supplier le patrice romain Aétius de venir au secours de sa ville épiscopale. De retour à Orléans, que les Huns ne tardèrent point à assiéger, il mit sa confiance dans le secours de Dieu. Tandis qu'il priait, il envoya deux fois des messagers sur les murailles en leur disant : « Regardez si la miséricorde de Dieu vient à notre aide. » Mais Aétius n'apparaissait point. « Regardez de nouveau, » dit-il alors. Cette fois les messagers virent au loin comme un nuage qui s'élevait de terre : « Voilà le secours de Dieu, » s'écria l'évêque, et comme les murailles cédaient déjà sous les coups redoublés des béliers (1), Aétius apparut et repoussa l'ennemi.

Aétius suivit Attila dans sa retraite, en ralliant à ses légions les Francs, commandés par Mérovée, les Wisigoths et les Bourguignons. Tous les peuples déjà établis en Gaule s'étaient réunis pour combattre l'ennemi commun. C'est dans les plaines de Champagne, près de **Châlons-sur-Marne**, qu'eut lieu la formidable rencontre (451).

La bataille dura toute une journée; si nous en croyons les anciens historiens, un petit ruisseau qui traversait la plaine fut changé en torrent et roula des flots de sang; cent soixante-cinq mille hommes périrent.

Le lendemain Attila reprit le chemin du Rhin. La Gaule était sauvée de la domination des Huns.

Les Francs. — C'était aux Francs qu'elle était réservée. — Ils étaient les plus braves des barbares qui l'occupaient. Ils avaient un aspect redoutable. Leurs cheveux d'un blond roux, relevés sur le front, rattachés au sommet de la tête, formaient une aigrette retombant par derrière en queue de cheval. Leurs yeux bleus étaient vifs et perçants; leur visage était entièrement rasé, sauf deux lon-

(1) Le bélier était une grosse poutre ferrée terminée en tête de bélier dont on se servait pour renverser les murailles des villes.

gues moustaches qui retombaient de chaque côté de la bouche. Ils portaient des habits étroits qui laissaient voir les formes de leur corps. Leurs armes étaient l'épée, une hache à deux tranchants, la *francisque*, qu'ils lançaient de loin à l'ennemi, une pique dont le fer long et fort étoit garni de crochets recourbés en hameçon.

Clovis (481-511). — Vers la fin du cinquième siècle, ils avaient pour chef **Clovis**, qui était à la fois le plus courageux et le plus habile des chefs barbares de ce temps.

Clovis commença par attaquer et par vaincre ce qui restait encore des armées romaines en Gaule. Il gagna sur le général romain Syagrius la **bataille de Soissons** en l'année 486 (sur l'Aisne, affluent de l'Oise).

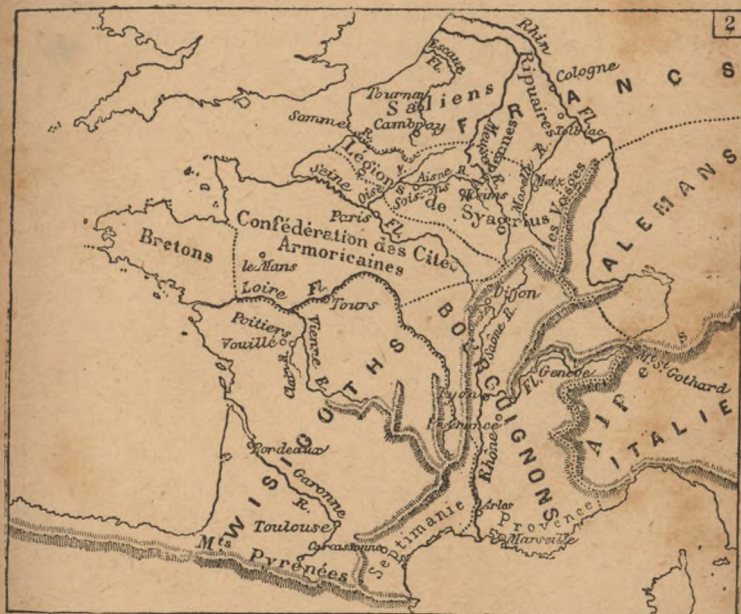
Le vase de Soissons. — Il reçut alors les envoyés de l'évêque de Reims, **saint Remi**, qui le pria de rendre à l'église de Soissons un vase sacré enlevé par les guerriers francs.

Les Francs ayant mis en commun tout ce qu'ils avaient pris, Clovis leur dit, lorsqu'on s'assembla pour le partage : « Je vous prie, mes braves guerriers, de ne pas me refuser ce vase hors part. » Tous consentaient d'une commune voix, lorsqu'un Franc leva sa hache et en frappa le vase en s'écriant : « Tu n'auras rien, ô roi, que ce que le sort t'accordera. » Le roi souffrit son injure avec patience, et, prenant le vase de l'aveu des assistants, il le rendit tout fracassé aux envoyés de l'Église de Reims, mais il garda sa colère enfermée dans son cœur.

Lorsque revint l'époque de l'assemblée générale, au mois de mars, Clovis parcourut les rangs et examina les armes ; arrivé devant le Franc qui avait frappé le vase : « Nul, lui dit-il, n'a ici des armes aussi mal entretenues que les tiennes : ni ta pique, ni ton glaive, ni ta francisque ne sont en état de service » ; et lui arrachant la francisque, il la jeta à terre ; comme cet homme se baissait pour la ramasser, Clovis leva sa hache et lui fendit la

tête en s'écriant : « Qu'il te soit fait ainsi que tu as fait au vase, l'an passé, à Soissons ! »

Clotilde. — Saint Remi fut reconnaissant envers Clovis



La Gaule à l'avènement de Clovis.

La carte présente des divisions politiques, c'est-à-dire des limites d'États indiquées par des points. Ces limites suivent quelquefois des cours d'eau ou des chaînes de montagnes, comme celles par exemple du royaume des Wisigoths. Elles sont alors faciles à reproduire. D'autres fois elles ne s'appuient qu'en partie aux montagnes ou aux cours d'eau, comme celles du territoire occupé par les Francs. On remarquera alors que la limite méridionale suit la Somme, passe près des sources de l'Oise, coupe la Meuse, joint les Vosges vers le milieu de la chaîne et suit cette chaîne jusqu'au Rhin. C'est ainsi qu'on devra toujours s'aider des indications de la géographie physique.

et conçut l'espérance de le convertir à la foi chrétienne. Il lui conseilla d'épouser une princesse catholique, Clotilde, nièce du roi des Bourguignons, Gondebaud. Clotilde, dont Gondebaud avait fait périr la famille, accueillit avec empressement la demande de Clovis. Gondebaud, sans oser refuser la jeune princesse à son terrible voisin,

se proposa de la retenir par surprise et de force, de peur qu'elle ne songeât à venger ses parents mis à mort, si jamais elle en avait la puissance. Le jour du départ venu, Clotilde monte dans la basterne, lourd chariot traîné par des bœufs, qu'entourent les envoyés francs, et s'achemine lentement vers le pays de Clovis. Mais bientôt, craignant les mauvais desseins de son oncle, elle quitte cette lourde voiture, s'élance à cheval et précipite sa marche vers les terres des Francs, échappant ainsi aux cavaliers que Gondebaud avait lancés à sa poursuite.

Bataille de Tolbiac (496). — Dès qu'elle fut la femme de Clovis, Clotilde s'efforça de le rendre chrétien. Elle l'avait entretenu bien des fois de la puissance et de la bonté du Dieu qu'elle adorait. Clovis s'en souvint dans un pressant péril, au milieu d'une bataille. C'était à **Tolbiac** (près du Rhin non loin de Cologne). Il combattait un peuple german, les **Alamans**, qui voulait disputer aux Francs la possession de la Gaule. Pour la première fois il voyait ses guerriers reculer. Lui-même, blessé au visage et tout couvert de son sang et de celui des ennemis, commençait à désespérer du succès, quand il s'écria tout à coup : « Dieu de Clotilde, j'invoque avec foi ton assistance : si tu m'accordes la victoire, je croirai en toi et je me ferai baptiser en ton nom. » A peine eut-il fait ce vœu que les Francs, animés d'un nouveau courage, rétablirent le combat et forcèrent les Alamans à prendre la fuite ; le roi ennemi périt dans la déroute, et la victoire de Clovis fut complète.

N'oublions jamais, disait un grand orateur, que notre pays est né d'un acte de foi sur un champ de bataille.

Saint Remi ; conversion et baptême de Clovis (496). — Il ne restait plus à Clovis qu'à se faire instruire dans la foi. Ce fut l'œuvre de saint Remi, qui triompha, avec l'aide de Clotilde, des dernières hésitations du roi païen. Clovis lui-même convertit ses compagnons au Dieu qui donnait la victoire : « Nous rejetons, s'écrièrent-ils, les dieux mortels et nous sommes prêts à

reconnaître le Dieu immortel que prêche Remi. »

La cérémonie du baptême s'accomplit à **Reims**, le jour de Noël de l'an 496, au milieu de toute la pompe dont l'Eglise sait orner ses fêtes. Saint Remi répandit l'eau sacrée sur le front du roi et de trois mille guerriers. On peut dire que la nation franque sortit chrétienne de la cathédrale de Reims. Ses rois, selon la parole du pape Anastase, devaient être *les fils aînés de l'Eglise*.

Clovis fait la conquête de la Gaule. — Jusqu'à sa conversion tout avait été difficile à Clovis; mais dès qu'il fut chrétien, tout lui fut facile. Les évêques se déclarèrent ouvertement pour lui et l'exhortèrent à conquérir le reste de la Gaule sur les ariens. L'un d'eux lui écrivait : « Partout où tu combats, nous remportons la victoire. »

Jusqu'à la Loire, Clovis n'eut pas besoin de combattre. Les villes se soumirent sans résistance. **Paris**, qui avait énergiquement résisté jusque-là, ouvrit ses portes pour devenir bientôt la capitale du nouveau royaume, la ville favorite du chef qui avait compris les avantages de sa position (497).

Maître de toute la Gaule du nord, Clovis soumit au tribut les **Bourguignons** qui occupaient la vallée du Rhône (500) et conquit tout l'espace compris entre la Loire et les Pyrénées sur les **Wisigoths** ariens. A la journée de **Vouillé** (sur le Clain, affluent de la Vienne), il avait remporté une complète victoire et tué de sa main le roi des Wisigoths, Alaric II (507).

Vainqueur des peuples qui s'étaient partagé la Gaule, Clovis voulut régner seul sur toutes les tribus de la race conquérante. Il soumit par les armes et fit périr les petits chefs francs rebelles à son autorité et à la prédication du christianisme. Il fut alors reconnu comme le seul roi de toute la nation franque. Il mourut à quelque temps de là ; il n'avait que quarante-cinq ans (511).

Les fils de Clovis (511-561). — On raconte que la mère de Clovis, Basine, avait annoncé à son époux Chil-

déric, la nuit de leurs noces, qu'elle lui donnerait un fils fort comme un lion, mais dont les descendants ne seraient que des loups et des lièvres dégénérés. Clovis avait été ce lion. Les descendants de Clovis furent les loups et les lièvres.

Ses fils, Thierry, Clodomir, Childebert et Clotaire s'étaient partagé le royaume comme une propriété privée. Clodomir ayant été tué dans une guerre contre les Bourguignons, Childebert et Clotaire mirent à mort les fils de leur frère et s'emparèrent de leur héritage. Un seul de ces enfants leur échappa : ce fut Clodoald, qui chercha un refuge dans l'Eglise, se fit prêtre et fonda près de Paris le monastère appelé plus tard de son nom Saint-Cloud (1).

Après la mort de Thierry et de Childebert, Clotaire fut seul roi des Francs (558) et régna jusqu'en 561.

Les fils de Clotaire I^{er}. — Neustrie et Austrasie
— Comme Clovis, Clotaire laissa quatre fils. Deux de ces fils, **Sigebert** et **Chilpéric**, tiennent la plus grande place dans l'histoire des guerres civiles des Francs Saliens de Neustrie et des Francs Ripuaires d'Austrasie.

(1) **Tableau généalogique des Mérovingiens.**

(La date qui suit chaque nom est celle de la mort.)

CLODION, 447.
|
MÉROVÉE, 458.
|
CHILPÉRIC I^{er}, 481.
|
Clovis, 511.

THIERRY, roi d'Austrasie, 554.	CLODOMIR, roi d'Orléans, 524.	CHILDEBERT, roi de Paris, 558.	Clotaire I ^{er} , roi de Soissons, 561.
CARIBERT, roi de Paris, 567.	GONTRAN, roi de Bourgogne, 593.	SIGEBERT, roi d'Austrasie, époux de Brunehaut, 575.	CHILPÉRIC I ^{er} , roi de Soissons, époux de Frédégonde, 584.
			Clotaire II , seul roi, 628.
			Dagobert I^{er} , 638, eut pour descendants les rois fainéants dont le dernier fut Chilpéric III , relégué dans un monastère en 752.

Les Francs Saliens, qui les premiers avaient entrepris la soumission de la Gaule, s'étaient établis en Neustrie, dans la vallée de la Seine, et là, disséminés au milieu des Gallo-Romains, ils avaient fini par prendre leur esprit et leurs mœurs ; ils étaient donc moins attachés aux coutumes germaniques, moins belliqueux et plus disposés à obéir aux lois.

Les Francs Ripuaires, venus à la suite des Francs Saliens, s'étaient fixés en Austrasie, dans les vallées de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin. Moins mêlés aux Gallo-Romains, en contact perpétuel avec les Germains d'outre-Rhin, ils avaient conservé le caractère du barbare, l'esprit d'indépendance, l'attachement aux lois nationales et l'esprit guerrier de leur race. Les grands ou *leudes* (c'est-à-dire compagnons du chef de guerre) y supportaient avec peine l'autorité des rois.

Frédégonde et Brunehaut. — Chilpéric était roi de Neustrie, Sigebert roi d'Austrasie. Tous deux avaient demandé en mariage des filles d'un roi des Wisigoths : Sigebert avait épousé Brunehaut, et Chilpéric, Galswinthe. Un jour Galswinthe, délaissée, fut trouvée morte dans son lit, et Chilpéric épousa la fille d'un simple soldat franc, Frédégonde, complice du meurtre de la reine.

D'autres crimes et des guerres cruelles s'ensuivirent. Brunehaut voulut venger la mort de sa sœur et excita son mari à faire la guerre à la Neustrie. La haine des deux reines vint ainsi se joindre à la rivalité des Francs de Neustrie et des Francs d'Austrasie. Frédégonde ne s'en tint pas au meurtre de Galswinthe (565). Elle fit assassiner Sigebert, l'époux de Brunehaut. Bientôt après elle faisait tuer les fils que Chilpéric avait eus de sa première femme Audovère, le saint évêque Prétextat, enfin son mari lui-même Chilpéric, dont elle avait à redouter la juste colère (584).

Brunehaut avait à lutter en même temps contre les Neustriens et contre les grands de son royaume d'Austra-

sie. Après un long règne, qui ne fut pas non plus exempt de crimes, elle fut livrée par les leudes d'Austrasie révoltés au roi de Neustrie Clotaire II, fils de Chilpéric et de Frédégonde, lequel la fit attacher à la queue d'un cheval fougueux (613). Elle avait alors quatre-vingts ans.

Pour retrouver un peu d'ordre et de paix, il faut arriver au règne de Dagobert, fils de Clotaire II.

Dagobert (628-638). — Dagobert réunit entre ses mains toutes les parties de l'empire des Francs et s'appliqua à y réprimer le désordre. Il parcourut la Bourgogne et l'Austrasie et se montra le juge sévère des grands qu'il força à restituer les terres enlevés aux propriétaires. Quelquefois même il punissait de mort leurs violences. « Il ne prenait pas le temps, dit un historien, de manger ni de dormir, tant le zèle de la justice le dévorait. » C'est dans cette pensée de protéger les faibles contre les forts qu'il fit rédiger et publier les lois des Saliens et des Ripuaires.

Au dehors il fit respecter l'empire franc, soumit au tribut les peuples germaniques jusqu'à l'Elbe, reçut l'hommage des Lombards qui avaient conquis l'Italie et mit un de ses protégés sur le trône d'Espagne.

La splendeur de sa cour répondait à sa puissance. Le roi des Francs n'était plus un chef militaire vivant de pillage à la tête de ses bandes. Aux jours solennels il siégeait sur un trône d'or massif, œuvre de l'habile orfèvre **Éloi** (1), qui plus tard entra dans le conseil du roi et devint évêque de Noyon. Dagobert se plaisait à construire des palais et des églises. Ce fut lui qui éleva l'abbaye de **Saint-Denis**, décorée par Eloi de chasses et de croix d'or incrustées de pierreries. Cette abbaye devait être la sépulture des rois de France.

Les maires du palais et les rois fainéants. — Bataille de Testry (687). — Avec les fils de Dagobert

(1) Les orfèvres prirent plus tard saint Éloi pour patron. Ils l'invoquaient dans une hymne qui commençait ainsi : « Que le divin Ouvrier et son Fils, ouvrier lui-même, qui ont créé l'ouvrier Eloi, nous soient propices pour l'amour de ce saint ouvrier. »

commencent les rois fainéants. Ces princes, relégués dans leurs maisons de campagne, portent le titre de roi, sans y joindre même une ombre de pouvoir. Ils ne se montrent au peuple qu'à l'époque des grandes assemblées, où ils sont conduits lentement sur un chariot attelé de bœufs. Presque tous meurent adolescents. Ceux qui atteignent trente ans sont des vieillards, et l'on s'étonne de les voir arriver à ce grand âge.

Mais derrière ces inertes descendants de Clovis apparaissent les représentants d'une famille de héros, **la famille d'Héristal**, qui allie la sainteté aux vertus guerrières, et qui, par son génie et son courage, sauvera la Gaule franque. Sous le nom de maires du palais ils sont les véritables chefs des Francs.

Pépin d'Héristal, un des premiers ancêtres de la race carlovingienne qui succédera à la race mérovingienne, était maire du palais d'Austrasie. La vieille querelle entre l'Austrasie et la Neustrie n'avait pas pris fin. En 687, il conduisit les Francs austrasiens contre les Francs neustriens qu'il rencontra à **Testry**, entre Péronne et Saint-Quentin. La veille du combat, à la tombée de la nuit, il mit le feu à ses tentes afin que l'ennemi crût à une retraite; puis, prenant un détour, il alla se poster en silence sur une colline qui dominait le camp neustrien du côté de l'orient. Il eut ainsi le lendemain l'avantage de la position. Les Neustriens éblouis par le soleil assaillirent en vain les Austrasiens à plusieurs reprises; ils finirent par se retirer en désordre et furent taillés en pièces.

La bataille de Testry établit la suprématie de l'Austrasie sur la Neustrie, en même temps qu'elle désignait la famille d'Héristal à l'élection des Francs.

Lecture.

Voir dans le livre des *Lectures sur l'histoire de France* le chapitre intitulé : *les Evêques et les Barbares*.

QUESTIONNAIRE.

Quels sont les peuples germains qui ont envahi la Gaule au commencement du cinquième siècle? Dire la date de leur invasion.

Où s'établirent-ils ? Faire le portrait des Huns. Quel était leur chef ? Quelles villes furent protégées et par quels saints ? Raconter l'histoire de saint Aignan. Où et par qui les Huns furent-ils vaincus ?

Quel était l'aspect des Francs ? Quelle fut la première expédition de Clovis ? Raconter l'histoire du vase de Soissons. Comment Clotilde devint-elle la femme de Clovis ? Raconter la conversion de Clovis. Où et par qui Clovis fut-il baptisé ? Quelles furent les conséquences de la conversion de Clovis ? Quels peuples vainquit Clovis ? Comment devint-il le seul chef des Francs ? Quelles sont les principales dates de son règne ?

Quels furent les fils de Clovis ? Quel fut celui d'entre eux qui fut seul roi des Francs en 538 ? Quels sont les fils de Clotaire qui furent rois de Neustrie et d'Austrasie ? Quelles étaient les différences entre la Neustrie et l'Austrasie ? Quelles furent les causes de la guerre entre Childéric et Sigebert ? Quels crimes commit Frédégonde ? Comment périt Brunehaut ?

Quelles sont les dates de l'avènement et de la mort de Dagobert ? Dire ce que son règne eut de remarquable : 1^o sagesse et vigueur du gouvernement intérieur ; 2^o étendue de l'empire franc ; 3^o splendeur de la cour.

Comparer les rois fainéants et les maires du palais de la famille d'Héristal. Comment Pépin d'Héristal soumit-il la Neustrie à l'Austrasie ? Où est Testry ? Quelle est la date de la bataille ?

Devoirs écrits.

Invasion d'Attila. — Raconter la conversion de Clovis. — État de la Gaule : 1^o à l'avènement ; 2^o à la mort de Clovis, — Quelles ont été les causes des luttes entre l'Austrasie et la Neustrie.

Tracés.

Itinéraire d'Attila par le confluent du Necker et du Rhin, Troyes, Paris, Orléans et Châlons (1).

Carte de la Gaule à la mort de Clovis avec l'indication des noms des lieux cités dans l'histoire de son règne,

CHAPITRE III

PROGRAMME

(De 687 à 843). — **L'empire Carlovingien.** — Charles Martel à Poitiers (732). — Pépin le Bref sacré roi

(1) Pour ces itinéraires et pour les tracés divers à faire au tableau nous conseillons l'usage des cartes murales muettes, sur toile ardoisée, qui peuvent souvent remplacer avec avantage le tableau noir. L'élève y trouve des indications sommaires, qu'il lui suffit de compléter.

Lorsque la petite carte insérée dans le texte ne donnera pas toutes les indications nécessaires pour le tracé exigé, il faudra recourir à la carte de France plus complète, sur papier rose, intercalée au milieu du volume. Ainsi dans le cas présent la petite carte de la Gaule sous Clovis ne donnant pas le cours du Necker, affluent de la rive droite du Rhin, l'élève ne saurait ou faire commencer le tracé qui doit figurer l'itinéraire d'Attila ; il devra chercher cette rivière sur la carte complète.

(752). — Charlemagne (768-814) : ses conquêtes, son gouvernement, ses capitulaires. — Charlemagne sacré empereur d'Occident (800). — Louis le Débonnaire et ses fils. — Traité de Verdun (843).

SOMMAIRE.

Les ancêtres de Charlemagne.

La famille d'Héristal mérite la reconnaissance des Francs en défendant le pays contre les envahisseurs.

Pépin d'Héristal (687-714) garde la frontière du Rhin contre les Saxons et les Frisons.

Charles Martel, fils de Pépin d'Héristal, est vainqueur à Poitiers, en 722, des Arabes qui ont traversé l'Afrique, conquis l'Espagne et franchi les Pyrénées. Il sauve la chrétienté par cette grande victoire.

Pépin le Bref devient roi de nom après l'avoir été de fait sous le dernier mérovingien fainéant, Childéric III, et remplace ainsi la famille ou dynastie mérovingienne par la dynastie carlovingienne (752).

Charlemagne.

Son fils Charles, qu'on désigne sous le nom de Charles le Grand ou Charlemagne, lui succède en 768.

Non content de défendre les frontières du royaume franc, il conquiert une partie des pays situés au delà du Rhin, des Alpes et des Pyrénées.

Il travaille à la conquête de la Saxe de 772 à 785. Il s'avance à travers les forêts de la Saxe en suivant le cours de la Lippe, occupe d'abord le pays situé entre le Rhin et le Weser, puis le pays entre le Weser et l'Elbe. Il oppose une opiniâtreté invincible aux efforts de Witikind; qui vient enfin faire sa soumission et recevoir le baptême à Attigny (785). Les évêchés et les monastères, établis en Saxe, achèvent l'œuvre des conquérants.

Charlemagne fait la conquête de l'Espagne jusqu'à l'Èbre sur les Arabes, de l'Italie sur les Lombards jusqu'à la Pescara, — est vainqueur des Avars, sur les bords du Danube et de la Theiss. Puis il défend énergiquement les frontières de ses nouveaux États.

Maître d'une partie de l'Europe, Charlemagne fonde, avec le concours du pape Léon III, l'empire d'Occident (800).

Il administre ses États au moyen des ducs et des comtes, résidant dans les provinces, *envoyés impériaux* ou inspecteurs, qui parcourent l'empire.

Il publie les capitulaires et rédige les codes des divers peuples dans les Assemblées générales.

Il donne à ses sujets l'exemple de l'étude, fonde et visite les écoles.

Il meurt à Aix (814).

Louis le Débonnaire et ses fils. Traité de Verdun (814-843).

Louis le Débonnaire (814-840) fait un premier partage de l'empire entre ses fils (817), en subordonnant Louis et Pépin à leur aîné

Lothaire. Il conserve les conseillers de Charlemagne et maintient l'unité de l'empire.

Par un nouveau partage en faveur de Charles le Chauve, fils d'une seconde femme, Judith de Bavière (829), il provoque les révoltes de ses autres fils et prépare la division de l'empire.

Cette division s'accomplit à sa mort (840). Charles le Chauve et Louis le Germanique sont vainqueurs de Lothaire à la bataille de Fontanet (811). Les trois frères se partagent l'empire au traité de Verdun (813).

RÉCIT

Les ancêtres de Charlemagne. — Les rois faibles, indignes descendants de Clovis, ne seront déposés qu'en 752; mais déjà la famille d'Héristal semble avoir remplacé la race mérovingienne. Les chefs de cette famille mériteront le trône par les grands services qu'ils rendront à l'empire franc et à la chrétienté tout entière.

Pépin d'Héristal, le vainqueur de Testry, passa sa vie à défendre la frontière du Rhin contre les peuples germains (Frisons et Saxons) qui la menaçaient (687-714).

Charles Martel. — Bataille de Poitiers (732). — Son fils, Charles Martel, sauva l'Europe d'un ennemi plus redoutable encore.

Les Arabes, auxquels leur prophète Mahomet avait prêché la guerre sainte contre l'infidèle, avaient traversé l'Afrique et l'Espagne pour propager, le sabre à la main, la doctrine de leur livre sacré, le Coran. Les Wisigoths, établis en Espagne, ne les avaient point arrêtés; les Pyrénées n'avaient point brisé leur élan, et, du haut de ces montagnes qui séparent la France de l'Espagne, ils s'élançaient dans nos plaines en poussant devant eux les populations épouvantées. L'Europe était conquise pour un temps à la religion de Mahomet, si un homme ne s'était levé contre cette invasion nouvelle, si une race généreuse ne s'était point mise en travers pour le salut de l'Occident.

Les deux armées se rencontrèrent près de **Poitiers**, dans ces mêmes plaines où Clovis avait vaincu les Wisigoths. Elles s'observèrent pendant sept jours. Les Francs de Charles regardaient avec le plus grand étonnement cette multitude de cavaliers basanés, enveloppés de leur

burnous blanc, coiffés de turbans éclatants, se livrant, avec leurs sabres recourbés, à ces fantasias où se plaisent encore nos Arabes d'Algérie. Les Arabes n'étaient pas moins surpris quand ils passaient et repassaient, au galop de leurs petits chevaux du désert, devant les lignes immobiles des Francs, au teint blanc, aux longs cheveux blonds. Ils hésitaient à attaquer ces redoutables cavaliers montés sur les grands chevaux de l'Austrasie, couverts de casques brillants, de casaques de peau de buffle ou de mailles de fer, armés de longues épées et de lourdes haches.

Enfin, au septième jour, sur le signal donné par les muezzins ou prêtres, ils se formèrent pour combattre et chargèrent avec impétuosité au cri de . *Allah akbar !* (Dieu est grand). La longue ligne des Francs ne fléchit point ; elle demeura, dit un historien contemporain, comme un mur de fer, un rempart de glace ; et ce fut, en effet, il faut bien le reconnaître, la muraille de la chrétienté. Vingt fois les Arabes revinrent à la charge, et vingt fois ils se brisèrent contre les grands cavaliers de Charles Martel, qui les recevaient debout sur l'étrier et leur portaient de haut en bas de terribles coups de pointe.

Le soir, quand leur ardeur se ralentit, ce fut le tour des Francs d'aller à eux. La ligne de fer jusqu'alors immobile s'ébranla, et Charles, donnant l'exemple par les grands coups qui lui valurent son surnom de *Martel* ou *Marteau*, rompit l'ordonnance des ennemis et les mit en déroute. Le carnage dura jusqu'à la nuit. Au lendemain matin, les innombrables tentes des Arabes couvraient encore la plaine, mais aucun bruit ne se faisait entendre et aucun mouvement n'apparaissait dans le camp musulman : les Arabes avaient fui, abandonnant leur immense butin. Avec eux se retirait cette marée montante de l'islamisme, qui avait paru un instant devoir submerger l'Europe chrétienne (732).

En sauvant la civilisation, Charles Martel avait assuré

Il passa le reste de son règne à lutter contre les Saxons, à soumettre les Aquitains (entre la Loire et les Pyrénées), et à faire de sages lois avec le concours des évêques.

Il donnait l'exemple des vertus privées, ainsi que sa femme, la reine Berthe, que la légende nous montre sage, charitable, appliquée au travail. *Quand Berthe filait*, dit-on encore quelquefois en Italie pour rappeler les anciens temps. Ainsi, Pépin et Berthe donnaient l'exemple d'une famille irréprochable dans ses mœurs et ils assuraient à leur race le respect des peuples en même temps que l'amitié de l'Église. « C'est à cause du mérite extraordinaire du roi ton père et surtout de la reine ta mère, que tu es béni de Dieu, » écrivait un évêque au fils de Pépin.

Cette bénédiction s'adressait à l'un des plus grands hommes dont l'histoire ait inscrit le nom, à Charlemagne.

Charlemagne (768-814). — Charles, qu'on a coutume d'appeler Charlemagne, c'est-à-dire Charles le Grand, succéda à son père en 768.

Non seulement il maintint, comme ses ancêtres, la domination des Francs sur la Gaule, mais il l'étendit au delà. Il alla chercher, jusque dans leurs refuges, les peuples qui tuaient les missionnaires chrétiens et menaçaient ses frontières ; il les soumit, et avec le secours de l'Église adoucit leurs mœurs.

Charlemagne était robuste de corps, large d'épaules, haut de taille. Il avait les yeux grands et vifs, le nez un peu long, la chevelure belle, le physionomie ouverte et animée. Assis ou debout, son aspect était plein de noblesse et d'autorité ; sa démarche était assurée, ses gestes mâles et fiers.

Il portait habituellement le costume des Francs : une tunique bordée d'une frange de soie, des chausses serrées par des bandelettes écarlates, qui s'entre croisaient autour des jambes, et des brodequins dorés, lacés avec de longues courroies. Tantôt il couvrait sa poitrine et ses

épaules d'une peau de loutre, tantôt il se revêtait d'une soie vénète, sorte de tartan fabriqué à Vannes ; il ne quittait jamais son épée, dont la poignée et le baudrier étaient dorés. Il aimait de passion le cheval et la chasse et excellait dans ces exercices où les Francs n'avaient point de rivaux.

Ses conquêtes. — Guerre de Saxe (772-785). — Il était donc fait pour les travaux de la guerre, qui devaient remplir presque tout son règne. Pendant quarante ans, en effet, il lutta contre les Lombards, contre les Saxons, contre les Arabes et contre les Slaves.

Mais il sera « ce guerrier sans ambition, comme dit l'illustre évêque Bossuet, dont les conquêtes prodigieuses n'avaient pour but que de défendre l'Europe chrétienne et d'étendre le règne de Dieu ».

Entre tous les peuples qu'il soumit, les Saxons se distinguèrent par l'opiniâtreté de leur résistance. Leur pays était le foyer de la religion d'Odin, qui n'ouvrait son paradis qu'au guerrier mort sur le champ de bataille.

Leur confédération réunissait tous les Germains ennemis des Francs, et occupait du Rhin à l'Elbe un vaste territoire divisé en deux districts : celui des Saxons westphaliens entre le Rhin et le Weser, celui des Saxons ostphaliens entre le Weser et l'Elbe (voir la carte p. 33). C'était un pays d'immenses forêts où l'écureuil courait sur les arbres sept lieues sans descendre.

C'est là que Charlemagne fit longtemps la guerre, guerre de territoire et de religion, qui ne devait finir que par l'occupation du sol saxon et par la conversion des païens au christianisme.

Première et deuxième guerres. — Dans une première guerre qui dura deux ans (772-774), il s'empara d'Ehresbourg, forteresse de la Saxe westphalienne ou occidentale, et occupa tout le pays jusqu'au Weser. Mais dès qu'il se fut retiré, les jeunes guerriers, réfugiés dans les marais et les forêts, reparurent tout à coup et

chassèrent les évêques, les prêtres et les moines qui avaient pris possession du sol conquis.

Charlemagne, avec une opiniâtreté invincible, reprit l'œuvre interrompue, et cette fois soumit le territoire entre le Weser et l'Elbe (774-777).

Troisième guerre. — Les Saxons ne devaient pas



Saxe conquise par Charlemagne.

La Saxe, comme on le voit, est limitée par le Rhin et l'Elbe et divisée en deux parties par le Weser. La Lippe servit comme de route militaire à Charlemagne. Le petit cadre au coin à droite permet de juger de l'étendue de la Saxe relativement au reste de l'empire.

tarder à se soulever de nouveau. Il suffit de l'absence du roi des Francs et du bruit de sa mort pour que la guerre recommençât. Au signal du terrible Witikind, qui seul de tous les chefs n'avait pas voulu jurer obéissance au vainqueur, la Saxe tout entière s'arma. Ses

guerriers brûlèrent les châteaux, les monastères, les églises, et massacrèrent tous les Francs établis dans le pays. C'est à peine si les moines de l'abbaye de Fulde (sur la Fulda, une des sources du Weser), voyant de loin les flammes, purent sauver dans leur retraite la châsse de leur père, saint Boniface, l'apôtre de la Germanie du sud (778).

Charlemagne, qui revenait d'Espagne, se remit à cette rude tâche de la soumission des Saxons. Il vainquit Witikind au combat de Buckholz (779), non loin de la Lippe (affl. du Rhin), et le força encore une fois de chercher un refuge au delà de l'Eyder.

Quatrième guerre. — Il put recommencer alors à fonder des évêchés et des abbayes ; il se croyait maître cette fois du pays jusqu'à l'Elbe, quand Witikind reparut tout à coup (782). Une armée franque, enfermée dans la vallée de Sonnetthal, fut exterminée. Charlemagne donna cette fois à l'ennemi l'exemple d'une répression rigoureuse ; il fit décapiter quatre mille cinq cents Saxons à Verden sur l'Aller (affl. du Weser). Puis, en trois années d'une guerre sans merci, il battit Witikind sur la Hase (affl. de l'Ems), sur le Weser, sur l'Elbe, et réduisit le pays à se soumettre.

Soumission de la Saxe. — Witikind, désespérant enfin de la résistance, vint se faire baptiser à la villa royale d'Attigny, sur l'Aisne (785), et entraîna ses guerriers par son exemple.

La paix faite, l'œuvre de la civilisation recommença ; les prêtres et les religieux succédèrent aux soldats ; les moines défrichèrent les forêts et instruisirent les païens ; les marécages et les bois de la Saxe se changèrent peu à peu en riches cultures et se couvrirent de villes qui attachèrent la population au sol. La Saxe était conquise au christianisme et à la civilisation.

Guerres contre les Arabes, les Lombards, les Avars, les Slaves. — Charlemagne avait rencontré au delà du Rhin ses plus redoutables ennemis, mais il en

avait d'autres à combattre sur toutes les frontières de l'empire. Pendant tout son règne, on le voit courir d'une extrémité à l'autre de l'Europe occidentale, vaincre les distances, se montrer partout et triompher de tous les obstacles.

Il conquiert l'Espagne jusqu'à l'Èbre et fonde pour résister aux incursions des Arabes deux marches, ou deux districts frontières, dont les gouverneurs (margraves, c'est-à-dire comtes de la marche) devaient faire une garde vigilante. C'est dans une de ces expéditions au delà des Pyrénées que son neveu Roland fut tué au col de Roncevaux. Ce Roland est devenu le héros d'une histoire merveilleuse qu'on aimait à conter longtemps après dans les veillées d'hiver. On redisait le courage du héros, qui meurt plutôt que de se rendre ; on récitait ces vers qu'il prononce en tombant :

En paradis où sont les preux guerriers,
Sur les lits faits où nous devons coucher.

Charlemagne a passé les Pyrénées ; il franchit aussi les Alpes et défend le pape contre les Lombards. En même temps qu'il conquiert les forêts de la Saxe dans la Germanie du nord, il s'enfonce dans la Germanie du sud et descend le Danube : il soumet le duc de Bavière qui s'était révolté, il arrête l'invasion des Avars, fils des Huns, cavaliers irrésistibles et pillards insatiables. Il emporte leur camp ou ring, et les Francs y trouvent tant de trésors qu'ils deviennent riches, si nous en croyons Eginhard, l'historien de Charlemagne, de pauvres qu'ils étaient auparavant.

Enfin il contraint les Slaves qui occupaient le territoire entre l'Elbe, l'Oder et le Danube, à lui payer tribut.

Il obéissait ainsi à la nécessité d'étendre sa domination sur tous les peuples qui menaçaient l'Occident chrétien. Lorsqu'il les eut rangés sous son autorité, il veilla, de sa résidence d'Aix-la-Chapelle, à la défense des frontières, et porta la main partout où elles étaient menacées.

Charlemagne est sacré empereur d'Occident (800). — Charlemagne voulut mettre sous la consécration de l'Église cet empire que l'épée avait fait et rappeler le nom et l'appareil de l'empire romain, qui ne s'étaient point effacés de l'esprit des peuples; alors se prépara une grande scène dont le pape et l'empereur furent les principaux personnages.

L'alliance des papes et des Carlovingiens était déjà ancienne; le pape Zacharie avait sacré roi Pépin, le père de Charlemagne, et Pépin, en retour, avait constitué au pape un domaine ecclésiastique. Adrien I^{er}, dépouillé par les Lombards, avait appelé Charlemagne à son secours, et celui-ci, vainqueur à Pavie (sur le Tésin, affl. du Pô) des ennemis de l'Église, était allé jusqu'à Rome, où il avait été accueilli avec la plus vive reconnaissance (775).

Vingt-cinq ans après, le pape Léon, successeur d'Adrien, consacrait la domination de Charlemagne sur l'Occident chrétien. Aux fêtes de Noël de l'an 800, le roi Charles étant entré dans la basilique de Saint-Pierre pour la messe solennelle de ce jour, et s'étant incliné devant l'autel pour prier, le pape Léon lui posa une couronne sur la tête, et tous les Romains crièrent par trois fois: « A Charles, très pieux, auguste, couronné de Dieu, grand et pacifique empereur, vie et victoire! » Après cette proclamation, le pontife se prosterna devant lui, suivant la coutume établie du temps des anciens empereurs. Charles fut institué empereur des Romains par les acclamations de tous, et le pontife l'oignit de l'huile sainte.

Charlemagne administre l'empire et fait de sages lois. — Le conquérant Charlemagne avait su mêler les travaux de la paix à ceux de la guerre. Il avait établi dans son empire une sage administration et divisé le pays entre les ducs et les comtes chargés de l'exécution des lois. Il les faisait surveiller par des *envoyés impériaux* (en latin, *missi dominici*) qui parcou-

raient les provinces à certaines époques et redressaient les torts.

Chaque année il réunissait au mois de mai une assemblée générale des députés des hommes libres, des



Empire de Charlemagne.

Cet immense empire était limité : *au nord*, par la Manche et la mer du Nord, où les vaisseaux des Normands ne parurent qu'à la fin du règne, et par un retranchement au delà de l'Eyder contre les Danois ; — *à l'est*, par une ligne qui, partant de la Baltique, rejoignant le cours de l'Elbe, le remontait jusqu'au confluent de la Saale, suivait la Saale, les monts de Bohême, le cours inférieur de la Morawa, le Danube jusqu'au Raab, puis la Drave, s'appuyait de nouveau au cours du Danube, le quittait pour suivre la Save, la Bosna et la Narenta ; — *au sud*, par la mer Adriatique, en Italie par la Pescara, par la mer Méditerranée, en Espagne par l'Ebre ; — *à l'ouest*, par l'Océan Atlantique.

évêques et des grands. C'est dans ces *champs de mai* que furent rédigées les lois connues sous le nom de *capitulaires* et revisés, c'est-à-dire corrigés, les Codes (recueils de lois) des divers peuples de l'empire, des Frisons, des Saxons, des Thuringiens, des Bavares.

Il protège les lettres et visite les écoles. — Charlemagne, conquérant, administrateur et législateur d'un immense empire, trouvait encore le temps de s'appliquer à l'étude et de la prescrire autour de lui pour adoucir les rudes esprits de ses sujets. Ce géant de six pieds, passionné pour les exercices violents de la chasse et des armes, se refit écolier des classes de grammaire et d'écriture ; sa main, qui avait tant manié l'épée, était un peu comme celle de nos ouvriers quand ils ont besoin de signer leur nom : elle tremblait en tenant la plume. Il voulait former des lettres avec élégance, mais sans succès, et pourtant, dans ses heures d'insomnie, il reprenait, sans se lasser, les tablettes posées sous son chevet.

Ce n'était point seulement pour satisfaire sa curiosité qu'il s'appliquait à l'étude ; c'était pour servir d'exemple à ses sujets incultes. Aidé des savants qu'il avait appelés de toutes parts, il travailla à relever l'étude des lettres, encouragea les évêques et les abbés à instituer des écoles dans les évêchés et dans les monastères, les curés à apprendre gratuitement à lire aux enfants de leurs paroisses. En maître vigilant, qui voulait tout savoir et tout voir, il visitait les écoles au retour de ses guerres, et il ne trouvait pas indigne de lui, de louer les enfants laborieux et de réprimander les paresseux.

Un jour qu'il était entré dans l'école du palais, les enfants des moindres familles lui présentèrent des écrits pleins de savoir, tandis que les fils de ses nobles ne lui offrirent que de misérables essais. Alors le très sage Charles, nous raconte son secrétaire, imitant la justice du Juge éternel, fit passer à sa droite ceux qui avaient bien fait, en les encourageant et en leur promettant, s'ils persévéraient, de les honorer, de leur réserver les évêchés et les riches abbayes. Puis se tournant vers les autres qu'il avait à sa gauche, avec un regard foudroyant et une voix de tonnerre : « Par le Dieu du ciel ! s'écria-t-il, je fais peu de cas de votre noblesse et de votre beauté, quoique d'autres vous admirent. Et

tenez pour certain que si par une application vigilante vous ne réparez pas promptement votre négligence première, vous n'obtiendrez de Charles rien de bon. »

Mort de Charlemagne (814). — Ainsi Charlemagne a été le modèle des chefs d'empire. Il a mérité l'éloge que faisait de lui Bossuet, lorsqu'il disait : « Ce grand conquérant, égal en valeur à ceux que l'antiquité a le plus vantés, les surpasse en piété, en sagesse et en justice. »

Il avait employé à faire le bien un règne de 46 ans. « Atteint de la fièvre, au retour d'une chasse, nous raconte son secrétaire Eginhard, il prit le lit, reçut la communion en présence des siens, et expira le 28 janvier dans son palais d'Aix-la-Chapelle. Il avait 72 ans. Nul ne saurait dire quelles plaintes et quel deuil il y eut à cause de lui par toute la terre : chez les païens même on le pleura comme le père du monde... »

Louis le Débonnaire (814-840). — C'est une triste histoire que celle de ce prince, incapable de porter la lourde couronne de son père Charlemagne.

Louis, qui avait eu trois enfants de son mariage avec Hermengarde, Lothaire, Pépin et Louis, avait à la **diète d'Aix-la-Chapelle**, en 817, associé à l'empire l'ainé Lothaire ; il avait en même temps chargé Pépin du gouvernement de l'Aquitaine, et Louis du gouvernement de la Bavière, mais en les soumettant tous deux à l'autorité de Lothaire.

L'unité de l'empire fut ainsi maintenue et les frontières bien défendues contre les ennemis du dehors jusqu'au jour où, cédant aux prières de sa seconde femme, Judith de Bavière, il voulut faire une part au fils qu'il avait eu d'elle. Ce jeune prince, connu dans l'histoire sous le nom de Charles le Chauve, fut en 829, à la **diète de Worms** (sur le Rhin), nommé roi d'Allemagne (bassin supérieur du Rhin).

Les anciens ministres de Charlemagne, jusqu'alors maintenus dans leurs charges, s'indignèrent de ce der-

nier partage qui allait amener la division et la ruine de l'empire. Les fils d'Hermengarde réclamèrent au nom des décisions de la diète ou assemblée générale d'Aix-la-Chapelle, et prirent les armes contre leur père. Ils s'emparèrent de lui à deux reprises. La première fois ils l'enfermèrent dans un cloître (830). La seconde fois (833), ils se proposèrent de le flétrir par une dégradation solennelle. Ils le conduisirent dans la cathédrale de Saint-Médard de Soissons (sur l'Aisne), où on lui ôta sa couronne et son épée. On remplaça ses vêtements impériaux par la robe grise du pénitent et on le força de se reconnaître coupable de crimes qu'il n'avait pas commis.

Rétabli sur le trône, à la faveur de la division qui se mit entre les rebelles, Louis ajouta la Neustrie et l'Aquitaine à la part de Charles. Pépin II, fils de Pépin, et Louis le Germanique s'opposèrent encore par les armes au nouveau partage. Il fallut que le vieil empereur marchât avec une armée contre le roi de Germanie; mais il succomba au chagrin et à la fatigue. « Je pardonne à Louis, dit-il, mais qu'il songe à lui-même, lui qui, méprisant la loi de Dieu, a conduit au tombeau les cheveux blancs de son père. » Il mourut dans une île du Rhin près de Mayence (840). L'empire mourait avec lui.

Bataille de Fontanet (841). — Lothaire, fils aîné de Louis le Débonnaire, voulut en vain défendre l'unité de l'empire avec le secours des Aquitains et des Italiens. Charles le Chauve et Louis le Germanique, dont les peuples (Français et Allemands) réclamaient des rois particuliers, livrèrent à leur frère la bataille de **Fontanet** près d'Auxerre (841). Ils furent vainqueurs.

Serment de Strasbourg (842). — Ils voulurent alors resserrer leur alliance à Strasbourg sur le Rhin. Le roi des Allemands prononça le serment d'union en langue française; le roi des Français le répéta en langue allemande. Ce serment solennel prononcé sur les bords du Rhin, qui devait diviser si longtemps les deux races, est le plus ancien monument des langues française et allemande.

Traité de Verdun (843). — Les deux rois vainqueurs signèrent alors avec Lothaire le traité de Verdun (au confluent de la Saône et du Doubs). Charles eut en partage la France, et Louis, l'Allemagne. Lothaire dut se contenter de l'Italie et d'une longue bande de territoire entre la France et l'Allemagne, limitée d'un côté par le Rhin et de l'autre par la Meuse, la Saône et le Rhône. (Voir la carte p. 37.)

L'Empire de Charlemagne était ainsi divisé en trois parties, la France à l'ouest, la Germanie à l'est, et au milieu la Lotharingie qui devait bientôt être partagée en plusieurs États.

Lecture.

Voir dans les *Lectures sur l'histoire de France* celle intitulée : *Une classe d'histoire à propos de Charlemagne.*

QUESTIONNAIRE.

- Quelle est la famille qui succéda à la dynastie mérovingienne ?
 Quels sont les ancêtres de cette famille ? Pourquoi donna-t-on à Charles le surnom de Martel ? D'où venaient les Arabes et quelle route avaient-ils suivie ? Raconter la bataille de Poitiers ?
 Quel fut le premier roi de la famille ou dynastie carlovingienne ?
 Quelle est la date de son avènement ?
 Faire le portrait de Charlemagne. Quel est le peuple qui lui opposa la plus opiniâtre résistance ? Raconter la guerre de Saxe ; comment la Saxe conquise fut-elle maintenue dans l'obéissance ?
 Quels sont les autres peuples soumis par Charlemagne ? Quels pays habitaient-ils ? Que fit Charlemagne pour protéger la frontière de l'Ebre ?
 Quelles étaient les frontières : 1^o du nord ; — 2^o de l'est ? Quels cours d'eau et quelles montagnes suivait la frontière de ce côté ? — 3^o du sud ; — 4^o de l'ouest ?
 Rappeler les services rendus au pape par les Carlovingiens. Raconter le sacre de Charlemagne comme empereur.
 A qui était confiée l'administration de l'empire ? Qu'appelle-t-on capitulaires ? Que fit Charlemagne pour encourager les Francs à l'étude ? Raconter sa visite aux écoles ? Où mourut Charlemagne ? à quelle date ?
 Quel fut le successeur de Charlemagne ? Quels étaient les fils de Louis le Débonnaire et d'Hermengarde ? Quelle fut la cause de leurs révoltes ? A quelle date mourut Louis le Débonnaire ?
 Quels princes et quels peuples prirent part à la bataille de Fontenoy ? Qu'est-ce que le serment de Strasbourg ?
 Quel fut le partage qui suivit le traité de Verdun ? où est situé Verdun ?

Devoirs écrits.

Raconter l'invasion des Arabes et la bataille de Poitiers. — Raconter la guerre de Saxe. — Montrer en quoi consiste la grandeur de Charlemagne.

Tracés.

Tracé de la Saxe. — Limites de l'empire de Charlemagne. (Avoir bien soin de reproduire les lignes de cours d'eau et de montagnes sur lesquelles s'appuient cette frontière.) — l'artage de l'empire au traité de Verdun.

CHAPITRE IV**PROGRAMME**

(De 843 à 987) **La France féodale.** — Charles le Chauve (840-877). — Le capitulaire de Kiersy-sur-Oise (877). — Les Normands. — Eudes et le siège de Paris (885). — Lutte des derniers Carlovingiens contre les ducs de France. — Les grands fiefs, la société féodale.

SOMMAIRE.**Charles le Chauve et les seigneurs.**

Après le traité de Verdun, l'histoire de la France est l'histoire de la partie occidentale de l'empire, resserrée entre la mer, la Meuse, la Saône et le Rhône.

Charles le Chauve (840-877), fils de Louïs le Débonnaire et de Judith de Bavière, règne sur cette France amoindrie.

Les seigneurs, possesseurs de bénéfices, et les comtes chargés par Charlemagne d'administrer les provinces, résistent au roi et se fortifient dans leurs châteaux ; ils obtiennent de Charles le Chauve, par le capitulaire ou édit de Kiersy-sur-Oise, en 877, l'hérédité de leurs bénéfices et de leurs charges, c'est-à-dire le droit de les transmettre à leurs enfants.

Invasions des Normands.

Les Normands, venus des presqu'îles Scandinaves (Suède et Norvège, Danemark), conduits par les *rois de la mer*, remontent le cours de l'Escaut, de la Seine et de la Loire.

Les Normands de la Loire, sous la conduite d'Hastings, pénètrent jusqu'à Brisserte, où ils rencontrent Robert le Fort, ancêtre de la famille capétienne (866).

Les Normands de la Seine, sous la conduite de Sighefried, remontent le cours de la Seine jusqu'à Paris, que défendent avec courage Eudes, fils de Robert le Fort, et l'évêque Gozlin (885-886).

Les derniers Carlovingiens. La société féodale.

Pendant le dernier siècle de leur histoire les Carlovingiens luttent péniblement contre les ducs de France, de race capétienne, qui

arrivent deux fois au trône, avec Eudes (888-898) et avec Raoul (923-936), avant de s'en saisir définitivement à la mort de Louis V (987).

Pendant cette longue lutte la France est divisée en huit duchés et comtés qui semblent indépendants les uns des autres : le duché de France, le comté de Flandre, le duché de Normandie, le duché de Bretagne, le comté de Champagne, le duché de Bourgogne, le duché d'Aquitaine et le comté de Toulouse.

Dans la société féodale, chaque seigneur, tout en étant maître absolu dans son bénéfice ou fief, doit au suzerain dont il est le vassal : 1^o l'hommage, 2^o le service militaire, 3^o l'assistance à la cour de justice, 4^o des *aides* ou contributions d'argent en certaines circonstances.

RÉCIT

Charles le Chauve (843-877). — Notre histoire est désormais celle de la partie occidentale de l'empire, de la France, comprise alors entre la mer, la Meuse, la Saône et le Rhône. Charles le Chauve en est le roi, roi souvent bien impuissant, qu'il s'agisse de maintenir son autorité sur les seigneurs ou de résister aux nouveaux barbares, les Normands.

La division du grand empire ne s'était pas arrêtée aux trois royaumes de France, d'Allemagne et d'Italie. Chacun de ces royaumes s'était divisé lui-même en un grand nombre de petites principautés, dont les chefs ne voulaient pas reconnaître l'autorité du roi.

Au temps de l'invasion les rois avaient donné à leurs plus braves guerriers, ceux qu'ils appelaient *leudes* et qui combattaient auprès d'eux, des terres nommées **bénéfices** ou **fiefs**. Les leudes, qui craignaient de se voir enlever ces terres par les rois qui les avaient concédées, obtinrent d'eux une déclaration en vertu de laquelle elles ne leur seraient pas ôtées. C'est au traité d'**Andelot**, en 587, que cette concession leur avait été faite (Andelot en Champagne, près de Chaumont). Mais bientôt il ne leur suffit plus d'être assurés d'en jouir pendant leur vie, ils voulurent les transmettre à leurs enfants.

D'autre part, les ducs et les comtes, qui administraient les diverses provinces de l'empire, s'étaient habitués à considérer leurs charges comme des patrimoines et

demandaient qu'elles fussent aussi déclarées héréditaires.

Les uns et les autres, pour se défendre contre les invasions des Normands et parfois aussi contre l'autorité royale, avaient construit des châteaux forts au sommet ou dans les défilés des montagnes, au passage des fleuves. Ils s'étaient ainsi rendus maîtres du pays. Force fut bien à Charles le Chauve de leur concéder par l'édit de **Kiersy-sur-Oise**, en 877, l'hérédité de leurs bénéfices et de leurs charges. N'étaient-ils point d'ailleurs devenus les protecteurs des gens de la campagne, qui se groupaient à l'abri des châteaux, en un temps où le roi n'était pas même assez fort pour faire respecter la paix publique et repousser les envahisseurs étrangers?

Invasions des Normands. — Enhardis par le démembrement du royaume et l'impuissance de Charles le Chauve les Normands purent pénétrer jusqu'au cœur de la France. Déjà ils avaient insulté les côtes du vivant de Charlemagne, et ils avaient arraché des larmes au grand empereur.

Un jour qu'il était venu à l'improviste dans une ville maritime, des pirates normands s'étaient montrés en vue du port. Les uns les avaient pris pour des marchands juifs, les autres pour des Africains ou encore pour des Bretons. Mais Charlemagne reconnut, à la structure et à l'agilité de leurs navires, que c'étaient des bâtiments de guerre et non de commerce. « Ces vaisseaux, s'écria-t-il, sont remplis non de marchandises, mais d'implacables ennemis ! » A ces mots, tous ceux qui l'accompagnaient s'élancèrent pour combattre les pirates ; mais les Normands, comprenant que là était celui qu'ils avaient coutume d'appeler *Charles au marteau*, se hâtèrent de regagner la haute mer. Charlemagne, se levant alors de table, s'appuya sur une fenêtre et y resta longtemps à rêver, le visage inondé de pleurs. Comme nul de ses grands n'osait l'interroger, il leur expliqua lui-même le sujet de ses

larmes : « Savez-vous, dit-il, pourquoi j'ai tant pleuré ? Je ne crains pas que ces gens-là me puissent nuire par leurs vaines menaces, mais je m'afflige grandement que de mon vivant ils aient osé insulter ce rivage, et je suis tourmenté d'une douleur extrême, parce que je prévois le mal qu'ils feront à mes descendants et à leurs peuples. »

Charlemagne ne s'était point trompé sur l'imminence et la grandeur du péril. Ces Normands (hommes du Nord) devaient être pour la France de terribles ennemis. Venus des deux presque îles scandinaves (Norvège et Danemark), ils suivaient cette religion d'Odin que les Saxons avaient autrefois reçue d'eux, et qui exaltait le courage de ses croyants jusqu'à la frénésie. Mais la religion n'était pas seule à exciter les Normands à la guerre, la nécessité les y forçait. La terre natale couverte de lacs, de marais, de forêts épaisses ensevelies plusieurs mois sous la neige, ne suffisait pas à nourrir ses enfants. Tous les cinq ans il fallait qu'une partie de la jeunesse abandonnât le foyer de la famille pour chercher sa vie dans les aventures. De là, tout un peuple de bannis, de guerriers errants, de *loups*, comme ils s'appelaient, qui se faisaient de la mer une seconde patrie et menaient la vie libre du pirate.

Ces barbares, conduits par des chefs audacieux, les *rois de la mer*, montés sur leurs barques d'osier en forme de dragon, couverts des pieds à la tête d'un tissu de lames de fer disposées en écailles, armés d'une lourde hache et d'une épée à deux tranchants, remontèrent le cours de tous nos fleuves. Ils s'établissaient dans les îles, et de là, insatiables de pillage, ils ravageaient les campagnes, incendiaient les villages et rançonnaient les villes. Ceux de l'Escaut se répandirent dans tout le pays entre la Somme et le Rhin ; ceux de la Loire établis dans l'île de Noirmoutiers saccagèrent Nantes, Tours et Blois ; ils s'avancèrent même jusqu'au Mans, en remontant la Sarthe, affluent de la Loire.

Robert le Fort et les Normands de la Loire. —

C'est alors qu'apparaît dans l'histoire une famille nouvelle, celle des Capétiens (1), bien obscure encore, mais qui ne devait pas tarder à s'élever et à fonder sur la reconnaissance populaire ses titres à la royauté.

Un de ses ancêtres, **Robert le Fort**, à qui Charles le Chauve avait confié la défense du pays entre Seine et Loire, osa seul résister aux Normands. N'ayant pu arriver à temps pour sauver le Mans des pirates, il les poursuivit, les atteignit à **Brisserte**, près d'Angers, les défit et força leur chef, le terrible **Hastings**, à s'enfermer dans l'église du village. Comme le jour tombait, il remit au lendemain l'attaque du dernier refuge de l'ennemi. Accablé par la chaleur, il venait d'ôter son casque et sa cotte de mailles, lorsque tout à coup les Normands firent une sortie meurtrière. Sans prendre la peine de s'armer, Robert rallia ses soldats, occupés à dresser les tentes, et ramena l'ennemi jusqu'au seuil de l'église. Malheureusement, *ce Machabée du temps*, comme l'appellent les chroniques, périt dans la mêlée, en combattant la tête et la poitrine découvertes (866).

Ce ne fut pas la seule rencontre où la famille des Capétiens sut se mettre à la tête de la résistance nationale.

Eudes et les Normands de la Seine. Siège de Paris (885-886). — Les Normands de la Seine, plus redoutables que ceux de l'Escaut et de la Loire, s'étaient avancés à plusieurs reprises jusqu'à Paris et l'avaient mis à rançon. Sous le règne de Charles le Gros, qui avait pour la dernière fois réuni tout l'empire de Charlemagne, on les vit encore remonter jusqu'à la capitale du royaume. Ils étaient au nombre de trente mille hommes, montés sur sept cents barques et conduits par le *roi de la mer Sighefried*. Ils trouvèrent en arrivant les faubourgs, les abbayes, les couvents déserts ; tout le monde

(1) Cette famille a pris dans l'histoire le nom du prince qui remplaça sur le trône le dernier Carlovingien et qui s'appelait Hugues *Capet*.

s'était réfugié dans l'enceinte fortifiée de Paris, restreint alors à l'île de la Cité, et que deux ponts de bois, chacun avec une grosse tour en tête, rattachaient aux deux rives.

Charles le Gros était loin, et Paris semblait devoir être encore une fois la proie des barbares; mais **Eudes**, fils de Robert le Fort, et **Gozlin**, abbé de Saint-Germain des Prés, élu depuis peu évêque de Paris, veillaient à la défense de la ville. Ils exhortèrent les habitants à vaincre ou à mourir, et ils donnèrent l'exemple; ils combattirent sur la muraille à la tête de leurs gens et repoussèrent un premier assaut; l'évêque Gozlin y fut blessé. A la seconde attaque, les Normands poussèrent contre la tour du grand pont une tour en bois de trois étages et tentèrent d'incendier le pont, mais ils ne purent triompher de l'opiniâtre défense des assiégés. Malheureusement le petit pont fut emporté par une crue du fleuve et les douze défenseurs de la tour qui en protégeaient l'extrémité se trouvèrent seuls exposés à l'attaque de l'ennemi. Ils se défendirent héroïquement toute une journée et ne se rendirent qu'à la condition d'avoir la vie sauve; mais à peine eurent-ils déposé les armes qu'ils furent massacrés par les pirates. Un seul, Hervé, avait été épargné, parce qu'à la noblesse de sa figure et de son maintien on l'avait pris pour un chef; il ne voulut pas survivre à ses compagnons, et afin de se faire tuer à côté d'eux, il jura aux Normands qu'ils n'auraient jamais de lui une rançon.

L'exemple donné par ces braves gens redoubla le courage des assiégés, dont la situation semblait cependant désespérée. Gozlin était mort des suites de sa blessure; *il était passé au Seigneur*, comme disent les chroniques, avec bien d'autres vaillants guerriers. Les vivres commençaient à manquer, et Charles le Gros n'apparaissait pas. Eudes alla réclamer son assistance, puis traversant au retour les lignes normandes, il s'ouvrit le passage au galop de son cheval, sabrant les Normands à droite et à

gauche. Rentré dans la place, il continua d'opposer aux attaques de l'ennemi la plus vive résistance, jusqu'à ce qu'enfin Charles parut avec une nombreuse armée sur les hauteurs de Montmartre.

Le jour de la délivrance semblait arrivé; mais quelle ne fut pas la stupéfaction des héroïques défenseurs de Paris, quand ils apprirent que Charles le Gros avait acheté la retraite des Normands au prix de 799 livres d'argent.

La honte de Charles le Gros, en rejaillissant sur sa race, rehaussa la gloire d'Eudes et des Capétiens, et aussi celle de Paris, qui prenait par son courage le rang de capitale du royaume.

Quant aux Normands, ils finirent par fonder un État en France. Ils s'établirent dans la province qui a pris d'eux le nom de Normandie et que le Carlovingien Charles le Simple leur céda. Leur chef **Rollon** se fit chrétien et épousa Gisèle, fille du roi. Le traité fut signé à **Saint-Clair-sur-Epte** (911), sur la frontière même du nouveau duché, qui s'étendait, sur la Manche, de la Bresle à l'est, au Couesnon à l'ouest.

Lutte des derniers Carlovingiens contre les ducs de France. — On peut facilement prévoir, en comparant l'impuissance des descendants de Charlemagne et l'importance nouvelle des descendants de Robert le Fort, l'issue de la lutte engagée entre les deux familles. Il semble que c'est l'histoire des derniers Mérovingiens et des premiers Carlovingiens qui recommence.

Et cependant, dans cette lutte entre les deux familles, qui dura un siècle, les derniers Carlovingiens n'acceptèrent pas le rôle de rois *fainéants*; ils se défendirent avec courage, mais ils ne purent l'emporter sur les ducs de France, seigneurs braves et habiles, maîtres d'immenses domaines dont le centre était Paris.

Eudes, duc de France, roi (888). — En 888 ils furent une première fois dépossédés du trône par **Eudes**, l'héroïque défenseur de Paris, qui eut encore une fois

l'honneur de battre les Normands, à Montfaucon, dans les défilés de l'Argonne (889).

Ils ressaisirent le pouvoir avec **Charles le Simple** (898-923), pour le perdre encore à l'avènement de **Raoul**, époux d'Emma, sœur de Hugues le Grand (923-926).

Hugues le Grand, duc de France, rappelle les Carolingiens (956). — Mais après le règne de Raoul ce fut le duc de France, Hugues le Grand lui-même, qui rappela sur le trône les princes carlovingiens. C'est alors que régnèrent les derniers descendants de Charlemagne : **Louis d'Outremer**, ainsi nommé parce qu'il fut rappelé d'Angleterre (936-954) ; **Lothaire** (954-986), et **Louis V** (986-987). Hugues le Grand avait compris que la suprême habileté était dans la patience ; il se contenta d'agrandir les domaines de sa maison, de se faire des alliés, de mériter l'appui de l'Église, assuré de préparer ainsi l'avènement définitif de sa famille au trône.

Il ne se trompait pas. A la mort de Louis V, qui ne régna qu'un an (986-987) et ne laissa pas d'enfant, **Hugues Capet**, fils d'Hugues le Grand, fut élu roi à Senlis par les évêques et les seigneurs du nord, à l'exclusion de Charles, duc de Basse Lorraine, qui était du sang de Charlemagne.

Les grands fiefs. — La royauté ne semblait être alors qu'un vain titre, la France étant divisée en huit duchés et comtés indépendants en fait. C'était le **duché de France** qui s'étendait sur les deux rives de la Seine, du confluent de l'Epte jusqu'à celui de l'Yonne (1), — le **comté de Flandre** sur la Manche et la mer du Nord, entre l'embouchure de l'Escaut et celle de la Canche, — le **duché de Normandie**, sur la Manche, entre la Bresle au nord-est, le Couesnon à l'ouest et le confluent de la Seine et de l'Epte au sud-est, — le **duché de Bretagne** entre le Couesnon et le cours inférieur de la Loire, — le

(1) La carte de France, sur papier rose, contient les noms des provinces et ceux des fleuves et des rivières qui servent de limites aux provinces.

comté de Champagne entre le Loing, affluent de la Seine, à l'ouest, l'Argonne et les Ardennes occidentales à l'est, — le **duché de Bourgogne** entre la Saône et la Loire, — le **duché d'Aquitaine** entre la Loire, l'Océan et les Pyrénées, — le **comté de Toulouse** (le Languedoc) entre le cours supérieur de la Garonne, les Pyrénées, le Rhône et les monts d'Auvergne.

La société féodale. — Chacun de ces grands fiefs était divisé en un certain nombre de fiefs, divisés eux-mêmes en un nombre considérable d'autres fiefs de moindre importance.

Chaque propriétaire de fief ou seigneur étant maître presque absolu sur son domaine, on peut dire qu'en ce temps-là il y avait autant de petits États que de propriétés.

Ces seigneurs étaient cependant rattachés les uns aux autres dans un certain ordre, qui soumettait les plus petits aux plus grands et tous les seigneurs de France au roi.

Si nous prenons par exemple tel seigneur ou **vassal** du duché de Normandie, il a pour **suzerain** le duc de Normandie, qui lui-même a pour suzerain le roi de France. Cette soumission était bien peu réelle, comme on le verra, mais les choses semblaient ainsi réglées.

Quel que soit son rang, le vassal prête **hommage** à son suzerain, c'est-à-dire reconnaît dans une solennité publique sa dépendance à l'égard de son suzerain. Il rend cet hommage à genoux, les mains placées dans celles du suzerain.

Devoirs et services du vassal. — Il a envers lui des obligations morales ou devoirs et est tenu à des obligations matérielles ou services.

Ces devoirs lui défendent d'offenser son suzerain ou seigneur, de le laisser offenser par d'autres, et lui ordonnent de le conseiller loyalement, de lui céder son cheval sur le champ de bataille, d'aller prendre sa place en captivité.

Les services sont : 1° le **service militaire** pour un temps déterminé et avec un certain nombre d'hommes, proportionné à l'étendue du fief; 2° le **service de justice**, c'est-à-dire l'obligation de siéger à côté du suzerain pour l'aider à rendre la justice; 3° enfin le **service de finance**, qui consiste en certaines aides ou redevances que le vassal paye au suzerain en des occasions déterminées, lorsque ce suzerain arme chevalier son fils aîné, quand il marie sa fille, lorsqu'il part pour la croisade, quand il est prisonnier pour contribuer à sa rançon.

Comme suzerain, chaque seigneur a aussi des devoirs. Il doit protection à son vassal; il lui doit encore justice devant ses pairs, c'est-à-dire devant une assemblée de seigneurs de même rang, dans les quarante jours de la plainte.

Lecture.

Voir dans le livre des *Lectures* celle intitulée : *le Siège de Paris*.

QUESTIONNAIRE.

Que devient la France après la mort de Charlemagne? Comment les seigneurs d'une part, les ducs et les comtes de l'autre, deviennent-ils propriétaires des terres ou des charges qui leur avaient été concédées pour un temps?

Quel est le nouveau peuple barbare qui menace la France? N'était-il pas déjà apparu du temps de Charlemagne? D'où venaient les Normands? Quelle était leur religion? Comment s'étaient-ils avancés jusqu'au cœur du royaume? Quelle est la famille qui mérita alors la reconnaissance publique? Raconter le combat de Brisserte et le siège de Paris.

Quels sont les premiers princes de la famille capétienne qui aient régné? Quels sont les derniers rois carlovingiens? Quelle différence y a-t-il entre l'histoire des derniers Mérovingiens et des derniers Carlovingiens?

Quels étaient les grands fiefs de France? Quels étaient les rapports du seigneur et des habitants de son fief? Quels étaient les devoirs ou services du vassal envers son suzerain? Quels étaient les devoirs du suzerain envers son vassal?

Devoirs écrits.

Raconter les invasions des Normands et montrer comment les ancêtres de Hugues Capet méritèrent la reconnaissance de la France.

Tracés.

Tracer la carte des grands fiefs de France, en marquant seulement les noms de ces fiefs et des fleuves qui les limitent. (L'élève devra se servir de la carte de France sur papier rose, et ne lui emprunter que les noms de provinces, de montagnes, de cours d'eau cités dans le chapitre.)

Devoirs de récapitulation.

(Retour sur l'histoire de France depuis ses origines jusqu'à l'avènement des Capétiens.)

Quels rapports ont eus entre eux les Gaulois et les Romains ?

Quand et comment le christianisme s'est-il établi en Gaule ?

Quels ont été les résultats de l'invasion des Germains en Gaule ?

Quels sont les faits les plus importants de l'histoire des Mérovingiens depuis la mort de Clovis jusqu'à la bataille de Testry ?

Par quels services la famille d'Héristal a-t-elle mérité de remplacer sur le trône la race mérovingienne ?

Comment s'est formé l'empire de Charlemagne ?

Comment s'est-il divisé ?

Quel nouvel état de choses avait remplacé l'empire ?

Quelles sont les dates des principaux événements, des origines à l'avènement des Capétiens ? (Le maître indiquera les faits les plus considérables.)

Conseils.

Ces questions, comme on le voit, sont plus générales que celles qui se trouvent à la fin des divers chapitres. Elles ont pour objet d'habituer l'esprit de l'élève à embrasser l'ensemble d'une époque et à trouver le lien qui unit les événements les uns aux autres.

1^{re} QUESTION. — L'élève auquel la première question sera posée cherchera le sens du mot rapport. Les peuples peuvent avoir entre eux des rapports de guerre et des rapports dans la paix, comme les individus ont entre eux de bons et de mauvais rapports. Les Gaulois et les Romains en effet se firent d'abord la guerre, puis, après que la guerre eut décidé entre eux, ils vécurent dans un état de paix.

Dans les rapports de guerre, l'élève, en interrogeant ses souvenirs, remarquera : 1^o que les Gaulois prirent l'offensive et portèrent leurs armes en Italie et jusqu'à Rome; 2^o qu'ils eurent ensuite à soutenir une guerre défensive chez eux pour protéger leur pays; que cette guerre défensive présente d'abord la résistance isolée de divers peuples du nord et de l'ouest, et ensuite la résistance de tous les peuples de la Gaule unis sous le commandement de Vercingétorix. L'élève joindra à ces observations les détails les plus intéressants de la guerre offensive et de la guerre défensive.

Dans l'étude des rapports pacifiques entre les Gaulois et les Romains qui suivirent la conquête, l'élève rappellera comment les Romains plus civilisés changèrent l'aspect de la Gaule par de grands travaux, instruisirent les Gaulois, etc.

2^e QUESTION. — Pour la deuxième question : « Quand et comment le Christianisme s'est-il établi en Gaule ? » l'élève remarquera qu'il y a là une double question, celle du temps, celle des moyens employés. Le Christianisme fut prêché en Gaule : 1^o à la fin du 1^{er} siècle dans sept villes, 2^o au 1^{er} siècle à Lyon. — Les noms devront être cités. — Comment s'est-il établi ? par la prédication, par l'exemple des martyrs, par la conversion de Constantin, par les services rendus à la société par le clergé séculier et le clergé régulier. L'élève racontera le détail.

Il répondra de même aux autres questions après avoir recueilli et disposé avec ordre ses souvenirs.

CHAPITRE V

PROGRAMME

(De 987 à 1328). — **La formation du pouvoir royal; les Capétiens.** — Les premiers Capétiens. — L'an 1000. — La première Croisade (1095). — Louis le Gros (1108-1137); les communes. — Philippe-Auguste (1180-1223). Richard Cœur de Lion et Jean sans Terre; bataille de Bouvines.

SOMMAIRE

Les premiers Capétiens.

Les premiers rois capétiens, Hugues Capet (987), Robert (996), Henri 1^{er} (1031), Philippe 1^{er} (1060), se succèdent dans le duché de l'Île-de-France en faisant sacrer leur fils de leur vivant, mais sans pouvoir faire reconnaître leur autorité par les seigneurs qui se partagent le sol de la France.

Les seigneurs s'engagent dans de grandes entreprises, en Portugal, en Italie, en Angleterre (dont le duc de Normandie fait la conquête), en Terre sainte.

La première croisade.

La grande expédition en Terre sainte pour délivrer le tombeau du Christ, la *croisade*, est prêchée par Pierre l'Ermite. Le pape Urbain II, au concile de Clermont (1095), appelle à la croisade tous les peuples de l'Europe chrétienne.

Une première expédition de pauvres gens, conduite par Pierre l'Ermite, périt sur les chemins (1095).

L'armée des gens de guerre, conduite par Godefroy de Bouillon, traverse l'Allemagne et la Hongrie, arrive à Constantinople, franchit le détroit, s'engage dans les plaines de l'Asie Mineure où elle bat les Turcs à Dorylée, prend Antioche, en Syrie, et parvient enfin devant Jérusalem, qu'elle emporte après un siège de quarante jours (15 juillet 1099).

Godefroy de Bouillon organise le petit royaume chrétien et le défend contre ses ennemis, avec le secours des ordres religieux militaires.

Louis VI et Louis VII.

Le cinquième Capétien, Louis VI le Gros (1108-1137), fait respecter son titre de roi par les seigneurs et défend contre eux les églises et le peuple des campagnes.

L'abbaye de Saint-Denis, gardienne de l'oriflamme, et les milices paroissiales viennent en aide à la royauté.

Louis VII le Jeune (1137-1180) acquiert la meilleure partie du territoire au sud de la Loire par son mariage avec Éléonore de Guyenne (1137), mais la perd par son divorce. Éléonore porte cette riche dot (1152) à Henri Plantagenet, comte d'Anjou et héritier de la couronne d'Angleterre.

Louis VII a conduit la seconde croisade (1147-1149) et perdu la meilleure partie de son armée dans les défilés du Taurus. Il revient en France après le siège inutile de Damas.

Suger, abbé de Saint-Denis, régent de France, gouverne le royaume avec sagesse pendant l'absence du roi.

Louis VII résiste au roi d'Angleterre, Henri II, en s'alliant aux fils révoltés de son ennemi (1159-1180).

Philippe-Auguste et Louis VIII.

Philippe-Auguste (1180-1223), roi politique et guerrier, prend part à la troisième croisade avec le roi d'Angleterre, Richard Cœur de lion (1190-1192). Il revient en France après la prise de Ptolémaïs.

Il reconquiert par les armes la Normandie, l'Anjou, la Touraine et le Poitou sur les rois d'Angleterre, Richard Cœur de Lion et Jean sans Terre, et gagne sur l'empereur d'Allemagne, allié des Anglais, la grande bataille de Bouvines (1214).

Philippe-Auguste partage la France en 73 prévôtés sous la surveillance des baillis. Il entoure Paris d'une muraille, pave les deux longues rues qui forment la *croisée*, construit les Halles et achève Notre-Dame.

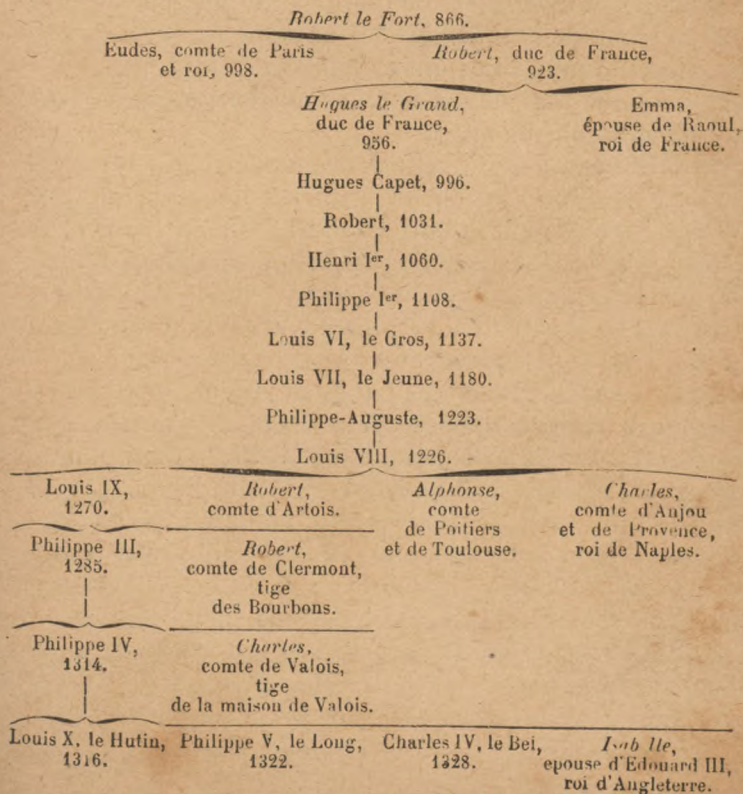
Louis VIII (1223-1226) achève les conquêtes de son père Philippe-Auguste sur les Anglais, auxquels il ne laisse que le duché de Gascogne.

RÉCIT

Les premiers rois capétiens : Hugues Capet (987-1103). — La famille capétienne, qui avait bien mérité de la France en luttant avec énergie contre les nouveaux barbares, hérita de la royauté dont les Carlovingiens ne remplissaient plus les devoirs.

Mais, pendant plus d'un siècle, les rois capétiens, qui n'étaient que les plus puissants seigneurs de France, ne purent faire reconnaître leur autorité. Le premier d'entre eux, **Hugues** (1), qu'on appela **Capet** (*chappatus*), de la

- (1) **Tableau généalogique de la branche aînée des Capétiens.**
(La date qui suit chaque nom est celle de la mort.)



chape qu'il portait au lutrin de l'abbaye de Saint-Denis, ayant réclamé l'obéissance d'un comte de Périgueux et lui ayant demandé avec hauteur qui l'avait fait comte, reçut cette réponse : « Qui t'a fait roi ? » Ses successeurs renoncèrent à réclamer une sujétion qu'on leur refusait et demeurèrent pendant trois règnes dans une prudente réserve. Ils se bornèrent à faire sacrer rois leurs fils de leur vivant, pour bien assurer à leur famille la transmission d'un titre qui devait être plus tard respecté et obéi.

Robert (996-1031). L'an 1000. — C'est sous le règne de Robert, qui succéda en 996 à Hugues Capet et régna jusqu'en 1031, que l'on arriva à ce terrible an 1000, annoncé comme la date de la fin du monde, par des prédictions populaires. Jamais les âmes ne furent plus profondément émues. Les uns attendaient cette heure solennelle comme une délivrance, les autres étaient en proie à la crainte du jugement.

L'Église avait été le refuge de la société au temps de l'invasion ; elle le fut encore dans ces heures d'angoisse où l'on vivait en attendant la mort. On ne trouvait de repos qu'à l'ombre de ces cathédrales, où tant de figures de pierre agenouillées, les mains jointes, semblaient exprimer cette attente du moment terrible. On s'enfonçait pour prier dans les cryptes (1) les plus obscures ; on voulait se cacher sous des habits de moine. Combien de seigneurs vinrent déposer leur épée sur l'autel ! Guillaume I^{er}, duc de Normandie, aurait tout laissé pour se retirer à l'abbaye de Jumièges, si l'abbé le lui eût permis. Hugues, duc de Bourgogne, voulait aussi se faire moine ; le pape le lui défendit. Henri II, empereur d'Allemagne, alla trouver l'abbé de Saint-Vanne à Verdun et lui dit : « Je veux, avec la grâce de Dieu, renoncer à l'habit du siècle, revêtir le vôtre, et ne plus servir que Dieu avec vos frères. — Voulez-vous donc, reprit l'abbé, promettre, selon notre règle et à l'exemple de Jésus-

(1) La crypte est la partie souterraine d'une église.

Christ, l'obéissance jusqu'à la mort ? — Je le veux, reprit l'empereur. — Eh bien ! je vous reçois comme moine et je vous ordonne de retourner au gouvernement de l'empire que Dieu vous a confié, et de veiller de tout votre pouvoir, avec crainte et tremblement, au salut de tout le royaume. »

C'est ainsi que l'Église raffermir les courages en cette heure d'épouvante et fit en sorte que la crainte de Dieu chez les grands de ce monde tournât au profit des petits.

Charité du roi Robert. — Ce que la crainte faisait chez les uns, la piété le faisait chez d'autres, chez le roi régnant alors, par exemple, **Robert le Pieux**. Bien qu'il ne tienne pas une grande place dans l'histoire, on s'arrêterait longtemps à son nom si l'on voulait raconter tous les actes de sa charité.

Un jour qu'il revenait de faire sa prière, il trouva sa lance garnie d'ornements d'argent qu'y avait fait attacher sa femme, la reine Constance. Tout en considérant cette lance, il cherchait par la fenêtre quelqu'un à qui cet argent fût nécessaire, et, apercevant un pauvre en haillons, il l'appela, s'enferma avec lui, enleva l'argent de la lance et le mit lui-même dans le sac du pauvre, en lui recommandant, selon sa coutume, de bien prendre garde d'être vu de la reine.

Un autre jour qu'il dînait au château d'Étampes, il ordonna, dit un récit du temps, que la salle fût ouverte aux pauvres de Dieu et prit plaisir à nourrir l'un d'eux qui vint se mettre à ses pieds. Mais le pauvre, abusant de la bonté du roi, lui coupa un ornement d'or qui pendait de ses genoux, et s'enfuit au plus vite. Lorsque la reine, au sortir de la table, vit le roi ainsi dépouillé, elle entra dans une grande colère ; Robert alors, l'apaisant, dit avec douceur : « Cet ornement d'or était sans doute plus nécessaire à celui qui l'a pris qu'à moi. » On est tenté de sourire, mais comment ne pas aimer la simplicité du bon Robert ?

Henri I^{er} (1031-1060) et Philippe I^{er} (1060-1108). —

A Robert succéda Henri I^{er}, Il eut grand soin de faire sacrer de son vivant son fils Philippe I^{er}, qui fut couronné au milieu d'un grand concours d'évêques et de seigneurs. On commençait alors à entourer de plus de respect le nom du roi.

Cependant celui qui le portait n'en avait pas encore l'autorité. Les seigneurs, grands et petits, vivaient dans l'indépendance et la solitude de leurs châteaux, et c'est là qu'il faut étudier l'histoire et les mœurs des hommes de ce temps-là.

Le château. — Le château où vivait le seigneur s'élevait le plus souvent au sommet d'une colline et dominait le pays. Deux enceintes, l'une de pieux solides, l'autre de murs épais et de fossés, l'entouraient : la porte de la deuxième enceinte, flanquée de tourelles, était fermée par un pont-levis. Après l'avoir franchie, on se trouvait en face du château lui-même, massive construction avec ses caves et ses souterrains, ses divers étages réservés aux logements, aux magasins de vivres, aux arsenaux. Les murailles semblaient défier les tentatives d'escalade par leur hauteur et les machines de guerre par leur épaisseur.

A l'abri de ces défenses, le seigneur, entouré de sa famille, est servi par de jeunes hommes de condition noble, fils de seigneurs voisins, qui viennent apprendre auprès de lui le métier des armes et passent successivement par les offices de page et d'écuyer.

Le page, l'écuyer. — Page à sept ans, l'enfant servait à table, versait à boire, accompagnait son maître ou sa maîtresse, et apprenait d'eux à honorer la fidélité et le courage (1).

(1) Dans les longues veillées d'hiver le page écoutait des récits de chevalerie. Tantôt c'était l'histoire de Roland combattant seul le géant Ferragus, Roland, qui n'était point clerc, comme on disait alors, c'est-à-dire savant, n'avait pu convertir à la foi chrétienne Ferragus, disciple de Mahomet. Tous deux convenaient de laisser là les discours et de se servir de leurs armes. La foi du vainqueur sera reconnue comme vraie foi. Un terrible combat s'engage ; Roland va succomber, quand il invoque la sainte Vierge qui lui donne la victoire. Et la foi chrétienne l'emporte ainsi sur celle de Mahomet.

Tantôt c'est le conte de l'enchantement Merlin. Rien ne résiste à ses enchante-

A quatorze ans, le page devenait écuyer : il était conduit à l'autel par son père et sa mère, et recevait une épée que le prêtre bénissait et attachait à son côté. Le jeune écuyer apprenait alors à manier l'épée, à soigner et à dresser les chevaux. Quand il était devenu habile aux armes et bon cavalier, il suivait son maître à la guerre, lui tenait l'étrier, portait son casque et menait derrière lui les chevaux de bataille. Dans le combat il lui présentait un cheval frais, de nouvelles armes, l'aidait à se relever s'il tombait, et parait les coups dont il était menacé.

Le chevalier. — Lorsqu'il avait passé sept années dans l'office d'écuyer, il pouvait être admis dans l'ordre de la *chevalerie*.

Après s'être confessé et avoir communiqué, le jeune écuyer s'agenouillait devant l'autel. Le prêtre l'exhortait à n'user de la lance du chevalier que pour défendre la veuve et l'orphelin, pour faire guerre loyale, pour servir fidèlement son seigneur. Les chevaliers et les dames lui mettaient alors ses éperons, sa cotte de mailles, et sa cuirasse. Puis le seigneur lui donnait trois coups du plat de son épée sur l'épaule en disant : « Au nom de Dieu, de saint Michel et de saint Georges, je te fais chevalier. »

Le nouveau chevalier sautait alors sur le cheval qu'on lui avait amené et sortait de l'église pour se montrer à la foule, portant de la main droite la lance, l'arme de son nouveau grade.

ments ; il métamorphose les gens, il transporte les rochers et en fait des géants, il échappe à ses ennemis sur un vaisseau de verre, ma's il livre le secret de son pouvoir magique à la belle Viviane, et Viviane l'enferme dans un jardin enchanté dont la haie d'aubépine est une barrière infranchissable.

Plus tard ce sera le fabliau de Saladin. Le sultan Saladin veut être fait chevalier par son prisonnier Hugues de Tabarie. Hugues refuse d'abord de donner à un infidèle l'ordre de chevalerie, mais il finit par céder aux prières du sultan et, après la cérémonie, il dit au nouveau chevalier : « Maintenant que je suis ton ami, j'ai le droit de t'emprunter ; je t'emprunte ma rançon. » Saladin se mit à rire et rendit la liberté à Hugues, sans exiger de rançon.

Si notre jeune lecteur a pris plaisir, comme le page d'autrefois, aux histoires de Roland, de Merlin l'enchanteur et de Saladin, qu'il se souvienne de ne pas négliger ce qui est mis en bas des pages. Il trouvera dans les notes parfois de l'agrément et toujours du profit.

Commandements de la chevalerie. — Ainsi l'Église avait voulu bénir les armes qu'elle n'avait pu enlever des mains des seigneurs, et exhorter les nouveaux chevaliers à en faire un bon emploi. Elle leur avait tracé des devoirs de vertu militaire, de loyauté, de fidélité et leur avait donné cette noble devise : « Fais ce que dois, advienne que pourra », qui résume tous les commandements de la chevalerie.

Affranchissement des communes; les colons et les serfs. — Le château, dont nous connaissons maintenant les habitants, dominait du haut de la colline les terres appartenant au seigneur et cultivées, les unes par des ouvriers libres appelés colons, les autres par des serfs.

Ces **serfs** étaient les esclaves d'autrefois, mais leur condition était devenue moins dure. Au temps du paganisme, les Romains vendaient leurs esclaves comme des bêtes de somme, et ne tenaient point compte des liens de la famille. L'Église, qui prêche cette grande vérité que tous les hommes sont frères, avait rendu les maîtres plus humains. Les abbés donnaient, sur les terres qui dépendaient des abbayes, l'exemple d'une administration paternelle, si bien qu'on disait : « Il fait bon vivre sous la crosse. » Les seigneurs leurs voisins les imitèrent, et l'usage s'établit de ne vendre les serfs qu'avec la terre qu'ils cultivaient, et de ne point séparer les membres d'une même famille.

Par la suite, la métairie habitée par une famille de serfs fut considérée comme son bien, tant que cette famille payait la redevance qui lui était imposée. Elle tendit à devenir sa propriété comme le fief était devenu celle du noble. En même temps la condition des serfs alla s'améliorant de siècle en siècle, et leur nombre diminua par l'affranchissement. Beaucoup de seigneurs en effet considéraient qu'ils faisaient, en rendant la liberté à leurs serfs, une action agréable à Dieu, et, dans l'acte d'affranchissement, ils avaient soin de marquer que

« c'était pour l'amour du Christ et le remède de leur âme ».

Dans ces temps de désordre et d'invasion, les cabanes des serfs, les maisons des colons libres et des artisans s'étaient groupées comme à l'abri et sous la protection du château. Ces groupes d'habitations avaient été d'abord de petits hameaux ; puis le hameau était devenu village et paroisse après la construction d'une église.

Le village. — Le château protégeait le village ; mais le seigneur du château exigeait de chaque habitant une petite somme d'argent qui était comme le prix de cette protection, et qui servait à entretenir des hommes d'armes. L'intendant du seigneur recevait la contribution de chacun et se faisait aider par certains habitants qu'il choisissait.

Ces habitants, ainsi désignés par l'intendant, devinrent les chefs des autres habitants, les magistrats du village. Quand il y avait quelque réclamation à porter devant le seigneur, ils se chargeaient de la présenter. Or il arriva souvent que le seigneur augmentait outre mesure le chiffre de la contribution des **bourgeois**, comme on appela bientôt les habitants du village ou bourg. Les magistrats plaidaient alors devant le seigneur la cause des bourgeois qui était leur propre cause : « Il était impossible de payer plus, disaient-ils, l'année avait été mauvaise ; les bourgeois quitteraient le pays plutôt que de payer davantage ; ce serait alors une diminution de revenu pour le seigneur. Si, au contraire, ajoutaient les magistrats, on était bien assuré de ne pas voir s'accroître la contribution une fois fixée, de nombreux habitants venus des pays voisins augmenteraient la population du bourg et par conséquent le revenu du seigneur. »

La commune. — Un grand nombre de seigneurs, persuadés par ces sages raisons, consentirent à fixer dans un acte écrit, qu'on appela *charte*, le chiffre de l'impôt que devait payer chaque habitant.

D'autres seigneurs refusèrent. Alors les bourgeois

s'organisèrent en *commune*. Ils sonnèrent la cloche du *beffroi*, tour qui surmontait la maison de ville, la mairie, comme nous dirions aujourd'hui. Cette cloche que l'on ne sonnait que le soir, à l'heure du *couvre-feu*, pour avertir les bourgeois de rentrer chez eux et d'éteindre les lumières, leur donna le signal des réunions sur la place publique. Les bourgeois y vinrent armés. Ils prêtèrent le serment de se soutenir les uns les autres, et commencèrent contre le seigneur une guerre où l'on commit de part et d'autre tous les excès. La charte communale fut concédée, puis reprise et restituée à travers des agitations qui ne cessèrent qu'au temps où l'autorité royale fut assez forte pour intervenir.

C'est ce qu'on appelle l'affranchissement des communes.

Trêve de Dieu. — Ainsi la *chevalerie* et les *communes* étaient nés presque en même temps. A cette même date une autre institution, la *trêve de Dieu*, témoignait des efforts de l'Église pour remédier aux désordres et aux violences.

Les évêques réunis décrétèrent que, du mercredi soir au lundi matin, les princes et seigneurs ne pourraient se faire la guerre. Ces jours de paix avaient été choisis en mémoire de la passion du Sauveur qui commença le mercredi. Les jours de grandes fêtes, l'avent et le carême tout entiers, furent compris dans la trêve. On mit les églises et les cimetières non fortifiés sous la sauvegarde perpétuelle de la *trêve de Dieu*, ainsi que les prêtres et les moines, pourvu qu'ils ne portassent pas d'armes. Les violateurs de la trêve durent être bannis de leur pays et exclus de la communion des chrétiens.

Dans sa sagesse, l'Église ne demandait que ce qu'elle pouvait obtenir; mais, même dans cette mesure, la trêve de Dieu fut un grand bienfait. Ceux qui apprenaient à se contenir quatre jours sur sept devenaient moins violents. La trêve donnait le temps de la réflexion; souvent les bons sentiments succédaient aux mauvais,

et beaucoup de mal était ainsi évité; nous pouvons nous-mêmes en faire l'épreuve : nous nous corrigerons peu à peu de nos défauts si nous évitons d'y retomber du mercredi soir au lundi matin.

Les grands vassaux. Le nom français porté partout. — Tandis que Philippe I^{er}, qui régna de 1060 à 1108, demeurait inactif dans son domaine royal, les grands vassaux de France, fort indépendants du roi, s'engageaient dans de lointaines et glorieuses entreprises.

Les douze fils de **Tancrède de Hauteville**, petit seigneur du Cotentin (aujourd'hui département de la Manche), font la conquête de l'Italie méridionale et de la Sicile (1041-1053).

Le duc de Normandie, **Guillaume le Conquérant**, devient tout à coup plus puissant que le roi par la victoire d'Hastings, qui lui soumet l'Angleterre (1066).

Henri de Bourgogne passe les Pyrénées, prend part à la guerre contre les Maures que Charles Martel avait autrefois chassés de France, et fonde le royaume de Portugal (1095).

Les autres seigneurs partent pour une expédition plus lointaine encore; ils vont jusqu'en Terre sainte pour délivrer le tombeau du Christ tombé entre les mains des infidèles (1).

Ainsi ce n'est pas d'hier que la France a promené par le monde son épée victorieuse. Au xi^e siècle le nom français était partout porté avec gloire, et remplissait l'Europe et l'Asie.

La première croisade (1095-1100). — La plus intéressante de ces grandes entreprises est la *croisade* ou guerre de la croix.

De tout temps la Palestine, la Terre sainte, où le Christ est né et a vécu, a été le but des pèlerinages chrétiens. Les pèlerins étaient nombreux en l'an 1000.

(1) La carte placée à la fin du volume contient tous les noms de lieux d'Europe, d'Asie et d'Afrique cités dans le chapitre.

Ils partaient sans se laisser arrêter par les périls ou par les misères de la route. Arrivés au terme, ils avaient à souffrir les mauvais traitements que leur infligeaient les Turcs, maîtres du pays. Ceux qui revenaient racontaient les outrages qu'ils avaient subis et excitaient chez leurs compatriotes des sentimens d'horreur et d'indignation. A ces récits, les guerriers de l'Occident se sentaient animés du désir de délivrer le tombeau du Christ des mains des infidèles ; il ne fallait plus qu'un signal : ce fut un pauvre prêtre picard, **Pierre l'Ermite**, qui donna ce signal.

Prédication de la croisade. — Échappé par miracle aux mains des musulmans, il parcourut l'Italie, puis la France, pieds nus, un crucifix de bois dans les mains, en exhortant les populations à s'armer pour la délivrance des lieux saints.

Un pape français, **Urbain II**, venant en aide à Pierre l'Ermite, fit appel à la France, qui se leva tout entière dans un transport d'attendrissement et d'enthousiasme. On accourut de toute part au concile de **Clermont**, en Auvergne, malgré un froid rigoureux de décembre. Évêques, seigneurs, bourgeois et serfs se montrèrent pleins d'une même ardeur ; des multitudes campèrent au milieu de la neige. Pierre l'Ermite redit alors les misères des chrétiens de Jérusalem, les tortures endurées par les pèlerins, la profanation des lieux saints. Urbain supplia tous les enfans du Christ de prendre la croix pour la délivrance du Saint-Sépulchre, et promit à ceux qui s'armeraient la rémission de leurs péchés. Tout à coup une voix immense s'éleva de la foule : *Dieu le veut ! Dieu le veut !* Chacun prit la croix rouge, signe de sa résolution, et la porta sur l'épaule ; on était *croisé*.

Pierre l'Ermite et les pauvres gens. — Tandis que les princes s'armaient, une foule confuse, ayant à sa tête Pierre l'Ermite, partit en traînant dans des chariots ses minces provisions et ses petits enfans, lesquels demandaient à chaque ville ou château qu'ils apercevaient :

« N'est-ce pas là cette Jérusalem où nous allons ? »
Pauvre armée qui périt sur les routes de fatigue et de misère, et n'arriva pas jusqu'à cette sainte Jérusalem vers laquelle elle se hâtait avec une foi si ardente.

Godefroy de Bouillon et l'armée. — Pendant ce temps-là, la véritable armée, principalement composée de Français, s'ébranlait. Elle comptait bien des chefs ; mais la voix du peuple a donné la gloire de cette *croisade* à **Godefroy de Bouillon**, duc de la Basse Lorraine.

Il avait dit souvent, étant encore tout enfant, qu'il voulait aller à Jérusalem avec une armée. Il mérita cet honneur en acquérant le renom du plus sage chevalier de son temps ; il était aussi le plus brave, et nul n'égalait sa force, qui était prodigieuse. On dit que d'un coup d'épée il fendait un cavalier de la tête à la selle, et faisait voler d'un revers la tête d'un beuf ou d'un chameau. A tant de mérites il joignait une piété vive et tendre qui devait faire de lui le modèle des croisés.

Itinéraire de la croisade. — La grande armée traversa toute l'Europe en suivant le cours du **Danube**. Elle franchit à **Constantinople** le détroit qui sépare l'Europe de l'Asie. Alors commencèrent les grandes souffrances. Les vivres devinrent insuffisants ; l'eau manqua. En une seule halte cinq cents personnes moururent de soif ; les chevaux périrent par milliers ; nombre de chevaliers furent contraints de marcher à pied, pliant sous le poids de leurs armes ; et malheur à qui s'attardait ! Tout trainard était aussitôt massacré par la cavalerie légère des Turcs, qui harcelait la longue colonne, sans oser cependant se mettre en travers. Une seule fois à **Dorylée** (en Asie Mineure) les Turcs coupèrent l'armée chrétienne et barrèrent le chemin. Mais Godefroy de Bouillon, qui était en avant, revint sur ses pas et chargea l'ennemi avec tant de vigueur qu'il le mit en fuite.

Dans toutes les circonstances, Godefroy montrait le même courage. Un jour, en traversant une forêt, il en-

tend les cris d'épouvante d'un pauvre pèlerin poursuivi par un ours énorme. Godefroy attaque la bête sans hésiter, mais son cheval est grièvement blessé; il combat alors à pied, l'épée au poing; l'ours écarte l'arme et saisit Godefroy, qui heureusement se dégage et enfonce son épée dans le dos de l'animal.

On continua de marcher, d'Asie Mineure on passa en **Syrie**, et on arriva enfin en Terre sainte. De sept cent mille qu'on était au départ, il ne restait plus que quarante mille hommes. Ces survivants d'une si grande armée, qui avaient échappé aux coups de l'ennemi, aux fatigues du désert, à la faim, à la soif, virent tout à coup apparaître cette ville de **Jérusalem**, dont le nom rappelle le plus grand événement de l'histoire.

Prise de Jérusalem. — Il fallut encore combattre. La ville, bien défendue, résistait depuis longtemps quand Godefroy résolut de livrer un assaut décisif. Avant de tenter ce dernier effort, l'armée entière, après trois jours de jeûne, sortit en armes du camp, les pieds nus, précédée par les images des saints, et fit le tour de Jérusalem en priant à toutes les stations. Enfin les tours (échafaudages de bois qui étaient montés sur des roues) furent approchées des murailles, et le vendredi 15 juillet 1099, à trois heures, au jour et à l'heure même de la passion, Godefroy s'élança de sa tour sur le rempart. Au même moment une autre colonne d'assaut enfonçait une des portes. Jérusalem était aux mains des croisés.

Godefroy, baron du Saint-Sépulchre. — Tandis que les chrétiens poursuivaient les infidèles dans les rues de la ville, Godefroy priait et pleurait sur le saint sépulchre qu'il avait délivré. Quand il s'agit de savoir quel serait le roi de la conquête et de choisir le plus digne, ses serviteurs interrogés, après avoir bien cherché, ne trouvèrent rien à dire contre lui, sinon qu'il restait trop longtemps dans les églises, au delà même des offices, au grand mécontentement de ses amis qui l'attendaient

pour le repas. On l'élut d'une voix unanime, mais Godefroy, résigné à être le premier gardien des lieux saints, ne voulut jamais porter la couronne royale dans un lieu où le Sauveur en avait porté une d'épines ; il n'accepta que le titre de *baron du Saint-Sépulcre*.

Ordres religieux militaires. — Une milice dévouée se consacra à la défense du nouveau royaume. Ce fut celle des **chevaliers hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem** institués en 1100 par Gérard de Martigues, et des **chevaliers du Temple**, établis en 1118 par Hugues des Payens. Les uns et les autres devaient accueillir, soigner, escorter les pèlerins qui venaient à Jérusalem, et protéger le royaume chrétien contre les infidèles. Dans les croisades qui suivirent ils furent la force et l'honneur des armées chrétiennes.

Louis VI (1108-1137). — C'est sous le règne de Louis VI, fils de Philippe I^{er}, que la royauté commence à faire reconnaître et respecter son autorité.

Sauf les deux postes avancés de Laon au nord-est et de Bourges au sud, son domaine ne s'étendait guère en longueur que de Senlis à Orléans, et en largeur que de Dreux à Sens. Et, dans ces limites mêmes, des seigneurs turbulents, ceux de Montmorency, de Montlhéry, du Puiset entre autres, méconnaissant l'autorité du roi, mettaient à rançon les marchands sur les routes et ravageaient les terres appartenant à l'Église.

Mais **Louis VI le Gros**, qui fut d'abord surnommé **l'Éveillé**, n'était pas d'humeur à souffrir ces violences et ces atteintes à son pouvoir. Il ne se contenta pas d'être roi de nom, il voulut l'être de fait.

Il n'avait qu'une petite armée de barons fidèles ; il fit appel aux populations. Les curés lui amenèrent leurs paysans, rangés sous la bannière du saint de la paroisse ; eux-mêmes donnèrent l'exemple du courage, et on vit l'un d'eux, au siège d'un château, ramener à l'assaut ses paroissiens qui fuyaient et leur ouvrir le chemin en forçant le premier la palissade. Louis VI, avec leur

secours, apprit aux seigneurs que les murs épais de leurs châteaux ne les mettaient pas à l'abri du châti-



Domaine royal à l'avènement de Louis VI.

On remarquera que, l'Orléanais excepté, le domaine était formé des deux rives de la **Seine**, en son cours moyen, de l'**Epte** au nord à l'**Yonne** au sud. — Il est bon de bien étudier le tracé du fleuve et ses affluents pour se souvenir de la situation des pays et de la position des villes. Ainsi, on observera que le **Vexin** est situé sur la rive droite de la **Seine**, entre l'**Epte** et l'**Oise**, la **Brie** entre la **Marne** et la **Seine**, le **Gâtinais** sur les bords du **Loing**, etc. — La petite carte au bas et à droite montre quelle était la faible étendue du domaine comparativement au reste de la France.

ment : l'un fut enfumé dans sa tour dont il ne voulait point sortir ; un autre fut précipité du haut des

murailles dans la rivière. Tous reconnurent l'autorité de « ce jeune héros, qui allait, dit son historien, se conciliant tous les cœurs, défendant courageusement le royaume avec une poignée de chevaliers, pourvoyant aux besoins des églises, veillant à la tranquillité des laboureurs, des ouvriers et des pauvres. »

Suger et le seigneur du Puiset. — Un exemple fera comprendre quel était le rôle bienfaisant de ce roi protecteur des églises et des paysans.

L'abbaye de Saint-Denis, fondée par Dagobert, possédait de vastes domaines. Elle en avait jusqu'en Beauce, Là, près du village de Toury, non loin du château du Puiset, était un de ses prieurés, sous la direction d'un moine nommé Suger. Un jour, le seigneur Hugues du Puiset, qui était la terreur du pays, vint trouver Suger et le pria de vouloir bien le réconcilier avec le roi.

Suger, touché de ces bonnes dispositions, se hâta d'aller rapporter au roi, qui guerroyait d'un autre côté, les paroles du sire du Puiset. Mais Louis VI, connaissant par expérience la perversité des seigneurs pillards de son domaine, répondit à Suger qu'il serait bien étonné si son voisin du Puiset n'avait pas profité de son absence pour attaquer et brûler le prieuré de Toury. Il l'engagea donc à retourner au plus vite sur ses pas, lui promettant de le suivre de près avec ses hommes d'armes.

Suger, que le langage du roi avait jeté dans une grande inquiétude, se remit en route au plus vite. En cheminant vers Toury, il craignait de voir au loin les flammes consumer son prieuré. Comme il s'en approchait, il reconnut que les gens du seigneur du Puiset entouraient le monastère et s'efforçaient d'en escalader les murailles. Il fut assez avisé pour se mêler à eux sans être reconnu, et, faisant signe aux siens, qui étaient sur la muraille, il rentra dans la place, rendit le courage à ses moines qui avaient dû faire le métier de soldats, et leur annonça la prochaine arrivée du roi. On ne tarda

pas, en effet, à voir paraître au loin la petite armée royale, qui mit en fuite les assaillants et les poursuivit jusqu'au château du Puiset. « Louis, ajoute Suger, ruina ce château, en abattit les murs, en creva les puits et le rasa complètement comme un lieu dévoué à la malédiction divine. » Hugues du Puiset alla mourir en Terre sainte, dans la guerre contre les infidèles.

Suger, abbé de Saint-Denis et conseiller de Louis VI. — Ce même Suger devint plus tard le conseiller et le ministre de Louis VI, et en même temps abbé de Saint-Denis. Cette abbaye était alors comme le centre et le cœur de la France. Sa bannière, l'*oriflamme*, servait d'étendard royal ; ses hommes d'armes formaient le noyau de la petite armée qui avait réduit à l'obéissance les seigneurs du domaine ; son nom, *Saint-Denis*, était le cri de ralliement. C'est dans nos chroniques de l'abbaye qu'a commencé la rédaction de notre histoire. C'est dans son église que nos rois étaient inhumés (1).

Louis VI et son ministre Suger avaient administré le domaine royal avec tant de fermeté et de sagesse, que le duc d'Aquitaine, le plus puissant seigneur du midi de la France, tint à honneur de marier sa fille au fils du roi.

Louis VII (1137-1180). — Ce jeune prince, qui succéda à son père sous le nom de Louis VII, reçut, comme dot de sa femme **Éléonore**, presque tout le territoire qui s'étend de la Loire aux Pyrénées. Mais Éléonore, ayant été plus tard répudiée, porta à son second mari Henri de Plantagenet, comte d'Anjou et du Maine, qui devint par la suite roi d'Angleterre, les riches provinces du midi de la France. Les Anglais se trouveront alors plus puissants en France que le fils et l'héritier de Louis VII, Philippe-Auguste.

(1) Plus tard, au quinzième siècle, Jeanne d'Arc, avant d'attaquer Paris, déposa son épée sur l'autel de Saint-Denis. « *C'est ici qu'est le cri de France* », dira-t-elle. C'est en effet à ce cri de bataille que s'est faite la France par l'alliance de la royauté et de l'Eglise.

Deuxième croisade (1147-1149). — C'est Louis VII qui conduisit en 1147 la deuxième croisade, prêchée par **saint Bernard**. Il traversa toute l'Europe, franchit le Bosphore à Constantinople, mais perdit la meilleure partie de son armée en Asie Mineure, dans les défilés du Taurus. Arrivé en Syrie, il tenta en vain de prendre Damas, céda au découragement et revint en France à peine accompagné (1149).

Pendant l'absence de Louis VII, **l'abbé Suger**, chargé de la régence du royaume, avait gouverné avec sagesse. Il avait remis aux évêques le soin de maintenir la paix publique dans leurs diocèses; il avait obtenu du clergé séculier et des ordres monastiques les ressources nécessaires à la croisade et au maintien de la paix publique. Il avait ainsi associé étroitement l'église et la royauté.

Philippe-Auguste (1180-1223). — Le fils de Louis VII, Philippe-Auguste, devait être à la fois un roi politique et un roi guerrier.

Troisième croisade (1190-1193). — Il prit part à la troisième croisade, de concert avec le roi d'Angleterre, Richard Cœur de Lion. Comme Richard, il évita les fatigues et les périls de la voie de terre et gagna par mer la côte de Syrie. Il y concourut à la prise de **Ptolémaïs** (ville de la côte, aujourd'hui Saint-Jean d'Acre, près du cap Carmel), puis il revint en France pour y travailler à l'accroissement et à la bonne administration du royaume.

Philippe-Auguste et Richard Cœur de Lion. — Il fallait chasser les Anglais maîtres de la meilleure partie du pays. Philippe-Auguste se hâta de profiter de l'absence du roi d'Angleterre, qui était resté plus longtemps que lui en Syrie, et au retour avait été retenu prisonnier en Allemagne par l'empereur. Il s'entendit avec le frère de Richard, Jean sans Terre, et entra, les armes à la main, en Normandie.

Mais le pape, gardien naturel des biens des croisés et

défenseur de leurs droits, étant intervenu en faveur de Richard, l'empereur dut délivrer son prisonnier. « Le diable est déchainé, » écrivit-il à Philippe. Richard en effet s'empressa de courir à la défense de son royaume, et Philippe-Auguste dut attendre, pour reprendre ses desseins, la mort de son adversaire. En 1199, Richard Cœur de Lion était frappé mortellement d'une flèche au siège du château de Châlus, dans le Limousin.

Philippe-Auguste et Jean sans Terre. — Philippe-Auguste n'avait plus affaire qu'à Jean sans Terre, son complice de la veille, devenu son ennemi. Ce Jean était un méchant prince. Il avait poignardé de sa main, à Rouen, son neveu Arthur, duc de Bretagne, et avait jeté le cadavre dans la Seine. De ce moment la partie fut gagnée pour le roi de France. Philippe cita Jean sans Terre devant la cour de ses pairs, les grands vassaux de France, et reconquit sans peine les provinces de Normandie, du Maine, d'Anjou, de Poitou et de Touraine (1204).

Bataille de Bouvines (1214). — Dans sa fureur, Jean sans Terre fit appel aux seigneurs du nord de la France, alarmés des progrès de la royauté, et à l'empereur d'Allemagne, **Othon de Brunswick**. Othon et le comte de Flandre rassemblèrent une grande armée et vinrent camper entre Lille et Tournai, auprès du petit village de **Bouvines**, dont le nom est devenu celui d'une de nos plus belles victoires.

C'est là qu'on vit les milices bourgeoises des communes, convoquées par le roi, combattre avec courage à côté des chevaliers. Les gens de Corbie, d'Amiens, d'Arras, de Beauvais et de Compiègne, ayant au milieu d'eux l'enseigne de Saint-Denis, se portèrent en avant, et, voyant le roi menacé, se jetèrent entre lui et la troupe à la tête de laquelle chargeait l'empereur d'Allemagne. Une lutte acharnée s'engagea autour de Philippe-Auguste, qui fut un instant désarçonné et entouré de fantassins allemands. Mais au cri de *secours au roi*,

on accourut de toutes parts. Un brave chevalier, qu'on appelait des Barres, lâcha l'empereur qu'il tenait à la gorge et vint dégager le roi à grands coups d'épée.

Enfin les chevaliers et les communes firent si bien que les Allemands se mirent à fuir en abandonnant l'étendard impérial. Ceux qui l'avaient pris brisèrent l'aigle d'or et en déposèrent les ailes aux pieds de Philippe-Auguste.

C'était une grande victoire. La joie fut immense, et tout le pays fit fête au roi lorsqu'il s'en retourna à Paris. Les prêtres chantaient dans les églises des louanges à Dieu ; les cloches sonnaient à carillon dans les abbayes ; les rues et les maisons des villes étaient parées de tentures, les chemins étaient jonchés de rameaux d'arbres verts et de fleurs ; tout le peuple, hommes et femmes, vieux et jeunes, accourait aux carrefours des chemins ; les moissonneurs se pressaient sur le bord des routes, leurs râteaux et leurs faucilles sur l'épaule. Tous acclamaient le roi vainqueur des Allemands.

A deux ans de là Jean sans Terre, l'allié d'Othon, poursuivi jusqu'en Angleterre par Louis, fils de Philippe-Auguste, mourait misérablement en fuyant devant l'armée française et ses barons révoltés (1216).

Administration de Philippe-Auguste. — En 1223, Philippe-Auguste mourait à son tour. Il avait reconquis les deux tiers de la France. Pour étendre, comme autrefois Charlemagne, la protection royale sur les personnes et les propriétés, il avait divisé le royaume en 73 prévôtés et institué des baillis (nommés sénéchaux dans le Midi), chargés de surveiller les prévôts.

Il avait entouré d'une muraille de huit pieds d'épaisseur la ville de Paris, qui s'était augmentée d'une partie de la rive droite et de la rive gauche au nord et au sud de l'île de la Cité ; il avait fait paver « de grès gros et

faubourg du nord, en face de l'église de Saint-Germain l'Auxerrois, il avait commencé, hors de la ville, le château du Louvre et son célèbre donjon, d'où relevèrent tous les grands fiefs de France ; c'est sous son règne que s'achèverent le Temple et Notre-Dame. Le Temple, sur l'emplacement duquel est aujourd'hui un jardin public, était la résidence fortifiée des chevaliers du Temple. Notre-Dame, l'admirable cathédrale de Paris, avait été commencée par l'évêque Maurice de Sully, en 1163, sous le règne de Louis VII.

Louis VIII (1223-1226) ; il poursuit la conquête des provinces anglaises. — Louis VIII fut sacré à Reims avec sa femme Blanche de Castille, *en présence des princes du royaume*. Ayant résolu de compléter les conquêtes de son père, il entra avec douze cents chevaliers sur les terres du vicomte de Thouars où était le foyer des intrigues de l'Angleterre, reçut sa soumission et emporta d'assaut Niort, Saint-Jean d'Angély, La Rochelle, « ce port du pays poitevin où les rois des Anglais et leurs hommes d'armes avaient coutume de prendre terre ». La chute de La Rochelle détermina la soumission des communes et des seigneurs de la Saintonge, de l'Angoumois, du Limousin, du Périgord et de la moitié du Bordelais.

Il intervient dans la guerre des Albigeois. — L'hérésie des pays albigeois (ainsi nommée parce qu'elle avait eu pour centre Albi et Toulouse), qui rejetait le baptême, le sacrifice de la messe, les prières pour les morts et l'autorité du saint-siège, s'était répandue dans le Midi sous la protection des comtes de Toulouse, de Foix, de Béarn et du vicomte de Béziers. La corruption des mœurs avait envahi une partie du midi de la France, qui était pour ainsi dire exclue de la civilisation chrétienne. En vain saint Bernard avait voulu ramener les dissidents à la foi ; il s'était retiré en secouant *la poussière de ses souliers* sur ces pays voisins de l'Espagne arabe, peuplés de juifs que le commerce mêlait à la société et

dont les écoles corrompaient le christianisme. En 1208 le meurtre du légat du pape Pierre de Castelnau par un officier du comte Raymond de Toulouse fut le signal de la croisade de la France du nord contre la France du midi. Innocent III la prêcha. Simon de Montfort la commanda. La guerre traversa diverses alternatives sous le règne de Philippe-Auguste. Les seigneurs albigeois, d'abord vaincus et dépossédés, reprirent l'offensive. Ce fut alors qu'Amaury de Montfort, fils de Simon, qui avait été tué devant Toulouse, évacua l'Albigeois et céda tous ses droits à Louis VIII (1224).

Louis VIII vit alors s'ouvrir devant lui cette belle France du midi, jusque-là indépendante et fière de son organisation municipale et d'une civilisation à part. Il avait de son côté et les droits féodaux, que lui donnait la cession de Monfort, et l'investiture pontificale. Tout en agissant au nom de l'Église qui lui assurait l'argent du clergé de France et le secours moral de la papauté, il se ménagea tous les avantages de cette guerre désormais féodale. Après avoir rassemblé une armée à Lyon, il envahit la vallée du Rhône, accorda son patronage aux villes qui l'invoquèrent, assiégea et prit Avignon, conquit tout le pays du Rhône à Toulouse, établit dans chaque ville des officiers royaux et les soumit à la juridiction des sénéchaux qu'il institua à Beaucaire et à Carcassonne.

Mort de Louis VIII (1226). — Il mourut au retour de cette expédition, dont les fatigues l'avaient épuisé, à Montpensier, en Auvergne. Il avait partagé entre ses fils puînés des provinces entières. Robert eut l'Artois, Alphonse le Poitou et l'Auvergne, Charles l'Anjou et le Maine. Cette application imprudente, mais naturelle du droit féodal, qui fut plus tard une cause de guerres et de troubles pour la France, eut à ce moment un heureux résultat. Les dynasties nationales apanagées reconnues par Louis IX furent, entre ses mains, un utile instrument.

Lecture.

Voir la lecture intitulée : *Un roi de France et un abbé de Saint-Denis.*

QUESTIONNAIRE.

Quels sont les premiers rois Capétiens ? D'où vient le nom de Capet ? Dire les terreurs de l'an 1000. Quel fut le rôle de l'Eglise ? Quelle était la charité du roi Robert ? Quels furent les successeurs de Robert ?

Faire la description d'un château. Quelle éducation recevaient le page et l'écuyer ? Quelle était la cérémonie de l'admission de l'écuyer au grade de chevalier ?

Quels étaient les habitants du village ? Comment se fit l'affranchissement des serfs ? Raconter l'affranchissement des communes, Qu'était-ce que la trêve de Dieu ?

Quelles sont les conquêtes entreprises par les grands vassaux ? Quelle a été la cause des croisades ? Quels furent les prédicateurs de la 1^{re} croisade ? Quel en fut le chef ? Quel fut l'itinéraire des croisés ? Raconter le siège de Jérusalem.

Quel fut le 5^e roi capétien ? Quelle était l'étendue du domaine royal ? Quel était le caractère de Louis VI ? Quel but se proposa-t-il ? Comment était formée son armée ? Montrer comment l'histoire de l'abbaye de Saint-Denis est étroitement unie à celle du royaume. Raconter l'histoire de Suger et du seigneur du Puiset.

Quel fut le successeur de Louis VI ? Quelle princesse épousa-t-il ? Quel fut le régent du royaume pendant la 2^{me} croisade ?

Quelles sont les dates des événements du règne de Philippe-Auguste ? A quelle croisade prit-il part ? Quels sont les rois d'Angleterre auxquels il fit la guerre ? De quelles provinces fit-il la conquête ? Raconter la bataille de Bouvines.

Quels sont les principaux actes de l'administration de Philippe-Auguste ? Quelles étaient les limites de Paris sous Philippe-Auguste ? Qu'appelait-on la croisée ? Quels sont les édifices construits ou achevés sous le règne de Philippe-Auguste ? où étaient-ils situés ?

Devoirs écrits.

Raconter 1^o l'affranchissement des communes ; 2^o le règne de Louis VI ; 3^o la bataille de Bouvines.

Tracés.

Le domaine royal sous Louis VI. Dessiner la Seine avec ses affluents et placer ensuite les pays, les villes, les châteaux. — Enceinte de Philippe-Auguste, Marquer la place des constructions de ce règne et tracer la *croisée*.

CHAPITRE VI

PROGRAMME

Saint Louis (1226-1270). — Bataille de Taillebourg (1242). — Les deux dernières croisades. — Institutions

de saint Louis. — Philippe le Bel (1285-1314) et ses fils. — Les légistes. — Les premiers états généraux (1302).

SOMMAIRE

Blanche de Castille régente (1226-1236).

Blanche de Castille, veuve de Louis VIII et régente du royaume pendant la minorité de Louis IX, contient les seigneurs dans le devoir ; elle élève son fils dans la piété et l'instruit de ses devoirs de roi.

Règne personnel de Louis IX (1236-1270).

Louis IX comprime un dernier soulèvement des seigneurs, bat à Taillebourg et à Saintes (1242) les Anglais, alliés de Hugues de Lusignan, comte de la Marche, et de Raymond, comte de Toulouse.

Louis IX croisé.

Il forme dans une maladie le vœu d'aller délivrer le tombeau du Christ. Il enrôle les seigneurs au jour des robes neuves. Il part avec dix-huit cents chevaliers et leurs hommes ; il est accompagné de son ami et son historien Joinville (1248).

Il s'embarque à Aigues-Mortes, relâche à Chypre, débarque en Egypte, prend Damiette (1249) et se dirige vers le Caire.

Il pénètre dans le delta du Nil jusqu'à la Massoure, où périssent Robert d'Artois et l'élite des chevaliers (1250). Il livre une deuxième bataille, mais est contraint à la retraite.

La peste achève la ruine de l'armée. Louis IX tombe entre les mains des Sarrasins et est forcé de rendre Damiette. Il passe en Palestine, où il reste trois ans occupé à réparer les fortifications des villes de la côte. Il revient en France après la mort de Blanche de Castille (1254).

Louis IX justicier.

Louis IX est le roi *apaiseur*. Il fait des restitutions aux rois d'Angleterre et d'Aragon, apaise les querelles en Europe et refuse les couronnes de l'Empire et des Deux-Siciles.

Roi justicier, il maintient la paix publique dans le royaume, rend lui-même la justice au Louvre et sous le chêne de Vincennes, et défend les petits contre les puissants.

Louis IX le Saint.

Saint Louis est le modèle de la sainteté active et bienfaisante. Il est le roi aumônier par excellence ; il fonde des établissements charitables.

Il entreprend une dernière croisade (1270), et meurt devant Tunis en donnant à son fils Philippe III des conseils de gouvernement et de religion.

Derniers Capétiens directs. — Philippe le Bel.

Philippe III (1270-1285) réunit plusieurs provinces au domaine.

Philippe le Bel (1285-1314) travaille à rendre la royauté forte sans

avoir, comme saint Louis, la ferme volonté qu'elle soit toujours juste.

Avec l'aide de ses trésoriers, il use de tous les moyens, bons ou mauvais, pour pourvoir aux dépenses croissantes de l'administration et de la guerre.

Avec l'aide de ses gens de lois ou *légistes*, il fait des procès à tout le monde :

1^o Au roi d'Angleterre, auquel il reprend une partie de la Guyenne.

1^o Au comte de Flandre, qu'il dépouille de son comté. Malgré sa victoire à Mons-en-Puelle, sur les Flamands révoltés (1304), il ne pourra cependant garder que la Flandre française, entre la Lys et l'Escaut.

3^o Au Pape Boniface VIII qui se porte le défenseur des immunités de l'Eglise de France en matière d'impôt. Dans sa querelle avec le pape, il réunit les premiers *états généraux* de la monarchie, pour mettre l'opinion de son côté (1302). Il envoie à Anagni, près de Rome, le légiste Guillaume de Nogaret, qui outrage Boniface VIII (1303).

4^o Aux Templiers, dont il convoite les richesses. Il fait abolir par le pape l'ordre des chevaliers du Temple, et brûler le grand maître, Jacques Molay (1314). Il meurt la même année.

Ses trois fils, Louis X le Hutin (1314-1316), Philippe V le Long (1316-1322), Charles IV le Bel (1322-1328) se succèdent rapidement sur le trône sans laisser de fils. Les deux derniers rois capétiens règnent en vertu d'une double application de la *loi salique*. Avec eux s'éteint la descendance directe de Hugues Capet.

RÉCIT

Régence de Blanche de Castille (1226-1236). —

A la mort de Louis VIII, les circonstances étaient difficiles, car les seigneurs, dont la turbulence était depuis longtemps contenue, n'attendaient que l'occasion pour se soulever en s'appuyant sur les secours de l'étranger. « Bien fut besoin au jeune Louis IX, dit la chronique, que dès son jeune âge Dieu lui aidât, car sa mère était d'Espagne, pays étranger, et n'avait nuls parents ni amis dans le royaume de France. » Mais heureusement pour le jeune prince, cette mère se trouva la reine la plus vigilante et la plus sage de notre histoire.

Blanche de Castille résiste aux seigneurs rebelles. — Au milieu des périls où les ligues des barons soulevés jetaient la royauté, elle se montra active, prompte à se résoudre, sachant se servir des hommes et mettre à profit leur dévouement. Elle gagna à sa cause

Thibaut de Champagne, le plus puissant des seigneurs, et, comme Louis VI et Philippe-Auguste, elle s'appuya sur le peuple pour résister aux barons rebelles. C'est ainsi que, dans un pressant danger, elle fit appel aux bourgeois de Paris et se confia à leur courage. C'était au mois de décembre de l'année 1227. Assiégée dans Montlhéry par l'armée des seigneurs, auxquels elle ne pouvait opposer qu'une faible escorte, elle fit passer un message aux bourgeois de sa bonne ville et les conjura de sauver le roi. Aussitôt, toute la population, bourgeois, artisans et écoliers, se leva au bruit du tocsin, se mit en marche sur Montlhéry, où les seigneurs n'osèrent l'attendre, et ramena triomphalement au Louvre le jeune Louis IX et sa mère.

Éducation de Louis IX. — Si Blanche fut une grande reine en gardant de toute atteinte l'autorité royale, elle fut aussi une mère sage en instruisant son fils dans la piété et dans la vertu. Louis IX apprit d'elle à compter comme le plus grand de tous les maux l'offense faite à Dieu. « J'aimerais mieux, mon fils, lui disait Blanche, vous voir mort à mes pieds que coupable d'un péché mortel. » Toutes les autres leçons découlèrent de celle-là et Louis trouva dans la piété que lui avait inspirée sa mère le principe de toutes ses vertus de roi.

C'était un roi, en effet, que Blanche de Castille avait voulu former, et il n'y a rien de plus digne de notre admiration que cette autre parole où se sentent la passion du bien public et l'amour du royaume : « Beau fils, je te prie que tu te fasses aimer du peuple de ton royaume, car vraiment j'aimerais mieux qu'un Écossais vînt d'Écosse, ou quelque autre étranger, qui gouvernât notre peuple bien et loyalement, que tu le gouvernasses mal à point et en reproche. »

Louis IX (1236-1270). Bataille de Taillebourg (1242). — La régence heureusement traversée, le règne de Louis IX commence et nous montre sur le trône un vaillant chevalier, un juge équitable, un saint.

Il commença par réprimer un dernier soulèvement des seigneurs et battit à **Taillebourg** et à **Saintes** (sur la Charente), en 1242, les Anglais alliés de Hugues de Lusignan, comte de la Marche, et de Raymond, comte de Toulouse. Il montra dans ces combats la plus brillante bravoure, mais il aimait à répéter qu'il n'y avait de véritable honneur de chevalerie que dans la guerre du Seigneur.

Louis IX croisé. — Aussi, lorsque retentit dans la chrétienté l'appel désespéré des chrétiens de Syrie (1244), Louis IX en fut profondément ému. Il ne l'avait pas d'ailleurs attendu pour se croiser. Son vœu datait d'une maladie qui avait failli l'emporter et l'avait jeté dans une léthargie semblable à la mort. Déjà, nous raconte la chronique, une des dames qui le gardaient voulait lui tirer le drap sur le visage, quand Notre-Seigneur opéra en lui. Le bon roi soupira, retira, puis étendit ses bras et ses jambes, et s'écria d'une voix creuse et sourde, comme s'il fût ressuscité du sépulcre : « Dieu m'a visité et m'a rappelé d'entre les morts ! » Ensuite il fit mettre la croix rouge, signe de sa résolution secrète, sur son lit et ses vêtements.

Alors se dressèrent les premiers obstacles : Blanche tenta de le dissuader et lui rappela les devoirs de l'obéissance ; l'évêque de Paris le releva de son vœu formé, disait-il, dans le délire de la maladie. Louis, pour la première fois, résista à sa mère ; il arracha de son épaule le signe du Christ, puis soudain, changeant de visage : « Maintenant je ne suis plus hors de sens. Je demande donc qu'on me rende ma croix ; car celui qui n'ignore nulle chose sait qu'aucune nourriture n'entrera dans ma bouche jusqu'à ce que la croix soit replacée sur mon épaule. »

C'est le doigt de Dieu, s'écrièrent les assistants. Mais le zèle des seigneurs ne répondait pas à celui du roi, lequel se fit d'une singulière façon le prédicateur de la croisade. Le jour de Noël, jour des robes neuves, comme on

disait, le roi donnait des habits pour étrennes aux officiers de sa cour. Il les convia à la messe de l'aurore, dans la Sainte-Chapelle du palais, et leur fit, suivant l'usage, revêtir les habits neufs. Or, quand les premiers rayons du jour se glissèrent à travers les vitraux, chacun vit avec étonnement une croix rouge sur l'épaule de son voisin. Ils n'osèrent point déposer ces croix, ce qui n'eût été ni décent ni honorable, mais ils rirent jusqu'aux larmes, disant que le seigneur roi allait à la chasse aux pèlerins, et qu'il avait trouvé une nouvelle manière d'enlacer les hommes.

Après avoir confié à la reine Blanche la régence du royaume, saint Louis partit avec les deux mille huit cents chevaliers qui avaient répondu à son appel. Il emmenait avec lui celui qui devait être l'historien de la croisade, ou plutôt son biographe et son ami, Joinville ; c'est au sire de Joinville que nous devons le récit des événements les plus intéressants de ce beau règne.

Septième croisade (1248-1254). — Les croisés s'embarquèrent à Aigues-Mortes (près de la bouche occidentale du Rhône). Après une navigation heureuse et rapide, on relâcha à l'île de Chypre, où d'immenses approvisionnements avaient été rassemblés sur l'ordre du roi. On y passa l'hiver, pour attendre les croisés qui n'avaient pas encore rejoint.

Au mois de mai 1249, la flotte appareilla enfin pour l'Égypte. Dix-huit cents voiles s'ouvrirent à la fois aux vents propices qui les enflaient, mais une tempête s'éleva et dispersa ce grand armement. Saint Louis, plein de confiance en la protection de Dieu, qui ne pouvait, disait-il, vouloir perdre les siens, se remit bientôt de son trouble, rallia ses bâtiments épars et se dirigea vers les bouches du Nil. On aborda à la côte de Damiette (1) (sur la branche orientale du Nil), dont les bas-fonds retenaient les bâtiments loin du rivage ; mais dès qu'il vit

(1) Tous les noms cités dans l'histoire de la septième croisade doivent être cherchés sur la carte d'Europe qui est placée à la fin du livre.

que l'enseigne de Saint-Denis avait touché terre, le roi se jeta à la mer, ayant de l'eau jusqu'aux épaules, puis s'en alla aux infidèles, l'écu au cou, le heaume (1) en tête et le glaive au poing. La chevalerie française se forma en ligne serrée, et, combattant à pied pour la première fois, rompit l'effort des infidèles.

Cet heureux succès en assura d'autres; on s'empara de la ville de Damiette, qui se croyait imprenable. Il ne restait plus qu'à profiter des basses eaux et à s'acheminer vers le Caire, capitale du pays, en poussant devant soi un ennemi vaincu; mais Louis, malheureusement, s'arrêta pour attendre ceux qu'avait dispersés la tempête de Chypre. Il laissa cinq mois de répit à ses ennemis, tandis que lui-même épuisa ses ressources dans cette longue inaction. On se dirigea enfin vers le Caire, dans la saison où la crue du Nil devait rendre la marche en avant pleine de difficultés et de périls.

Bataille de la Massoure (1250). — Il fallut cinquante jours de fatigue pour atteindre la Massoure (2), où l'ennemi semblait prêt à accepter le combat. En vain les ordres du roi et les remontrances du grand maître de l'ordre du Temple signalèrent au jeune Robert d'Artois, frère de Louis IX, le danger d'attaquer avant que toute l'armée fût en ordre de bataille; ce jeune prince, entraîné par un vieux chevalier sourd qui avait poussé le cri d'attaque, chargea les Sarrasins, perça leurs lignes, les poursuivit à travers la ville de la Massoure et au delà; mais, au retour, il trouva les musulmans ralliés, les rues de la Massoure barricadées, les toits et les terrasses garnis de combattants qui firent pleuvoir sur les chrétiens les flèches, les pierres et les poutres. Robert, trois cents chevaliers français, deux cent quatre-vingts chevaliers du Temple succombèrent; le grand maître des Templiers échappa seul.

Pendant ce temps, les Musulmans, très supérieurs en

(1) Casque fermé.

(2) Sur la branche orientale du Nil, à 60 kil. dans l'intérieur du delta.

nombre, avaient attaqué le gros de l'armée avec furie, et une mêlée générale s'en était suivie. Joinville était entouré d'ennemis contre lesquels il se défendait à grand'peine, quand il vit apparaître tout à coup saint Louis avec son heaume doré et sa longue épée d'Allemagne, le plus bel homme armé, dit-il, qui jamais fût, donnant de prodigieux coups de masse et d'épée. A la fin du jour, on avait conquis le champ de bataille et le camp de l'ennemi, mais on avait perdu la fleur de l'armée, et saint Louis disait tristement, en pensant à son jeune frère Robert, que Dieu devait être adoré de tout ce qu'il envoyait ; et alors de grosses larmes lui tombaient des yeux.

Ce ne fut pourtant que le commencement des malheurs. Saint Louis, persistant dans son dessein de marcher sur le Caire, livra une seconde bataille trois jours après celle de la Massoure. Il demeura encore une fois maître du champ de bataille, malgré l'infériorité du nombre, mais au prix des sacrifices les plus cruels. Il dut charger lui-même au plus profond des ennemis pour dégager son autre frère, Alphonse de Poitiers, qui allait périr comme Robert d'Artois. Presque tous ceux qui survécurent à cette journée meurtrière étaient couverts de blessures.

Peste. — Captivité du roi. — La peste vint alors ajouter ses ravages à ceux de la guerre. Il fallut battre en retraite. L'armée ne présentait plus que le misérable spectacle d'une multitude presque sans armes et réduite aux dernières extrémités par la famine et l'épidémie. Les cavaliers sarrasins fondaient au milieu de ces bandes de fugitifs et en faisaient un horrible carnage. Plusieurs fois ils parvinrent jusqu'au roi, qui ne pouvait, tant il était malade et affaibli, supporter son armure ni manier son épée.

Il fallut que pour le défendre un brave chevalier, Geoffroy de Sargines, seul valide de tous ses serviteurs, chargeât sans cesse les assaillants et les écartât du saint roi, comme un bon serviteur, dit Joinville, écarte les mouches de la coupe de son maître. A la fin de la journée,

au village de Kasal, on dut descendre le roi de cheval. C'est là qu'il fut pris ; c'est là que presque tous les survivants, sauf les plus hauts barons, furent tués par les musulmans furieux.

Saint Louis assista à ce massacre et vit tomber presque tous ses braves compagnons d'armes. Réduit à traiter, il rendit pour sa rançon et pour celle de ses barons la ville de Damiette, et paya quatre cent mille pièces d'or.

Cette désastreuse croisade était terminée et cependant saint Louis demeura encore quatre ans en Orient. Il voulut, d'une part, attendre la délivrance des croisés captifs, et, de l'autre, relever les fortifications des places maritimes de la Palestine.

Toutes les douleurs venaient fondre à la fois sur lui. Blanche de Castille mourut, et le royaume remis entre ses mains n'eut plus de chef (1252). A cette nouvelle, le roi tomba dans un si grand chagrin que pendant deux jours on ne put lui parler. Après cela, il envoya chercher Joinville, et dès qu'il le vit, il lui tendit les bras et lui dit : « Ah ! mon ami, j'ai perdu ma mère ! » et il pleura longuement.

Deux ans après, il quittait la Syrie. Ce fut un triste retour que celui de Louis IX, qui avait vu mourir la plupart de ses compagnons sans pouvoir délivrer le tombeau du Seigneur. Il songeait avec douleur que Dieu ne l'avait pas trouvé digne d'une si sainte entreprise, et il formait dans son cœur le dessein de tenter un nouvel effort. Il le tint secret pendant seize ans ; puis, lorsqu'il crut avoir bien réglé toutes choses en son royaume, il conduisit en Afrique une dernière croisade.

Louis IX apaiseur et justicier. — Ces seize années qui séparèrent les deux croisades de saint Louis (1254-1270) furent employées par lui à faire régner la justice au milieu de la société féodale.

Équité de Louis IX dans ses rapports avec les rois de l'Europe. — Il fut le roi juste par excellence, le roi *apaiseur*, comme l'appelle Joinville. Il commença par

faire quelques restitutions de territoires aux rois d'Angleterre et d'Aragon, sur lesquels son grand-père, Philippe-Auguste, avait conquis plusieurs provinces. Il leur fit ainsi reconnaître la légitimité de son droit sur ce qu'il garda, et il donna satisfaction à sa conscience. « C'est mauvaise chose, disait-il un jour à ses conseillers, de prendre le bien d'autrui ; car, ajoutait-il en souriant, le mot *rendre* est si rude, que rien que le nom écorche la langue par les *r* qui y sont. »

Il se trouva que ce désintéressement eut le succès de la plus profonde politique. Le renom de son équité se répandit dans toute l'Europe, et des témoignages d'estime, de confiance et de déférence lui vinrent de toute part. Les papes lui offrirent deux couronnes, celles de l'Empire et des Deux-Siciles ; il les refusa (1). Le roi et les barons d'Angleterre le prirent pour arbitre. Louis IX intervint entre eux avec la bonne volonté de mettre fin à leurs différends, sans se laisser arrêter aux représentations de ses conseillers. Ceux-ci lui disaient qu'il valait bien mieux laisser les étrangers se faire la guerre et s'appauvrir ; mais saint Louis répondait qu'il ne voulait pas s'attirer la haine de Dieu, qui avait dit : « Bénis soient les apaiseurs. »

Justice de Louis IX dans l'administration du royaume. — La paix qu'il voulait faire régner dans toute la chrétienté, il la maintenait énergiquement dans son royaume.

La royauté n'était pas alors absolue comme elle le devint par la suite. Le roi avait à compter avec les seigneurs qui avaient le droit de se faire la guerre les uns aux autres et celui de rendre la justice sur leur fief.

Louis IX s'y prit habilement pour rendre plus rare l'usage de ce droit de guerre privée. Déjà Philippe-Auguste avait remplacé l'ancienne trêve de Dieu par l'ins-

(1) Charles d'Anjou, frère de Louis IX, fit la conquête des Deux-Siciles en 1265. Cette conquête fut l'origine des droits sur le royaume de Naples que fera valoir plus tard Charles VIII, fils de Louis XI.

titution de la *Quarantaine-le-Roi*, et obligé les seigneurs à mettre un intervalle de quarante jours entre l'injure et la réparation qu'ils en voulaient tirer par les armes. Louis IX renouvela la *Quarantaine-le-Roi* et institua l'**asseurement**, qui permettait aux seigneurs en état de guerre de recourir à la justice royale dans l'intervalle des quarante jours. Il arriva souvent que le plus faible aimait mieux s'en remettre au jugement du roi et que les guerres privées, comme on les appelait, furent ainsi évitées.

Quant au droit de rendre la justice, Louis IX ne le retira pas aux seigneurs, mais il permit à ceux qui avaient été condamnés par les juges des seigneurs, et qui se croyaient mal jugés, de faire appel aux juges royaux établis à Sens, à Amiens, à Mâcon et à Saint-Pierre-le-Moutier (dans le Nivernais). D'autre part il se réserva certains cas, qu'on appela *cas royaux*, comme les attaques contre la sécurité publique, l'insulte ou la rébellion vis-à-vis d'un magistrat, etc.

Pour faire respecter encore davantage la condition de juge, il voulut lui-même en remplir les fonctions. Souvent, soit dans sa chambre, soit au jardin du Louvre, soit sous un chêne de Vincennes, il rendait la justice avec simplicité et bonté, et défendait aux huissiers d'écarter de lui les pauvres gens. Et en même temps ce juge de paix si conciliant savait défendre énergiquement le bien ou la vie du pauvre. Un marchand ayant été dévalisé en plein jour sur un chemin de la seigneurie de Vernon, Louis IX condamna le seigneur à le dédommager. Enguerrand de Coucy ayant fait pendre trois jeunes gens qui avaient chassé dans ses bois, le roi le fit arrêter et juger. Il allait même jusqu'aux dernières rigueurs quand elles étaient nécessaires. Un vendredi saint, tandis qu'il lisait l'office, les parents d'un gentilhomme condamné à mort vinrent lui demander sa grâce, lui représentant que ce jour était un jour de pardon. Le roi posa le doigt sur le verset qu'il lisait : « Heureux ceux

qui respectent l'arrêt des juges et appliquent la justice à tout instant de leur vie. » Puis il fit venir le prévôt de Paris et continua sa lecture. Le prévôt lui ayant appris que les crimes du condamné étaient irrémissibles, saint Louis ordonna qu'il fût sur-le-champ conduit au supplice.

Il savait que la rigueur envers les méchants fait la sécurité des bons. Aussi pour maintenir l'ordre dans Paris qui était devenue une ville populeuse, il avait choisi un homme énergique, **Étienne Boileau**, et l'avait nommé prévôt. Souvent il venait au tribunal du Châtelet s'asseoir à côté de lui et assister aux jugements qu'il rendait. Étienne Boileau justifia la confiance du roi et maintint une police si sévère qu'il fit pendre son propre filleul coupable de vol.

Pour prévenir les procès entre les gens des divers métiers, procès qui naissent, disait-il, de la déloyale envie, il fit inscrire sur un registre, connu sous le nom de *Livre des métiers d'Étienne Boileau*, les usages pratiqués dans les diverses corporations d'artisans. Chacune d'elles, représentée par ses chefs ou prud'hommes, comparut devant le prévôt qui se borna à fixer ses statuts ou règlements par un acte authentique, dont il surveilla l'exécution.

Louis IX voulait ainsi, sans gêner la liberté des corporations, leur assurer le patronage de la royauté, dont il avait su faire une grande magistrature de paix, protectrice des intérêts de tous.

Louis IX saint. — Nous avons admiré dans Louis IX le héros et le roi. Le saint est encore plus digne d'être loué. Le chrétien, a-t-on dit, doit être un homme aimable entre tous. Saint Louis fut le chrétien parfait, et nous en avons pour garant Joinville, qui nous raconte avec attendrissement comment le bon roi le reprenait sans se fâcher jamais.

Un jour, saint Louis lui demanda ce qu'il aimerait mieux d'être lépreux ou d'avoir fait un péché mortel.

« Et moi, dit Joinville, qui jamais ne lui mentais, je répondis que j'aimerais mieux en avoir fait trente que d'être lépreux. » Le roi attendit qu'il fût seul avec Joinville, et le réprimanda doucement : « Comment m'avez-vous dit cela ? Vous parlez sans réflexion, comme un étourdi, car il n'y a pas de si vilaine lèpre que d'être en péché mortel. Quand l'homme meurt, il est guéri de la lèpre du corps, mais quand l'homme qui a fait le péché mortel meurt, il ne sait pas si son repentir a trouvé grâce devant Dieu. Ainsi, je vous en prie, pour l'amour de Dieu et de moi, d'aimer mieux que tout mal de lèpre arrive à votre corps, plutôt que le péché mortel advienne à votre âme. »

Établissements charitables. — Églises gothiques. — Jamais il n'y eut de sainteté plus active et plus bienfaisante. Il fut le roi aumônier par excellence, si l'on considère les établissements charitables qu'il a fondés, la libéralité de ses dons, les soins qu'il prodiguait lui-même aux infirmes et aux malades.

Il fonda plusieurs hôpitaux, entre autres les Quinze-Vingts de Paris pour trois cents aveugles, et de nombreuses maisons de refuge. Partout où il allait dans son royaume, il visitait les pauvres églises, les maladreries (où l'on recevait les lépreux), les hôpitaux, et s'enquérail des pauvres gentilshommes, des jeunes veuves, des filles à marier et leur faisait donner largement de ses deniers. Il distribuait d'abondantes aumônes aux indigents, et, la veille des grandes fêtes, les servait lui-même, leur coupant le pain et leur versant à boire. Ses serviteurs murmuraient parfois et disaient qu'il dépensait trop en aumônes ; mais le bon roi répondait « qu'il aimait mieux « dépenser beaucoup en aumônes qu'en bombances et « vanités ».

Ce saint roi méritait bien de présider à la plus belle époque de l'architecture gothique. Il vit consacrer les cathédrales d'Amiens, de Reims, de Beauvais et de Chartres, les plus beaux temples que la foi ait élevés à la divinité. Lui-même il avait construit la **Sainte-Chapelle**,

qui est demeurée le chef-d'œuvre de son règne (1245).

Huitième croisade. — Saint Louis meurt à Tunis (1270). — C'est enfin à l'heure de sa mort que la sainteté de Louis IX apparaît dans tout son éclat.

Il avait encore une fois réuni une armée et tenté d'accomplir son vœu sacré, la délivrance de la Terre sainte. Ce fut la dernière croisade (1270). Trompé par les conseils de son frère, Charles d'Anjou, roi des Deux-Siciles, et pensant que l'Égypte tirait sa force des chevaux et des armes que lui envoyait **Tunis**, il avait opéré une descente en Afrique, près des ruines de Carthage. Mais sur cette terre maudite, nous dit un de ces pauvres croisés, l'armée languit en proie aux tourments de la poussière, à la rage des vents, à la corruption de l'air et à la puanteur des cadavres, dont les maladies accroissaient chaque jour le nombre. La cavalerie légère des Maures rôdait autour du camp. Les vivres, l'eau manquèrent ; la peste éclata. Les plus hauts barons, le légat du pape, un fils du roi, Tristan de Nevers, qui était né à Damiette lors de la croisade de 1248, succombèrent.

Le roi lui-même fut atteint. Il ne se démentit pas à cette heure suprême, et sans trouble, sans regret, il consacra une vie incomparable par la grandeur simple de sa mort. Il voulut être tiré de son lit et étendu sur la cendre, et fit cette belle prière : « Mon Dieu, aie pitié de mon armée et la conduis en son pays ; qu'elle ne tombe pas en la main de ses ennemis et ne soit pas entraînée à renier ton saint nom. » Puis il adressa à son fils Philippe les plus touchants adieux et des conseils de gouvernement et de religion. Enfin, il croisa ses mains sur sa poitrine, et, regardant le ciel, il rendit son âme à Dieu (25 août 1270).

Philippe III (1270-1285). — Philippe III, proclamé roi au milieu de l'armée, sur la terre d'Afrique, eut un triste retour. La tempête engloutit une partie de la flotte sur les côtes de Sicile ; il fallut faire par terre le reste du voyage. Au lendemain de son arrivée à Paris, le roi conduisit solennellement à Saint-Denis les cinq cercueils

royaux de son père Louis IX, de son frère Tristan de Nevers, de son beau-frère Thibaut, roi de Navarre, de sa femme Isabelle et de l'enfance royal, comme on disait alors.

A quelque temps de là mourait aussi Alphonse de Poitiers, oncle du roi (1271). La royauté grandissait par ces malheurs mêmes, et Philippe héritait du comté de Toulouse (le Languedoc) et des provinces qui en dépendaient. C'était tout un royaume dans le midi de la France.

Philippe le Bel (1285-1314). — Le fils et successeur de Philippe III fut Philippe le Bel, qui commença par accroître le domaine royal de deux grandes provinces en épousant l'héritière de la Navarre et de la Champagne.

Ce prince a dans l'histoire un mauvais renom, et il en est de même des *légistes* ou hommes de loi dont il se servit pour faire des procès à tout le monde, au roi d'Angleterre, au comte de Flandre, au pape, à l'ordre des chevaliers du Temple (1).

Procès au roi d'Angleterre (1295-1299). — Il voyait avec peine les Anglais demeurer maîtres de la Guyenne. Saisissant donc l'occasion d'une rixe de matelots normands et anglais, il cita Édouard I^{er}, roi d'Angleterre, à comparaître devant la cour des pairs ou grands vassaux de France, et envoya son connétable (2) occuper la **Guyenne** en attendant le jugement. La guerre s'ensuivit, puis un traité qui laissa Philippe le Bel maître d'une partie du territoire saisi. Isabelle, fille de Philippe, fut fiancée au fils d'Édouard I^{er}, qui plus tard, comme on le

(1) L'historien de Louis IX, Joinville, nous raconte que ce saint roi présenta un jour à ses conseillers un acte de donation du comté de Dammartin sur lequel il n'y avait plus que la moitié du sceau royal. Le sceau, sorte de cachet, tenait lieu de la signature du roi. Or ce sceau brisé ne laissait plus voir que la moitié de la figure du roi. Les légistes, pensant être agréables à Louis IX, soutinrent que la donation n'était pas valable; mais le roi les reprit en disant que ce qui restait du sceau marquait assez la validité de l'acte, et il remit au solliciteur le comté de Dammartin.

On voit par cette anecdote quel rôle les légistes devaient jouer sous un roi ambitieux et avide.

(2) Le connétable était le chef suprême de l'armée. Le signe de son autorité était une épée nue qu'il recevait des mains du roi et qu'il portait devant le prince au sacre et dans les grandes cérémonies.

verra, réclamera la couronne de France au nom de sa femme.

Confiscation de la Flandre ; conquête de la Flandre française (1299-1304). — Le comte de Flandre avait pris parti pour le roi d'Angleterre. La paix faite, il se remit aux mains de Philippe, qui le jeta en prison et confisqua le comté. Mais, à quelque temps de là, les Flamands se soulevèrent contre le gouverneur imposé par le roi à l'occasion des impôts qu'il voulut établir. Ce fut une nouvelle guerre. Les gens des communes de Flandre battirent les troupes françaises à **Courtray** (1302); il fallut que le roi marchât contre eux en personne. Philippe fut vainqueur à **Mons-en-Puelle** (1304); mais lorsqu'il vit paraître une nouvelle armée, il s'écria : « Il pleut donc des Flamands ! » Et il se contenta de la **Flandre française** (entre la Lys et l'Escaut), qui lui fut cédée par traité (voir la carte 6, p. 96).

Besoins d'argent de la royauté ; mesures financières. — Les légistes n'aidèrent pas seulement le roi à se saisir des provinces non encore réunies, ils s'appliquèrent encore à lui créer les ressources de finance que rendaient chaque jour plus nécessaires l'accroissement du domaine et l'augmentation des officiers royaux de tout ordre. Il fallait payer un grand nombre de sénéchaux, de baillis, de prévôts, pour maintenir l'ordre et faire exécuter les lois, de juges pour rendre la justice, une armée nombreuse pour faire la guerre, non plus comme sous Louis VI aux environs de Paris, mais sur les Pyrénées, sur la Garonne, sur l'Escaut. Lors de la guerre de Flandre, par exemple, on avait dû donner aux Génois, qui avaient fourni seize galères, une grosse somme d'argent.

Les légistes déclarèrent donc que le roi avait le droit d'augmenter les impôts pour suffire aux dépenses de l'administration et de la guerre. Les officiers de finance recoururent alors à divers moyens, dont plusieurs se trouvèrent iniques et ruineux pour le peuple. Ils rançon-

nèrent les banquiers de ce temps, les juifs et les Lombards qui se hâtèrent de cacher leur argent. Ils firent de la fausse monnaie, c'est-à-dire qu'ils diminuèrent le poids des pièces d'or ou d'argent en déclarant qu'elles conserveraient leur valeur nominale. Ils contraignirent les nobles à envoyer au trésor leur vaisselle d'or et d'argent, et ne leur en firent donner qu'un prix insuffisant.

Philippe le Bel approuvait tout, parce que, en travaillant à rendre la royauté forte, il n'avait pas, comme saint Louis, la ferme volonté qu'elle fût toujours juste.

Procès contre le pape Boniface VIII (1296-1303).

— En cherchant sans cesse de nouveaux moyens d'augmenter son trésor, il s'avisa que le clergé était exempt de l'impôt. Il voulut l'y soumettre, bien que cette exemption fût justifiée par l'emploi que l'Église faisait de ses richesses aux dépenses du culte, à l'entretien des écoles, au soulagement des pauvres. Alors éclata la grande querelle du roi et du pape. Boniface VIII, pape dévoué à la France, mais aussi à la grandeur et à l'indépendance de l'Église, menaça Philippe le Bel d'excommunication, en faisant appel à l'opinion du clergé et du peuple de France contre la tyrannie du monarque.

Premiers états généraux. — Philippe, pour mettre cette même opinion de son côté, réunit les *premiers états généraux* de la monarchie, c'est-à-dire les députés des trois *états* ou classes du royaume (clergé, noblesse, peuple ou tiers état), dans l'église de Notre-Dame de Paris, le 10 avril 1302. Saint Louis avait déjà donné l'exemple de la convocation des envoyés des bonnes villes pour délibérer avec eux sur les intérêts de l'État; mais la circonstance solennelle dans laquelle Philippe le Bel appela les députés du tiers état à siéger auprès de ceux du clergé et de la noblesse, a fait dater de cette assemblée la participation du peuple à une délibération politique. Ces états n'eurent cependant qu'une séance; les députés du peuple, fiers de l'honneur qui leur était fait, s'unirent

à la noblesse contre le clergé et firent acte de complète soumission à la volonté royale (1302).

Le légiste Nogaret et Boniface VIII. — Le roi pouvait dès lors tout oser. Il fit rédiger un acte d'accusation contre le pape *Maléface* par ses légistes, et envoya l'un d'eux, Nogaret, en Italie, pour le lire à Boniface VIII. Nogaret soudoya une troupe de bandits conduits par Colonna, noble Romain, mortel ennemi de Boniface, et envahit le palais du pape à Anagni (près de Rome), aux cris de « Mort au pape ! Vive le roi de France ! »

L'intrépide vieillard (il avait quatre-vingt-six-ans) ne faiblit pas devant le péril. Il se revêtit de ses habits pontificaux, s'assit sur son trône, la tiare en tête, la croix dans une main, les clefs de Saint-Pierre dans l'autre. On l'entoure, on le menace, on le somme d'abdiquer. « Voilà mon cou, voilà ma tête, » répond-il ; alors Colonna l'arrache du trône et le frappe au visage de son gantelet de fer. Boniface VIII ne survécut qu'un mois à l'outrage (1303).

Procès des Templiers (1307-1314). — Ne redoutant plus la voix du pontife. Philippe le Bel jugea le moment venu de détruire l'ordre des chevaliers du Temple et de confisquer leurs richesses. Cet ordre, comme celui de Saint-Jean de Jérusalem, recruté de chevaliers qui étaient en même temps des religieux, avait combattu avec courage dans les croisades contre les infidèles ; à la Massoure, comme on l'a vu, ses chevaliers s'étaient presque tous fait tuer. Quand la Terre-Sainte fut perdue, l'ordre avait établi son siège au nord-est de Paris (voir le plan de Paris), où il avait fait construire un palais ou plutôt une forteresse. Le trésor de tous les Templiers d'Europe y était déposé.

Au temps où s'instruisit leur procès les chevaliers avaient presque renoncé à la guerre, c'est-à-dire au but même de leur institution, et ils semblaient uniquement occupés à jouir de leur puissance et de leurs richesses. Cette puissance inquiétait Philippe en même temps que

ces richesses tentaient son avidité. En un jour, il fit partout arrêter les chevaliers et les jeta en prison pour les juger. Les légistes du roi se mêlèrent aux juges d'église, et alors commença un procès où l'on voit mieux la haine et l'avidité du roi que la culpabilité des accusés. Le grand maître de l'ordre, **Jacques Molay**, et cinquante chevaliers furent torturés et condamnés au feu. Le roi rejeta leur appel au concile général, fit hâter le supplice, et confisqua le trésor du Temple.

Les chevaliers étaient au nombre de quinze mille dans toute l'Europe. Le pape Clément V supprima l'ordre, mais il n'y eut de supplices qu'en France.

On raconte que, sur le bûcher, Molay avait ajourné le roi à comparaître dans l'année au tribunal de Dieu (1314). A quelques mois de là Philippe le Bel, âgé de quarante-six ans, mourait des suites d'une chute de cheval.

Les fils de Philippe le Bel (1314-1328). — Ses trois fils, qui régnèrent successivement, ne firent que passer sur le trône. En quatorze années on vit finir la postérité de Philippe le Bel.

Louis X le Hutin, c'est-à-dire le querelleur (1314-1316), ne régna que deux ans.

Philippe V le Long (1316-1322) se saisit du sceptre, bien que Louis X eût laissé une fille, Jeanne. Une assemblée des états généraux approuva l'acte du nouveau roi, dans la crainte que, si les femmes pouvaient succéder à la couronne, elles ne fissent partager leur trône à des maris étrangers, ayant des intérêts contraires à ceux du pays. On appela cette loi nouvelle *loi salique*, parce que les légistes prétendirent l'avoir trouvée dans le code des Francs Saliens.

Philippe V lui-même n'ayant laissé que des filles, son frère **Charles IV le Bel** lui succéda en vertu de la loi salique, pour mourir six ans après (1322-1328). En voyant ainsi disparaître à la fleur de l'âge ces princes, qui ne laissaient point d'héritier de leur sang, les peuples purent

croire aux effets de la malédiction de Boniface VIII et à un arrêt de la justice divine contre la race condamnée de Philippe le Bel.

États du domaine royal en 1328. — La famille des Capétiens directs qui finissait avec Charles le Bel avait



Domaine royal en 1328.

Une ligne de points marque à l'est la frontière du royaume. Les trois groupes du domaine royal se détachent en blanc sur les parties ombrées qui représentent les provinces non encore réunies au domaine, — Nous rappelons que ces petites cartes, insérées dans le texte, ne peuvent pas contenir toutes les indications utiles, et nous renvoyons pour le détail à la carte de France, sur papier rose, placée au milieu du livre.

trouvé le domaine royal presque limité à la province de l'Ile de France. Les règnes de Louis VI, de Philippe-Auguste, de saint Louis, de Philippe le Bel l'avaient singulièrement accru.

A la mort de Charles le Bel, il couvrait les deux tiers de la France et se partageait en trois groupes de provin-

ces. Celui du nord tenait tout le cours de la Seine et de ses affluents et s'étendait sur la Manche, de la Somme au nord jusqu'à la baie du mont Saint-Michel ; il embrassait aussi une petite partie du cours moyen de la Loire (Orléanais). — Le groupe du centre, traversé par la Loire et la Charente, comprenait la partie du littoral de l'Atlantique située entre les embouchures de ces deux fleuves, et atteignait par le Berry le centre même de la France. — Le groupe du sud était limité à l'ouest par le cours supérieur de la Garonne et à l'est par le cours inférieur du Rhône ; il ne touchait à la mer Méditerranée que par deux points où étaient les ports d'Agde et d'Aigues-Mortes.

Le reste de la France, ainsi entamé et comme découpé par les divers groupes du domaine royal, devait peu à peu lui être rattaché.

Lecture.

Voir la lecture intitulée : *l'Amitié du roi saint Louis et du sire de Joinville deux chevaliers au treizième siècle..*

QUESTIONNAIRE.

- Quel est le père de Louis IX ? Quels sont les services rendus au royaume par Blanche de Castille ? Comment éleva-t-elle son fils ? Quelles sont les dates de l'avènement et de la mort de Louis IX ? Quels combats Louis IX livra-t-il aux Anglais ? Sur quelle rivière sont situées Taillebourg et Saintes ? Raconter la septième croisade ; l'itinéraire, le débarquement, la campagne dans le Delta du Nil, le retour. Montrer comment Louis IX fit de la bonne politique en étant un honnête homme et un roi *opaiseur*. Comment fit-il pour remplacer dans le royaume l'usage de la force par le recours à la justice ? Que fit-il pour que bonne justice fût partout rendue à ses sujets ? Rendait-il lui-même la justice ? Savait-il être, lorsqu'il le fallait, rigoureux envers les coupables ? Quel est le prévôt de Paris sous le règne de Louis IX ? Qu'appelle-t-on le *Livre des métiers* ? Comment Louis IX a-t-il mérité le nom de saint ? Était-il charitable ? Raconter la huitième croisade et la mort de saint Louis. Quel fut le successeur de saint Louis ? Quelles provinces réunit-il au domaine ? Quelle est la date de l'avènement de Philippe le Bel ? Dire ce qu'étaient les légistes. Quelle victoire Philippe le Bel remporta-t-il sur les Flamands ? Que gagna-t-il à cette guerre ? Quel abus de pouvoir commit Philippe le Bel ? Quelle fut la cause de la querelle du roi et du pape ? Qu'appelle-t-on *états généraux* ?

Quelle fut la date de leur première réunion? Raconter ce qui se passa à Anagni? Raconter la destruction de l'ordre des Templiers. Quels furent les fils de Philippe le Bel? Dire quelle était la loi nommée *loi salique*.

Devoirs écrits.

Raconter la septième croisade. — Quels sont les traits de la vie de Louis IX qui nous montrent sa justice et sa sainteté? — Quel fut le rôle des légistes sous Philippe le Bel?

Tracés.

Tracer l'itinéraire de la 7^e croisade (1). — Tracer le cours de la Seine, de la Loire et de la Garonne et grouper le long de ces trois fleuves les provinces du domaine royal.

CHAPITRE VII

PROGRAMME

(De 1328 à 1453) — **La guerre de Cent ans; les Valois.**

— Résumé des événements de la rivalité de la France et de l'Angleterre, antérieurs à la guerre de Cent ans.

— Philippe de Valois (1328-1350) et Jean le Bon (1350-1364). — Crécy (1346) et Poitiers (1356). — Les états généraux (1357). — Charles V (1364-1380) et Du-gesclin. — Charles VI (1380-1422). — Les Armagnacs et les Bourguignons. — Bataille d'Azincourt (1415). — Traité de Troyes (1420). — Charles VII (1422-1461). — Siège d'Orléans (1428). — Jeanne d'Arc (1420-1431). — Formigny (1450) et Castillon (1453); expulsion des Anglais.

SOMMAIRE

Guerre de Cent ans.

Philippe VI (1328-1350) et Jean II (1350-1364).

La France et l'Angleterre ont toujours été ennemies sous les Capétiens directs, auxquels succède la branche des Valois avec Philippe VI.

Les deux premiers règnes de la famille des Valois sont des règnes malheureux.

La guerre de Cent ans commence sous le règne de Philippe VI (1328-1350), qui perd par sa faute la bataille de Crécy (1346), bientôt suivie de la prise de Calais par les Anglais (1347).

(1) La carte placée à la fin du volume contient, outre l'Europe, la partie occidentale de l'Asie et la partie septentrionale de l'Afrique. L'élève y pourra donc suivre saint Louis à Chypre, en Egypte et en Terre sainte.

Jean II est vaincu à Poitiers (1356) par suite de ses mauvaises dispositions et fait prisonnier.

Étienne Marcel, prévôt des marchands de Paris, veut faire une révolution d'abord à l'aide des états généraux de 1357, puis de la populace de Paris.

Le dauphin, régent du royaume, rentre dans Paris après la mort de Marcel et signe avec les Anglais le traité de Brétigny (1360).

Charles V le Sage (1364-1380).

Charles V s'entoure de sages conseillers et choisit pour commander les armées le breton Bertrand Duguesclin.

Duguesclin emploie sa jeunesse à combattre les Anglais. Plus tard il débarrasse le royaume des *grandes compagnies*, bandes de gens de guerre qui vivaient aux dépens des paysans, et les conduit en Espagne.

Après avoir rétabli la France, Charles V déclare la guerre à l'Angleterre (1369).

Duguesclin, nommé connétable de France, fait aux Anglais une guerre prudente et ruine leurs armées sans livrer de grandes batailles. Il les surprend au combat de Pontvallain (1370), reconquiert la meilleure partie du royaume et meurt devant Châteauneuf-Randon (1380).

Charles V meurt deux mois après. Il s'était montré à la fois sage politique, bon administrateur et ami des lettres.

Charles VI (1380-1422).

La couronne passe de la tête de Charles le Sage sur celle de Charles VI, enfant d'abord, puis tombé en démence.

Pendant ce long et malheureux règne, le royaume est livré à la guerre civile des *Armagnacs* et des *Bourguignons*, née du meurtre du duc d'Orléans par Jean sans Peur, et à la guerre étrangère.

La défaite d'Azincourt (1415), l'alliance du duc de Bourgogne, Philippe le Bon, avec les Anglais, après l'assassinat de Jean sans Peur (1419), livrent la France à l'ennemi.

Par le traité de Troyes (1420), le roi d'Angleterre, Henri V, est nommé régent du royaume et désigné comme héritier de Charles VI.

Charles VII (1422-1461).

Charles VII n'est que le *roi de Bourges*, jusqu'au moment où la Providence suscite Jeanne d'Arc.

Jeanne, née à Domremy, a dix-sept ans en 1429; elle obtient non sans peine, de Baudricourt, capitaine du roi à Vaucouleurs, d'être envoyée à Charles VII.

Elle persuade le roi, obtient de lui une petite armée, délivre Orléans et bat les Anglais en plaine à Patay (mars-juin 1429).

Elle conduit le roi à Reims et le fait sacrer. Elle est blessée devant Paris, prise à Compiègne (25 mai 1430), jugée et brûlée vive à Rouen par les Anglais (30 mai 1431).

La guerre est continuée avec succès contre les Anglais affaiblis par le traité d'Arras, qui réconcilie Charles VII et le duc de Bourgogne (1435). Les Anglais sont chassés de Paris (1436) et du reste du royaume après les batailles de Formigny (1450) et de Castillon (1453).

RÉCIT

Philippe VI de Valois (1328-1350). — A qui devait revenir la couronne? Charles IV le Bel n'avait laissé qu'une fille, et la loi salique écartait les femmes du trône. Deux princes y prétendirent.

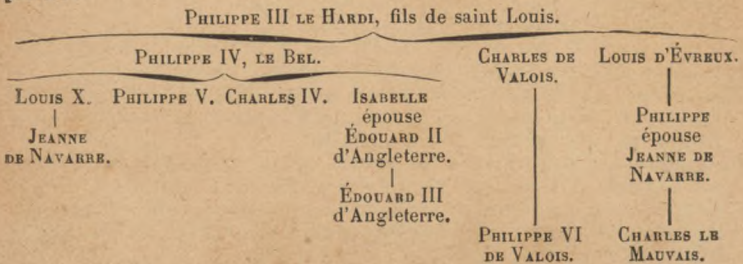
L'un était Philippe, comte de Valois, neveu de Philippe le Bel.

L'autre était Édouard III, roi d'Angleterre, petit-fils de Philippe le Bel par sa mère Isabelle de France (1).

Les barons et les légistes consultés se déclarèrent en faveur de Philippe de Valois; mais Édouard III ne tarda pas à en appeler aux armes, et alors commença la *guerre de Cent ans* (1337-1453).

Retour sur les guerres des rois de France et des rois d'Angleterre sous les Capétiens. — Il y avait longtemps que les deux pays de France et d'Angleterre étaient ennemis. La guerre avait commencé du jour où Guillaume, duc de Normandie, vassal du roi de France, Philippe I^{er}, avait par la victoire d'Hastings conquis le royaume d'Angleterre (1066). Louis VI le Gros avait guerroyé pendant huit années dans le Vexin (sur les bords de l'Epte, affluent de droite de la Seine), contre les ducs de Normandie, rois d'Angleterre. Louis VII avait profité de la révolte des fils du roi anglais Henri II; il les avait soutenus contre leur père. Philippe-Auguste avait reconquis une partie des provinces que les Anglais

(1) Un tableau généalogique fera comprendre les droits respectifs des deux princes :



occupaient en France et avait vaincu à Bouvines (1214) l'empereur Othon, allié du roi d'Angleterre, Jean sans Terre. Louis IX avait battu une armée anglaise à Taillebourg et à Saintes en 1232, Philippe le Bel avait tenté de reprendre la Guyenne à ces ennemis séculaires, qui détenaient encore une partie de la France du midi.

Guerre de Cent ans (1337-1453). — Malheureusement les premiers rois de la race des Valois ne furent point habiles et sages comme l'avaient été les princes de la branche aînée. Au lieu de mettre leur gloire dans le bon gouvernement du royaume, ils dissipèrent le trésor de l'État par leurs prodigalités, et ils laissèrent l'ennemi pénétrer jusqu'au cœur de la France. S'ils eurent le courage du chevalier, ils n'eurent point la prudence et l'habileté qui gagnent les batailles.

Ils se laissèrent battre deux fois, à Crécy (1346) et à Poitiers (1356).

Bataille de Crécy (1346). — A **Crécy**, près d'Abbeville, sur la Somme, Philippe fit des prodiges de courage et pénétra bien avant au milieu des ennemis; mais la petite armée anglaise opposa au désordre de notre chevalerie les traits bien dirigés de ses archers, les boulets de ses *bombardes*, les premières qu'on eût vues sur un champ de bataille, et surtout la bonne ordonnance de ses escadrons. Édouard III, une baguette blanche à la main, avait tout dirigé avec calme et décision, tandis que notre vaillant Philippe VI s'était enfoncé dans la mêlée pour y donner de grands coups. — Que de fois, dans notre histoire, nous avons vu notre courage rendu ainsi inutile par le manque de discipline et de prévoyance !

Siège de Calais (1347). — Édouard III profita de la victoire pour venir assiéger **Calais**, ville détestée des Anglais, parce que les corsaires (1) calaisiens faisaient le

(1) Les corsaires sont des marins qui arment, avec leurs propres ressources, un navire en guerre ou en course, comme on dit (d'où *corsaire*), et font la guerre à leurs risques aux ennemis de leur pays.

plus grand tort à leur commerce. Furieux de la longue résistance des assiégés, qui s'étaient défendus dix mois, il exigea, lorsque la ville fut réduite à capituler, que six notables vinssent lui en apporter les clefs, la corde au cou, pour être pendus. Six généreux citoyens se trouvèrent aussitôt et s'offrirent au vainqueur pour sauver leurs compatriotes, comme avait fait autrefois Vercingétorix devant Alise. Ce furent Eustache de Saint-Pierre, qui se présenta le premier, Jean d'Aire, deux frères, Pierre et Jacques Wyssand, puis deux autres, dont les noms sont malheureusement restés inconnus, car ils méritaient, comme les premiers, un souvenir reconnaissant de la France. Édouard les reçut avec colère, et, malgré l'intercession de ses chevaliers, ordonna qu'ils fussent conduits au supplice. Il ne céda qu'aux prières de sa femme, Philippa de Hainaut, qui se mit à ses genoux. « Ah ! dame, dit-il, j'aimerais mieux que vous fussiez autre part qu'ici. Vous me priez tant que je ne vous l'ose refuser, et quoique je le fasse avec peine, tenez, je vous les donne, faites-en à votre plaisir. »

Maintenant, ajoutait le roi anglais, je tiens à ma ceinture les clefs de la France. Il ne disait que trop vrai, et pendant deux cents ans l'Angleterre devait rester maîtresse de ce coin du sol français où elle pouvait impunément débarquer une armée.

Bataille de Poitiers (1356). — A **Poitiers**, en 1356, nous fûmes encore vaincus. Cette fois c'était le fils d'Édouard, le prince de Galles ou Prince-Noir, ainsi nommé à cause de la couleur de ses armes, qui commandait les Anglais. Il se montra capitaine expérimenté comme son père, tandis que Jean II n'imitait que trop fidèlement le courage aveugle de Philippe VI. L'armée anglaise, bien inférieure en nombre, occupait une colline dont les archers, cachés derrière les haies, défendaient les approches. Ils tirèrent à coup sûr au milieu des rangs pressés des chevaliers français qui s'étaient engagés dans un chemin étroit et difficile. Les

chevaux blessés firent volte-face, et la colonne se replia en désordre sur les lignes de l'armée rangée dans la plaine. Les Anglais profitèrent de ce trouble pour charger avec impétuosité nos lignes désunies. Lorsqu'ils les eurent enfoncées, ils n'eurent plus qu'à tuer et à ramasser des prisonniers.

Quant à Jean II, qui n'avait pas su être général, il combattait en vaillant soldat. Il avait mis pied à terre et il abattait à coups de hache ceux qui le serraient de trop près. « Père, gardez-vous à droite, gardez-vous à gauche ! lui disait son plus jeune fils, Philippe, resté à ses côtés. » Et en effet les Anglais l'entouraient en grand nombre criant : « Rendez-vous ! rendez-vous ! autrement vous êtes mort. » Épuisé de fatigue, Jean dut enfin se rendre ; il tendit son gant droit à un chevalier ennemi, qui le conduisit au Prince-Noir. Le vainqueur traita avec le plus grand respect son royal captif. Il le servit à table après la bataille, et quand ils entrèrent à Londres, Jean montait un grand cheval blanc (signe de suzeraineté) et le prince une petite haquenée (1) noire (1256).

Etats généraux de 1357. — Étienne Marcel. — A la nouvelle de la défaite de l'armée française et de la captivité du roi, les *états généraux*, réunis à Paris, reconnurent pour régent le fils aîné de Jean, le duc de Normandie, qui devait être Charles V le Sage. Mais en même temps entraînés par **Étienne Marcel**, prévôt des marchands et chef de la bourgeoisie, ils rédigèrent une ordonnance de réformation qui ôtait toute autorité au jeune prince. C'était une grande faute de vouloir changer le gouvernement au moment où l'ennemi vainqueur envahissait la France.

Le régent tenta de résister aux exigences du prévôt. Marcel, abandonné de la grande majorité des députés des états, mais soutenu par la populace, envahit le palais et massacra les maréchaux de Champagne et

(1) Petit cheval d'allures douces que montaient ordinairement les femmes.

de Normandie aux côtés mêmes du jeune prince. Celui-ci ne se trouvant plus en sûreté s'enfuit alors à Compiègne.

Paris, obéissant à Etienne Marcel, s'érigea en commune et se fortifia. Quant au régent, après avoir réuni à **Compiègne** les députés des provinces, il vint mettre le siège devant la ville rebelle.

Ce siège dura trente et un jours, du 30 juin au 30 juillet 1358. « Marcel, dit l'historien Froissart, avait établi dans la ville un tel système d'arbitraire et de terreur qu'il suffisait presque de lui déplaire ou de n'être pas de son avis pour courir le risque de la mort. »

Marcel eut la fin qu'il méritait. Il avait d'abord ameuté les bourgeois contre les députés du clergé et de la noblesse, puis la populace contre les bourgeois. Il fit ensuite appel aux bandes de pillards qui ravageaient la France, enfin à Charles le Mauvais, un traître de la famille royale qui conspirait contre le régent : il allait lui ouvrir la porte Saint-Antoine, lorsqu'il fut abattu d'un coup de hache par Jean Maillard, partisan du régent, dans la nuit du 31 juillet (1358).

Traité de Brétigny (1360). — La défaite de Poitiers, les troubles qui l'avaient suivie, avaient mis la France hors d'état de continuer la guerre. Il fallut traiter ; on donna à l'Angleterre en toute propriété le pays au sud de la Loire, et on promit de payer en six ans trois millions d'écus d'or pour la rançon de Jean II. Ce fut le désastreux traité de **Brétigny** (près de Chartres).

Charles V le Sage (1364-1380). — Heureusement pour la France, au prodigue et imprudent Jean II succéda Charles V le Sage. Dissemblable en tout de son père, il était économe, il recherchait les hommes expérimentés qui pouvaient lui donner d'utiles conseils, il réfléchissait mûrement avant d'agir. Trop débile pour manier une épée ou monter à cheval, il sut diriger la guerre du fond de sa chambre de l'hôtel Saint-Paul, et choisir pour commander ses armées un heureux et intrépide capitaine, le breton Bertrand Duguesclin.

Duguesclin. — Duguesclin était fils d'un brave et pauvre chevalier de Bretagne. Il était loin d'être beau ; il avait une grosse tête carrée avec de petits yeux enfoncés, les épaules larges, la taille courte. Enfant, il se plaisait à courir les villages voisins, formait les petits paysans en bandes, les faisait battre et rentrait au château les mains et le visage en sang.

Arrivé à l'âge d'homme, il réunit quelques compagnons dévoués, et, avec sa petite troupe, il fit aux Anglais une guerre de surprises et d'embuscades. Sa force de corps, sa hardiesse, lui valurent bientôt la réputation d'un redoutable chef de bandes.

C'est ce brave capitaine que sut s'attacher Charles V ; à eux deux, l'un qui était la tête, l'autre qui était le bras, ils devaient effacer la honte de Poitiers et chasser les Anglais de France.

Charles V était trop prudent pour vouloir prendre de suite sa revanche. Il laissa la France respirer, et se prépara peu à peu à recommencer la lutte avec l'Angleterre dans de petites guerres contre les alliés des Anglais : Charles le Mauvais, roi de Navarre et comte d'Evreux, l'ancien complice de Marcel ; — Jean de Montfort, duc de Bretagne ; — Pierre le Cruel, roi de Castille.

Premiers faits d'armes de Duguesclin. — Duguesclin y fit merveille ; il se montra le plus habile des capitaines en même temps qu'il était le plus brave des chevaliers.

A la bataille de **Cocherel** (sur l'Eure), il fit semblant de prendre la fuite pour forcer l'armée de Charles le Mauvais à abandonner la colline sur laquelle elle s'était postée, et, se retournant tout à coup, il remporta une victoire complète. Charles V apprit la bonne nouvelle la veille du jour où il devait être sacré roi, et la reçut comme l'étrenne de son règne (1364).

Ce fut aussi par ruse que Bertrand prit le château de **Fougeray** (en Bretagne, près de la Vilaine) ; il s'était déguisé en bûcheron, et, faisant mine de suivre une

voiture chargée de bois, il s'était emparé de la porte. Ses soldats, cachés près de là, avaient répondu à son cri d'appel, *Notre-Dame Guesclin!* et étaient accourus à son aide. Si plus tard il fut vaincu et fait prisonnier à la bataille d'**Auray** contre le duc de Bretagne, c'est que l'on combattit contre son avis. Charles le Sage se hâta de racheter un si précieux serviteur ; il en avait besoin pour délivrer la France d'un fléau qui la ruinait.

Depuis la paix de Brétigny, les gens de guerre, qui ne recevaient plus de solde, s'étaient réunis en bandes et en **grandes compagnies** pour vivre de pillage. Sous le nom de *routiers*, parce qu'ils détroussaient les voyageurs sur les routes, ils étaient véritablement les maîtres du centre de la France.

Sur l'ordre de Charles, Duguesclin vint les trouver, s'offrit à être leur chef et à les conduire en Espagne pour faire la guerre aux Maures et, en passant, au roi de Castille, Pierre le Cruel. Ce prince, allié des Anglais, avait tué sa femme, Blanche de Bourbon, sœur de la reine de France.

Les *routiers*, très honorés de combattre sous un tel chef, un peu repentants de leurs pillages en France, alléchés par ce qu'on leur disait du butin qu'ils feraient en Espagne, suivirent Duguesclin au delà des Pyrénées et débarrassèrent le royaume de leur présence.

C'est dans cette guerre, à la bataille de **Navarette** (au sud des Pyrénées), engagée contre son avis, que Duguesclin fut encore une fois fait prisonnier. Avec quelques braves chevaliers il avait percé jusqu'à l'étendard d'Angleterre, s'en était saisi ; puis entouré par un grand nombre d'assaillants, il s'était défendu jusqu'à ce que le prince de Galles, fils du roi d'Angleterre, lui eût crié : « Vaillant chevalier, vous avez assez fait pour l'honneur ; toute résistance est vaine, rendez-vous. »

Le prince de Galles savait trop quel redoutable ennemi était Duguesclin pour lui permettre de se racheter ; mais le rusé Breton sut l'y déterminer par surprise. Il

dit un jour au prince : « Depuis que je suis ci, je me trouve le premier chevalier du monde, car on raconte partout que vous n'osez me mettre à rançon. » Le prince, piqué de cette parole, lui répondit qu'il le laissait libre de se racheter, et lui permit même avec générosité de fixer lui-même le prix de sa rançon. « Pas moins de cent mille francs » (plus d'un million aujourd'hui), reprit Duguesclin ; et comme l'Anglais s'étonnait de la somme, Duguesclin ajouta : « Monseigneur, le roi de Castille (1) en payera la moitié, le roi de France le reste, et si ce n'était assez, il n'y a femme en France sachant filer qui ne filât pour ma rançon. »

Duguesclin connétable de France (1369). — Le temps était enfin venu où Duguesclin allait être le libérateur de la France. Il avait été contraint par Charles V de recevoir l'épée de connétable, signe du commandement général des armées, bien qu'il s'en fût défendu sur ce qu'il n'était qu'un pauvre chevalier. « Messire Bertrand, avait répliqué Charles, ne vous excusez pas, car je n'ai frère, cousin, neveu, ni baron, ni comte en mon royaume qui ne vous obéisse ; s'il en était autrement, il me courroucerait fort. Prenez donc cette épée, je vous en prie. » Duguesclin l'accepta et s'en servit dignement.

Il résolut de détruire les armées anglaises sans courir le risque des grandes batailles. Il s'attacha à leurs pas, ruinant le pays autour d'elles pour les empêcher de vivre, leur dressant des embuscades et battant leurs corps détachés ; on suivait les Anglais à la trace des morts qu'ils laissaient sur leur route. Ils étaient maîtres de la campagne, mais ils ne pouvaient prendre les villes bien fermées et bien défendues. Une de leurs armées vint jusqu'à Paris, mettant le feu aux maisons des champs pour forcer Charles V à livrer bataille. Mais le sage roi, qui considérait les Anglais du haut de l'hôtel Saint-Paul, s'en tenait aux conseils du Breton Clisson, ami de

(1) Duguesclin parlait de Henri de Transtamare, qu'il avait fait roi de Castille à la place de Pierre le Cruel.

Duguesclin : « Sire, disait Clisson, vous n'avez que faire d'employer vos gens contre ces enragés ; laissez-les se fatiguer eux-mêmes. Ils ne vous mettront pas hors de votre héritage avec toutes ces fumières. »

Combat de Pontvalain. — Quelquefois cependant l'occasion tentait Duguesclin, qui savait unir la hardiesse à la prudence. Il la saisissait alors et surprenait les armées anglaises qui ne s'attendaient pas à être attaquées. C'est ainsi qu'il fut vainqueur à **Pontvalain**, près de la Flèche (dans le Maine) (1370).

Les Anglais lui avaient envoyé un héraut (1) pour lui demander un rendez-vous de bataille. Ce héraut, bien traité dans le camp français, but tant de vin qu'il tomba ivre mort. Aussitôt Bertrand, qui se souvenait de ses ruses d'autrefois, fit monter ses cavaliers à cheval, leur donnant à porter les fantassins en croupe, et franchit, par une nuit sombre, les douze lieues qui le séparaient du camp anglais. Il fit alors mettre pied à terre à ses hommes, ordonna de couvrir les cuirasses pour approcher de plus près l'ennemi sans être aperçu et tout à coup, poussant son terrible cri de guerre : *Notre-Dame Guesclin!* il tomba au milieu des Anglais endormis. Dix mille ennemis furent ainsi en quelques heures tués, pris ou dispersés.

Mort de Duguesclin (1380). — Quand les armées ennemies, épuisées par cette longue guerre, cessèrent de tenir la campagne, Duguesclin fit le siège des places occupées par les Anglais. Comme il assiégeait **Châteauneuf-Randon** en Auvergne, il fut atteint de la maladie dont il devait mourir. Il força néanmoins la place à capituler. Le commandant anglais fit serment de la rendre au connétable après six jours, s'il n'était secouru. Le sixième jour, il sortit avec toute sa garnison, traversa l'armée française rangée en bataille, et pénétra jusqu'à la tente du connétable agonisant. « Voici, dit-il en s'in-

(1) Le héraut d'armes était un officier de la suite des chefs d'armée qui portait les déclarations ou conventions de guerre ou de paix.

clinant avec respect, les clefs de la ville dont le roi d'Angleterre m'a confié la défense ; je les rends au plus brave chevalier qui ait vécu depuis cent ans passés. »

Duguesclin reçut ce dernier hommage d'un loyal ennemi, puis il remplit ses devoirs de chrétien et dit aux chefs de l'armée qui entouraient son lit en pleurant : « Je recommande à Dieu ma femme et mon roi, et je prie le Seigneur Jésus, que j'ai servi loyalement, de m'accorder le pardon de mes péchés. Adieu, mes amis, souvenez-vous, en quelque lieu que vous fassiez la guerre, que les gens d'Eglise, les femmes, les enfants et le pauvre peuple ne sont point vos ennemis. »

Charles V fit faire au grand capitaine de magnifiques obsèques. Il voulut que le connétable fût inhumé à Saint-Denis, dans les caveaux des rois, et mis au-pied de la tombe qu'il avait fait préparer pour lui-même.

Mort de Charles V (1380). — Deux mois après il succombait à son tour aux fatigues d'un des règnes les plus laborieux de notre histoire, à l'âge de quarante-trois ans. Il avait rétabli l'ordre dans le royaume ; il en avait chassé les Anglais qui ne possédaient plus que trois villes, Bordeaux, Bayonne et Calais.

Charles V n'avait pas été seulement un sage politique. Au milieu des soins du gouvernement et de la guerre, il avait toujours honoré la science et protégé les savants. Il avait recueilli neuf cent cinquante volumes, premier fond de la bibliothèque royale, qui furent déposés dans une tour du Louvre, dite tour de la Librairie. Il avait fait traduire en français la Bible ainsi que des livres grecs et latins. Il avait favorisé l'industrie ; c'est lui qui fit construire par un horloger allemand la première horloge à roues qu'on eût vue en France et la plaça au Palais de Justice, dans la tour dite de l'Horloge. Il commença la construction de la **Bastille**, cette forteresse qui devait assurer la sécurité de Paris.

Charles VI (1380-1422). — A Charles le Sage succéda Charles VI, qu'on pourrait surnommer l'insensé. D'abord

trop jeune pour gouverner (il n'avait pas douze ans), il tomba en démence quand il eut l'âge d'homme, si bien que le royaume fut en proie à l'avidité de ses oncles, le duc d'Anjou et le duc de Bourgogne.

Le duc d'Anjou pillait le trésor pour reconquérir Naples comme héritier des droits de la première maison d'Anjou (1382). Le duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, employa l'armée à soumettre les Flamands révoltés et les battit à **Rosebecque**, près de Courtrai (1382). Il avait entrepris cette guerre dans son intérêt particulier : car il devait hériter au nom de sa femme, Marguerite, des domaines de Louis de Mâle, comte de Flandre. A la mort du comte son beau-père, qui eut lieu deux ans après (1384), il prit possession en effet des comtés de Flandre et d'Artois, au nord de la France, dans le bassin de l'Escaut (1), — du comté de Nevers et de la Franche-Comté, à l'ouest et à l'est du duché de Bourgogne, dans les bassins de la Loire et du Doubs.

Les Armagnacs et les Bourguignons — La maison de Bourgogne devint par cet héritage très puissante et même menaçante. Quand Philippe le Hardi mourut en 1404, son fils **Jean sans Peur** lui succéda et disputa aussitôt le pouvoir au frère du roi, **Charles d'Orléans**. Jean conçut une telle haine pour son rival qu'il le fit assassiner, le soir, à Paris, dans la rue Vieille-du-Temple (1407). Les partisans de la maison d'Orléans, animés par la veuve de Louis, Valentine Visconti, princesse milanaise, s'armèrent pour punir le meurtrier et prirent pour chef le comte Bernard d'Armagnac, le plus puissant des seigneurs du Midi, dont la fille avait épousé le fils aîné du duc d'Orléans assassiné. On les appela les **Armagnacs**; les partisans de la maison de Bourgogne portaient le nom de **Bourguignons**.

De ce moment la guerre civile, suite du meurtre com-

(1) On remarquera qu'il y avait dans cet héritage deux groupes distincts : celui du nord (Artois et Flandre) qui s'accroîtra bientôt des provinces voisines ; celui du sud, qui avoisinait la Bourgogne et la complétait à l'ouest et à l'est (voir la carte, p. 127).

mis par Jean sans Peur, désola la France. De même qu'un dommage particulier résulte toujours pour nous de chacune de nos fautes, les malheurs publics sont la conséquence nécessaire des crimes politiques. Qu'on soit grand ou petit, on ne fait pas impunément le mal.

Reprise de la guerre avec l'Angleterre. — La guerre étrangère ne tarda pas à se joindre à la guerre civile : car les voisins mettent toujours à profit les divisions d'un État. Les Anglais, que Charles V avait chassés, reparurent, et il ne manqua rien aux malheurs de la France.

Bataille d'Azincourt (1415). — Henri V, roi d'Angleterre, avait débarqué à l'embouchure de la Seine et était venu mettre le siège devant Harfleur. Il s'en était emparé et avait chassé tous les habitants qui n'avaient pas voulu se faire Anglais. Mais il avait perdu tant de monde qu'il s'était décidé à battre en retraite sur Calais à travers la Picardie ; il n'avait plus que douze mille hommes.

Le connétable d'Albret se mit à sa poursuite à la tête d'une belle armée de cinquante mille hommes et l'atteignit à **Azincourt** (village d'Artois). Pas plus qu'à Crécy, on ne laissa les archers engager la bataille. Les chevaliers du premier corps, dont les chevaux enfonçaient profondément dans une terre détrempée, chargèrent en désordre, et, avant de joindre les escadrons anglais, vinrent se heurter contre les pieux que les archers ennemis avaient fichés en terre. Leurs chevaux blessés et furieux se rejetèrent sur le second corps et y portèrent le désordre. Alors les Anglais tombèrent sur cette masse confuse à coups de haches, de cognées, d'épées à deux mains, de massues plombées. Le troisième corps seul put échapper sans avoir combattu. Les Anglais avaient tant de prisonniers que Henri ordonna à chaque soldat de tuer le sien. Quinze cents seulement furent épargnés, et parmi eux Charles d'Orléans et le duc de Bourbon. Le connétable d'Albret était parmi les morts.

Meurtre de Jean sans Peur à Montereau (1419).

— Dans cette bataille les Armagnacs seuls avaient combattu. On sembla comprendre qu'il n'y avait de remède au mal que dans la réconciliation des deux partis d'Armagnac et de Bourgogne, et une entrevue fut ménagée entre les chefs. Le Dauphin, qui devait être Charles VII, se rencontra avec Jean sans Peur à **Montereau**, au milieu du pont de l'Yonne. On commença par parler de paix, puis on récrimina sur le passé et on échangea des démentis et des menaces. Tout à coup quatre des seigneurs qui entouraient le Dauphin, cédant aux sentiments de vengeance que leur avait inspirés l'assassinat du duc d'Orléans, se jetèrent sur Jean sans Peur et le tuèrent (1419).

Traité de Troyes (1420). — Le meurtre de Charles d'Orléans avait amené la division du royaume. Celui de Jean sans Peur livra la France aux Anglais. Le fils de Jean, Philippe le Bon, donna à Henri V d'Angleterre la moitié du royaume et s'unit à lui pour conquérir l'autre. La reine Isabeau, oubliant ses devoirs d'épouse et de mère, consentit au **traité de Troyes**, qui déshéritait le Dauphin : Henri V épousait la fille du roi, Catherine, était nommé régent du royaume et désigné comme héritier de Charles VI (1420).

Charles VII (1422-1461). — A la mort de Charles VI (1422), Charles VII, qu'on n'appelait plus par dérision que le roi de Bourges, était relégué dans les provinces du sud de la Loire. Sans argent, presque sans soldats, il ne semblait pas pouvoir défendre ce qui lui restait du royaume de son père.

La Loire, qui protégeait encore les provinces fidèles, était sur le point d'être franchie par les Anglais. Ils assiégeaient Orléans, et tout espoir de secourir la ville paraissait perdu (1429). Il fallait, tout le monde le disait, un miracle pour sauver Orléans d'abord, la monarchie ensuite.

Jeanne d'Arc; son enfance. — A ce moment même

où l'on désespérait de l'avenir, la Providence choisissait au fond des campagnes une jeune fille pour le salut de la France.

Au village de **Domremy** en Lorraine, habitait chez son père, le laboureur Jacques d'Arc, une jeune fille nommée Jeanne. Jeanne ne savait ni lire ni écrire, mais elle savait bien coudre et filer : elle gardait, quand son tour était venu, le troupeau du village dans la prairie commune. Elle allait souvent à l'église, à laquelle touchait le jardin de son père. Elle y priait le matin, y revenait encore prier le soir, à moins que la cloche qui sonnait l'*Angelus* ne la surprît à la prairie, où elle s'agenouillait dévotement. Elle était aussi charitable qu'elle était pieuse ; elle aimait à soigner les malades, à secourir les pauvres, à consoler les affligés. Elle pleurait en pensant aux misères du pays ruiné par les Anglais et par les Bourguignons.

Elle était digne par son innocence, par sa bonté, par sa piété d'être choisie de Dieu pour le salut de notre patrie.

Un jour d'été qu'elle était au jardin, elle entendit une voix qui lui dit : « Jeanne, va au secours du roi de France, et tu lui rendras son royaume. » Elle répondit toute tremblante : « Messire, je ne suis qu'une pauvre fille, je ne saurais monter à cheval ni conduire les hommes d'armes »

Jeanne entendait cette voix depuis quatre ans, et cependant elle ne pouvait se décider à quitter sa mère pour aller, pauvre fille des champs, trouver le roi et vivre au milieu des soldats.

Jeanne va trouver le roi (1429). — Dans la cinquième année, l'appel devint plus pressant ; elle obéit. Alors commence cette admirable mission d'une jeune fille qui, soutenue par sa foi, triomphe de tous les obstacles.

Elle parla à son père ; celui-ci s'écria avec emportement qu'il aimerait mieux la noyer de ses mains que la

voir s'en aller avec les gens de guerre. Elle supplia alors son oncle, Durand Laxard, de la conduire à **Vaucouleurs** auprès du capitaine du roi, le sire de Baudricourt. Trois fois Baudricourt la renvoya avec des injures, disant qu'il fallait la bien souffleter et la ramener à son père. Jeanne ne se découragea pas. Elle répétait : « Menez-moi vers le roi, il le faut, mon Seigneur le veut, c'est pour cela que je suis née. Il n'y a pas d'autre secours que moi... j'aimerais mieux pourtant rester à filer ma quenouille, dans la maison, près de ma pauvre mère. »

Deux chevaliers, qui l'entendirent, furent touchés de son langage et s'offrirent à la conduire. Les gens du pays se cotisèrent et la revêtirent d'une armure de chevalier. Baudricourt lui-même lui donna une épée en la congédiant.

Jeanne se mit en marche avec sa petite troupe de dix hommes à travers le pays ennemi. « Ne craignez rien, disait-elle à ses compagnons, Dieu me fait ma route. »

Onze jours après elle entra à **Chinon**, pénétrait dans une salle du château où le roi s'était caché au milieu des seigneurs de sa cour, et allait droit à lui sans hésiter. Fléchissant alors le genou : « Gentil roi, dit-elle, j'ai nom Jeanne et vous annonce, de la part du Roi des cieux, que vous serez sacré et couronné dans la ville de Reims. »

Jeanne délivre Orléans. — Le roi crut en elle et lui donna une armée de douze mille hommes, pour délivrer la ville d'Orléans qui était sur le point de se rendre. Jeanne partit sans tarder. Elle marchait en tête, tenant un étendard blanc bordé de lis, ayant auprès d'elle une cohorte de prêtres qui chantaient pour chant de guerre le *Veni Creator Spiritus*. Elle entra dans **Orléans**, sans que les Anglais, frappés d'une terreur inexplicable, osassent barrer le chemin à cette étrange armée.

Comment dire la joie des braves défenseurs d'Orléans

à l'apparition de Jeanne ! Ils étaient affamés : Jeanne leur apportait des vivres. Ils étaient découragés et réduits à un petit nombre par le feu de l'ennemi et par les maladies : Jeanne leur amenait des secours et leur disait qu'elle était envoyée de Dieu pour les délivrer.

Elle disait aussi qu'il fallait mériter le secours de Dieu en combattant avec courage, et elle fut la première à donner l'exemple.

Avant son arrivée, on se bornait à se défendre. Jeanne attaqua les Anglais et prit, les uns après les autres, les forts qu'ils avaient construits autour d'Orléans. A l'assaut du fort des Tournelles, quoique blessée d'un trait qui la frappa entre l'épaule et la gorge, elle raffermi le courage des siens et les entraîna une dernière fois à l'assaut : « *En avant !* » criait-elle : *tout est vôtre ! en avant !* »

Les Anglais, frappés d'épouvante, levèrent le siège et battirent en retraite, Orléans était délivré ! Jeanne vint rendre grâces à Dieu dans la cathédrale, où elle entra triomphalement à cheval (8 mai 1429).

Bataille de Patay. — A quelque temps de là, elle poursuivait les Anglais et les atteignait à **Patay**, en Beauce. Elle donna aussitôt le signal de l'attaque. « Avez-vous tous de bons éperons ? — Eh quoi ! lui répond-on, est-ce pour fuir ? — Non certes, reprend-elle gaiement, ce sont les Anglais qui vont fuir, et il nous faudra de bons éperons pour les atteindre. » Ils prirent la fuite, comme l'avait annoncé Jeanne, laissant deux mille morts sur le champ de bataille et leur chef Talbot prisonnier.

Jeanne fait sacrer le roi à Reims. — Jeanne conduisit alors le roi à Reims, prenant sur son chemin les villes de Troyes et de Châlons. Les Anglais fuyaient de toutes parts ; à Reims ils n'osèrent pas attendre l'arrivée de Jeanne. Le jour du sacre, Jeanne se tenait à côté du roi, sa glorieuse bannière à la main. Quand le roi eut reçu de l'archevêque l'onction sacrée et la couronne, elle s'inclina, lui embrassa les genoux, et, le visage bai-

gné de larmes, elle lui dit : « Gentil roi, maintenant est accomplie la volonté de Dieu ! »

Reims repris sur les Anglais, le roi sacré, Jeanne marcha sur **Paris**. Elle fut blessée dans un assaut ; elle voulait tenter un dernier effort, on ne l'écouta pas. Elle fut mise de force sur un cheval et entraînée hors des retranchements. L'armée royale reprit le chemin de la Loire.

Jeanne est prise, jugée et brûlée par les Anglais (1430-1431). — Jeanne, qui ne voulait pas prendre de repos tant qu'il y avait encore des Anglais en France, revint bientôt là où on se battait. Elle se jeta dans **Compiègne** assiégée par l'ennemi. C'est sous les murs de cette ville qu'elle fut prise dans une sortie en protégeant la retraite de ses gens.

Les Anglais étaient enfin maîtres de celle qu'ils traitaient de sorcière. Ils la conduisirent à **Rouen**, la tinrent dans une dure prison où elle était enchaînée et exposée aux insultes de soldats grossiers.

Les juges, résolus d'avance à la condamner, lui reprochèrent d'avoir donné à ses soldats des étendards ensorcelés : « Non, répliqua-t-elle vivement, je disais seulement : Entrez hardiment parmi les Anglais, et j'y entrerais moi-même. — Mais votre étendard, ajoutait-on, pourquoi fut-il porté à l'église de Reims, au sacre ? — Il avait été à la peine, c'était bien justice qu'il fût à l'honneur. » A cette question : « Dieu hait-il les Anglais ? » elle répondit : « De l'amour ou de la haine que Dieu a pour les Anglais, je n'en sais rien ; mais je sais bien qu'ils seront chassés de France. » Enfin, entendant outrager le roi qu'elle avait servi avec tant de fidélité, elle s'écria : « Je vous dis et je vous jure, sur peine de ma vie, que c'est le plus noble de tous les chrétiens. »

On lui fit promettre de ne plus porter de vêtements d'homme, et on la condamna à passer le reste de ses jours en prison au pain et à l'eau.

Pendant son sommeil on lui déroba ses habits de femme ; le matin, Jeanne ne trouva plus que des habits

d'homme et fut contrainte de s'en vêtir. Aussitôt on la déclara relapse, ce qui voulait dire retombée dans sa faute, et on la condamna à être brûlée vive.

Le bûcher fut dressé sur la place du Vieux-Marché de Rouen. Jeanne y fut conduite au milieu de huit cents Anglais armés. Arrivée au lieu de son supplice, elle s'agenouilla, invoqua Dieu et la sainte Vierge, pardonnant à tous et demandant aux assistants de prier pour elle. Puis on la lia au poteau et on mit le feu au bûcher, Jeanne ne cessa de prier jusqu'au moment où les flammes l'atteignirent; laissant alors tomber la tête, elle poussa un grand cri : « Jésus ! »

Toute l'assistance pleurait; même parmi les Anglais beaucoup étaient troublés. « Nous sommes tous perdus, disait en revenant un secrétaire du roi anglais, car nous avons brûlé une sainte. »

La mission de Jeanne avait duré un an et soixante-douze jours; sa captivité avait duré un an; elle avait vingt-deux ans lorsqu'elle mourut.

Fin de la guerre de Cent ans (1431-1453). — Jeanne ne s'était pas trompée quand elle avait annoncé aux Anglais qu'ils seraient chassés de France. Quatre ans après sa mort, le duc de Bourgogne, dont l'alliance avec l'étranger avait été si funeste au royaume, faisait sa paix avec Charles VII par le **traité d'Arras**, en 1435. En 1436, le roi rentrait dans Paris; enfin les derniers Anglais étaient expulsés à la suite des victoires de **Formigny** en Normandie (1450) et de **Castillon** en Guyenne (1453), et des deux tiers de la France, qu'ils avaient possédés, ils ne gardaient plus que Calais.

Ainsi la France, après avoir été à deux reprises au moment de succomber, s'était relevée une première fois avec Charles V et Duguesclin, et une seconde fois avec Jeanne d'Arc sous Charles VII. Jamais, dans aucune histoire, le secours de Dieu ne parut plus visible; il y a là pour nous de puissants motifs de patience dans le présent et d'espérance dans l'avenir.

Lecture.

Voir la lecture : *Saint Michel et Jeanne d'Arc* dans les lectures pour accompagner le cours d'histoire de France.

QUESTIONNAIRE.

- Quelle fut la cause de la guerre de Cent ans ? La France et l'Angleterre n'avaient-elles pas été déjà en guerre sous les Capétiens ? Quelle grande bataille perdit Philippe de Valois ? A quelle date ? Raconter la bataille de Crécy et le siège de Calais. Quelle bataille perdit Jean II ? Raconter la bataille de Poitiers.
- Quel rôle joua le prévôt des marchands Étienne Marcel ? Le moment était-il bien choisi pour affaiblir l'autorité du régent ? Quel traité signa le régent Charles ? Quelles en furent les conditions ?
- Quelles sont les dates de l'avènement et de la mort de Charles V ? Quel était le caractère du nouveau roi ? Comment mérita-t-il son surnom de Sage ? Quel capitaine sut-il choisir ? Raconter les premiers faits d'armes de Duguesclin.
- Quelle dignité lui conféra Charles V ? Quel genre de guerre Duguesclin fit-il aux Anglais ? Raconter la mort de Duguesclin.
- Quel fut le successeur de Charles V ? Comment se perdirent les conquêtes et la prospérité du règne de Charles V ? Raconter la bataille d'Azincourt. Qu'est-ce que le traité de Troyes ? Quelle en est la date ?
- Comment Jeanne d'Arc avait-elle mérité d'être choisie par Dieu pour sauver la France ? Comment triompha-t-elle des obstacles qu'elle rencontra à Domremy, à Vaucouleurs, à la cour ? Raconter la délivrance d'Orléans, le sacre du roi à Reims, le procès et la mort de Jeanne. Comment finit la guerre de Cent ans ? Que restait-il aux Anglais ?

Devoirs écrits.

Raconter la vie de Duguesclin. — Raconter la vie de Jeanne d'Arc. — Montrer comment on pourrait diviser la guerre de Cent ans en deux périodes ayant entre elles beaucoup de ressemblances, toutes deux commençant par des revers, toutes deux finissant par une revanche dont Duguesclin et Jeanne d'Arc ont le principal honneur.

Tracés.

Carte de France avec les noms : 1^o des batailles gagnées et des villes prises par les Anglais, soulignées d'un trait noir ; 2^o des batailles gagnées par Duguesclin, soulignées d'un trait rouge ; 3^o des batailles gagnées ou des villes prises par Jeanne d'Arc, soulignées d'un trait bleu. — Indiquer aussi en les reliant par un trait qui servira d'itinéraire, toutes les villes citées dans l'histoire de Jeanne d'Arc (1).

(1) La carte de France sur papier rose contient tous les noms cités.

CHAPITRE VIII

PROGRAMME.

(De 1453 à 1494) — **Le triomphe du pouvoir royal sur la féodalité**; — Charles VII : ses institutions. — Louis XI (1461-1483) et Charles le Téméraire. — Minorité de Charles VIII.

SOMMAIRE.

Institutions de Charles VII.

Charles VII fait établir la taille perpétuelle pour la solde de l'armée par les états généraux d'Orléans en 1439.

Il crée l'armée permanente en organisant : 1^o la cavalerie des quinze compagnies d'hommes d'armes; 2^o l'infanterie des francs archers; 3^o l'artillerie.

Il réunit et réinstalle le parlement de Paris et crée ceux de Toulouse et de Grenoble.

Louis XI (1461-1483).**Louis XI et Charles le Téméraire.**

Louis XI, qui monte sur le trône en 1461, a pour adversaire Charles le Téméraire, duc de Bourgogne. Comines a été l'historien de la longue querelle entre le suzerain et le vassal.

Charles le Téméraire forme contre Louis XI la ligue du *Bien public*. — Louis XI, vaincu à Monthéry, est contraint de signer les traités de Conflans et de Saint-Maur, dont il n'exécute pas les conventions (1465).

Charles le Téméraire reprend les armes. — Louis XI, qui a excité secrètement les Liégeois contre leur évêque, allié de la Bourgogne, use de dissimulation, et, pour mieux tromper son adversaire, ose aller négocier avec lui dans Péronne. Ses menées sont découvertes, et il est contraint de se soumettre aux conditions que lui impose Charles (1468).

Charles le Téméraire envahit la France royale après la mort de son complice Charles de Guyenne (1472), saccage Nesle, est repoussé par Jeanne Hachette devant Beauvais. — Louis XI signe avec Charles le Téméraire la trêve de Senlis (1472).

Charles le Téméraire poursuit son dessein d'unir les deux groupes qui forment ses États, s'engage dans une guerre malheureuse contre les Suisses et les Lorrains. Il est vaincu à Granson, à Morat (1476), et à Nancy où il est tué (1477). — Louis XI, qui a déconcerté les entreprises du Téméraire sur la Champagne, la Lorraine et l'Alsace, encourage les Suisses dans leur résistance, réunit au domaine les provinces vassales de la France, la Picardie et le duché de Bourgogne, mais perd, par sa mauvaise foi, l'occasion d'assurer à la France le reste des États de son adversaire.

Fin du règne de Louis XI. Institutions.

Louis XI châtie les seigneurs rebelles, désormais privés de secours et réunit de nouvelles provinces au domaine.

Il se confîne dans ses dernières années au château de Plessis-lez-Tours, sous la garde de ses archers écossais et de Tristan l'Hermitte, en compagnie de son ministre Olivier le Daim et de son médecin Coitier. Il meurt (1483).

Il a établi les parlements de Bordeaux et de Dijon, créé les postes en 1464, protégé les sciences et les lettres, encouragé l'imprimerie.

Minorité de Charles VIII (1483-1491).**Charles VIII de 1491 à 1494.**

Anne de Beaujeu, fille de Louis XI, nommée régente par le testament de son père, est confirmée dans son autorité par les états généraux de 1484.

Elle range au devoir le duc d'Orléans rebelle et prépare la réunion de la Bretagne au domaine par le mariage de Charles VIII et d'Anne de Bretagne (1491).

Charles VIII signe les traités d'Étaples, de Narbonne (1492) et de Senlis (1493).

RÉCIT

Institutions de Charles VII. — Taille perpétuelle. — Les états généraux, réunis à Orléans en 1439, avaient voté une taille perpétuelle ou impôt annuel de 1,200,000 livres pour la solde de l'armée, qui fut dès lors permanente.

Armée permanente. — Cette armée était composée de quinze compagnies d'hommes d'armes à cheval, d'une infanterie légère de francs archers et d'une arme nouvelle, l'artillerie.

Chaque compagnie de cavalerie, ou **compagnie d'ordonnance**, comptait cent lances *garnies*, et chaque lance *garnie* un homme d'armes portant la lance, suivi de trois archers, d'un page et d'un couillier, tous à cheval. Un capitaine, nommé par le roi, commandait la compagnie. Tous les gens de guerre qui n'entrèrent pas dans les compagnies royales durent déposer les armes, ce qui fut un grand bienfait pour les campagnes où erraient des maraudeurs se disant soldats.

Chaque paroisse fournit un **archer**, qui fut déclaré franc, c'est-à-dire exempt de taille ou d'impôt, à la condition de s'exercer les dimanches à tirer de l'arc et de

s'équiper à ses dépens ou à ceux de la paroisse. Cette infanterie des francs archers, qui ressemblait à une milice ou à une garde nationale, rendit peu de services et fut bientôt supprimée. On ne devient véritablement soldat qu'en se consacrant tout à fait, pendant un temps fixé, à l'étude et à la pratique du métier des armes, et il n'y a de troupes solides que celles formées par de longs exercices, sous l'autorité des mêmes chefs, dans une discipline exacte et continue.

L'artillerie, organisée par son premier grand maître Jean Bureau, comptait vingt-quatre grosses pièces et un nombre considérable de petites bombardes. C'était avec leur secours qu'on avait chassé les Anglais de leurs derniers refuges. Il avait suffi d'un seul coup d'une des grosses pièces, au siège de Caen en 1450, pour jeter à terre une tour du rempart.

Parlements. — Charles VII pouvait à l'aide de cette armée contenir les grands vassaux et assurer l'ordre dans le royaume ; mais il savait que le pouvoir se soutient surtout par la justice. Après avoir réuni et réinstallé le parlement de Paris, il créa le parlement de Toulouse en 1447 et celui de Grenoble en 1453, pour mettre l'appel à la portée de tous, dans les provinces. Il fut alors facile au justiciable qui se croyait mal jugé par les juges de son bailliage, d'en appeler, c'est-à-dire de porter son affaire devant des juges plus élevés en dignité.

Louis XI (1461-1483). — A l'aide de son armée et de ses parlements, Charles VII avait contenu les seigneurs dans le devoir. Ce fut sous le règne de son fils Louis XI que s'engagea la lutte décisive entre les grands vassaux, qui cherchaient à se rendre indépendants dans leurs domaines, et le roi qui voulait être maître partout. Cette lutte fut comme un duel à mort entre le plus puissant des seigneurs, Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, et le roi de France Louis XI.

Jamais adversaires ne furent plus dissemblables.

Louis XI était petit et chétif, il n'avait rien de royal dans la mine ni dans l'habit. Il savait que la véritable force n'est pas dans l'apparence, mais dans l'énergie de la volonté. Or il voulait énergiquement le rétablissement de l'autorité royale méconnue par les seigneurs et l'agrandissement du domaine royal amoindri par les dons de ses prédécesseurs. Naturellement avisé et éloquent, il préférait les négociations à l'emploi des armes. Il était appliqué au travail, savait prendre conseil et tirer de ses fautes l'expérience qui apprend à en éviter d'autres. Avare pour lui-même, il était libéral envers ceux qui le seryaient bien. Il eût donc été à tous égards un grand roi ; mais malheureusement, sous le monarque habile, il y avait un homme méchant et perfide qui employait sans scrupule les mauvais moyens et semblait punir avec plaisir.

Charles le Téméraire. — Haut de taille et fortement membré, Charles le Téméraire était bien différent de Louis XI. A le voir monté sur son grand cheval noir, *Moreau*, revêtu d'une magnifique armure, un lion d'or sur son casque, on aurait tremblé pour le petit personnage que semblait être alors Louis, roi de France.

Il était maître des riches provinces de Flandre, de Hainaut, de Luxembourg, de Brabant, de Hollande (entre la Moselle, le Rhin inférieur (1) et la mer du Nord) qui lui donnaient de l'argent, et de la Bourgogne (entre le cours supérieur de la Loire et le Jura) qui lui fournissait des soldats (Voir la carte 8, p. 127).

Son ambition était de se faire un royaume indépendant entre la France et l'Allemagne, en unissant les deux groupes de ses États ; pour y travailler à l'aise, il lui fallait d'abord amoindrir la puissance et l'autorité de Louis XI.

Mais si Charles le Téméraire avait beaucoup de gens

(1) Le cours d'un fleuve se partage en *cours supérieur*, près de la source et dans le voisinage des montagnes d'où il descend avec un courant rapide, en *cours moyen*, et enfin en *cours inférieur* dans les plaines basses où il coule lentement, grossi des affluents qu'il a reçus, jusqu'à la mer où il se jette.

de guerre et d'argent, il avait peu de sagesse. La prospérité lui donnait un orgueil intraitable; l'adversité ne faisait que rendre son obstination plus aveugle. En toute chose il n'écoutait que sa passion.

Comines. — Si nous connaissons bien les deux adversaires, c'est qu'ils ont eu pour témoin de leur vie un de nos grands historiens, Comines. Attaché, jeune encore, à Charles le Téméraire, Comines vécut auprès de lui jusqu'à vingt-cinq ans. Doué d'un esprit fin et délié, il essaya mais sans succès de faire agréer au duc ses conseils. Il quitta alors ce prince inintelligent et violent pour entrer au service de Louis XI, auprès de qui il passa onze années de sa vie, en observant attentivement le maître *sage et malicieux* dont il nous a raconté l'histoire.

Lutte entre Louis XI et Charles le Téméraire (1465-1477). — **Bataille de Montlhéry (1465).** — La querelle commença dès le début du règne. Les seigneurs, qui avaient entraîné dans leur parti le frère du roi, Charles de Guyenne, se soulevèrent; Charles le Téméraire se mit à la tête de la ligue, qui prit le nom de *Ligue du bien public*, et entra en campagne. L'armée royale et l'armée féodale se rencontrèrent à **Montlhéry** (non loin de Paris dans l'Île-de-France) (1465). Ce fut une bataille indécise, mais Charles le Téméraire s'en attribua tout l'honneur et en conçut un orgueil qui devait le perdre. Quant à Louis XI, il prit au contraire la résolution de ne plus remettre les destinées du royaume au hasard d'un combat; il se promit bien d'user à l'avenir de dissimulation, de ruse et de patience.

Pour séparer les conjurés il s'engagea par le **traité de Conflans** (au confluent de la Seine et de la Marne) à céder à son frère la Normandie, et par le **traité de Saint-Maur** (sur la Marne, non loin de Conflans) à rendre au duc de Bourgogne les villes de la Somme qu'il lui avait reprises.

Dès que la ligue fut dissoute, Louis fit si bien qu'il garda la Normandie, força son frère à se contenter d'une

pension de soixante mille livres et obtint du duc de Bretagne, un des coalisés, qu'il ne prêterait plus d'aide aux ennemis du roi. A ces nouvelles, Charles le Téméraire se mit de nouveau en campagne et marcha contre l'armée royale, qui campait sur la frontière de la Bourgogne.

Entrevue de Péronne (1468). — Une bataille semblait inévitable ; mais Louis, se souvenant de Montlhéry, ne voulut pas remettre sa cause au sort des armes ; il alla trouver lui-même, à **Péronne** (sur la Somme), son ennemi Charles de Bourgogne et se flatta de l'apaiser par de bonnes paroles. Mais, au milieu des négociations, on apprit tout à coup que la ville de Liège, dont l'évêque était le parent et l'allié du duc, avait été soulevée par des émissaires secrets du roi ; les Liégeois, disait-on, criaient *Vive la France !* en arborant les fleurs de lis. La colère de Charles fut inexprimable et Louis XI se crut perdu. Il sut cependant se tirer du péril à force d'adresse et avec l'aide de Comines. Il accorda tout ce que lui demanda le duc : il devait donner la Champagne à son frère Charles, — dégager Charles le Téméraire, pendant sa vie, de tout devoir de vassalité, — marcher enfin à la suite de l'armée de Bourgogne contre les Liégeois. C'est à ce prix qu'il put rentrer dans son royaume, assez honteux de sa mésaventure.

Ainsi Louis XI n'avait pas été heureux dans ses deux premières rencontres avec son redoutable vassal. Montlhéry et Péronne l'avaient mis par deux fois à la discrétion de Charles le Téméraire.

Louis XI se tire du mauvais pas. — Mais, comme le dit Comines, nul n'était plus habile à se tirer d'un mauvais pas. Avant tout, il fallait garder la Champagne, trop voisine de la Flandre et de la Bourgogne pour être remise à un prince aussi peu sûr que son frère Charles. Il représenta affectueusement à son jeune frère qu'héritier d'un roi malade, il travaillait contre lui-même en démembrant le royaume, et sut le déterminer à accepter la Guyenne en échange de la Champagne.

Charles le Téméraire, encore une fois trompé, entraîna dans une nouvelle révolte Charles de Guyenne, que la naissance d'un Dauphin (1470) écartait du trône, les ducs de Bretagne et d'Alençon et le connétable de Saint-Pol. Mais Charles de Guyenne étant mort en 1472, la coalition fut déconcertée, et Louis XI échappa cette fois encore aux mains de ses ennemis.

Charles le Téméraire envahit le royaume. — Charles le Téméraire, ne se possédant plus, se rua sur la Picardie et saccagea la ville de **Nesle**. C'est là que poussant son cheval dans l'église inondée de sang, il laissa échapper cette parole sauvage : « Par saint Georges, voilà une belle boucherie ; j'ai de bons bouchers ! » Cette cruauté, qui était un crime contre les lois de la guerre, fut de plus une faute : elle encouragea les villes à se défendre à outrance.

Jeanne Hachette défend Beauvais. — Aussi Beauvais (sur le Thérain, affluent de l'Oise) ferma ses portes, et, bien que sans garnison, sans défenses suffisantes, résolut de tenir contre son impitoyable adversaire. Sa résistance lui fait assez d'honneur pour être racontée.

Charles, croyant emporter la place par un coup de main, marcha droit à l'escalade ; mais les soldats, accablés à petite portée par une grêle de flèches, se virent, quand ils approchèrent du rempart, arrêtés par les pavés, l'huile bouillante et le plomb fondu, qu'on leur jetait des murailles où la population tout entière s'était portée. Les enfants eux-mêmes et les femmes, qui savaient, par l'exemple de Nesle, qu'il y allait de leur vie, se pressaient aux créneaux, apportaient des armes, des traits, des pierres, et prenaient part au combat.

Une jeune fille, Jeanne Fourquet, dite depuis **Jeanne Hachette**, se distingua entre toutes et s'illustra par son héroïsme. Voyant un porte-étendard bourguignon planter sa bannière sur la muraille, elle s'élança seule sur lui, le précipita dans le fossé et enleva la bannière qu'on déposa solennellement dans une des églises de la ville. Cet

exemple enflamma les courages, et bien qu'une porte eût été brisée à coups de couleuvrines, on contint les colonnes d'assaut jusqu'au soir. A la tombée de la nuit, alors que les bourgeois commençaient à se sentir épuisés par douze heures de combat, les deux compagnies d'ordonnance de Noyon, qui avaient fait quinze lieues sans débrider, entraient dans la ville que Charles le Téméraire avait négligé d'investir. Ce fut le signal de la délivrance.

En vain Charles livra assaut sur assaut, consuma vingt-quatre jours et perdit des milliers d'hommes ; il lui fallut déloger honteusement de nuit. Le roi récompensa le courage des habitants de Beauvais par de magnifiques privilèges, dota richement Jeanne et institua une procession où les femmes, en mémoire de leur courage, auraient le pas sur les hommes.

Charles ne fut pas plus heureux devant Rouen, ni devant Dieppe ; dégoûté d'une campagne si désastreuse, il signa avec Louis XI la **trêve de Senlis** (1472).

Louis XI empêche Charles le Téméraire d'unir la Flandre et la Bourgogne. — Cependant Louis XI, nommé par un historien du temps *l'universelle arachne*, c'est-à-dire l'araignée tendant partout ses toiles, surveillait attentivement son adversaire. Charles n'avait point cessé de poursuivre son dessein d'unir le groupe de ses États du nord à ses États de Bourgogne (1). Il l'aurait pu par la Champagne, qui lui avait échappé malgré le traité de Péronne ; il l'essaya par l'occupation de la Lorraine qui appartenait au jeune René de Vaudemont, et par celle de l'Alsace qui dépendait de Sigismond d'Autriche. Mais Louis XI prit René sous sa protection et envoya de l'argent à Sigismond, afin qu'il pût payer le duc de Bourgogne et retirer de ses mains l'Alsace qu'il lui avait donnée en gage. Quand la guerre éclata entre Charles et les Cantons, il encouragea secrètement les

(1) Voir la carte 7. On peut remarquer que la Champagne, par la vallée de la Seine, la Lorraine par celle de la Moselle, l'Alsace par celle du Rhin, joignaient ou rapprochaient le groupe du nord et celui du sud.

fut arrêté vingt jours par le château de **Granson** (sur le lac de Neuchâtel). Il s'en était à peine emparé qu'il vit fondre sur son armée la redoutable infanterie des Suisses. Il lui résistait avec peine, lorsqu'il entendit tout à coup retentir derrière lui les deux grandes cornes qu'on appelait *le taureau d'Uriet la vache d'Underwald*. C'étaient les hommes de ces deux cantons qui accouraient sur le champ de bataille. Les Bourguignons, voyant leur retraite coupée, perdirent courage et se mirent en déroute (1476). Les Suisses s'emparèrent du camp bourguignon; dans leur simplicité, ils prenaient des vases d'argent pour de l'étain, des plats d'or pour du cuivre, et jetaient avec dédain les pierreries qui leur semblaient des morceaux de verre.

Dès qu'il fut sorti du désordre d'esprit où l'avait jeté le désastre de Granson, Charles le Téméraire réunit une nouvelle armée, mais ce fut pour essuyer, la même année, une nouvelle défaite à **Morat** (sur le lac de Morat, dans le canton de Fribourg).

Charles le Téméraire est tué à Nancy (1437). — Vaincu en Suisse, Charles alla périr dans une dernière bataille, à Nancy (sur la Meurthe, affluent de la Moselle), contre le duc de Lorraine, René de Vaudemont. Là encore il avait entendu retentir les redoutables trompes des Suisses accourus au secours de René. Deux jours après, on trouva son corps engagé dans la glace d'un ruisseau, percé d'outre en outre et déjà entamé par les loups (1447).

C'est ainsi que périt le puissant duc de Bourgogne; les paysans de la Suisse avaient donné au monde un grand exemple en sauvegardant par leur héroïsme l'indépendance de leur petite patrie.

Louis XI réunit au domaine royal la Picardie et la Bourgogne (1447). — Quand le messager du duc de Lorraine apporta à Louis XI, avec la nouvelle de la victoire de Nancy, le casque brisé de Charles, le roi, qui n'était pas assez généreux pour plaindre son ennemi

vaincu, laissa éclater sa joie. Il recueillait enfin le fruit de son habile politique. Cet État nouveau, que la maison de Bourgogne, issue du sang de France, avait essayé de créer entre la France et l'Allemagne, s'écroulait par la mort du Téméraire, qui ne laissait qu'une fille, la duchesse Marie.

Le roi de France, après avoir réuni au domaine la Bourgogne et la Picardie, qui lui revenaient de droit, eût pu, s'il avait agi comme un tuteur loyal avec la duchesse Marie qui se confiait à lui, préparer pour un avenir prochain la réunion de la Flandre et de la Franche-Comté. Il aima mieux recourir aux moyens de ruse et de perfidie. Il excita secrètement les bourgeois de Flandre contre la duchesse, et celle-ci, se détournant de l'allié déloyal qui avait voulu la dépouiller, épousa le fils de l'empereur, le prince Maximilien d'Autriche. Elle s'était fiancée à lui le jour même où elle le vit ; elle fit célébrer le mariage le lendemain.

Union funeste pour la France : car c'est par elle que s'accrut la puissance de la maison d'Autriche, dont l'inimitié mit tant de fois la France en péril. Ainsi le peu d'honnêteté de Louis XI coûtait au royaume sa frontière naturelle du nord.

Ce qui est vrai dans la vie privée des individus l'est aussi dans la vie politique des peuples ; en cherchant bien on trouverait toujours une faute à l'origine de nos malheurs.

Louis XI châtie les seigneurs rebelles. — Débarrassé de son redoutable adversaire, Louis XI fit sentir durement aux seigneurs rebelles qu'il était désormais seul maître chez lui. Déjà, en 1475, il avait fait arrêter, juger et décapiter le **connétable de Saint-Pol**, bien que celui-ci eût épousé la sœur de la reine. Entre tous ceux qui demeuraient impunis, il en est un qu'il haïssait surtout, pour lui avoir déjà pardonné plus d'une fois : c'était **Jacques d'Armagnac**, duc de Nemours, qui avait été son ami d'enfance. Il le fit assiéger et prendre dans son château ; il le soumit à la torture et l'enferma

dans une cage de fer. Nemours n'en sortit que pour être conduit aux Halles, sur un cheval drapé de noir, et décapité (1477).

Louis XI réunit cinq nouvelles provinces au domaine royal (1481). — Tout pliait sous le terrible justicier et tout lui venait à souhait. La maison d'Anjou s'éteignait, et lui laissait par testament l'Anjou (sur le cours inférieur de la Loire), le Maine (entre la Mayenne et le Loir, et la Provence (entre la Durance, le Rhône et la mer). Marie de Bourgogne mourait d'une chute de cheval, et les Flamands signaient le **traité d'Arras** (1482), qui livrait à la France l'Artois et la Franche-Comté, comme dot de la petite Marguerite d'Autriche, fille de Marie, fiancée au jeune Dauphin.

Les députés des Flandres, qui apportaient le traité, vinrent trouver Louis XI au fond de son château de Plessis-lez-Tours. Après avoir franchi nombre de ponts-levis, ils pénétrèrent dans une chambre étroite et grillée et aperçurent dans l'ombre un homme chétif à demi caché sous une épaisse fourrure. C'était le terrible roi de France, qui, dans un corps paralysé, avait gardé toute l'énergie de son esprit. Il s'excusa de ne pouvoir se lever ni se découvrir, puis il fit apporter l'Évangile sur lequel il devait jurer; ne pouvant étendre sur le livre sa main inerte, il se borna à le toucher du coude. Ainsi la France continuait ses progrès dans les dernières années de ce roi mourant.

Mort de Louis XI (1483). — Cependant Louis XI, chaque jour plus sombre et plus inquiet, voyait partout des ennemis et des complots. Pour se défendre contre ces périls imaginaires, il s'enfermait dans son château de **Plessis-lez-Tours**, fortifié et gardé comme une place assiégée, et ne se confiait plus qu'à ses archers écossais et à quelques familiers : **Tristan l'Hermite**, son compère, qui faisait pendre aux arbres d'alentour les gens suspects; le barbier **Olivier le Daim**, qu'il avait fait comte de Meulan; son médecin **Coitier**, à qui il donnait dix

mille écus par mois, « espérant qu'il allongerait sa vie ».

Mais ni la garde dont il s'entourait, ni les secours de la science ne pouvaient retarder la mort, qui s'approchait à grands pas. On lui annonça qu'il fallait se préparer à paraître devant Dieu. Ce lui fut une grande douleur, nous dit Comines, d'entendre cette sentence. Néanmoins il recouvra sa fermeté d'esprit, fit venir son fils, qu'il avait tenu jusque-là éloigné de lui, et lui adressa de sages mais tardifs conseils. Ce roi, qui avait été un mauvais fils, n'avait pas connu, par un juste châtement, les joies de l'amour paternel. Il mourut le 3 mai 1483.

Institutions du règne de Louis XI. — Il laissait derrière lui de précieuses institutions. De nouveaux **parlements**, ceux de **Bordeaux**, de **Dijon**, avaient étendu l'action de la justice royale, qui contrôlait celle des seigneurs. Les **postes**, établies en 1464, avaient rapproché les diverses parties du territoire et permis au pouvoir royal de porter plus vite sa main partout. L'industrie et le commerce avaient été protégés par l'institution de **foires à Bayonne** (sur l'Adour), à **Caen** (sur l'Orne), à **Lyon**, et par la déclaration que les nobles et les ecclésiastiques pouvaient faire le commerce sans déroger, c'est-à-dire sans perdre leur rang.

C'était beaucoup pour ce temps-là. Louis XI voulait faire davantage. « Si je vis encore quelque temps, disait-il à Comines, il n'y aura plus dans le royaume qu'une coutume (loi), un poids et une mesure. Toutes les coutumes seront mises en français, dans un beau livre ; cela coupera court aux ruses et aux pilleries des avocats ; les procès en seront moins longs... Je mettrai une bonne police dans le royaume. »

Son esprit, d'une activité sans égale, s'appliquait à tout. Il protégeait les sciences, encourageait les progrès de la médecine et de la chirurgie, et ne se montrait pas moins favorable aux lettres. Il accueillait avec bienveillance l'invention de l'imprimerie, et faisait établir la première presse, en 1469, dans le collège même de la Sorbonne.

Malgré tant de services rendus à la France, on n'ose pas dire : « Louis XI est un grand roi, » parce qu'il manqua d'humanité ; mais qui pourrait ne pas le compter parmi les princes qui ont le plus travaillé aux fondations de la patrie ? Il a refait la France démembrée et il l'a laissée à ses successeurs assez unie, assez riche, assez forte, pour pouvoir être engagée sans péril dans les grandes guerres européennes et pour résister à Charles-Quint.

Minorité de Charles VIII (1483-1491). — Louis XI en mourant avait nommé sa fille **Anne**, mariée à Pierre de Bourbon, sire de **Beaujeu**, régente et tutrice du jeune Charles VIII, au détriment de Louis d'Orléans, premier prince du sang.

Les **états généraux de 1484** confirmèrent la décision du roi défunt et remirent le pouvoir effectif aux mains de la princesse.

Louis d'Orléans commit la faute de se mettre à la tête des seigneurs mécontents et de s'allier contre la France à l'Angleterre et à l'Allemagne. Battu et pris par la Trémouille en 1488, à **Saint-Aubin du Cormier** (près de Rennes, en Bretagne), il fut enfermé à la grosse tour de Bourges. Il s'y repentit sans doute de sa faute : car, lorsqu'il monta plus tard sur le trône, il accueillit avec bienveillance ceux qui avaient défendu contre lui l'autorité royale. « Le roi de France, dit-il, ne venge pas les injures du duc d'Orléans. »

Mariage de Charles VIII et d'Anne de Bretagne (1491). — Anne de Beaujeu, qui rétablit la paix dans le royaume, eut encore l'honneur de préparer la réunion de la Bretagne en mariant son frère à la duchesse Anne, héritière de cette grande et précieuse province. La jeune duchesse fut pour ainsi dire conquise ; une armée française alla l'assiéger dans Rennes et la contraignit à devenir reine de France (1491).

Charles VIII. — Premières années de son règne (1491-1493). — Henri VII, roi d'Angleterre, Maxi-

milien d'Autriche et Ferdinand le Catholique, roi d'Aragon, protestèrent contre ce dernier agrandissement de la France. Pour rompre la coalition de ses ennemis, Charles VIII s'engagea par le traité d'**Étaples** (1) à payer au roi d'Angleterre une somme de 750,000 écus d'or et rendit au roi d'Aragon, par le traité de **Narbonne** (2), le Roussillon, engagé autrefois à Louis XI pour une somme d'argent non restituée depuis (1492). Par un troisième traité, celui de **Senlis** (1493), il rendit aussi à Maximilien les provinces d'Artois et de Franche-Comté ; c'était justice, puisqu'il lui renvoyait la jeune princesse Marguerite qu'il avait dû épouser et dont ces provinces avaient formé la dot stipulée en 1482 au traité d'Arras.

On ne saurait donc reprocher à Charles VIII cette dernière restitution ; mais on peut le blâmer avec raison de n'avoir pas employé contre le roi d'Angleterre et contre le roi d'Aragon la belle armée que lui avait laissée Louis XI. Mieux valait se défendre chez soi que d'entreprendre une expédition lointaine en Italie.

Lecture.

Voir dans le livre des *Lectures* celle intitulée : *le Procès de Louis XI*

QUESTIONNAIRE

- Quels sont les états généraux qui ont voté la taille perpétuelle ? — Comment furent organisées : 1^o la cavalerie ; 2^o l'infanterie ; 3^o l'artillerie ? — Quels sont les parlements créés par Charles VII ? — Quelle en était l'utilité ?
- Quelle est la date de l'avènement de Louis XI ? — Faire le portrait, comme figure, comme esprit et comme caractère, de Louis XI et de Charles le Téméraire ? — Quel rôle joue Comines ?
- Quelle bataille livra Louis XI aux seigneurs rebelles ? — Quels traités furent signés après la bataille de Monthéry ? — Raconter l'entrevue de Péronne. — A quelles conditions Louis XI se tira-t-il des mains de son ennemi ? — Raconter la guerre qui suivit la mort de Charles de Guyenne et particulièrement la défense héroïque de Beauvais.
- Quel était le grand dessein de Charles le Téméraire ? — Comment Louis XI sut-il y mettre obstacle ? — Raconter la guerre entre

(1) Etaples, en Artois, à l'embouchure de la Canche, sur la Manche.

(2) Narbonne, entre l'Aude et l'étang de Sigean, près de la Méditerranée.

Charles le Téméraire et les Suisses. — Où mourut Charles? Quels avantages tira Louis XI de la mort de Charles le Téméraire? — Quel fut le châtement de Jacques d'Armagnac? — Quelles furent les réunions au domaine pendant les dernières années de la vie du roi? — Raconter la mort de Louis XI. — Quelles furent les institutions de son règne? Quel roi succéda à Louis XI? — A quelle date? — Quels sont les principaux événements de la régence d'Anne de Beaujeu? — Quels sont les traités signés par Charles VIII?

Devoirs écrits.

Portraits de Louis XI et de Charles le Téméraire. — Jeanne Hachette. — Quels sont les événements les plus importants de la lutte de Louis XI et de Charles le Téméraire.

Tracés.

Domaines de la maison de Bourgogne. — Indiquer les provinces réunies par Louis XI, — les villes où des parlements furent établis par Charles VII et Louis XI, — celles où des foires furent fondées par Louis XI.

Devoirs de récapitulation.

(Retour sur l'histoire de France depuis l'avènement des Capétiens jusqu'aux guerres d'Italie.)

Quels ont été les plus grands rois de la dynastie des Capétiens directs, de Hugues Capet jusqu'à Charles IV?

Justifier le choix qui aura été fait, par le récit des principaux événements du règne de ces rois.

Quelle était l'étendue du domaine royal : 1^o à l'avènement de Louis le Gros; 2^o à la mort de Philippe le Bel? Quelles ont été les provinces successivement réunies au domaine? A quelles dates et dans quelles circonstances? (Tracer sur une même carte, avec deux couleurs différentes, les limites du domaine royal en 1108 et en 1314.)

Comment la royauté a-t-elle réduit les seigneurs à l'obéissance? Comment a-t-elle diminué les droits des seigneurs et fait régner l'ordre dans le régime féodal?

Quelle différence y a-t-il entre la royauté sous saint Louis et sous Philippe le Bel?

Quelles ont été les causes des défaites de l'armée française pendant la guerre de Cent ans?

Par quels moyens Charles V et Duguesclin ont-ils repris l'avantage? Raconter la vie de Duguesclin.

Raconter les divisions du pays sous le règne de Charles VI.

Raconter la fin de la guerre de Cent ans depuis l'apparition de Jeanne d'Arc jusqu'à l'expulsion définitive des Anglais.

Quelles sont les provinces réunies au domaine par Louis XI? Dans quelles circonstances ces réunions eurent-elles lieu?

Quelles sont les institutions de Charles VII et de Louis XI qui ont augmenté la force de la royauté?

CHAPITRE IX

PROGRAMME

(De 1494 à 1516.) — **Les guerres d'Italie.** — Charles VIII à Naples. (1494). — Louis XII. Bataille de Ravenne (1512). — François I^{er} à Marignan (1515).

SOMMAIRE.

Charles VIII conquiert et perd le royaume de Naples (1494-1495). Charles VIII, qui a des droits sur Naples, traverse l'Italie en triomphateur et conquiert le royaume de Naples (1494).

Il voit se former contre lui une ligue où entrent Maximilien, empereur d'Allemagne; Henri VII, roi d'Angleterre, et Ferdinand le Catholique, roi d'Aragon, ainsi que les princes du nord de l'Italie.

Il est contraint d'évacuer le royaume de Naples. mais remporte sur les coalisés la victoire de Fornoue (1495).

Louis XII (1498-1515) conquiert et perd le Milanais et le royaume de Naples.

Louis XII, qui a des droits sur le Milanais aussi bien que sur le royaume de Naples, conquiert le Milanais (1499) et ensuite, de concert avec Ferdinand le Catholique, le royaume de Naples; Ferdinand reste seul en possession de cette dernière conquête (1498-1504).

Louis XII, déjà trompé par Ferdinand le Catholique, se laisse entraîner par le pape Jules II dans la *ligue de Cambrai* contre Venise, notre alliée; il gagne la bataille d'Agnadel dans cette guerre impolitique (1509).

Louis XII perd le Milanais dans la lutte contre la *sainte ligue* (1511-1512).

1512), où Gaston de Foix, duc de Nemours, meurt malheureusement à la glorieuse journée de Ravenne; il essuie plusieurs défaites dans la guerre contre *la ligue de Malines* (1512-1514). Louis XII a mérité le beau nom de *Père du peuple* par son équité, son économie, sa vigilance à maintenir l'ordre dans le royaume et à protéger les gens des campagnes.

François I^{er} reconquiert le Milanais (1515-1516).

François I^{er}, que son éducation chevaleresque a préparé à la guerre, franchit les Alpes au col de l'Argentière et gagne sur les Suisses la bataille de Marignan (1515).

Bayard, le héros des guerres d'Italie, a combattu sous les trois rois, Charles VIII, Louis XII et François I^{er}. Il s'est distingué à Fornoue sous Charles VIII, — au pont du Carigliano, à la prise de Brescia sous Louis XII, — à Marignan sous François I^{er}. Il a armé François I^{er} chevalier. Il a mérité le nom de chevalier *sans peur et sans reproche*.

RÉCIT

Les guerres d'Italie. — Les guerres d'Italie durèrent presque sans interruption de 1494 à 1516.

Trois rois de France, pendant cette période, y firent des conquêtes peu durables et chèrement payées, car on appela l'Italie *le tombeau des Français*.

Ces rois furent **Charles VIII**, le fils et successeur de Louis XI, **Louis XII** de la branche des Valois-Orléans, et **François I^{er}** de la branche des Valois-Angoulême (1).

Charles VIII en Italie. — Le premier de ces rois, Charles VIII, voulut faire valoir sur le royaume de Naples (Italie méridionale et Sicile) les droits qu'il tenait de la maison d'Anjou, dont Louis XI avait recueilli l'héritage (2).

Il avait, pour les soutenir, une armée redoutable et une puissante artillerie auxquelles les Italiens ne purent d'abord résister. Il traversa l'Italie en triomphateur et s'empara facilement de Naples (1494); mais, quand il fut au fond de l'Italie, ses ennemis du dehors dont il croyait avoir acheté la paix par des traités, l'empereur d'Allemagne Maximilien, les rois d'Angleterre et d'Aragon, Henri VII et Ferdinand le Catholique, s'armèrent

(1) Voir le tableau généalogique des Valois.

(2) Le chef de la maison d'Anjou, Charles, frère de saint Louis, avait régné sur le royaume de Naples, mais ses successeurs avaient été déposés.

contre lui; les princes du nord de l'Italie inquiets de voir les Français dans leur pays s'unirent aux souverains étrangers, et une armée nombreuse prit position à **Fornoue** (au débouché du col de Pontremoli, dans les Apennins) pour leur fermer la retraite. Charles VIII dut y livrer bataille, au retour, à 35,000 ennemis, avec 10,000 combattants. Un instant il courut un grand péril et ne s'en tira que par la vigueur de son bon cheval noir, *Savoie*; mais sa petite armée garda un si bon ordre qu'elle ne put être entamée; en une heure de combat elle mit les Italiens et les Allemands en pleine déroute (1495).

Louis XII (1498-1515). — Louis XII, de la branche des Valois-Orléans (1), succéda à Charles VIII qui ne

(1)

Généalogie des Valois.

<i>Charles</i> , comte de Valois, fils de Philippe III.			
Philippe VI de Valois, roi de 1328 à 1350.			
Jean II le Bon, roi de 1350 à 1364.			
Charles V, le Sage, roi de 1364 à 1380.		<i>Louis</i> , duc d'Anjou.	<i>Jean</i> , duc de Berry.
Charles VI, roi de 1380 à 1422.	<i>Louis</i> , duc d'Orléans, assassiné par Jean sans-Peur en 1407. — Tige des Valois-Orléans et des Valois-Angoulême.		<i>Philippe le Hardi</i> , duc de Bourgogne en 1363.
Charles VII, roi de 1422 à 1461.			
Louis XI, roi de 1461 à 1483.	<i>Charles</i> de Guyenne.	<i>Charles</i> , duc d'Orléans.	<i>Jean sans Peur</i> , tué à Monttereau en 1419.
Charles VIII, roi de 1483 à 1498.	<i>Anne</i> épouse du sire de Beaujeu.	Louis XII, roi de 1498 à 1515.	
		Jean, comte d'Angoulême.	<i>Philippe le Bon</i> , mort en 1467.
		François I ^{er} , roi de 1515 à 1547.	
		Henri II, roi de 1547 à 1559.	<i>Charles le Téméraire</i> , mort en 1477.
		François II, roi de 1559 à 1560.	
		Charles IX, roi de 1560 à 1574.	<i>Marie de Bourgogne</i> épouse Maximilien.
		Henri III, roi de 1574 à 1589.	

laissait pas d'enfants, en 1498, et épousa la veuve du roi mort, Anne de Bretagne, en 1499; il s'en alla aussi



Carte pour servir à l'histoire des guerres d'Italie.

On remarquera que les deux parties de l'Italie successivement conquises et perdues par les rois de France et d'Italie, le **royaume de Naples** et le **Milanais**, sont situés aux deux extrémités de la carte. Le **royaume de Naples** est au sud de la presqu'île de l'Italie péninsulaire; le **Milanais**, au nord du Pô, entre le Tesin et l'Adda, appartient à l'Italie continentale. Quand on eut renoncé à la conquête du royaume de Naples, comme trop lointain, on s'opiniâtra à celle du Milanais. C'est dans l'Italie du nord que se rencontrent les noms les plus intéressants des guerres d'Italie, **Fornoue**, **Agnadel**, **Brescia**, **Ravenne**, **Margnan**.

guerroyer en Italie, pour y soutenir les droits sur le

royaume de Naples dont il héritait de Charles VIII et les droits particuliers sur le Milanais qu'il tenait de son aïeule, Valentine Visconti.

Dans cette entreprise, il fit plusieurs fois preuve de courage, très rarement de sagesse. Il conquît le Milanais, mais il se laissa tromper par de plus habiles, Ferdinand le Catholique d'une part qui garda tout le profit d'une guerre faite à deux, et les papes Jules II et Léon X, de l'autre, qui réussirent à délivrer l'Italie de la domination de l'étranger.

Louis XII se laisse tromper par Ferdinand le Catholique. — Ferdinand le Catholique, qui avait trouvé bon de conquérir Naples avec l'aide des troupes françaises, se déclara tout à coup l'ennemi de ses alliés de la veille, et son général Gonzalve de Cordoue, profitant de la supériorité numérique de l'armée espagnole, battit deux corps français à **Seminara** en Calabre et à **Cérignoles** dans la Pouille (1500-1504).

Louis XII et le pape Jules II; ligue de Cambrai (1508-1510). — Le pape Jules II se servit aussi de Louis XII qu'il fit entrer dans la *ligue de Cambrai* contre les Vénitiens, nos alliés naturels (1508). C'est dans cette guerre que Louis XII gagna en personne la bataille d'**Agnadel** (sur l'Adda, affluent du Pô), où il montra le plus brillant courage (1509). Comme on lui reprochait de se battre en soldat : « Quiconque a peur se mette derrière moi, dit-il; vrai roi de France ne meurt de coup de canon. » Mais Louis XII ne tarda pas à reconnaître qu'il avait été dupe encore une fois. Quand Jules II eut recouvré les parties du territoire pontifical que détenait Venise, il tourna aussitôt contre les Français, les *barbares* comme il disait, tous les États d'Italie, et même les Suisses mécontents de la parcmomie du roi de France.

Sainte Ligue, bataille de Ravenne. — Ce fut la *Sainte Ligue* (1511-1513). — Louis XII eut un instant l'espérance de l'emporter. Son neveu Gaston de Foix,

duc de Nemours, avait en un mois refoulé les Suisses dans leurs montagnes, vaincu les Vénitiens à Brescia dans le Milanais (entre l'Adda et le lac de Garde), gagné sur les Espagnols la **bataille de Ravenne** (sur l'Adriatique); mais à la fin de la journée, dans une dernière charge, ce jeune héros de vingt-quatre ans était tombé percé de coups de pique et d'épée (1512).

La mort de Gaston de Foix rendit la victoire de Ravenne inutile : il fallut évacuer l'Italie.

Louis XII et Léon X. Ligue de Malines. — Louis XII y rentra une fois encore en 1513; mais le pape Léon X, successeur de Jules II, resserra la *Sainte Ligue*, c'est-à-dire l'union des ennemis de la France, qui devint la *ligue de Malines*; nous ne fûmes pas plus heureux. Les défaites de **Novare** (en Italie, entre la Sesia et le Tésin, affluent de Pô), de **Guinegate** (en Artois, près de la Lys), qui fut une véritable déroute connue sous le nom de *Journée des éperons*, l'invasion de la Bourgogne par les Suisses qui assiégèrent **Dijon**, forcèrent Louis XII de renoncer définitivement à l'Italie.

Louis XII père du peuple. — Louis XII avait été inhabile et malheureux en Italie. En France il s'était montré sage administrateur et avait mérité le beau nom de *Père du peuple*.

Il rappelle par quelques traits de sa vie le roi juste par excellence, saint Louis. Il allait souvent du Louvre au palais de justice, sur une petite mule; là il s'asseyait familièrement parmi les juges et rendait la justice. Après l'audience il se promenait au milieu du peuple dans le jardin qui s'étendait derrière la grande salle, à l'endroit où est maintenant la place Dauphine. A cette simplicité de mœurs il joignait une économie qui faisait quelquefois rire les courtisans. « J'aime mieux, disait-il, les voir rire de mon avarice, que de voir le peuple pleurer de mes prodigalités. » Avant tout désireux de soulager le pauvre peuple des campagnes, il lui demandait le moins possible par l'impôt; ce n'était pas pour permettre à

d'autres de s'emparer de son bien. Aussi se montrait-il très sévère contre les gens de guerre qui vivaient souvent aux dépens des paysans. Grâce à ses sages ordonnances, nul, dit un historien du temps, n'eût été assez hardi pour rien prendre sans payer, et les poules couraient aux champs hardiment et sans risques.

Ce soin de **la poule du pauvre** ne fait-il point songer au souhait de Henri IV, cet autre père du peuple, qui voulait que chaque paysan eût le dimanche une poule en son pot ?

Louis XII avait été bien secondé par le **cardinal d'Amboise**, qui conserva tant qu'il vécut le titre de premier ministre et l'amitié du roi. Ce sage prélat fit de grandes réformes dans la législation pour abréger les procès et prévenir la corruption des juges : il maintint l'ordre dans les finances de l'État et employa ses propres revenus de l'archevêché de Rouen au soulagement des pauvres ainsi qu'à l'entretien des églises. Il répétait au frère infirmier qui le soignait dans la maladie dont il mourut en 1510 : « Frère Jean, que n'ai-je été toute ma vie frère Jean ! »

François I^{er} à Marignan (1515). — François I^{er}, chef de la maison de Valois-Angoulême, successeur de Louis XII qui ne laissait pas de fils, reprit les projets d'établissement en Italie de ses devanciers sans se laisser décourager par leurs mauvais succès. Il semblait fait pour la guerre. Il avait grandi dans les exercices d'une éducation militaire et chevaleresque ; il y avait acquis une force, une adresse et une grâce singulières. A vingt ans, il revêtait l'armure gigantesque qui nous a été conservée et il était un des cavaliers les plus accomplis de l'Europe.

Ayant résolu de reconquérir le Milanais perdu, il se mit en marche avec le connétable Charles de Bourbon, une armée nombreuse et soixante-douze grosses pièces d'artillerie.

La première difficulté était de franchir les Alpes avec tant de monde, tant de chevaux et de canons : car les

Suisses, qui avaient pris parti pour nos ennemis, gardaient tous les passages. François I^{er} entreprit de s'ouvrir une route nouvelle à travers des cimes qu'on disait inaccessibles, et, guidé par des pâtres et des chasseurs de chamois, il gravit le col de l'**Argentière**. Trois mille pionniers (soldats employés aux travaux militaires) précédaient l'armée et lui faisaient un chemin en perçant les rochers et en jetant des ponts sur les précipices. Après cinq jours d'efforts et de dangers, François I^{er} descendait dans les plaines d'Italie et se dirigeait sur Milan. Non loin de cette ville, à **Marignan**, il rencontra la redoutable armée des Suisses.

Les Suisses, se formant en colonne serrée, rompirent la première ligne de l'armée française et s'avancèrent avec intrépidité sur les grosses pièces de l'artillerie, qui tiraient dans leur masse profonde et y abattaient des files entières. Il fallait à tout prix les arrêter. Le roi chargea alors à la tête de ses meilleures troupes. Dix fois il aborda, la lance au poing, cette terrible infanterie qu'il semblait impossible d'entamer. Il la rompit enfin au moment où elle allait s'emparer des canons, et la bataille devint une immense mêlée. On continua de frapper à l'aveugle jusqu'à près de minuit, et on se trouva si bien confondus, que Suisses et Français, attendant le jour pour se rallier, demeurèrent à la place où la fin de l'action les avait trouvés.

Au matin on recommença. Mais les Suisses ne purent tenir, malgré leur opiniâtreté, contre le feu de nos canons et les charges de notre cavalerie. Après un dernier effort ils furent obligés de battre en retraite. Le Milanais était reconquis.

François I^{er} armé chevalier par Bayard. — François I^{er} était enfin vainqueur de ces terribles fantassins dans une bataille que le vieux maréchal Trivulce, qui avait assisté à quarante combats, appelait une bataille de géants. Son cheval avait été blessé de deux coups de pique ; lui-même avait eu son armure toute faussée.

Il avait fait son devoir de vaillant homme d'armes ; il voulut en recevoir la récompense de la main du plus brave chevalier de son temps.

Bayard se défendit de cet honneur. « Celui qui est roi d'un sinoble royaume, dit-il, est chevalier sur tous autres chevaliers. » Le roi insistant, Bayard lui donna l'accolade ; puis, tirant son épée, il frappa du plat de l'arme l'épaule du roi. L'élevant alors, il s'écria : « Tu es bien heureuse d'avoir aujourd'hui à un si vertueux et puissant roi donné l'ordre de la chevalerie ! Certes, ma bonne épée, vous serez comme relique gardée et sur toutes autres honorée, et ne vous porterai jamais si ce n'est contre Turcs, Sarrasins ou Mores. »

Vie du chevalier Bayard. — Bien des capitaines avaient montré dans ces guerres d'Italie le plus brillant courage. Mais Bayard avait mérité entre tous le beau nom de *Chevalier sans peur et sans reproche*.

Il appartenait à une vieille et illustre famille du Dauphiné, dont tous les chefs étaient morts sur les champs de bataille au service de la France, l'un à Poitiers, aux pieds du roi Jean, l'autre à Azincourt, un troisième à Montlhéry, en combattant pour Louis XI contre le duc de Bourgogne. Le dernier était revenu de la guerre perclus et mutilé. C'est lui qui fut le père du fameux chevalier. Bayard naquit donc dans une de ces familles respectables où tout le monde a fait son devoir, et où l'on apprend de bonne heure la vertu et la loyauté. L'enfant dont le naturel était bon, grandit au milieu de ces sages leçons. Lorsque son père rassembla, comme un patriarche, tous ses fils autour de lui et les interrogea sur le choix d'une carrière, le petit Pierre se prononça pour les armes. Le vieillard applaudit à ce choix, et quand vint le jour du départ, la mère, ne pouvant retenir ses larmes, dit à l'enfant : « Aimez, craignez, servez Dieu, mon fils ; soyez humble et loyal ; soyez charitable envers les pauvres et secourable aux veuves et aux orphelins. »

A ces conseils la bonne dame ajouta six écus d'or, plus

un en monnaie, et Bayard quitta le château paternel avec la ferme résolution d'être brave comme son père et charitable comme sa mère. Comment, avec de tels souvenirs, ne fût-il pas devenu ce qu'il fut véritablement, un chevalier accompli ?

Bayard, chevalier sans peur et sans reproche.

— Bayard débuta avec le plus brillant succès dans un tournoi (1), à Lyon, devant Charles VIII, qui confia le jeune page à l'un de ses plus braves capitaines. Le jeune homme d'armes se forma vite dans les guerres d'Italie et y devint, autant par son habileté que par son courage, un des meilleurs officiers de l'armée. A l'assaut d'une ville, il était le plus habile à mener les gens de pied ; à la bataille, nul homme d'armes à cheval ne chargeait plus avant dans les rangs ennemis.

A **Fornoue**, où il fit ses premières armes, à peine âgé de vingt ans, il eut deux chevaux tués sous lui et prit un drapeau à l'ennemi.

Au **pont du Garigliano** (fleuve du royaume de Naples), on le vit un jour défendre à lui seul un pont dont les Espagnols allaient s'emparer et donner à ses soldats le temps de le couper. Ce jour-là il sauva l'armée.

Au courage du chevalier *sans peur* il joignait le désintéressement et l'humanité du chevalier *sans reproche*. Il eût pu aisément s'enrichir ; il aimait mieux demeurer toujours pauvre. A la prise de la ville de **Brescia**, où il avait été blessé en montant à l'assaut, on le porta dans une maison qu'habitaient une veuve et ses filles. Il les protégea contre toute insulte, préserva leur bien, et comme la dame le pria à son départ d'accepter une grosse somme d'argent, le bon chevalier en fit deux parts dont il dota les deux jeunes filles.

A **Marignan** il avait montré son courage accoutumé. Nul n'avait pénétré si loin dans les rangs des Suisses, si bien que lorsque la nuit fut venue, il dut pour rejoindre

(1) Jeu ou exercice chevaleresque où les combattants se servaient d'armes dont le tranchant et la pointe étaient émoussés.

les siens faire un long trajet en se traînant sur les pieds et sur les mains, « à quatre beaux pieds, » dit son historien.

C'est par ce héros des guerres d'Italie que François I^{er} voulut être armé chevalier.

A quelques années de là (1524), Bayard était mortellement blessé au passage de la Sesia (affluent du Pô), en protégeant la retraite de l'armée française, forcée d'évacuer ce Milanais tant de fois pris et perdu. Il se fit étendre sous un arbre, prit son épée, dont la poignée figurait une croix, et se prépara à mourir.

Cependant l'armée ennemie s'avancait, conduite par un traître, un Français, le connétable de Bourbon lui-même, qui pour se venger des injustices de la mère du roi, Louise de Savoie, était passé au service de nos ennemis. Bourbon vint visiter celui dont il avait été le compagnon d'armes, et, le voyant en proie à de vives souffrances, lui exprima sa compassion.

« Monsieur, répondit Bayard, il n'y a pas lieu de me plaindre, car je meurs en homme de bien ; mais j'ai pitié de vous, de vous voir servir contre votre prince, votre patrie et votre serment. »

Bayard pouvait mourir après ces paroles, si dignes du chevalier *sans reproche*.

Lecture.

Voir la lecture intitulée : *Deux capitaines des guerres d'Italie*.

QUESTIONNAIRE.

- Quels sont les rois qui prirent part aux guerres d'Italie ? Quelles sont les dates du commencement et de la fin de ces guerres ? Quels étaient les droits de Charles VIII sur le royaume de Naples ? Quels ennemis eut-il à combattre à Fornoue ? Où est Fornoue ? Quels étaient les droits de Louis XII sur le Milanais ? Comment Louis XII perdit-il le royaume de Naples et le Milanais ? Raconter la glorieuse campagne de Gaston de Foix.
- Quel fut le beau nom donné à Louis XII ? Comment le mérita-t-il ? Que disait-il des railleries des courtisans sur son économie ? Quel témoignage lui rend un historien de son temps ?
- Quel fut le successeur de Louis XII ? Comment François I^{er} avait-il été élevé ? Raconter le passage des Alpes et la bataille de Marignan.

Raconter l'enfance de Bayard. Quels exemples avait-il reçus de ses ancêtres? Comment mérita-t-il le nom de chevalier sans peur et sans reproche? Quelle preuve d'estime lui donna François I^{er}? Quelles furent les dernières paroles de Bayard? Dans quelles circonstances furent livrées les batailles de Fornoue, d'Agnadel et de Ravenne?

Devoirs écrits.

Raconter le passage des Alpes et la bataille de Marignan. Vie de Bayard.

Tracé.

Carte d'Italie avec tous les noms cités dans le récit des guerres. — Souligner d'un trait les noms cités dans l'histoire de Charles VIII, — de deux traits ceux cités dans l'histoire de Louis XII, — de trois traits ceux cités dans l'histoire de François I^{er}.

CHAPITRE X

PROGRAMME

(De 1519 à 1559) — **L'équilibre européen.** — Lutte contre la prépondérance de la maison d'Autriche (première période). — L'empire de Charles-Quint. — François I^{er} et Henri II (1515-1559). — Bataille de Pavie (1525) et de Cérisoles (1544). — La cour de François I^{er} et la renaissance des lettres et des arts. — Henri II : bataille de Saint-Quentin (1557). — Traité de Cateau-Cambrésis (1559).

SOMMAIRE.

François I^{er} et Charles-Quint.

Charles-Quint, dont les possessions menacent la France de toutes parts, a de grandes ressources d'hommes et d'argent. Habile politique, il est bien servi par ses ministres et ses généraux.

François I^{er} oppose la France compacte aux Etats disséminés de son rival. Il mécontente d'utiles serviteurs; il fera des fautes dans la politique et dans la guerre; mais il pourra les réparer grâce au dévouement et au patriotisme de ses sujets.

François I^{er} perd en 1525 la bataille de Pavie, est fait prisonnier et conduit en Espagne. Il signe en 1526 le traité de Madrid et recommence la guerre.

La France oppose aux invasions de Charles-Quint une résistance héroïque, à Mézières, en Provence, en Champagne, et prend à Cérisoles, en 1544, une revanche de la défaite de Pavie. François I^{er} meurt en 1557.

Henri II continue la guerre contre Charles-Quint et Philippe II.

Henri II (1547-1559) continue la guerre contre Charles-Quint, qui abdique et se retire au monastère de Saint-Just (1556), et contre Philippe II, fils de Charles-Quint.

Il conquiert les villes lorraines de Metz, Toul et Verdun (1552), et, quoique battu à Saint-Quentin par les Espagnols, reprend, grâce à François de Guise, la ville de Calais sur les Anglais (1558).

La paix de Cateau-Cambrésis met fin à la première grande lutte de la France et de la maison d'Autriche. Henri II meurt d'un coup de lance au milieu des fêtes de la paix (1559).

François I^{er} a protégé les écrivains et les artistes.

François I^{er} a été préparé par son éducation à admirer les écrivains et les artistes de l'Italie. Il favorise les études en France par l'établissement du Collège de France (1530) et de l'imprimerie royale, et donne ainsi aux étudiants des maîtres et des livres.

Il fait construire les châteaux de Chambord et de Fontainebleau, et attire les artistes italiens qui servent de maîtres à nos sculpteurs Germain Pilon et Jean Goujon, ainsi qu'à notre peintre Jean Cousin.

RÉCIT

Rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint (1521-1546). — Au sortir des guerres qui avaient pour but la conquête de l'Italie, la France se vit engagée dans une guerre générale où il s'agit pour elle, non plus de conquêtes, mais de son existence.

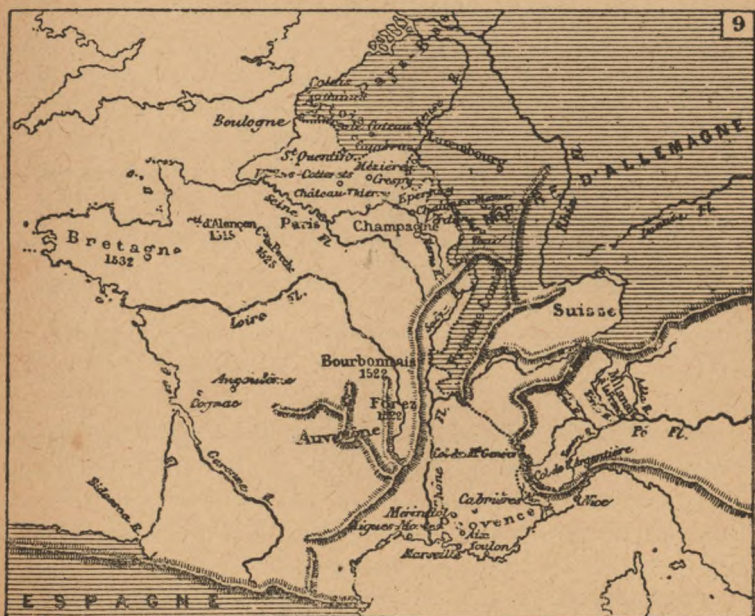
François I^{er}, roi de France (1515-1547), et **Charles-Quint**, empereur d'Allemagne, sont en présence.

Charles-Quint se propose de démembrer le royaume de France, et en considérant l'étendue et la situation de ses États, qui enveloppaient la France de toutes parts, il se croit assuré du succès.

Il est à la fois maître de l'Espagne et du nouveau monde (1), des Pays-Bas et de la Franche-Comté, de l'Allemagne et d'une partie de l'Italie. Il dispose de l'or des mines d'Amérique ; il commande à une nombreuse armée dont l'excellente infanterie espagnole fait la force. Il est servi par d'habiles généraux et de sages ministres.

(1) L'Amérique, découverte en 1492 par Colomb, fut en partie conquise sous Charles-Quint par Cortez et par Pizarre.

Il s'est lui-même appliqué de bonne heure aux affaires; il y a montré la pénétration de son esprit, la force et la constance de son caractère. Il sera un prince politique en face du roi chevalier.



Carte de France sous François I^{er}.

La partie ombrée représente les États de Charles-Quint qui enveloppaient la France de la **Manche jusqu'au Rhône**, au nord et à l'est, et au sud-ouest s'appuyaient aux **Pyrénées**. Lorsque Charles-Quint domina en Italie, après la bataille de Pavie, la France fut menacée sur toutes ses frontières. Elle résista du moins aux deux invasions de la **Champagne** (**Mézières**, **Châlons**, **Épernay**, **Château-Thierry**) et aux deux invasions de la **Provence** (**Toulon**, **Aix** et **Marseille**).

François I^{er} peut opposer aux États nombreux, mais dispersés, de son adversaire la masse compacte de la France, dont toutes les parties étroitement unies lui obéissent avec une entière soumission, ne lui refusant ni les hommes ni l'argent. « Sur un sourire du prince, disait alors le brave capitaine Montluc, on va mourir

au lit que nous appelons le lit d'honneur. » Mais le prince, que nous avons vu faire si bravement son devoir de chevalier à Marignan, avait donné plus de temps aux exercices des armes et de la chasse qu'aux travaux de son conseil. Il ne savait point maîtriser son goût pour le plaisir, ni résister à ses favoris, qu'il comblait d'honneurs aux dépens de ses meilleurs serviteurs. Il lui arriva ainsi de décourager des hommes qui lui auraient été d'un grand secours, un illustre amiral génois, **André Doria**, et le connétable **Charles de Bourbon**. Tous deux devaient porter leur épée à Charles-Quint et faire repentir François I^{er} de son injustice.

Remarquons du moins en passant que l'injustice du roi n'excuse pas la trahison de Bourbon. Charles-Quint combla le déserteur d'honneurs, mais il ne put lui ôter sa flétrissure. Lorsqu'il lui assigna comme demeure le palais d'un gentilhomme espagnol, ce dernier répondit qu'il n'avait rien à refuser à l'empereur, mais qu'il brûlerait sa maison déshonorée par le séjour d'un traître.

Entre ces deux rivaux, la guerre dura vingt-cinq ans (1521-1546) presque sans interruption.

Cette longue guerre est marquée dans l'histoire par la défaite de Pavie (1525) presque à son début, par la résistance glorieuse que la France opposa aux invasions, enfin par la victoire de Cérisoles (1544), qui marqua la fin de la lutte.

Bataille de Pavie (1525). — C'est en Italie, à **Pavie** (au confluent du Tésin et du Pô), que se rencontrèrent les armées commandées, l'une par François I^{er}, l'autre par Pescaire et Bourbon. Nous eûmes d'abord l'avantage. Notre artillerie, admirablement postée, abattait à distance les redoutables bandes de l'infanterie espagnole. La cavalerie n'avait qu'à attendre la déroute et à s'élancer ensuite pour l'achever; mais François I^{er} jugea que l'honneur ne serait pas assez grand. Il fit donc cesser le feu pour charger, pénétra fort avant dans les rangs ennemis, tuant de sa main plusieurs capitaines espagnols, et crut la bataille gagnée. Mais tout à coup la fortune

changea, l'infanterie espagnole se reforma ; les arquebusiers, visant aux plus riches armures et aux chevaux, arrêterent et décimèrent la noblesse française. François I^{er} lui-même tomba sous son cheval blessé. Il se dégagëa et abattit à ses pieds ceux qui le serraient de trop près, comme Jean II à Poitiers ; il allait enfin succomber sous le nombre, quand le vice-roi de Naples, Lannoy, écarta les assaillants et vint recevoir son épée à genoux. On raconte que le roi prisonnier écrivit à sa mère le soir de la bataille : « Tout est perdu, fors l'honneur. » Il avait fait son devoir de chevalier, mais avait-il agi en capitaine et en roi ?

Sa faute fut du moins cruellement expiée par la prison de Madrid, où Charles-Quint resserra son prisonnier, afin d'obtenir de lui une meilleure rançon. François I^{er} y tomba malade sans consentir aux dures conditions que lui imposait le vainqueur. Il aima mieux abdiquer en faveur du Dauphin que d'acheter la liberté au prix du démembrement du royaume. Charles-Quint se radoucit ; mais toutefois, avant de délivrer le roi de France, il exigea de lui par le **traité de Madrid** (1526) la promesse de la cession de la Bourgogne, promesse qui ne fut pas tenue. François I^{er} se crut dégagé par la résistance de la province, qui ne voulut point devenir espagnole.

La guerre recommença, guerre à outrance, dans laquelle la France fut plusieurs fois envahie et se défendit avec héroïsme.

Glorieuse résistance de la France. — Déjà deux fois avant la bataille de Pavie, les Impériaux s'étaient vus repoussés avec perte ; en 1521, **Mézières** (sur la Meuse), défendue par Bayard, avait résisté à une armée impériale. En 1524, Bourbon et le marquis de Pescaire avaient passé le Var et envahi la **Provence**. Déjà ils étaient maîtres de **Toulon** et d'**Aix**. Si **Marseille** était tombée en leur pouvoir, Charles-Quint aurait eu aussi son **Calais** en France (1). Bourbon avait prétendu qu'au

(1) On se souvient que Calais avait été pris par les Anglais en 1347 et était encore en leur pouvoir.

troisième coup de canon les bourgeois, effrayés, viendraient, la corde au cou, lui apporter les clefs de leur ville. Mais Marseille se défendit comme Mézières ; toute la population se porta à la construction d'une seconde enceinte en dedans de la muraille, qu'on appela le « rempart des dames », en mémoire du zèle avec lequel les femmes y avaient travaillé. L'artillerie de la place tira si juste, qu'un boulet traversa la tente de Pescaire et tua près de lui deux de ses gentilshommes. Pescaire envoya le boulet à Bourbon, en lui faisant dire que c'étaient là les clefs que lui apportaient les bourgeois de Marseille. Quelques heures après, la ville était secourue par les galères de France, victorieuses de l'escadre espagnole.

En 1536, cette même **Provence** repoussait encore une fois l'ennemi, et cette fois achetait sa retraite au prix des plus durs sacrifices. Charles-Quint marchait lui-même à la tête de son armée, et comptait bien ne pas s'arrêter à Marseille. « Les Provençaux sont mes sujets (1) », disait-il au brave la Roche du Maine, capitaine français qui avait vaillamment défendu le château confié à sa garde. — Votre Majesté, répliqua malicieusement la Roche du Maine, les trouvera sujets fort rebelles et désobéissants. — Combien de journées, dit encore l'empereur, peut-il y avoir du lieu où nous sommes jusqu'à Paris ? — Si Votre Majesté entend journées par batailles, il peut y en avoir une douzaine, à moins que l'agresseur n'ait la tête rompue à la première. »

Cette fière réponse ne diminua pas la présomption de l'empereur, qui allait répétant que Paris et la couronne de France devaient être le prix de la campagne.

Mais il ne tarda pas à reconnaître qu'il n'aurait pas facilement raison des Provençaux. Tous les fours et moulins avaient été détruits, les blés et fourrages brûlés, les puits empoisonnés, les vins répandus à ruisseaux. Arles et Marseille bien fortifiées étaient à l'abri d'une

(1) La Provence, autrefois désignée sous le nom de royaume d'Arles, avait appartenu à l'Empire.

surprise. Il dut battre en retraite avec une armée diminuée de moitié, poursuivie avec fureur par les paysans et les cheveu-légers de l'armée royale. Il repassa le Var et s'embarqua pour Barcelone (Espagne, sur la côte nord-est) afin d'aller, suivant un bon mot du temps, « enterrer en Espagne son honneur mort en Provence ».

En 1544 l'invasion vint d'un autre côté. Charles, cette fois, entra en **Champagne**, s'avança jusqu'à **Châlons-sur-Marne** et poussa même jusqu'à **Épernay** et **Château-Thierry** (sur la Marne) ; mais il n'osa ni tenter un coup de main sur Paris, dont toute la population s'était levée en masse, ni attendre l'armée française qui s'avancait à marches forcées.

Victoire de Cérisoles (1544). — Ainsi, grâce à l'héroïsme de la France, la victoire de Pavie et la prise de François I^{er} avaient peu profité à Charles-Quint ; mais ce n'était pas assez d'avoir repoussé l'invasion de nos frontières, nous eûmes encore l'honneur d'une revanche en bataille rangée, à la journée de **Cérisoles** (Piémont, entre le Pô et le Tanaro).

C'était au temps même où les Impériaux envahissaient la Champagne. Le **comte d'Enghien**, qui commandait l'armée d'Italie, se croyant assuré de la victoire, envoya le **capitaine Montluc** demander au roi la permission de combattre. Montluc, introduit dans le conseil, y parla avec tant de chaleur qu'il ébranla François I^{er}, résolu jusqu'alors à ménager sa dernière armée. « Sire, dit l'amiral d'Annebaut, vous avez belle envie de leur donner permission de combattre. Faites une chose ; priez Dieu qu'il vous veuille aider et conseiller ce que vous devez faire. » Le roi se recueillit un instant, levant les yeux au ciel en joignant les mains, puis s'écria : « *Qu'ils combattent ! qu'ils combattent !* »

Montluc n'en attendit pas davantage. Au sortir du conseil il répondit, moitié en français, moitié en gascon, aux courtisans qui se pressaient autour de lui, les invita à se dépêcher s'ils voulaient « en manger et être de la

fête », et retourna en toute hâte auprès de son général. Cent jeunes gentilshommes des premières familles du royaume l'accompagnèrent et aidèrent de leur bourse le comte d'Enghien, qui put contenter les soldats auxquels le roi n'avait guère envoyé que le tiers de leur solde arriérée.

La bataille fut livrée et gagnée ; les Gascons et les Suisses, comme l'avait promis Montluc, firent des prodiges. Ils enfoncèrent la redoutable infanterie d'Espagne que la gendarmerie, malgré ses charges impétueuses, ne pouvait rompre, et assurèrent le succès de la journée, un instant compromis par la déroute de nos bandes italiennes. Ils tuèrent ou prirent treize mille Impériaux et firent main basse sur l'artillerie, les enseignes, les munitions et les bagages, où ils trouvèrent quatre caisses pleines de menottes de fer que le général ennemi destinait à ses prisonniers. Montluc, qui se distingua entre tous, fut le soir même embrassé et fait chevalier par le comte d'Enghien, « ce dont je me sentirai, dit-il, toute ma vie honoré, pour l'avoir été en ce jour de bataille et de la main d'un tel prince. »

La paix (1545) suivit de près la victoire de Cérisoles, paix de quelques années seulement, car la guerre devait recommencer bientôt entre Henri II, successeur de François I^{er}, et Charles-Quint.

Fin de la guerre. Henri II (1557-1559). Bataille de Saint-Quentin (1557). Traité de Cateau-Cambrésis (1559). — C'était à **Henri II** (1547-1559) qu'il était réservé de terminer cette longue guerre de rivalité de la France et de la maison d'Autriche. Il eut d'abord affaire à Charles-Quint, qui abdiqua en 1556 pour finir sa vie au monastère de Saint-Just (en Espagne), puis à **Philippe II**, fils et successeur de Charles-Quint. Il eut l'heureuse fortune de conquérir les villes lorraines de **Metz, Toul et Verdun** (1552), qu'on appelait les trois évêchés, et, quoique battu à **Saint-Quentin**, en 1557, par les Espagnols, de reprendre sur les Anglais la ville

de **Calais** (1558). Ce fut l'honneur de François de Guise d'avoir chassé les Anglais de la dernière position qu'ils occupaient en France. La reine d'Angleterre, Marie Tudor, en mourut de douleur : « Si on ouvrait mon cœur, disait-elle, on y verrait inscrit le nom de Calais. »

La paix fut enfin signée en 1559 à **Cateau-Cambrésis** (en Flandre, sur la Seille, affl. de l'Escaut). Elle n'était point aussi favorable qu'il était permis de l'espérer ; la France rendit un grand nombre de villes du Piémont prises par le maréchal de Brissac, mais elle garda les précieuses conquêtes de l'Est, Metz, Toul et Verdun, qui nous acheminaient vers le Rhin.

Les fêtes du mariage d'Elisabeth, fille du roi, avec Philippe II, furent attristées par la mort de Henri II qui, dans une joute à la lance, reçut un coup mortel de son capitaine des gardes, Montgommery (1559).

La cour de François I^{er} et la renaissance des lettres. — François I^{er} n'a pas été seulement un roi guerrier, mais aussi un protecteur éclairé des lettres et des arts. Tout enfant, il avait eu la fortune de rencontrer dans son gouverneur, le sire de Boissi, un homme d'esprit et de savoir. Un peu plus tard, à côté de ses jeunes compagnons d'armes et de chasse, il avait eu comme page favori le poète Clément Marot, qui fut blessé à ses côtés à Pavie. Sa sœur Marguerite traitait avec faveur les poètes et les lettrés et les attirait à la cour par sa bienveillance et son aimable enjouement.

François I^{er} était donc préparé à comprendre et à admirer les chefs-d'œuvre des écrivains, des peintres et des sculpteurs de l'Italie.

Quand il repassa les Alpes, le vainqueur de Marignap portait dans son cœur la noble ambition de restaurer en France les lettres et les arts. Il le montra bientôt en favorisant les études, en appelant les savants auprès de lui et en s'entretenant avec eux familièrement ; si bien, nous dit l'historien contemporain Brantôme, que la table du roi était une véritable école.

Il ne s'en tint pas là. Il fonda le **Collège de France** (1530), dont les illustres professeurs attirèrent à leurs leçons les étudiants de toutes les parties de l'Europe. Rien n'égale le zèle avec lequel ces auditeurs avides recueillaient l'enseignement des maîtres. L'un d'eux écrit : « Nous étions debout à quatre heures du matin et, ayant prié Dieu, allions à cinq heures aux études, nos livres sous le bras, nos écritoirs et nos chandeliers à la main. » « Je me suis donné de toute mon âme à l'étude du grec, dit un autre, et aussitôt que j'aurai quelque argent, j'achèterai des livres grecs d'abord et ensuite des vêtements. »

Mais ces livres que le jeune étudiant, bien digne de nous servir de modèle, voulait tout d'abord acheter, étaient rares et coûtaient cher. François I^{er} pourvut encore à ce besoin. Il fonda l'**Imprimerie royale**, pour éditer les manuscrits anciens qu'il faisait partout acheter à grands frais, et il confia la publication de ces livres aux professeurs les plus savants.

On peut donc dire en toute justice que François I^{er} a bien mérité des lettres ; il mérita mieux encore des arts.

François I^{er} protecteur des arts. — C'est lui qui fit élever l'admirable **château de Chambord** et la plus belle partie du **château de Fontainebleau**. C'est sous son règne que le grand architecte Pierre Lescot dessinera le plan du Louvre.

Il ne montrait pas moins de goût pour la peinture et pour la sculpture. Il attirait les artistes italiens et il les retenait par sa libéralité. Il appelait le grand peintre milanais, Léonard de Vinci, son père ; il le comblait de bienfaits et le visitait dans sa maladie. Il l'assista à l'heure de la mort, et reçut son dernier soupir. S'il ne put attirer Raphaël, il voulut du moins enrichir la France de ses œuvres. Il acheta à grand prix le *Saint Michel* et la *Sainte Famille* (1), et leur fit l'accueil

(1) Ces tableaux sont au Musée du Louvre ; dans le grand salon.

qu'il aurait voulu faire au peintre lui-même. On les découvrit au son des fanfares, devant toute la cour, dans la plus belle galerie du palais. André del Sarto, le peintre de l'admirable tableau de *la Charité*, que nous avons au Louvre, fut retenu quelque temps en France. Le Primatice orna de ses plus élégantes peintures les murs du château de Fontainebleau. Le sculpteur Benvenuto Cellini employa son talent, soit à modeler les statues qu'il fondait lui-même en un bronze nouveau, soit à ciseler, au gré du roi, de menus objets avec une perfection inimitable.

L'influence de ces peintres et de ces sculpteurs devait être féconde. C'est à leur école que se formèrent nos sculpteurs **Germain Pilon** et **Jean Goujon**, ainsi que notre peintre **Jean Cousin**. Leurs meilleures œuvres appartiennent aux règnes des successeurs de François I^{er} ; mais leur gloire n'en rejaillit pas moins sur le roi qui avait présidé au réveil des arts.

Lecture.

Voir dans la *lecture* : *La Loire et son histoire*, les pages ayant pour titre : « La Loire et la Renaissance. »

QUESTIONNAIRE.

Quels étaient les États de Charles-Quint ? Quelles étaient ses ressources ? Quelles étaient les ressources de François I^{er} ? Comparer le caractère des deux princes.

Quels sont les faits les plus mémorables de cette guerre entre François I^{er} et Charles-Quint ? Raconter la bataille de Pavie.

A quelles dates la France fut-elle envahie sous le règne de François I^{er} ? Comment la France résista-t-elle à ces invasions ? Raconter l'invasion de 1524. Raconter l'invasion de 1536. Raconter la bataille de Cérises.

Comment finit le règne de Charles-Quint ? A quelle date ? Quel fut le successeur de François I^{er} ? Quel est le mot dit par la reine d'Angleterre à la nouvelle de la perte de Calais ? Quel est le traité qui mit fin à la guerre ? Quel mariage suivit cette paix ? Comment mourut Henri II ?

Quelle avait été l'éducation littéraire de François I^{er} ? Quels sont les établissements qu'il fonda en France pour y développer l'étude des lettres ? Quels sont les monuments élevés sous son règne ? Quels furent ses rapports avec les artistes italiens ? Quels furent les grands artistes français de ce temps ?

Devoirs écrits.

Raconter la glorieuse résistance que la France opposa à Charles-Quint. Raconter la mission de Montluc et la bataille de Cérisoles.

Tracés.

Montrer comment la France était enveloppée par les États de Charles-Quint. Indiquer l'itinéraire des diverses invasions.

CHAPITRE XI**PROGRAMME**

(De 1559 à 1598) — **Les guerres civiles.** — François II et Charles IX (1559 à 1574). — L'Hôpital et les politiques. — Henri III (1574-1589). — Les Guises et la Ligue. — Henri IV (1589). — Siège de Paris (1590). — Edit de Nantes et paix de Vervins (1598).

SOMMAIRE.**Guerres civiles.**

François II (1559-1560); Charles IX (1560-1574).

Les règnes de François II (1559-1560), de Charles IX (1560-1574), de Henri III (1574-1589), tous trois fils de Henri II et de Catherine de Médicis, et derniers princes de la branche des Valois, voient la France en proie à la discorde et aux guerres de religion.

La réforme, qui a été un grand déchirement de la société chrétienne, est introduite en France par Calvin (1530).

Sous le règne de François II, le chancelier de l'Hôpital fait de vains efforts pour prévenir la guerre civile entre les catholiques et les protestants.

La guerre éclate après le massacre de Vassy (1562), sous Charles IX (1560-1574). François de Guise, chef de l'armée royale et catholique, Condé, chef de l'armée protestante, sont assassinés.

La paix de Saint-Germain, signée en 1570, est suivie du massacre de la Saint-Barthélemy, ordonné par Catherine de Médicis, et où périt Coligny (24 août 1572).

Henri III (1574-1589).

Henri III (1574-1589) est aux prises avec deux autres Henri : 1^o Henri de Guise, qui se met à la tête de la *Ligue* ou union catholique, et espère se frayer un chemin au trône; 2^o Henri de Navarre (plus tard Henri IV), chef du parti protestant.

Il fait assassiner Henri de Guise à Blois (1588), se rapproche de Henri de Navarre et, frappé mortellement à Saint-Cloud, le désigne comme son successeur.

Henri IV (1589-1610).*1^{re} partie de son règne (1589-1598)*

Henri IV, chef de la maison de Bourbon, légitime héritier de la couronne, mais repoussé par la majorité des Français comme hérétique, essaye inutilement de vaincre la *Ligue* par les armes. Les victoires d'Arques et d'Ivry (1589-1590) ne peuvent lui ouvrir les portes de Paris, mais son abjuration du protestantisme, à Saint-Denis (1593), amène la réconciliation de la France catholique et du roi légitime.

Henri IV rentre dans Paris, rallie à lui tous les bons Français, chasse les Espagnols qu'il bat à Fontaine-Française, et conclut avec Philippe II le traité de Vervins (1598).

La même année, il accorde aux protestants l'édit de Nantes qui leur assure la liberté de conscience, l'admissibilité à tous les emplois, des tribunaux composés par moitié de juges protestants, et des villes de sûreté.

RÉCIT

Le Protestantisme en France. — Les règnes de **François II** (1559-1560), de **Charles IX** (1560-1574), de **Henri III** (1574-1589), tous trois fils de Henri II et de Catherine de Médicis, et derniers princes de la branche des Valois, furent en proie à la discorde et aux guerres de religion.

Un grand déchirement s'était fait dans la société chrétienne. Luther avait prêché la réforme ou le protestantisme en Allemagne. **Calvin**, qui vint après, la prêcha en France, et, contraint de quitter le royaume, s'établit sur la frontière, à Genève, dont il fit un centre de propagande (Genève, sur le lac de ce nom, à la sortie du Rhône).

Des divisions, des guerres longues et sanglantes devaient sortir de cette rupture de l'unité religieuse.

La France y perdit sa richesse et son sang; elle faillit y perdre son indépendance. Il ne faudra rien moins, comme on le verra plus tard, que le grand roi Henri IV pour la sauver de la ruine et du joug de l'Espagne.

Les protestants de France, ou calvinistes, avaient été tour à tour tolérés ou poursuivis par François I^{er} et Henri II. Sous le règne de François II qui ne dura

qu'un an (1559-1560), et pendant la première année du règne de Charles IX, le **chancelier de l'Hôpital** fit de grands efforts pour prévenir la guerre civile entre les catholiques et les protestants.

Entreprises des protestants. — Mais personne ne voulait alors de la tolérance. Les protestants montraient leur passion contre l'Église catholique en détruisant les images de Dieu et des saints et en dépouillant les sanctuaires. C'est à cette date que remontent les premiers coups portés aux monuments que nous avait laissés le passé. A Bourges, par exemple, le magnifique portail fut mis en l'état où nous le voyons encore.

Les protestants ne s'en tinrent pas à ces actes contre les églises. Quelques-uns d'entre eux tentèrent, par la conjuration d'Amboise en 1560, de s'emparer à main armée du roi et de la cour, de mettre en jugement le duc de Guise et d'obtenir de force une déclaration en faveur de la liberté du culte protestant. Les conjurés furent pris et suppliciés; leurs coreligionnaires n'en furent que plus animés contre la royauté et la religion catholique.

Représailles des catholiques. — Les catholiques ne défendaient pas avec moins de passion la vieille religion de la France. A Paris, la ville la plus catholique du royaume, dans le faubourg Saint-Antoine et dans le faubourg Saint-Marceau, on troubla le prêche. Les protestants se jetèrent sur l'église Saint-Médard, y brisèrent les autels et en détruisirent les statues et les ornements. Le lendemain les catholiques allèrent brûler à leur tour les bancs de la salle du prêche et la chaire du ministre.

On s'acheminait ainsi à la guerre; ce qu'on a appelé le massacre de Vassy en donna le signal. Le duc de Guise, passant par Vassy (en Champagne, non loin de la Marne), y trouva huit ou neuf cents personnes qui assistaient au prêche. Ses gens se prirent de querelle avec les religionnaires. Des injures on en vint à se lan-

cer des pierres. Les portes du temple furent enfoncées. Le duc étant accouru et ayant été atteint d'une pierre, on fit main-basse sur les protestants, qui avaient des armes. Une soixantaine de personnes périrent; plus de deux cents reçurent des blessures (1562).

Guerre civile; Charles IX; massacre de la Saint-Barthélemy. — La guerre civile commençait. Le **prince de Condé** et **Coligny** se mirent à la tête des protestants. Le sauveur de Metz et le conquérant de Calais, **François de Guise**, prit le commandement de l'armée royale.

Protestants et catholiques se combattirent sans pitié et recoururent même au meurtre. **François de Guise** et **Condé** furent assassinés. La France perdait ainsi le meilleur de son sang, et l'Espagne, notre ennemie secrète, voyait avec joie tomber dans nos discordes civiles les capitaines qui avaient vaincu ses armées.

Ce n'est pas la seule fois, hélas! qu'il nous est arrivé de nous porter ainsi à nous-mêmes des coups cruels sous les yeux d'un ennemi prêt à profiter de nos fautes.

Les protestants furent plusieurs fois vaincus (à **Dreux** en 1562, à **Saint-Denis** en 1567, à **Jarnac** et à **Moncontour** en 1569); mais Coligny, qui leur restait, sut réparer ces défaites et contraindre la cour à signer la paix de Saint-Germain en 1570. Les protestants y gagnèrent la liberté de leur culte et quatre villes de sûreté ou de refuge.

Coligny vint à Paris; le jeune roi Charles IX, qui avait succédé à son frère François II en 1560, se rapprocha du chef des protestants, lui montra la plus grande faveur et l'appela son père. La reine mère, Catherine de Médicis, craignant de se voir supplantée dans la confiance de son fils, tenta de faire assassiner Coligny qui est seulement blessé d'un coup d'arquebuse (22 août 1572). Menacée de représailles par les seigneurs protestants, qui forment un complot contre la famille royale, elle ressaisit, avec l'aide du maréchal de Tavannes, l'esprit mobile du jeune roi. Elle lui fournit la

preuve de la conspiration prête à éclater et lui arrache l'ordre du massacre général de tous les protestants qu'avait amenés à Paris le mariage de Henri de Navarre (plus tard Henri IV) et de Marguerite de Valois. Coligny fut la première victime de ce massacre, dont le signal fut donné, par la cloche de Saint-Germain l'Auxerrois, dans la nuit du 24 août 1572, nuit de la **Saint-Barthélemy**.

Charles IX mourut deux ans après la Saint-Barthélemy (1574).

Henri III et la Ligue. — Henri III (1575-1589), qui lui succéda, fut aux prises avec deux autres Henri : — Henri de Guise, fils de François de Guise, qui se mit à la tête de la *Ligue* ou Union des catholiques, s'allia à l'Espagne, et joua le rôle du premier personnage du royaume, — et Henri de Navarre, mari de Marguerite de Valois, successeur de Coligny, qui releva la fortune du parti protestant.

Charles IX avait cru se débarrasser des protestants par un massacre. Henri III crut avoir raison de la *Ligue*, qui se défiait de lui et l'avait chassé de Paris, à la journée des Barricades, par l'**assassinat de Henri de Guise à Blois** (1588). Il avait le droit, lorsqu'au jour des Barricades Henri de Guise était venu le braver au Louvre, de le faire arrêter et de le faire juger. Le lâche assassinat auquel il recourut le perdit. Toutes les fureurs de la Ligue éclatèrent contre lui. Il se vit contraint de se rapprocher de **Henri de Navarre** et de faire, de concert avec l'armée protestante, le siège de Paris rebelle. C'est dans son camp de Saint-Cloud qu'il fut assassiné lui-même par un ligueur, **Jacques Clément** (1589).

Henri IV (1589-1610). — PREMIÈRE PARTIE DE SON RÈGNE (1589-1598). — Jamais la France, si ce n'est lors de la guerre de Cent ans, n'avait semblé plus près de périr ; mais la Providence, qui lui avait autrefois envoyé Jeanne d'Arc, lui avait réservé Henri IV, le meilleur de nos rois.

Enfance de Henri IV. — Henri de Navarre, né au

château de Pau (dans le Béarn, sur le gave de Pau), grandit comme tous les enfants des Pyrénées, pieds nus et tête nue, apprenant à gravir les rochers, à supporter le froid et le chaud, à lutter de force et d'agilité avec les jeunes paysans. Sa mère, Jeanne d'Albret, lui fit lire l'histoire des hommes illustres pour lui apprendre comment on devient un grand prince.

Ses premières armes. — A l'âge de quinze ans, il fut conduit à l'armée et fit ses premières armes sous Coligny. Après la Saint-Barthélemy, à laquelle il n'échappa que par miracle, il prit le commandement de l'armée protestante et montra les plus brillantes qualités de capitaine et de soldat. Au **siège de Cahors** (sur le Lot), il combattit quatre jours sans vouloir lâcher pied : « C'est ici, disait-il, qu'il faut vaincre ou mourir. » A la **bataille de Coutras**, avant de charger, il se tourne gaiement vers le prince de Condé et le duc de Soissons : « Cousins, je ne vous dis autre chose, sinon que vous êtes du sang de Bourbon, et, vive Dieu ! je vous montrerai que je suis votre aîné. »

Dès qu'Henri III fit appel à son aide contre la Ligue et les Espagnols, il s'empressa d'accourir. Il se réjouit de défendre la royauté. « Bien que nous soyons jour et nuit à cheval, écrivait-il encore, nous trouvons cette guerre bien plus douce ; l'esprit y est plus content. »

Il succède à Henri III (1589). — Désigné par le roi mourant comme son héritier et son vengeur, Henri de Navarre, désormais Henri IV, était le roi légitime (1) : mais la France refusa de le reconnaître parce qu'il était protestant. Ceux-là même qui espéraient beaucoup de sa sagesse et de sa bonté disaient tout haut qu'ils aimeraient mieux mourir de mille morts que d'obéir à un roi hérétique, c'est-à-dire d'une autre religion que la religion catholique.

Batailles d'Arques et d'Ivry. — Henri entreprit

(1) Henri descendait en droite ligne du sixième fils de saint Louis, Robert, comte de Clermont.

de conquérir son royaume les armes à la main. A **Arques** (1589) (Normandie, sur la rivière d'Arques, près de Dieppe), il défit l'armée de la Ligue commandée par Mayenne, frère d'Henri de Guise, malgré l'infériorité du nombre; le soir même, tout aise de sa brillante victoire, il écrivait à Crillon le fameux billet : « Pends-toi, brave Crillon, nous avons combattu à Arques et tu n'y étais pas. »

A **Ivry-sur-Eure** (1590), ce fut le même succès, et cependant la petite armée royale ne put opposer que dix mille hommes aux seize mille Espagnols et Français de l'armée de Mayenne. La prière faite, Henri, avant de mettre son casque, s'était porté sur le front de ses troupes : « Mes compagnons, s'écria-t-il, voici nos ennemis ! Voici votre roi ! A eux ! Si vous perdez vos cornettes, ralliez-vous à mon panache blanc : vous le trouverez toujours au chemin de la victoire et de l'honneur. » En une heure la journée était décidée, et Henri, qui s'était engagé si avant dans la mêlée qu'on ne sut, durant un quart d'heure, s'il était mort ou vivant, voyait fuir l'armée ennemie. « Quartier aux Français ! criait-il ; sauvez la noblesse française, et main basse sur les étrangers ! » Lorsque la nuit vint, il avait recueilli l'artillerie, les munitions de l'ennemi, un riche butin, l'étendard rouge d'Espagne ; et un de ses plus braves capitaines, Sully, qui sera plus tard un grand ministre, tout sanglant des blessures qu'il avait reçues, lui présentait la cornette blanche de Mayenne, semée de fleurs de lis noires.

Siège de Paris. — Mais la Ligue, vaincue sur les champs de bataille, dominait encore à Paris. Beaucoup de bons Français, qui gémissaient sur la ruine de l'État livré aux intrigues de l'étranger et qui étaient prêts à reconnaître le roi légitime, s'il se convertissait, étaient résolus à se défendre jusqu'à la mort contre le roi protestant. D'autres, car le mal se trouve ainsi toujours mêlé au bien, étaient vendus à l'Espagne et menaçaient

de mort ceux qui parlaient de paix. Le vainqueur d'Arques et d'Ivry eut beau, après avoir emporté les faubourgs de vive force, bloquer étroitement la ville et la réduire à une cruelle famine, Paris refusa de se rendre. On voyait par les rues d'étranges processions, où se mêlaient les religieux, la robe retroussée et l'arquebuse sur l'épaule, les bourgeois, les écoliers de l'Université, tous animés d'un sombre enthousiasme et déterminés à mourir pour sauver l'antique foi du royaume. Dans toutes les chaires, les prédicateurs fulminaient contre le roi hérétique, indigne de porter le titre de très chrétien, l'honneur de la couronne de France. On continua de se défendre jusqu'à ce que l'armée espagnole des Pays-Bas forçât l'armée royale à lever le siège.

Ainsi, après tant de combats, après tant de périls traversés et de succès obtenus, notre Béarnais errait encore comme un aventurier à travers la Normandie. La Ligue demeurait debout, toutes les grandes villes, les capitales des provinces, au nombre de vingt-quatre, tenaient encore contre le roi protestant, pauvre roi sans royaume et sans argent et presque sans soldats.

Ambition de l'Espagne. — Mais l'ambition de l'Espagne prépara la réconciliation. Mayenne aimait mieux livrer le royaume à Philippe II que de le remettre à son prince légitime. L'ambassadeur d'Espagne osa proposer aux États de reconnaître pour reine de France la fille de son roi, l'infante Isabelle-Claire-Eugénie.

La France, province espagnole ! Voilà donc où tendait depuis si longtemps le roi d'Espagne en prodiguant ses exhortations, ses trésors et ses soldats. Les yeux s'ouvrirent. La foule poursuivit de ses huées et de ses sifflets l'ambassadeur de Philippe II ; les demandeurs de paix, comme on appelait les gens sensés qui ne voyaient de salut que dans la reconnaissance du roi légitime, crurent en nombre et en courage. La voix publique appelait Henri IV ; et Mayenne, cet artisan d'in-

trigues, se voyait jeté de côté par le peuple et par le roi, prêts à se réconcilier et marchant au-devant l'un de l'autre.

Abjuration de Henri IV (1593). — En même temps, en effet, que les bons citoyens se rapprochaient du roi légitime, Henri, qui a toujours fait à temps ce qu'il a fait, leur donnait satisfaction. Il annonça son dessein de se convertir à la foi catholique, et manda auprès de lui, pour son instruction religieuse, des évêques et des théologiens. Pendant les conférences qui eurent lieu à Suresnes entre les catholiques royaux et les commissaires de la Ligue, il consentit à une trêve. Paris respira enfin.

Dès qu'on eut goûté de la paix, elle se trouva bientôt faite. Henri s'instruisit auprès des docteurs et des évêques, d'abord à Mantes, puis à Saint-Denis. Le 23 juillet 1593, il fit abjuration publique du calvinisme dans l'église de **Saint-Denis**, et reçut l'absolution de l'archevêque de Bourges et de tous les prélats qui avaient assisté aux conférences. Puis, faisant ses adieux aux ministres de la religion qu'il abandonnait, il leur dit de prier Dieu pour lui et de lui conserver son amitié; que, quant à lui, il ne permettrait jamais qu'on les persécutât.

Le 25 juillet, date solennelle de ce règne et de notre histoire, à huit heures du matin, Henri de Bourbon, escorté des princes, des grands officiers de la couronne, d'une nombreuse noblesse et des gardes française, écossaise et suisse, se dirigea vers l'antique église où dormaient les rois très chrétiens auxquels il succédait. Les rues étaient jonchées de fleurs et toutes pleines d'un peuple inombrable, qui, malgré Mayenne et ses partisans, faisait entendre mille cris de : *Vive le roi!* Les portes de la basilique étaient fermées. Henri frappa, et les portes s'ouvrant laissèrent voir l'archevêque de Bourges entouré de sept évêques, de tous les religieux de Saint-Denis, de quatre curés de Paris et d'un grand

nombre de prêtres. « Qui êtes-vous ? dit l'archevêque officiant. — Je suis le roi. — Que demandez-vous ? — Je demande à être reçu au giron de l'Église catholique, apostolique et romaine. » Puis il s'agenouilla, fit sa profession de foi, reçut du prélat l'absolution et la bénédiction, et, conduit au chœur au milieu de tout le clergé, répéta son serment sur les Évangiles. Le chant triomphal de l'Église, le *Te Deum*, retentit sous les voûtes de la basilique ; la réconciliation était accomplie entre le roi et le peuple, qui poussait des acclamations de joie ; Henri n'était pas moins heureux, et on le voit bien dans la lettre où il raconte ce bon accueil. « A l'église, ajoute-t-il, une vieille femme de quatre-vingts ans m'est venue prendre par la tête et m'a embrassé. Je n'en ai pas ri le premier. »

A quelque temps de là, Henri était sacré à **Chartres**, Reims étant au pouvoir de l'ennemi.

Entrée de Henri IV à Paris. — Cependant Paris résistait encore. Il suffisait de quelques rebelles déterminés et de quatre mille Espagnols pour contenir toute une population qui demandait la paix et son roi, tant les honnêtes gens sont malhabiles à s'unir contre l'audace des meneurs. Enfin la mesure fut comble. Le 22 mars, de grand matin, on vit çà et là des bourgeois tout armés, portant l'écharpe blanche, se chercher et se réunir près de la porte Neuve (1), que le duc de Brissac, gouverneur de Paris, avait débarrassée la veille de ses gabions sous prétexte de la faire murer. Ils l'occupèrent avec le prévôt des marchands, et bientôt on vit dans l'ombre apparaître les écharpes de l'armée royale. Le roi suivait ; il reçut les clefs de la ville que lui présentait le prévôt, embrassa Brissac en le saluant du titre de maréchal de France, prix de sa soumission, et, après s'être revêtu de ses armes, il pénétra dans la redoutable cité de la Saint-Barthélemy et des

(1) Cette porte était au point où se croisent aujourd'hui la rue Royale et la rue Saint-Honoré.

Barricades. A la même heure, d'autres troupes royales entraient par la porte Saint-Denis, et les garnisons de Corbeil et de Melun, descendues en bateaux jusqu'à la Rapée (1), étaient accueillies à bras ouverts par les compagnies bourgeoises et introduites dans l'Arsenal.

Cependant le peuple s'assemblait et prenait confiance au passage du prévôt et des échevins qui, accompagnés de hérauts et de trompettes, allaient par toutes les rues de la ville annonçant la paix, pardon et grâce à tous. Il témoignait sa joie par des acclamations redoublées de *Vivent le roi, la paix et la liberté!* » et si allègrement que le roi dit : « Je vois bien que ce pauvre peuple a été tyrannisé. » Ce fut bien autre chose quand Henri eut mis pied à terre devant l'église Notre-Dame; la presse était si grande qu'il fut porté par la foule, et comme ses capitaines des gardes voulaient la faire retirer, il le leur défendit, disant qu'il aimait mieux avoir plus de peine et qu'ils le vissent tout à leur aise : « Car ils sont, ajoutait-il, affamés de voir un roi. »

Modération de Henri IV. — Restaient les Espagnols et leurs chefs, qui avaient été comme frappés de stupeur et n'étaient point sortis de leurs quartiers. Henri leur envoya dire qu'il tenait dans sa main et leurs vies et leurs biens, qu'il ne voulait toutefois ni des unes ni des autres, mais les invitait à sortir de sa bonne ville de Paris sans retard ni excuse. Ils acceptèrent aussitôt ces conditions, et le jour même le roi alla à la porte Saint-Denis pour les voir passer. Il salua l'ambassadeur Feria, ainsi que les chefs des troupes, et ne put se tenir de leur faire ce compliment : « Allez, recommandez-moi bien à votre maître, mais n'y revenez plus; » ce qu'ils ne firent semblant d'entendre. Avec eux sortirent cinquante à soixante vieux ligueurs qui n'eurent point confiance en la clémence du roi, et le plus violent des prédicateurs, le borgne Boucher, chargé des malédictions du peuple.

(1) La Rapée, ancien nom du quai entre les ponts actuels d'Austerlitz et de Bercy.

Tous ceux que la passion avait armés contre le Béarnais se trouvèrent désarmés par sa bonne grâce et sa générosité, par cet esprit vif et humain qui unissait avec un tour si naturel la gaieté et la bonté. Mais il restait aux champs des ennemis qu'il fallait combattre avec d'autres armes, et, sans s'attarder au plaisir de se voir dans Paris, tranquille et maître, acclamé par tous dès qu'il se montrait, il redevint ce roi soldat qui usa, disait-il, plus de bottes que de souliers.

Guerre contre les Espagnols. Paix de Vervins (1598). — De ce moment il fit aux Espagnols une guerre acharnée. Il leur livra bataille à **Fontaine-Française** (en Bourgogne, près de la Vingeanne, affl. de la Saône), et, heureux de n'avoir plus à combattre que des étrangers, il les chargea avec tant de vigueur qu'il perdit son casque dans la mêlée. « Plus j'y pense, écrivait-il à sa sœur, et plus j'admire la grâce que Dieu me fit en ce combat. »

L'Espagne était vaincue. Henri céda aux prières du Pape et traita avec Philippe II, bien qu'il sentit en lui un ennemi irréconciliable. « La France et moi, écrivait-il, avons besoin de reprendre haleine. » On signa la paix de **Vervins** (1598) (en Picardie, non loin des sources de l'Oise). Cette paix rétablissait entre les deux États les frontières consenties en 1559 par le traité de Cateau-Cambrésis (en Flandre non loin de Cambrai). Mais l'Espagne était mourante avec Philippe II, qui ne devait survivre que de quelques mois au traité, et la France allait renaître avec un roi aussi actif dans les travaux de la paix que dans ceux de la guerre.

Édit de Nantes (1598). — En même temps, par un édit signé à **Nantes** (en Bretagne, sur la Loire), il donna satisfaction aux protestants.

Les protestants obtinrent la liberté de conscience, c'est-à-dire la liberté de leur foi religieuse, la liberté du culte dans les châteaux et dans quelques villes, l'admission à tous les emplois, et, dans chaque cour de jus-

tice, une chambre composée d'un nombre égal de juges catholiques et de juges protestants. Henri leur accorda plus encore : pour calmer les alarmes d'une secte longtemps proscrite, il permit aux réformés de s'imposer des taxes pour les besoins de leurs églises, de tenir tous les trois ans des assemblées générales et de garder plusieurs places de sûreté, notamment la Rochelle.

Lecture.

Voir la lecture : *La Loire et son histoire* et particulièrement les pages ayant pour titre : « La Loire et les calvinistes. »

Voir aussi la lecture : *Comment ont parlé les rois de France*, et particulièrement les pages consacrées à Henri IV.

QUESTIONNAIRE.

Quels ont été les trois fils de Henri II qui ont régné successivement ?

Qui a prêché la réforme ou le protestantisme en France ? Quel magistrat essaya de prévenir les guerres civiles religieuses ?

Racontez le commencement des troubles. En quelle date commence la guerre civile ? Quels furent les deux chefs, catholique et protestant, assassinés ?

Quelles furent les conditions de la paix de Saint-Germain ? En quelle date ? Quel fut le massacre qui la suivit ?

Dans quelle situation se trouva Henri III au commencement de son règne ? Par quel meurtre augmenta-t-il les embarras de la royauté ? Comment mourut-il ?

Raconter l'enfance et les premières armes de Henri IV. Quelles sont les deux victoires qu'il remporta sur la Ligue et les Espagnols ? Aurait-il pu conquérir son royaume par les armes ?

Comment Henri IV donna-t-il satisfaction au sentiment général de la France ? Raconter l'abjuration de Henri IV et son entrée à Paris. En quelle date ?

Quelle victoire gagna-t-il sur les Espagnols ? Par quel traité finit la guerre ? En quelle date ?

Quelles furent les concessions faites aux protestants par l'édit de Nantes ?

Devoirs écrits.

Vie de Henri de Navarre jusqu'à son avènement au trône ; rappeler les événements des guerres civiles auxquelles il prit part. — Racontez la première partie du règne de Henri IV. — Quel fut le rôle de l'Espagne ?

Tracé.

Carte de France avec tous les noms cités dans le chapitre.

Devoirs de Récapitulation

(Retour sur l'histoire de France depuis le commencement des guerres d'Italie jusqu'à la fin des guerres civiles religieuses.)

Quelles ont été les principales batailles des guerres d'Italie? Dans quelles circonstances ont-elles été livrées?

Quels sont les Français qui ont acquis le plus d'honneur dans les guerres d'Italie?

Quels sont tous les noms de pays et de villes cités dans l'histoire des guerres d'Italie? Déterminer leur position.

Comment la France résista-t-elle aux efforts de Charles-Quint et de Philippe II?

Comment François I^{er} a-t-il protégé les lettres et les arts?

Quels sont les principaux acteurs des guerres civiles religieuses? Dans quelles circonstances figurent-ils?

Raconter la lutte de Henri III et de Henri IV contre la Ligue.

Montrer quelle fut la sagesse de Henri IV dans la première partie de son règne.

CHAPITRE XII

PROGRAMME

(De 1598 à 1661) — **La monarchie absolue ; les Bourbons.** — Henri IV (1589-1610) et Sully. — Louis XIII (1610-1643) et Richelieu : les grands, les protestants ; seconde période de la lutte contre la maison d'Autriche : guerre de Trente ans (1618-1648) ; période française ; Condé et Turenne. — Traité de Westphalie (1648). — Louis XIV (1643-1715). — Sa minorité. — Mazarin et la Fronde (1648-1653). — Traité des Pyrénées (1659). — Louis XIV roi (1661).

SOMMAIRE.

Henri IV (1589-1610.)*Deuxième partie de son règne (1598-1610).*

Henri IV nomme Sully surintendant des finances (1599).

Sully rétablit les finances par une surveillance exacte de la perception de l'impôt et par l'économie.

Il favorise l'agriculture qui est la principale source de la richesse d'un pays, tandis qu'Olivier de Serres introduit en France de nouvelles cultures.

Henri IV donne ses soins à l'industrie et au commerce et rend plus facile l'échange des produits du travail par le bon entretien des routes et par l'établissement du canal de Briare.

Henri IV maintient l'ordre au dedans et contient les conspirateurs par l'exemple du châtiment de Biron (1602).

Il se prépare à la guerre contre la maison d'Autriche, dont l'ambition est devenue menaçante; il est assassiné par Ravaillac à la veille de son départ pour l'armée (1610).

Louis XIII (1610-1643).

Marie de Médicis (1610-1617); — D'Halbert de Luynes (1617-1621)

Marie de Médicis, régente pour son fils, Louis XIII, âgé de neuf ans, congédie Sully et remet le pouvoir aux mains de Concini, aventurier italien.

Les grands et les protestants s'agitent; l'épargne de Henri IV est dissipée (1610-1617).

D'Halbert de Luynes, favori de Louis XIII, fait tuer Concini et congédier Marie de Médicis. Il ne peut contenir les grands qui ont pris parti pour la reine mère, ni vaincre les protestants soulevés (1617-1621).

Richelieu ministre (1624-1643).

Le cardinal de Richelieu arrive au pouvoir en 1624. Il soumet les protestants par la prise de la Rochelle (1628), et leur enlève leurs privilèges politiques par la paix d'Alais (1629).

Il contraint les grands à respecter l'autorité royale, et réprime la fureur des duels. — Il l'emporte dans l'esprit du roi sur la reine mère qu'il contraint à s'exiler, et réprime par ses rigueurs les conspirations de Chalais (1626) et de Marillac (1630), ainsi que les rébellions à main armée de Montmorency, de Gaston, frère du roi (1632), et de Cinq-Mars (1642).

Il entreprend contre la maison d'Autriche une guerre nécessaire (1635), oppose aux revers une confiance magnanime, et meurt en 1642 après avoir conquis l'Artois et le Roussillon.

Louis XIII meurt en 1643; il partage la gloire du ministre qu'il soutint pendant seize ans contre l'inimitié de sa famille et de sa cour.

Louis XIV (1643-1715).

Anne d'Autriche et Mazarin (1648-1661).

Louis XIV monte sur le trône à l'âge de cinq ans (1663). Anne d'Autriche, régente pour le roi mineur, remet le pouvoir au cardinal Mazarin, confident et disciple de Richelieu.

Mazarin termine la guerre contre la maison d'Autriche, avec l'aide de Condé, vainqueur à Rocroy (1643), à Fribourg (1644), à Nordlingen (1645), à Sens (1648), et de Turenne, vainqueur à la bataille des Dunes (1658).

Les traités de Westphalie (1648) et des Pyrénées (1659) assurent à la France les conquêtes de Richelieu et la possession de l'Alsace.

Mais, moins habile à l'intérieur, Mazarin provoque la guerre civile de la Fronde (1648-1653), qui achève de ruiner la France, déjà épuisée par la guerre étrangère. Vainqueur des factieux, il termine sa vie dans la tranquille possession de l'autorité, dont le jeune roi se saisit à sa mort.

Saint Vincent de Paul fonde les institutions secourables des missionnaires de Saint-Lazare et des Filles de la Charité ; il est le bienfaiteur des pauvres et le *père de la patrie*.

RÉCIT

Restauration de la France ; Sully aux finances.

— « Par mes peines et labeurs j'ai sauvé la France de la perte, disait Henri IV aux **notables** assemblés à **Rouen** ; sauvons-la à cette heure de la ruine. » Dans cette œuvre difficile, il fut aidé par **Sully**, qui avait été le compagnon de toutes ses guerres et qui devait lui rendre de plus grands services encore dans la paix. Il le nomma surintendant des finances et remit la fortune publique à sa vigilance et à son intégrité (1599).

Sully résolut de soulager le peuple, en diminuant les impôts, et d'établir une perception exacte qui empêchât les percepteurs et autres agents de finances d'en détourner une partie.

Il y parvint, mais ce ne fut point sans peine. Il acquitta les dettes du royaume, racheta les domaines du roi qui avaient été vendus, et trouva encore le moyen de constituer une épargne de 41 millions, qui fut déposée à la Bastille, dans la tour du Trésor.

Agriculture. — Il savait que la fortune de l'État est étroitement liée à la prospérité des particuliers, et que l'agriculture est la première richesse d'un pays. « Labourage et pâturage, disait-il, sont deux mamelles dont la France est alimentée. » Plein de sollicitude pour le laboureur, qui, après avoir nourri l'État, le défend sur

les champs de bataille, il travailla, avec Henri IV, à le préserver des vexations des agents de finances, des violences des gens de guerre, et à l'enrichir par la liberté du commerce des grains. « Si Dieu me donne vie, disait le roi, je ferai si bien qu'il n'y aura pas de laboureur en mon royaume qui n'ait le moyen d'avoir le dimanche une poule en son pot. »

Mais ce n'était point encore assez de protéger et d'aider le paysan ; il fallait l'éclairer, l'instruire des meilleurs procédés de culture, rendre aux nobles le goût de la vie des champs et les exhorter à prendre soin de leurs maisons et de leurs terres. Ce fut l'œuvre d'un seigneur du Midi, **Olivier de Serres**, qui écrivit sur l'agriculture, à la prière de Henri IV, un livre pratique, fruit de vingt années d'études et d'essais ; il fit plus, il introduisit en France la culture des prairies artificielles, du maïs, du houblon, de la betterave, enfin du mûrier, dont les plantations devaient développer en France l'élève du ver à soie et une de nos plus riches industries.

Industrie. — Sully s'en serait tenu volontiers aux travaux de la terre, où se forment de robustes soldats, et aux fabrications absolument nécessaires, celles des draps et des toiles. Mais Henri IV pensait que les manufactures étaient un des principaux moyens pour rétablir le royaume : il chercha donc autour de lui ceux qui pouvaient l'aider dans cette nouvelle tâche, et fut assez heureux pour rencontrer le plus précieux secours chez le grand agriculteur Olivier de Serres et chez **Barthélemy Laffemas**, qui fut successivement premier tailleur et valet de chambre du roi, puis argentier de la couronne, et enfin contrôleur du commerce. C'est ainsi qu'un grand roi tire de chacun de ses ministres des services utiles à l'État, et, supérieur à tous, fait concourir au bien public les facultés diverses qui se rencontrent en eux.

Il développa si bien l'industrie de la soie, qu'il peut en être considéré comme le fondateur. Non seulement

les manufactures de France suffirent à notre consommation intérieure, mais encore elles fournirent à l'Allemagne, à l'Angleterre et au Portugal des soieries dont la main-d'œuvre représentait 130 millions d'à présent. Les autres industries de luxe furent aussi protégées et encouragées : verres, cristaux et glaces, tapisseries, toiles fines, dentelles, cuir doré, auparavant achetés à grands frais aux étrangers, sortirent des fabriques françaises.

Pour développer le commerce, c'est-à-dire la circulation et l'échange des produits de l'agriculture ou de l'industrie, Henri IV et Sully veillèrent à la construction et à l'entretien des routes, des ponts, des levées, ainsi qu'à l'établissement de nombreux relais pour les voyageurs sur les grandes routes, et, pour le halage des bateaux, le long des rivières.

Ils commencèrent le grand travail de la canalisation de la France, par l'ouverture du canal qui, partant de la Loire à Briare, va joindre la Seine à Moret (presque au confluent du Loing et de la Seine), à quatre lieues de Fontainebleau. Il ne devait être achevé qu'après deux siècles et plus.

Tout cela ne se fit pas en un jour. Il fallut à Henri IV beaucoup d'application et de persévérance pour mener à bonne fin ce qu'il avait entrepris. « La France doit m'être très obligée, disait-il avec raison, car je travaille bien pour elle. » L'ambassadeur d'Espagne, don Pèdre de Tolède, qui revoyait Paris après quelques années, ne reconnaissait plus la ville qu'il avait laissée dans un état misérable : « C'est qu'alors, lui dit Henri, le père de famille n'y était pas ; mais tout prospère depuis qu'il prend soin de ses enfants. »

Conspiration et jugement de Biron (1602). — En même temps qu'il travaillait pour la France, il savait la mettre à l'abri des entreprises secrètes de ses ennemis du dehors et atteindre les traîtres au dedans. Un de ses anciens compagnons d'armes d'Arques et d'Ivry,

le maréchal de Biron, qu'il appelait le plus tranchant instrument de ses victoires, conspirait avec le roi d'Espagne et le duc de Savoie (1). Henri lui pardonna plusieurs fois, sans pouvoir le ramener au devoir. Il avait entre ses mains les preuves d'une nouvelle trahison ; il l'appela près de lui, le supplia comme un ami de parler à cœur ouvert, et de mériter par son aveu un nouveau pardon. Biron ne répondit qu'en protestant avec orgueil de sa fidélité et de sa loyauté. C'en était trop. La dignité souveraine reparut tout à coup sur les traits du roi. « Adieu, baron de Biron ! » lui dit-il, et il livra le traître au parlement, qui le condamna à mort (1600). Henri IV laissa la justice suivre son cours, étonnant par son inflexibilité ceux qui l'avaient vu tant de fois clément et débonnaire. La France reconnut un père vigilant qui ne permettait pas qu'on portât atteinte à son repos.

Dessein de Henri IV ; préparatifs de la guerre contre l'Autriche. — Ce n'était pas assez d'avoir pacifié le royaume, Henri IV voulait de plus, pendant qu'il se sentait encore actif et vigoureux, mettre l'Espagne et l'Autriche dans l'impuissance de nuire à la France ; de telle sorte que les petits États fussent sous la protection d'une sorte de tribunal auquel toutes les puissances eussent envoyé leurs représentants.

Quand tout fut prêt, il leur déclara la guerre. Trois armées menaçaient le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. Sully, Lesdiguières, la Force, Bouillon, Créquy, Rohan, vaillants compagnons d'armes du roi, étaient ses lieutenants. De fidèles alliés, Maurice de Nassau en Hollande, le duc de Savoie Charles-Emmanuel en Italie, devaient combiner leurs opérations avec les armées du Nord et

(1) En 1601, à la suite d'un coup de guerre, Henri IV signa avec le duc de Savoie le traité de **Lyon**. Henri accepta, en échange de Saluces, qui était de l'autre côté des Alpes, la **Bresse** entre la Saône et l'Ain, le **Bugey** entre l'Ain et le Rhône, et le **Pays de Gex** sur le revers est du Jura meridional ; nous atteignîmes ainsi de ce côté la frontière que nous ne devons pas dépasser. V. la carte 11, p. 183. — Henri IV, qui appuyait ainsi le domaine royal au Jura, l'avait étendu au sud jusqu'aux Pyrénées en apportant à la couronne, lors de son avènement, le **Béarn** et le **comté de Foix**.

des Alpes. « Qu'y a-t-il au monde, disait Henri IV, qui puisse résister à cela ? »

Mort de Henri IV. — Il était impatient d'agir, mais la reine, Marie de Médicis (1), qui allait être couronnée régente, l'avait supplié d'assister au sacre. Le 14 mai 1610, il voulut aller visiter à l'Arsenal son ministre Sully, alors malade, et monta dans un carrosse ouvert de toutes parts, pour mieux voir les préparatifs de l'entrée de la reine. Un embarras de charrettes ralentit sa marche dans la rue de la Ferronnerie, et force l'escorte de passer par le marché des Innocents : à ce moment un homme, qui s'était glissé le long de la rue, à travers la confusion des voitures, l'odieux Ravallac, monte sur les rayons d'une roue de derrière, et, se jetant sur Henri, le frappe de deux coups de couteau. Le roi pousse un faible cri : « Je suis blessé ! — Qu'est ce cri ? lui demande M. de Montbazon. — Ce n'est rien, ce n'est rien, » répond le roi d'une voix mourante. Le duc d'Épernon et le maréchal de la Force le soutiennent et lui recommandent de penser à Dieu. Henri joint les mains et lève les yeux au ciel. On crie au peuple que le roi est blessé, et le carrosse, dont on ferme les rideaux en toute hâte, le ramène au Louvre. L'archevêque d'Embrun donne l'absolution au mourant, qui ouvre les yeux par trois fois. Et puis, tout est fini. Le meilleur et le plus grand de nos rois a cessé de vivre.

Qui pourrait dire l'affliction de la France à cette lamentable nouvelle ? Ce n'étaient partout que gémissements et sanglots ; à Paris, au Louvre, dans les boutiques, par les villos et les campagnes, tout était en pleurs. Soixante ans plus tard, on se souvenait encore avec émotion de cette inexprimable douleur, et Bossuet, le grand évêque de Meaux, rappelant à Louis XIV la bonté de son grand-père Henri IV, lui disait : « Il était aimé de son peuple jusqu'à la passion ; et dans le temps

(1) Henri IV avait épousé Marie de Médicis, sa seconde femme, fille du grand-duc de Toscane, en 1600.

de sa mort, on vit par tout le royaume, et dans toutes les familles, une désolation pareille à celle que cause la perte d'un bon père à ses enfants. Il n'y a personne de nous qui n'ait encore le cœur attendri de ce qu'il a entendu raconter à son père ou à son grand-père des bontés de ce grand roi envers son peuple, et de l'amour extrême de son peuple envers lui. »

Marie de Médicis régente et Concini (1610-1617).

— Sous le règne de Henri IV, les grands seigneurs avaient été maintenus dans l'obéissance, les protestants contenus dans le devoir, et le peuple avait vécu heureux sous la garde des lois.

Quand le bon roi fut mort, la France fut livrée au désordre.

« Le temps des rois est passé, celui des grands et des princes est venu, » disaient les seigneurs. « Le roi est mineur, soyons majeurs, » dirent les protestants.

La reine régente, Marie de Médicis (le jeune roi Louis XIII n'avait que neuf ans), était incapable de maintenir l'ordre au dedans comme de suivre au dehors les grands desseins de Henri IV.

Elle remit le pouvoir aux mains d'un aventurier italien, Concini, qu'elle fit maréchal de France et marquis d'Ancre, tandis que Sully, disgracié, se retirait en son château du Maine, où il allait écrire les grandes choses que son maître et lui avaient faites; elle céda aux sollicitations et aux menaces des courtisans et des seigneurs qui demandaient des faveurs et des pensions; elle rompit les alliances contractées, se rapprocha de l'Espagne, et fiança le jeune roi avec l'infante Anne d'Autriche.

Louis XIII et d'Halbert de Luynes (1617-1621). —

Par un étrange contraste avec son père Henri IV, dont la gaieté est restée proverbiale, Louis XIII était un enfant songeur et taciturne. En grandissant, il nous apparaît triste et ennuyé; il passait sa vie dans les exercices de la chasse où se plaisait son humeur sauvage, ou dans la compagnie d'un favori dont il ne tardait pas à se lasser.

Le premier de ces favoris fut un jeune page, d'Halbert de Luynes, très habile à dresser pour la chasse des oiseaux de proie. Luynes, qui était ambitieux, résolut de supplanter l'Italien Concini. Il persuada au jeune roi de se débarrasser de cet étranger, qui était plus maître que lui dans son royaume, et de ne plus souffrir la tutelle de sa mère. Concini fut tué comme il entraît au Louvre; Marie de Médicis fut reléguée à Blois, et le petit roi, qu'on avait mis sur une table de billard, se montra à ses courtisans en disant : « Enfin, je suis roi ! » (1617)

Richelieu (1624-1642). — C'était un triste début de règne ; mais un grand ministre, Richelieu, ne devait point tarder à réparer les fautes commises, à rétablir l'ordre dans le royaume, et à mettre la France en état de reprendre en Europe le rang où l'avait placée Henri IV.

Armand Duplessis de Richelieu, cadet d'une ancienne famille du Poitou, était né en 1585 ; à vingt et un ans, il avait été pourvu par Henri IV de l'évêché de Luçon. Député aux États généraux de 1614 et nommé orateur de l'ordre de la noblesse, il parla avec un ton d'autorité et de haute raison qui le fit distinguer. Marie de Médicis, dont il avait gagné la confiance, et Concini, qui avait deviné son génie, l'appelèrent au conseil ; c'était en 1617. Mais l'assassinat de Concini et l'exil de la reine mère l'arrêtèrent tout à coup. Il dut attendre sept ans encore ; enfin, en 1624, Marie de Médicis, sa protectrice, qui avait obtenu pour lui le chapeau de cardinal, le faisait rentrer au conseil, qu'il ne devait plus quitter et où il ne tarda pas à prendre la première place.

Tout avait empiré depuis sa retraite ; et c'est avec raison qu'il pourra plus tard dire au roi : « Au moment où Votre Majesté m'appela dans ses conseils, les protestants partageaient le pouvoir avec elle, les grands se conduisaient comme s'ils n'étaient pas vos sujets, et les plus puissants gouverneurs des provinces comme s'ils eussent été souverains en leurs charges. »

Il soumet les protestants. — Richelieu pourvut à

tout. Il s'attaqua d'abord aux protestants, qui formaient un parti armé au sein de l'État, faisaient des plans de république et correspondaient avec tous les rebelles du royaume. Leur capitale, la Rochelle (1), n'ouvrait point son port aux vaisseaux du roi, se gardait en temps de paix comme si elle avait toujours à craindre une surprise, et au premier bruit de guerre recueillait dans ses murs tous les protestants des provinces voisines. En 1627, lors de la seconde prise d'armes du parti protestant, elle ne tarda pas à se déclarer; elle était d'ailleurs invitée à la révolte par une flotte anglaise qui avait occupé la meilleure partie de l'île de Ré. Assurés des secours de l'étranger, les Rochellois s'empressèrent de rentrer les récoltes, se saisirent d'un poste qui commandait l'entrée du port et attendirent dans un formidable appareil l'attaque de l'armée royale.

Siège de la Rochelle. — Celle-ci ne tarda guère; Richelieu accourut, ne voulant point laisser à d'autres le soin de venger l'autorité royale outragée. Il jeta d'abord un secours dans Saint-Martin-de-Ré et força ainsi les Anglais de se rembarquer; puis, s'attachant à la ville révoltée comme le lion à sa proie, il résolut d'en faire le siège et de vaincre une résistance qui entretenait les desseins séditieux de ses ennemis. Il accepta les longueurs d'un siège régulier, se fit munitionnaire et ingénieur, inspira à tous l'ardeur dont il était animé, et entreprit des travaux gigantesques.

Du côté de la terre, il enveloppa la place d'une circonvallation de trois lieues de tour, flanquée de onze forts et de dix-huit redoutes. Du côté de la mer, qu'il fallait fermer à tout prix, il fit jeter en travers du canal une digue de sept cents toises, ouverte au milieu pour le passage des marées. Trois fois renversée par les vents et les flots, cette digue fut relevée trois fois. A deux reprises, une flotte anglaise tenta de forcer les estacades,

(1) La Rochelle, capitale de l'Aunis, port sur l'océan Atlantique, en face de l'île de Ré; c'était une place de sûreté qui avait été laissée aux protestants par l'édit de Nantes en 1598.

les vaisseaux unis par des chaînes de fer, la digue elle-même. Richelieu assista du rivage à ces inutiles efforts et attendit que la faim lui livrât les assiégés. Ceux-ci, animés par un sombre enthousiasme, résolurent de prolonger la résistance jusqu'à la dernière extrémité; ils élurent comme maire le fameux marin Guiton, incapable de peur et de pitié, lequel jura de tenir tant qu'un Rochelois aurait encore assez de forces pour fermer les portes. La ville connut toutes les horreurs du siège de Paris. Elle ne céda qu'au bout de quatorze mois (1628). De 25,000 âmes, la population était réduite à 6,000, et le roi ne vit, lorsqu'il vint prendre possession de la place, que des cadavres ou des squelettes vivants.

Paix d'Alais (1629). — La chute de la Rochelle porta un coup mortel à la puissance politique et militaire des protestants, et apprit à tous avec quelle opiniâtreté le cardinal savait mener à fin une entreprise commencée. On admira sa constance et aussi, quand il eut vaincu, la tolérance avec laquelle il laissa aux protestants, par la **paix d'Alais** (1629), la liberté de culte, en leur enlevant ce dont ils avaient fait mauvais usage, leurs places de sûreté, leur organisation militaire, leurs assemblées politiques. (Alais, en Languedoc, sur le Gard.) De ce jour, il nous l'a dit lui-même dans ses *Mémoires*, la diversité de religion ne l'empêcha jamais de rendre aux protestants toutes sortes de bons offices, et jamais il ne mit de différence entre les Français que par la fidélité.

Richelieu fait respecter les édits contre les duels. — Les protestants soumis, restaient les grands qui, depuis Henri IV, s'étaient désaccoutumés d'obéir. Les lois étaient impunément violées; celle qui défendait les duels était ouvertement méconnue. Le **comte de Montmorency-Bouteville**, qui avait eu déjà vingt-quatre duels et revenait d'exil, osa, comme par défi, se battre en plein jour sur la place Royale. Cette fois le roi, exhorté par Richelieu, fut inflexible. Le coupable fut arrêté, jugé par le parlement, condamné à mort, et,

malgré les supplications de la cour, de la ville entière, de tous les parents de l'illustre maison de Montmorency, il fut décapité (1627). Ce châtimement mit un terme aux misérables querelles dans lesquelles la France perdait chaque jour ses plus braves enfants.

Il réprime les conspirations et les rébellions à main armée. — Mais le cardinal, qui avait le courage de faire si rude justice, vit croître le nombre de ses ennemis. Il vivait environné de périls. Le roi, au lieu d'avoir avec le ministre qui le servait si bien l'entente cordiale et charmante qui régnait entre Henri IV et Sully, gardait envers lui une attitude défiante et contrainte. La reine mère, Marie de Médicis, autrefois sa protectrice, la reine, l'Espagnole Anne d'Autriche, étaient ses adversaires déclarés. Le frère du roi, Gaston, duc d'Orléans, était le complice de tous les conspirateurs, et ceux-ci se succédaient sans relâche.

L'un, le comte de Chalais, veut tuer le cardinal dans la maison des champs, comme la bête au gîte, disait-il (1626). Le chancelier de Marillac, son frère le maréchal, soutenus par Marie de Médicis, le calomnient auprès du roi et obtiennent sa disgrâce ; mais ce fut la *Journée des dupes*, comme on l'appela par raillerie (1630). En un quart d'heure d'entretien, Richelieu sut reprendre son ascendant sur l'esprit du roi.

En 1632, Gaston se déclare ouvertement contre le cardinal, traverse en armes la France entière, et entraîne dans sa révolte le gouverneur du Languedoc, le duc de Montmorency, que l'armée royale bat et fait prisonnier à **Castelnaudary** (Languedoc, près du col de Naurouze, 1632). Enfin, en 1642, le dernier favori de Louis XIII, le jeune d'Effiat, marquis de Cinq-Mars, grand écuyer, que Richelieu avait lui-même présenté au roi, conspire contre son bienfaiteur, tente de soulever l'armée, et traite avec l'Espagne, à laquelle il a promis de livrer nos places fortes.

A ces attaques contre son pouvoir et contre sa vie, contre la sécurité de l'État, Richelieu avait opposé une sévérité inflexible. L'échafaud avait vu périr les plus cou-

pables : le comte de Chalais, le maréchal de Marillac, le duc de Montmorency, dont la province de Languedoc implorait la grâce ; Cinq-Mars, que le roi abandonna quand il eut connaissance du traité signé avec l'Espagne. Marie de Médicis s'était enfuie du royaume, et était allée mourir en exil, pauvre et délaissée. Anne d'Autriche fut soumise à une surveillance sévère et contrainte de livrer ses papiers les plus secrets. Quant à Gaston, qui avait été aussi prompt à se tirer de toutes les conspirations, en trahissant ses complices, qu'il s'était montré empressé à y entrer, il dut se plier aux plus humiliantes soumissions.

Richelieu lutte contre la maison d'Autriche. Guerre de Trente ans. — C'était au milieu des conspirations sans cesse renaissantes que Richelieu avait dû mettre à exécution les desseins de Henri IV, et réprimer l'ambition redoutable de la maison d'Autriche.

Cette maison, qui régnait à Vienne, à Milan, à Madrid, et était maîtresse de la Flandre, de l'Artois, de la Franche-Comté, du Roussillon, nous entourait de toutes parts en nous menaçant. Pendant quatorze années d'une minorité malheureuse, la France l'avait laissée faire, et il semblait qu'aucune puissance humaine ne pouvait alors lui dire : « Tu n'iras pas plus loin ! » Nos alliés, la Hollande, les petits princes d'Allemagne et d'Italie, autrefois forts de notre appui, étaient abandonnés à ses entreprises. Que serait devenue la France, dans son isolement, en face de l'Autriche dominatrice de l'Europe ?

Mais Richelieu veillait. Cet homme, qui vivait dans une sorte de solitude avec ses confidents, qui donnait à un travail opiniâtre toutes les heures que lui laissait la souffrance, avait renoué des négociations avec nos anciens alliés. Il les encourageait à résister aux prétentions de l'Autriche, leur fournissait des officiers et leur faisait espérer dans un avenir prochain un secours plus efficace.

Quand il eut pris La Rochelle et qu'il fut plus libre de s'occuper des affaires du dehors, il fit entendre un langage énergique, serra plus fortement ses alliances, en

gagna de nouvelles en proposant aux princes incertains *bonne paix ou forte guerre*, et suscita à l'Autriche de nombreux ennemis : le roi de Danemark d'abord (1625), puis le roi de Suède, le grand Gustave-Adolphe, dont un officier français, le brave Gassion, fut l'*épée de chevet* (1) (1630). Enfin, quand il crut l'heure propice (1635), il engagea la France ouvertement dans cette guerre, qu'on appelle **Guerre de Trente ans**. Commencée en 1618, elle ne devait finir qu'en 1648.

Invasion des ennemis en France. — En 1635, les armées françaises prennent position aux Pays-Bas, sur le Rhin, en Espagne ; mais les chances de la guerre semblent d'abord tourner contre nous. Une armée espagnole entre en France et pénètre jusqu'à **Corbie** (en Picardie sur la Somme) (1636). Des nuées de Hongrois et de Croates se répandent à travers les campagnes et s'avancent jusqu'à l'Oise. La terreur s'étend au loin. Paris, en ce moment fort mal clos par suite de l'agrandissement de son enceinte vers le nord-ouest, croit déjà voir le terrible Jean de Wert, général de l'armée ennemie, apparaître sur les hauteurs de Montmartre. Les carrosses et les chevaux des gens qui s'enfuient, couvrent les routes de Chartres et d'Orléans. Des cris de malédiction se font entendre contre le cardinal : « Étaient-ce donc là les victoires promises ? — C'est pour bâtir son palais Cardinal et sa rue Richelieu qu'il a mis Paris hors de défense ! Pourquoi provoquait-il la guerre sans avoir les moyens de la soutenir ? Nous portons la peine de son ingratitude envers sa bienfaitrice ! »

Grandeur d'âme de Richelieu. — C'est au milieu des périls que se reconnaissent les grands caractères. Richelieu monte en carrosse, se fait conduire, malgré les supplications de ses amis, à l'Hôtel de ville, au pas, sans suite, sans gardes, au milieu de la foule ameutée. Aus-

(1) On appelait épée de chevet celle que l'on gardait toujours près de soi pour se défendre en cas de surprise. C'était Gustave-Adolphe qui avait lui-même donné ce nom à Gassion.

pables : le comte de Chalais, le maréchal de Marillac, le duc de Montmorency, dont la province de Languedoc implorait la grâce ; Cinq-Mars, que le roi abandonna quand il eut connaissance du traité signé avec l'Espagne. Marie de Médicis s'était enfuie du royaume, et était allée mourir en exil, pauvre et délaissée. Anne d'Autriche fut soumise à une surveillance sévère et contrainte de livrer ses papiers les plus secrets. Quant à Gaston, qui avait été aussi prompt à se tirer de toutes les conspirations, en trahissant ses complices, qu'il s'était montré empressé à y entrer, il dut se plier aux plus humiliantes soumissions.

Richelieu lutte contre la maison d'Autriche. Guerre de Trente ans. — C'était au milieu des conspirations sans cesse renaissantes que Richelieu avait dû mettre à exécution les desseins de Henri IV, et réprimer l'ambition redoutable de la maison d'Autriche.

Cette maison, qui régnait à Vienne, à Milan, à Madrid, et était maîtresse de la Flandre, de l'Artois, de la Franche-Comté, du Roussillon, nous entourait de toutes parts en nous menaçant. Pendant quatorze années d'une minorité malheureuse, la France l'avait laissée faire, et il semblait qu'aucune puissance humaine ne pouvait alors lui dire : « Tu n'iras pas plus loin ! » Nos alliés, la Hollande, les petits princes d'Allemagne et d'Italie, autrefois forts de notre appui, étaient abandonnés à ses entreprises. Que serait devenue la France, dans son isolement, en face de l'Autriche dominatrice de l'Europe ?

Mais Richelieu veillait. Cet homme, qui vivait dans une sorte de solitude avec ses confidents, qui donnait à un travail opiniâtre toutes les heures que lui laissait la souffrance, avait renoué des négociations avec nos anciens alliés. Il les encourageait à résister aux prétentions de l'Autriche, leur fournissait des officiers et leur faisait espérer dans un avenir prochain un secours plus efficace.

Quand il eut pris La Rochelle et qu'il fut plus libre de s'occuper des affaires du dehors, il fit entendre un langage énergique, serra plus fortement ses alliances, en

gagna de nouvelles en proposant aux princes incertains *bonne paix ou forte guerre*, et suscita à l'Autriche de nombreux ennemis : le roi de Danemark d'abord (1625), puis le roi de Suède, le grand Gustave-Adolphe, dont un officier français, le brave Gassion, fut l'*épée de chevet* (1) (1630). Enfin, quand il crut l'heure propice (1635), il engagea la France ouvertement dans cette guerre, qu'on appelle **Guerre de Trente ans**. Commencée en 1618, elle ne devait finir qu'en 1648.

Invasion des ennemis en France. — En 1635, les armées françaises prennent position aux Pays-Bas, sur le Rhin, en Espagne ; mais les chances de la guerre semblent d'abord tourner contre nous. Une armée espagnole entre en France et pénètre jusqu'à **Corbie** (en Picardie sur la Somme) (1636). Des nuées de Hongrois et de Croates se répandent à travers les campagnes et s'avancent jusqu'à l'Oise. La terreur s'étend au loin. Paris, en ce moment fort mal clos par suite de l'agrandissement de son enceinte vers le nord-ouest, croit déjà voir le terrible Jean de Wert, général de l'armée ennemie, apparaître sur les hauteurs de Montmartre. Les carrosses et les chevaux des gens qui s'enfuient, couvrent les routes de Chartres et d'Orléans. Des cris de malédiction se font entendre contre le cardinal : « Étaient-ce donc là les victoires promises ? — C'est pour bâtir son palais Cardinal et sa rue Richelieu qu'il a mis Paris hors de défense ! Pourquoi provoquait-il la guerre sans avoir les moyens de la soutenir ? Nous portons la peine de son ingratitude envers sa bienfaitrice ! »

Grandeur d'âme de Richelieu. — C'est au milieu des périls que se reconnaissent les grands caractères. Richelieu monte en carrosse, se fait conduire, malgré les supplications de ses amis, à l'Hôtel de ville, au pas, sans suite, sans gardes, au milieu de la foule ameutée. Aus-

(1) On appelait épée de chevet celle que l'on gardait toujours près de soi pour se défendre en cas de surprise. C'était Gustave-Adolphe qui avait lui-même donné ce nom à Gassion.

sitôt les clameurs cessent, le peuple s'apaise devant cette pâle et ardente figure qui le regarde avec une magnanime confiance. Richelieu poursuit sa marche, porte en personne au bureau de la ville l'ordre d'assembler les corps de métiers pour leur demander assistance, au nom du roi. Même appel est fait au parlement et à tous les autres corps et communautés civiles et religieuses. Tous les gentilshommes et soldats sans emploi doivent se trouver en armes sous six jours à Saint-Denis.

La France a toujours su répondre à celui qui lui fait un généreux appel. La confiance et le dévouement succédèrent à la panique et à la haine. Le lendemain, ce fut par la ville une procession de corporations accourant au Louvre et offrant leurs biens et leurs vies. Le roi embrassa tous les chefs de corps, sans en excepter les jurés des savetiers, qui, dans leur joie d'un tel honneur, donnèrent 5,000 livres, presque autant que le corps des notaires. Les hommes affluèrent comme l'argent : les populations des campagnes vinrent travailler aux fortifications de Paris et de Saint-Denis; le cardinal et le roi allèrent tenir la campagne entre Amiens et Corbie.

La France reprend partout l'avantage. — Ces mesures hardies sauvèrent la France, qui, pendant le reste de la guerre, ne connut plus de pareils dangers. Reprenant partout l'offensive, Richelieu put vivre assez pour voir, avant de mourir, sa grande entreprise en plein succès. L'Artois et le Roussillon étaient entre ses mains; l'influence française régnait en Italie; la Suède, notre alliée, était victorieuse, et l'Espagne, occupée chez elle par la révolte de la Catalogne et le soulèvement du Portugal, avait peine à se défendre.

On raconte que visitant, au lit de mort, son confident et son ami, le père Joseph, un capucin, qu'on nommait l'*Éminence grise*, il essayait de le ranimer en lui disant : « Père Joseph, Brisach (1) est à nous ! » Il eut, lui aussi,

(1) Brisach, place forte d'Alsace, au sud-est de Colmar, dont la prise assurait la possession de la province.

lorsqu'il succomba aux fatigues d'un travail opiniâtre, cette consolation patriotique : l'Autriche était partout vaincue, et les plus grands hommes de guerre du siècle, Turenne, Condé, allaient lui porter les derniers coups. Il était l'arbitre de l'Europe, et le roi, qui ne l'avait soutenu qu'à regret contre ses ennemis du dedans, savait enfin quel grand ministre il allait perdre.

Mort de Richelieu et de Louis XIII (1642-1643).

— Le 2 décembre 1642, Richelieu mourant reçut la dernière visite de Louis XIII. Il lui dit qu'il quittait la vie avec la satisfaction de laisser son État en haut point et tous ses ennemis abattus, et lui recommanda le cardinal Mazarin comme celui qui pouvait le mieux tenir sa place. Puis, le roi s'étant retiré, il demanda aux médecins combien de temps il pouvait vivre encore; ceux-ci répondirent que Dieu ferait un dernier coup de sa main pour le conserver à la France. Un seul lui dit courageusement : « Monseigneur, dans vingt-quatre heures vous serez mort ou guéri. — C'est parler, cela ! dit Richelieu ; je vous entends. » Il fit appeler le curé de Saint-Eustache, sa paroisse. « Voilà mon juge, dit-il, quand on lui présenta l'hostie, mon juge qui prononcera bientôt ma sentence : je le prie de me condamner si, dans mon ministère, je me suis proposé autre chose que le bien de la religion et de l'État. »

A quelques mois de là, Louis XIII, qui avait tenu les promesses faites au ministre mourant, et appelé Mazarin au conseil pour suivre tous les projets arrêtés avec Richelieu, mourait à son tour (mai 1643) et laissait le pouvoir à la reine, Anne d'Autriche, celle qui avait trempé dans toutes les conspirations contre Richelieu, et que Richelieu avait tant de fois humiliée.

Mais, dès qu'elle fut régente, Anne d'Autriche se montra véritablement reine et mère. Elle comprit que le grand cardinal avait bien servi la royauté au dehors et au dedans, et elle rendit solennellement justice à ce bon serviteur. Un jour qu'elle passait devant le beau

portrait du cardinal que nous avons encore au musée du Louvre, elle s'écria après un long silence : « Si cet homme vivait, il serait plus puissant que jamais. »

Anne d'Autriche et Mazarin (1643-1661). — Anne d'Autriche, déclarée reine régente avec un pouvoir absolu par arrêt du parlement (Louis XIV n'avait que cinq ans), étonna tout le monde en prenant pour ministre l'ami et le disciple de Richelieu, le cardinal Mazarin. Cet Italien était passé depuis plusieurs années au service de la France et y avait montré les qualités d'un habile politique : elles lui avaient valu la confiance de Richelieu ; elles lui méritèrent celle de la reine, qui le soutint contre toutes les attaques de ses ennemis.

Continuation de la guerre contre l'Autriche. Condé vainqueur à Rocroy. — Mazarin était digne d'achever au dehors la tâche difficile du grand homme qui avait été son maître. Il continua la guerre et la fit avec succès, grâce aux généraux incomparables qui commandaient nos armées, Condé et Turenne.

Condé n'avait que vingt-deux ans ; comme coup d'essai il remporta sur les Espagnols, quatre jours après l'avènement de Louis XIV (19 mai 1643), la victoire de **Rocroy**, qui fut comme l'étréenne du nouveau règne (Rocroy, près de la Meuse, au nord de Mézières). Il montra au milieu de l'action la présence d'esprit d'un capitaine expérimenté. Sans s'alarmer de la retraite de son aile gauche, il rétablit le combat avec son aile droite victorieuse, et réunissant toutes ses forces, il enveloppa la vieille infanterie espagnole qui formait la réserve, en sa qualité de troupe d'élite, et qui, précieusement ménagée, n'avait point encore donné. Jusqu'alors, elle n'avait point de rivale, et l'Espagne lui devait de nombreuses victoires. Ses gros bataillons demeuraient inébranlables au milieu de tout le reste en déroute, et faisaient un feu meurtrier. Après les avoir enveloppés, Condé les assaillit de toutes parts avec sa cavalerie victorieuse, avec tout ce qu'il put assembler d'infanterie, et acheva de les abattre avec son

artillerie. Le soir de cette sanglante et décisive journée, le jeune prince, fléchissant le genou, remerciait Dieu de sa victoire sur le champ de bataille où gisait parmi les morts le général ennemi, le brave comte de Fontaines.

Ce n'était pas assez d'avoir vaincu une fois ; il fallait achever les restes de cette redoutable infanterie d'Espagne, pour que l'infanterie française, qui devait unir à la solidité des meilleures troupes l'agilité et l'élan, devînt la première du monde.

Batailles de Fribourg, de Nordlingen, de Lens et des Dunes. — L'année suivante (1644), aux combats de **Fribourg** (en Allemagne, entre le Rhin et la forêt Noire), il emporta avec cette furie française à laquelle tout céda, les retranchements formidables de l'armée espagnole ; à **Nordlingue** (1) (1645), il répéta l'heureuse manœuvre de Rocroy ; tout blessé qu'il était, harassé de fatigue, il regagna la bataille perdue avec une seule aile victorieuse ; le général espagnol Mercy périt dans la mêlée ; quant à Condé, il avait eu deux chevaux tués sous lui, deux autres blessés, vingt coups dans ses armes et dans ses habits. La victoire de **Lens**, en Artois (1648), porta à leur comble les succès de la France. La coalition de nos ennemis fut réduite à traiter. Une seule puissance, l'Espagne, voulut continuer la guerre ; mais un digne émule de Condé, **Turenne**, acheva de la vaincre à la bataille des **Dunes** (2), près de Dunkerque, sur la mer du Nord (1658).

C'est ainsi que bien servi par d'incomparables généraux, mêlant aux armes les plus actives et les plus habiles négociations, Mazarin termina enfin cette guerre d'où la France sortit agrandie, et la maison d'Autriche, sa redoutable ennemie, diminuée.

Traités de Westphalie et des Pyrénées. — Les

(1) Nordlingue ou Nordlingen, en Allemagne, près de Wernitz, affluent du Danube. Voir la carte rose, au milieu du volume, qui contient, outre la France, la partie occidentale de l'Allemagne.

(2) Cette bataille a emprunté son nom aux dunes ou monticules de sable des côtes de Flandre, non loin de Dunkerque.

glorieux traités de **Westphalie** (1648) et des **Pyrénées** (1659) consommèrent l'heureux succès de cette grande lutte commencée par François I^{er} et Henri II, poursuivie par Henri IV et par Richelieu. Des conquêtes précieuses, les évêchés de Lorraine, Toul et Metz (sur la Moselle) et Verdun (sur la Meuse), l'Alsace (sauf Strasbourg), et le Roussillon, nous furent définitivement acquises. Ces grandes choses achevées, l'Italien Mazarin pouvait dire que *si son langage n'était pas français, son cœur l'était.*

Guerre de la Fronde. — Mais les guerres, même glorieuses, coûtent cher, et Mazarin, comme Richelieu, avait demandé à la France beaucoup d'argent pour lever et entretenir les armées. Il avait dû, contraint par la nécessité, recourir à tous les moyens et laisser faire de gros gains à ceux qui fournissaient, dans des temps si difficiles, des ressources à l'État. On l'accusa de mal administrer les finances et de s'enrichir lui-même aux dépens du royaume. Le peuple fit entendre des plaintes à l'occasion de nouveaux impôts, le parlement présenta des remontrances (1) ; les nobles, mécontents, s'agitèrent et alors commença cette guerre contre le ministre qu'on appela par raillerie, du nom d'un jeu d'enfants, la *Fronde* ; guerre misérable où le peuple s'engagea, sans voir qu'il était le jouet de magistrats rebelles et de seigneurs brouillons ; où de grands noms, celui de **Condé**, par exemple, se ternirent par une ambition inconsidérée et par l'alliance avec l'étranger (1648-1653). Heureusement l'émule de Condé, **Turenne**, qui, lui aussi, avait d'abord pris parti contre Mazarin, rentra dans le devoir, battit l'armée du prince rebelle à **Jargeau** (1642) (2), à **Bléneau** (1652) (3), au **faubourg Saint-**

(1) Les édits royaux ne devenaient exécutoires qu'après l'inscription sur les registres du parlement (d'où *enregistrement*). Avant d'enregistrer, le parlement adressait quelquefois au roi des représentations ; c'est ce qu'il appelait son *droit de remontrances*.

(2) Jargeau, dans l'Orléanais, sur la Loire.

(3) Bléneau, en Bourgogne, sur le Loing, affluent de la Seine.

Antoine (1), et ramena le jeune roi dans Paris (oct. 1652).

Les excès commis au nom de la liberté dégoûtèrent la France d'une liberté sans règle où se perdaient l'ordre public, la force du gouvernement et de la nation. Elle était prête à se soumettre à l'autorité de Louis XIV.

Quand Paris apaisé ouvrit ses portes à la reine mère et au roi, une gravité sévère apparut sur le visage du jeune prince. Louis avait vu sa mère, irritée, pleurer de colère devant les magistrats du parlement, qui assassinaient, disait-elle, l'autorité royale ; il avait dû, pour fuir avec elle le peuple soulevé, chercher un asile à Saint-Germain, où sa suite avait couché sur la paille, et depuis il avait erré à travers les provinces ruinées par les rebelles unis aux Espagnols.

Ces atteintes à son autorité lui avaient inspiré un ressentiment dont on vit bientôt les marques. Il chassait un jour aux environs de Vincennes, quand on vint l'avertir que le parlement s'était assemblé pour délibérer sur des édits de finances ; c'est ainsi qu'avaient commencé les troubles de la Fronde. Il accourt aussitôt en habit de chasse et en grosses bottes, accompagné de sa suite dans le même équipage, et d'une voix vibrante : « Messieurs, dit-il, chacun sait les malheurs qu'ont produits les assemblées du parlement. Je veux les prévenir désormais. J'ordonne donc qu'on cesse celles qui sont commencées sur les édits que j'ai fait enregistrer. Monsieur le président, je vous défends de souffrir ces assemblées, et à pas un de vous de les demander. » Le parlement se tut, et il dut attendre la fin d'un règne, qui dura soixantedouze ans, pour oser se mêler des affaires de l'État.

Le parlement, il ne faut point l'oublier, n'était pas une assemblée formée de députés élus par la nation, comme l'assemblée des États généraux. C'était un corps composé de magistrats tels que sont aujourd'hui les juges des

(1) Le faubourg Saint-Antoine est situé au sud-est de Paris et conduit à Vincennes. Bien que Turenne eût battu les troupes de Condé, il se vit arrêté par le canon de la Bastille que Mademoiselle, fille de Gaston, fit tirer contre l'armée royale. La cour dut attendre encore deux mois avant de rentrer à Paris.

tribunaux civils et des cours d'appel, dont la fonction naturelle était de rendre la justice aux particuliers, non d'intervenir entre la nation et le roi. C'est ce qui nous explique la conduite de Louis XIV à son égard.

Ce jeune prince, qui avait l'étoffe de quatre rois, comme disait Mazarin, et qui savait ainsi faire acte d'autorité, ne se hâta point de saisir le pouvoir; il attendit huit ans encore qu'il échappât aux mains défaillantes du cardinal et, pendant ce temps, il se forma à ses leçons, apprit de lui « qu'il devait réprimer ses passions pour agir toujours en roi, et garder sur les affaires le secret impénétrable qui les fait réussir ».

La misère au temps de la Fronde. — La France avait grand besoin d'un roi qui lui rendit l'ordre et la paix, car elle avait bien souffert pendant ces vingt-cinq années de guerres étrangères et de dissensions intestines. Elle avait vaincu la maison d'Autriche, mais elle avait payé sa victoire de son sang et de sa prospérité.

Les provinces du nord et de l'est, la Picardie, la Champagne, la Bourgogne, étaient autant de déserts. Le mal ne venait pas seulement de l'ennemi, mais aussi de nos propres soldats, qui, ne recevant pas de solde, vivaient aux dépens du pays. « Quand l'enseigne (le drapeau) chevauche devant, disaient-ils, elle ne doit rien payer sur les champs. » Parfois les paysans eux-mêmes, ruinés par la guerre, formaient aussi des bandes et vivaient du pillage. En Normandie c'étaient les *va-nu-pieds*, en Guyenne les *croquants*; d'autres désolaient le Dauphiné et le Bourbonnais. La peste, qui souvent suit de près la guerre, avait pendant six ans promené çà et là ses ravages.

Ce fut pis encore au temps de la Fronde. Il n'y avait plus de postes, plus de cloches, plus de foires, toutes les relations de la vie régulière avaient cessé. « On n'entend, dit une relation, que les cris des pauvres habitants; on ne voit que villes brûlées, chemins couverts de morts; c'est un pays de désolation et de tristesse. » -

Saint Vincent de Paul. — Dans ce temps de misère

générale, tandis que la royauté se montrait impuissante à soulager la détresse du peuple, un humble prêtre, **Vincent de Paul**, avait été la providence visible des malheureux.

Vincent était né dans une famille de pauvres paysans, près de Dax (en Guyenne, sur l'Adour). Tout enfant il gardait le troupeau de son père et déjà il montrait sa compassion pour les pauvres; un jour il donna à un malheureux vieillard trente sous, tout ce qu'il possédait. Un peu plus tard, il fut remis entre les mains des moines franciscains qui l'instruisirent. Il était déjà prêtre, quand, revenant par mer de Marseille à Narbonne, il fut pris par des corsaires barbaresques, conduit à Tunis et vendu comme esclave. Il convertit la femme du maître qu'il servait, et cette femme fut si touchée de ses exhortations, qu'elle convertit elle-même son mari. Elle le détermina ensuite à quitter Tunis avec Vincent, qui revint ainsi la France.

Institution des filles de la Charité. — Après s'être consacré plusieurs années au soulagement des forçats qu'il exhortait à subir leur peine avec résignation, il fonda l'ordre des **Filles de la Charité**. « Mes filles, disait-il, n'ont pour monastères que les maisons des malades, pour grilles que la crainte de Dieu, pour voile que leur modestie. » Et il les envoyait partout où les besoins des pauvres les appelaient.

C'est avec leur aide qu'il entreprit de soulager toutes les misères. De pauvres petits enfants étaient abandonnés par les rues, il les recueillit; il fit appel en leur nom à la générosité des dames et reçut d'abondantes aumônes; mais le nombre des enfants augmenta, les ressources se trouvèrent insuffisantes, la bonne œuvre fut menacée de périr : Vincent la sauva par un dernier effort.

Un jour, où il n'avait plus de pain à donner aux orphelins, il convoque les dames dont il avait déjà invoqué le secours; il leur montre des enfants qu'amènent les Filles de la Charité : « Vous êtes leurs mères au nom de Dieu,

leur dit-il, depuis que leurs mères selon la nature les ont délaissés. Voyez si maintenant vous voulez aussi les abandonner. Leur vie et leur mort sont entre vos mains. Ne voulez-vous plus avoir pitié d'eux? » Les dames ne résistèrent pas à cette touchante prière; elles donnèrent généreusement, et l'**hospice des Enfants trouvés** fut fondé pour toujours.

Vincent de Paul, père de la patrie. — C'était la misère qui forçait souvent les parents à abandonner les enfants. Cette misère devint affreuse pendant une famine qui désola Paris et les provinces. « Les pauvres gens qui souffrent, qui ne savent où aller ni que faire, disait Vincent de Paul, c'est là mon poids et ma douleur. » Cependant il ne se laisse pas décourager par la difficulté de la tâche. Il supplie les riches de donner, et fait répandre par les Filles de la Charité les aumônes qu'il reçoit; il nourrit Paris. Mais les provinces réclament aussi ses secours : la Champagne et la Picardie sont réduites à la dernière détresse. Il leur envoie ses religieuses; il part lui-même et distribue de ses mains le pain qu'il apporte. A son retour, il fait de nouveaux appels à la charité, et il envoie aux provinces jusqu'à 1,500 livres par mois. Il est vraiment le grand aumônier de la France, et, comme le lui écrit le maire de Saint-Quentin, *le père de la patrie*.

Mais voilà que la guerre civile vient ajouter ses horreurs aux souffrances de la misère. Les prêtres ou **Missionnaires de Saint-Lazare**, ces autres enfants de Vincent de Paul, les Filles de la Charité, succombent en ensevelissant des cadavres putréfiés : « Nous sommes épuisés d'ouvriers à cette heure, » s'écrie Vincent; mais, sans perdre courage, il recrute ses missionnaires et ses filles. A l'âge de quatre-vingt-trois ans, dans le dur hiver de 1660, où les vignes et les seigles furent gelés, il donne encore à tous l'exemple de la charité. « Il n'est pas temps, dit-il, de s'arrêter dans le chemin de la miséricorde; il faut quelques nouveaux efforts pour cet hiver! » Ce fut

son dernier appel, il mourut à quelque temps de là, laissant au monde l'exemple de son incomparable bonté et le bienfait de ses institutions secourables.

Son nom veut dire charité ; ses filles, comme il les appelait, portent encore au milieu de nous le double titre de sœurs de Charité ou de sœurs de Saint-Vincent de Paul. Aujourd'hui comme il y a deux cents ans, elles recueillent les orphelins, elles pansent les blessés et elles font bénir par les malheureux la mémoire de leur fondateur.

Lecture.

Voir dans la *Lecture* intitulée : *Comment ont parlé les rois de France*, les discours de Henri IV.

QUESTIONNAIRE.

- Quel fut le grand ministre de Henri IV ? Comment Sully administra-t-il les finances ? Quel fut le résultat de son administration ? Rappeler ce que Sully et Olivier de Serres firent pour l'agriculture ? Quels soins donnèrent Henri IV et Sully aux voies de communication ? Quel canal fut commencé ? Comment Henri IV releva-t-il l'industrie et particulièrement celle de la soie ?
- Quel était le crime de Biron ? Quel fut son châtimement ? Quelles furent les stipulations du traité de Lyon ?
- Quel était le grand dessein de Henri IV ? Quels étaient les capitaines de son armée et quels étaient ses alliés ? Raconter la mort de Henri IV.
- Quel fut le successeur de Henri IV ? Quel âge avait-il ? A qui fut remis le gouvernement ? Quelles étaient les dispositions des protestants et des grands ? Comment Luynes succéda-t-il à Concini ?
- Quels avaient été les commencements de Richelieu ? En quelle date devint-il premier ministre ? Quelle était la situation du royaume ? Comment réduisit-il les protestants ?
- Quelles furent les conspirations et les rébellions des grands contre son autorité ? Citer les noms et indiquer les dates ? Comment furent-elles réprimées ?
- Quels furent, dans la guerre de Trente ans, les princes qu'il arma contre l'Autriche ? En quelle date lui déclara-t-il la guerre ? Quels furent les événements de l'année 1636 ? Quels furent les résultats de la guerre ? Raconter la mort de Richelieu ?
- Quel fut le successeur de Louis XIII ? Quelle fut la reine régente ? Quelles victoires remporta Condé ? Où Turenne vainquit-il les Espagnols ? Quels traités terminèrent cette longue guerre ? Quelles provinces nous donnèrent les traités de Westphalie et des Pyrénées ?
- Qu'est-ce que la Fronde ? Quels furent les rôles de Condé et de Turenne ? Raconter l'histoire de saint Vincent de Paul. Quelles sont les institutions qui lui ont survécu ?

Devoirs écrits.

Histoire de l'administration de Henri IV. Quel était l'état de la France à la mort de Henri IV? Quels sont les principaux actes du ministère du cardinal de Richelieu?

Tracés.

Marquer sur une carte de France les noms cités dans l'histoire du règne de Henri IV, de 1598 à 1610, et pendant le règne de Louis XIII.

CHAPITRE XIII**PROGRAMME**

(De 1661 à 1789) **Louis XIV et ses successeurs.** — Gouvernement personnel de Louis XIV. Les quatre guerres de son règne : guerre de Dévolution, guerre de Hollande, guerre d'Allemagne, guerre de la succession d'Espagne. — Traité de Nimègue (1678). Apogée de la grandeur de Louis XIV. — Colbert et Louvois. — Les grands hommes du xvii^e siècle.

SOMMAIRE.**Louis XIV ; Colbert et Louvois.**

Louis XIV se saisit du pouvoir à la mort du cardinal Mazarin, et gouverne sans premier ministre (1661).

Colbert, fils d'un marchand de draps de Reims, intendant de Mazarin, légué par lui à Louis XIV, rétablit les finances de l'État sans charger le peuple.

Il protège l'industrie par le développement des manufactures modèles, — le commerce par la rédaction de l'ordonnance ou code de commerce, par les instructions données aux intendants, par l'amélioration des voies de communication (le canal du Midi unit l'Océan à la Méditerranée, 1682).

Louvois, qui est, dans le conseil du roi, l'homme de la guerre, discipline et organise l'armée ; il crée l'administration militaire qui règle les services des arsenaux, des fabriques d'armes, des magasins de vivres, des ambulances, des hôpitaux.

Guerre des Pays-Bas espagnols et de Hollande.

Louis XIV déclare la guerre à l'Espagne, conquiert quelques places de Flandre, cédées au traité d'Aix-la-Chapelle (1668), mais est arrêté par l'alliance de la Hollande avec la Suède et l'Angleterre. Pour se venger, il envahit la Hollande (1672), qui se défend en rompant ses digues et en élevant au pouvoir Guillaume d'Orange.

Première coalition (1673-1778).

Guillaume, qui sera l'opiniâtre adversaire de Louis XIV, soulève l'Europe et forme une première coalition contre la France.

Louis XIV lui oppose Condé, vainqueur à Sénéf (1674); — Turenne qui chasse les impériaux d'Alsace et meurt à Salzbach (1675); — Duquesne, vainqueur des flottes de Hollande et d'Espagne dans la Méditerranée (1676); il impose à l'Europe vaincue la paix de Nimègue (1678).

Apogée du règne.

Louis XIV est à l'apogée de son règne. Malheureusement pour la France, il s'abandonne à son orgueil et aux conseils funestes de Louvois. Il défie l'Europe par des conquêtes en pleine paix et révoque l'édit de Nantes (1685). Il a perdu Colbert en 1683.

Deuxième coalition (1686-1697).

Guillaume concerte une seconde coalition contre Louis XIV et y entraîne l'Angleterre, dont il est devenu le roi par la révolution qui a chassé son beau-père Jacques II (1686-1688).

Louis XIV oppose à l'Europe Tourville, vaincu à la glorieuse bataille de la Hogue (1692); — Luxembourg, vainqueur à Fleurus, à Steinkerque et à Nerwinde (1690-1693); — Vauban qui fortifie nos frontières et prend Namur (1692); Catinat, vainqueur à Staffarde et à la Marsaille (1690-1693).

La paix de Ryswick force Louis XIV à rendre ses conquêtes, sauf Strasbourg, et à reconnaître Guillaume comme roi d'Angleterre.

Troisième coalition (1701-1713).

Louis XIV accepte pour son petit-fils, le duc d'Anjou, la succession d'Espagne (1700) et provoque imprudemment ses ennemis. Guillaume réunit encore une fois l'Europe contre la France avant de mourir (1702).

Louis XIV résiste d'abord aux efforts de la troisième coalition, puis voit ses armées partout battues, et son petit-fils Philippe V chassé de Madrid; il demande en vain la paix à ses ennemis enorgueillis. Il repousse les conditions humiliantes qu'on veut lui imposer et exhorte la France à un dernier effort. Nos soldats se montrent héroïques à Malplaquet (1709); Vendôme est vainqueur à Villa Viciosa en Espagne (1710); et Villars sauve la France à Denain (1712). Le traité d'Utrecht (1713) met fin à la guerre.

Louis XIV, protecteur des arts et des lettres.

Louis XIV fait construire la colonnade du Louvre par Claude Perrault, l'hôtel des Invalides et Versailles par Mansart; il fait dessiner par Le Nôtre les jardins de Versailles et des Tuileries.

Il protège les grands écrivains; il suit les conseils de Boileau qui lui recommande la vieillesse de Corneille et lui apprend à admirer Molière, Racine et La Fontaine. Il confie l'éducation de son fils à Bossuet, et celle de son petit-fils à Fénelon.

Triste fin du grand règne.

Louis XVI, qui a perdu son fils, le grand Dauphin (1711), son petit-fils le duc de Bourgogne, nouveau Dauphin (1712), meurt à soixante-dix-sept ans, laissant la France à un enfant de cinq ans, qui sera Louis XV, et regrettant d'avoir trop aimé la guerre et les bâtiments.

RÉCIT

Louis XIV prend en main le gouvernement du royaume. — Jamais prince ne sembla plus fait pour régner. Il était grand de taille et beau de visage, avec une majesté naturelle qui inspirait le respect. Il excellait dans tous les exercices du corps; nul ne montait à cheval avec plus de grâce et de noblesse.

A ces qualités extérieures, il joignait un esprit juste, qui se montrait dans ses paroles simples et graves, et une remarquable puissance de volonté. Il était laborieux et disait que le travail était le devoir des rois envers Dieu et envers les hommes.

Quand Mazarin fut mort, les ministres lui demandèrent à qui ils devaient s'adresser. « A moi, répondit le jeune roi, je serai désormais mon premier ministre. » Et il commença à gouverner le royaume avec application et avec sagesse. Il eut le mérite, rare entre tous, de savoir choisir les hommes dont il se servit, et d'attirer auprès de son trône tous les grands hommes de son temps.

Colbert. — Celui qui contribua le plus à la prospérité du royaume fut le ministre Colbert. Il était fils d'un marchand de draps de Reims, à l'enseigne du *Long vêtu*. Il s'était d'abord appliqué au commerce, puis il avait été clerc chez un procureur, un avoué, comme nous dirions aujourd'hui; enfin il était entré au service de Mazarin et avait administré avec intelligence et intégrité l'immense fortune du cardinal. Peu de temps avant de mourir, Mazarin avait désigné son intendant à la bienveillance du roi : « Sire, avait-il dit, je vous dois tout, mais je crois m'acquitter en vous donnant Colbert. »

Colbert rétablit les finances. — Colbert, qui semblait sévère et même dur au premier abord, avait une âme généreuse et dévouée au bien public. Il se mit au travail avec ardeur et s'appliqua à rendre la France riche et heureuse.

Il fit en sorte que les impôts ne fussent pas trop

lourds à ceux qui les payaient, et que rien de ce qui était perçu par les agents ne se perdit en chemin, des mains du contribuable jusqu'à la caisse du Trésor.

Pour que les impôts fussent payés facilement, il fallait que tout le monde travaillât avec profit : quand l'agriculteur, le fabricant le marchand, l'armateur ont la bourse pleine, la caisse du Trésor public, où est versé l'impôt, ne reste pas vide. Colbert s'efforça donc de venir en aide au travail de chacun par de sages règlements et par des encouragements de toute nature.

Il protège l'industrie. — Il aida au développement de l'industrie nationale en excitant nos fabricants à imiter les procédés de l'industrie étrangère. C'est ainsi qu'il déroba aux Anglais le secret de la trempe de l'acier et le métier à bas ; aux Suédois la fabrication du goudron ; il attira des Allemands qui furent nos premiers ferblantiers. Grâce à ses soins, l'industrie française prospéra. Les fabriques de draps de Sedan (en Champagne, sur la Meuse), d'Abbeville (en Picardie, sur la Somme), de Louviers (en Normandie, sur l'Eure), furent encouragées, comme celles de toiles en Picardie, de papier d'Angoulême (en Angoumois, sur la Charente), d'horlogerie de Châtellerault (en Poitou, sur la Vienne). Les métiers de Lyon travaillèrent pour l'Europe entière. Les manufactures royales de tapisseries des **Gobelins** (à Paris, sur la Bièvre), de glaces à **Saint-Gobain** (en Champagne, près de l'Oise), furent portées au plus haut point de prospérité, et le secours de l'État leur permit d'atteindre dans leurs produits ce degré de perfection qui touche à l'art, et de servir de modèle à l'industrie privée.

Il favorise le commerce. — La prospérité de l'industrie est unie à celle du commerce, que Colbert favorisa avec la plus vive sollicitude. Il disait à son fils Seignelay : « Il faut que vous sentiez tous les désordres qui arriveront dans le commerce et toutes les pertes que feront les marchands aussi vivement que si elles vous étaient personnelles. » C'est avec ce zèle patriotique que

Colbert rédigea l'ordonnance de 1673, qui fut notre premier Code de commerce, et prit de sages mesures pour supprimer en partie les douanes intérieures et rendre les échanges plus faciles par l'amélioration des voies de communication. Les routes furent réparées, bordées d'arbres et de fossés; le canal du Languedoc, qui unit la Méditerranée à l'océan Atlantique, fut exécuté par Paul Riquet (1664-1682).

Nos vaisseaux marchands portèrent au loin les produits de notre industrie, et se virent protégés par nos consuls et nos ambassadeurs. Nos armateurs, confiants désormais dans la protection de l'État, établirent des relations avec les Indes Orientales (Asie) et Occidentales (Amérique), ainsi qu'avec le Levant (partie orientale de la Méditerranée) et les côtes d'Afrique.

Il crée la marine royale. — Les nombreux matelots de la marine marchande permirent de recruter les équipages de la marine de guerre. Par l'**inscription maritime**, Colbert les fit servir tour à tour sur les vaisseaux du roi; mais pour prix de cette dépendance, leur assura de précieux avantages et une pension de retraite. En même temps il créait une école pour former les officiers et les constructeurs de vaisseaux. Il mit tant d'application à l'accroissement de la flotte, qu'en dix ans elle passa du chiffre de trente vaisseaux à celui de cent quatre-vingt-seize. Grâce à lui la France pourra bientôt disputer aux puissances maritimes l'empire de la mer.

Louvois. — Colbert était, dans le conseil du roi, l'homme de la paix; un autre grand ministre, Louvois, était l'homme de la guerre. Tandis que Colbert rendait la France prospère, Louvois la rendait redoutable aux autres nations.

Il discipline l'armée. — Sachant qu'il n'y a point d'armée forte sans discipline, Louvois commença par soumettre à l'obéissance tous les officiers; il exigea d'eux beaucoup d'assiduité et d'exactitude dans le service, et eut soin de n'accorder d'avancement qu'au mé-

rite et à l'ancienneté. Les colonels faisaient porter à leurs régiments un uniforme de leur choix : l'uniforme royal remplaça peu à peu les uniformes particuliers. Des inspecteurs envoyés par le ministre firent partout respecter les ordonnances. L'armée devint ainsi l'armée du roi, c'est-à-dire du pays, et non plus de tel ou tel chef.

Louvois rend l'armée plus forte par une meilleure organisation. — En même temps qu'il disciplinait l'armée, il la rendait plus forte par une meilleure organisation.

Il augmenta l'**infanterie** qui commençait à jouer le principal rôle dans les batailles ; il la pourvut du fusil à pierre qui remplaça le mousquet et la mèche ; il adapta au fusil la baïonnette qu'on enfonça d'abord dans le canon, et qui, perfectionnée un peu plus tard, fut attachée à l'extrémité du canon sans empêcher le tir.

Dans l'organisation de la **cavalerie** il donna une grande importance aux dragons qui combattaient à la fois à pied et à cheval. Il fit des troupes de la **maison du roi**, troupes d'élite, une cavalerie de réserve, qui, employée à propos, décida plus d'une fois la victoire. Les étrangers ne parlaient qu'avec terreur « de cet invincible fantôme chamarré d'or et d'argent ». Troupe héroïque qui savait enlever par surprise une place de premier ordre comme Valenciennes, charger l'épée à la main comme à Steinkerque, ou, comme à Nerwinde, rester impassible pendant de longues heures sous le canon ennemi ; c'est alors que notre adversaire, Guillaume, roi d'Angleterre, poussera ce cri d'admiration et de haine : « Oh ! l'insolente nation ! »

Louvois sut prendre le même soin de l'**artillerie** qu'il rendit formidable, et des troupes du **génie** dont il confia l'organisation à l'illustre Vauban (Voir plus loin au nom de Vauban).

Louvois crée l'administration militaire. — Le ministre mit la dernière main à son œuvre en pourvoyant l'armée de tout ce qui lui était nécessaire. Il

améliora le service des vivres, afin que le soldat ne fût pas obligé de piller pour se nourrir ; il créa celui des fourrages secs, qui permit de faire la guerre même en hiver, tandis que les armées ennemies étaient obligées d'attendre que l'herbe eût assez poussé pour nourrir les chevaux. Il institua les ambulances pour recueillir les blessés sur les champs de bataille, construisit des hôpitaux pour les soigner, et ouvrit aux soldats infirmes un asile honorable à l'**Hôtel des Invalides** (1670). Il pensa à tout et régla tout avec beaucoup de prévoyance et d'application.

Guerres. Louis XIV cède aux conseils de Louvois. — Les deux grands ministres de Louis XIV, Colbert et Louvois, se haïssaient, et, dans leur ardente rivalité, se disputaient la faveur du roi.

L'un, ne voulant que le bien de l'État, montrait à Louis XIV les avantages de la paix qui enrichissait les fabricants et les marchands, et réservait à la charrue les bras des laboureurs. L'autre, désireux avant tout de se rendre nécessaire, vantait au roi la gloire des armes et l'excitait à se servir de l'armée redoutable qu'il lui avait préparée.

Pour le malheur de la France, Louis XIV, après avoir goûté les conseils de Colbert, se laissa entraîner par ceux de Louvois dans de longues guerres où la nation acquit de la gloire, mais au prix de sa prospérité.

L'histoire de ces guerres nous présente d'abord deux guerres particulières : celle des Pays-Bas espagnols et de Hollande, puis trois guerres générales dans lesquelles toute l'Europe se ligua contre l'ambition de Louis XIV, ainsi qu'elle le fera plus tard contre l'ambition de Napoléon.

Guerre des Pays-Bas espagnols (1667-1668) (1).

(1) Cette guerre est désignée dans le programme sous le nom de **guerre de Dévolution**, qui lui est souvent donné parce que Louis XIV, avant d'envahir les Pays-Bas espagnols, les réclama comme la propriété de sa femme, la reine Marie-Thérèse, en vertu du droit de dévolution. Ce droit, en usage aux Pays-Bas, attribuait l'héritage paternel aux enfants du premier lit, à l'exclusion de ceux du second. Or, Marie-Thérèse était fille d'un premier mariage du roi d'Espagne, Philippe IV, et Charles II, successeur de Philippe, était issu du second mariage. Mais ce droit, il faut le dire, n'était en vigueur que pour les particuliers et n'avait jamais été invoqué, entre princes, pour la transmission des États,

— La première de ces guerres particulières est celle qu'entreprit Louis XIV en 1667 pour conquérir les Pays-Bas espagnols (bassins de l'Escaut et de la Sambre), et la Franche-Comté, province espagnole appuyée au Jura et traversée par la Saône, ainsi que par deux affluents de la Saône, le Doubs et l'Ain (Voir la carte, p. 217).

Turenne et Condé se signalèrent dans cette guerre. Les Espagnols ne purent résister aux armées françaises ; mais l'Angleterre, la Hollande et la Suède, inquiètes des progrès de Louis XIV, s'unirent pour lui résister, et le roi se contenta au traité d'**Aix-la-Chapelle** (entre Liège sur la Meuse et Cologne sur le Rhin) d'un certain nombre de villes dont les principales étaient Courtray (sur la Lys, affl. de l'Escaut), Douai (sur la Scarpe, affl. de l'Escaut), et Charleroy (sur la Sambre, affl. de la Meuse) (1668).

Guerre de Hollande (1672). — La deuxième guerre particulière est celle que fit Louis XIV à la République de Hollande pour la punir de s'être opposée à ses conquêtes dans les Pays-Bas espagnols. La Hollande est située sur les côtes de la mer du Nord, dans les plaines marécageuses du cours inférieur du Rhin, si basses qu'elles ont besoin d'être protégées contre la mer par des digues et des levées. Les Hollandais, navigateurs et marchands, avaient une flotte considérable, mais ne pouvaient opposer qu'une petite armée de vingt-cinq mille hommes aux armées de Louis XIV.

Louis XIV, guidé par Turenne et Condé, commanda lui-même l'armée. Il présida au **passage du Rhin** ; Condé franchit le fleuve, près du point où il se partage en plusieurs bras, à la tête de la cavalerie. Turenne s'avança dans l'intérieur du pays et conquît la moitié de la Hollande.

Les Hollandais vaincus firent au roi des propositions de paix qui nous cédaient presque toute la rive gauche du Rhin. Mais Louis XIV les ayant rejetées, sur le funeste conseil de Louvois, ils donnèrent alors au monde un grand exemple de sacrifice patriotique. Ils rompirent les digues qui protégeaient leur pays contre l'irruption de

la mer et contraignirent ainsi les Français à la retraite.

Guillaume d'Orange. — A ce moment même apparaissait un homme, Guillaume d'Orange, qui, après s'être saisi du pouvoir, entreprit de venger son pays des hauteurs de Louis XIV et y travailla avec passion jusqu'à la mort.

Il fut l'artisan infatigable des coalitions de l'Europe contre la France. Il sut faire partager à tous la haine dont il était animé contre nous ; il montra dans la mauvaise fortune tant de constance et d'opiniâtreté qu'il usa nos ressources tout en se faisant battre. Pendant trente ans il tint en échec le puissant roi de France qui n'avait eu d'abord que du mépris pour ce chétif ennemi.

Première coalition (1673-1678). — Guillaume commença par armer les Espagnols et les Allemands ; mais la France, alors dans toute sa force, fut partout victorieuse.

Condé et Turenne. — A **Sénéf** (dans les Pays-Bas, non loin de la Sambre) **Condé** retrouva l'audace et la fougue de sa jeunesse (1674). Il chargea trois fois à la tête de la maison du roi et eut trois chevaux tués sous lui. Le soleil couché, on se battait encore à la lueur de la lune. Les armes tombèrent enfin des mains des deux armées épuisées. « Il n'y avait plus, dit un officier qui assistait à l'action, que M. le Prince qui voulût encore charger. »

De son côté, **Turenne** défendait le Rhin. Turenne est aussi grand que Condé avec d'autres qualités. Il faisait la guerre plus lentement, mais plus sûrement ; il ménageait davantage le sang des soldats, qui l'appelaient leur père. Il ne rejetait jamais les revers sur les autres. « J'ai été battu, » disait-il. La victoire ne lui donnait point d'orgueil : « Nous avons battu les ennemis, » disait-il alors, et quand il reparaissait à Versailles, il semblait embarrassé des applaudissements de la cour et des éloges du roi.

Il se surpassa lui-même dans ses dernières campagnes, au temps de cette première coalition contre Louis XIV.

L'Alsace, que les traités nous avaient donnée, venait d'être envahie par les armées allemandes. Turenne, qui n'avait qu'une petite armée, avait été obligé de battre en

retraite jusqu'à Saverne. Il avait repassé les Vosges, qui séparent comme un long mur l'Alsace et la Lorraine. L'Alsace semblait perdue : les Allemands s'y établissaient et disaient tout haut qu'ils feraient au printemps la conquête de la Lorraine. Tout à coup on apprend que Turenne avait, par dix degrés de froid, suivi le pied des Vosges à travers la neige, était rentré en Alsace par le sud (col de Valdieu) après en être sorti par le nord, avait jeté dans la plus grande épouvante les Allemands qui le croyaient bien loin, et après deux victoires à **Mulhouse** (sur l'Ill, affluent du Rhin) et à **Turkheim**, près Colmar, les avait forcés de repasser le Rhin (déc. 1674-janvier 1675). « Il n'y a plus, en Alsace, écrivait-il au roi, d'Allemand qui ne soit prisonnier. »

Quelle dut être alors la joie de la France !



CARTE D'ALSACE POUR LA CAMPAGNE D'HIVER DE TURENNE 1674-1675.

En reportant ce tracé sur le tableau noir, on pourra indiquer l'itinéraire de Turenne par un trait partant de **Strasbourg** et passant par **Saverne** sur la Zorn, par le **Col de Saverne**, suivant le versant occidental des **Vosges** jusqu'aux **Faucilles**, traversant les **Faucilles** et le **Col de Valdieu** pour atteindre **Mulhouse**, **Turkheim** et enfin **Strasbourg**.

Au printemps de 1675, ce n'est plus en Alsace, c'est en Allemagne, sur la rive droite du Rhin, qu'il tient tête aux Allemands. Après de longues et savantes manœuvres, il les avait forcés à livrer bataille près de **Salzbach** (entre le Rhin et la Forêt-Noire). La victoire semblait si assurée que, malgré sa réserve et sa modestie, il ne put s'empêcher de dire : « Je les tiens ; ils ne m'échapperont pas. » Tout était prêt pour l'attaque lorsqu'un boulet de canon atteignit Turenne au flanc gauche. Le grand homme tomba sur le cou de son cheval sans proférer un seul mot. Il était mort ! mort au matin d'une victoire certaine. Saint-Hilaire, le commandant de l'artillerie, avait eu le bras emporté du même coup. Comme son fils se précipitait sur lui tout en larmes : « Ce n'est pas moi, dit le blessé, c'est ce grand homme qu'il faut pleurer. »

La France entière fut dans la désolation. Depuis le Rhin jusqu'à Paris, le corps de Turenne voyagea lentement entre deux haies de paysans en larmes qui croyaient tout perdu, et disaient que les Allemands allaient revenir, puisque Turenne n'était plus là pour défendre la frontière. Paris tout entier suivit les funérailles du héros. Le roi, touché d'une vive douleur, voulut que le corps de Turenne fût déposé dans la sépulture royale de Saint-Denis (1675).

Il honorait ainsi, au nom de la France, le vainqueur des Allemands, comme autrefois Charles V avait honoré Duguesclin, le vainqueur des Anglais.

Guerre sur mer. — Duquesne (1675-1677). — Turenne mort, ce fut sur mer que se portèrent les coups décisifs qui mirent fin à la guerre. **Duquesne**, un des plus illustres marins qu'ait eus la France, fut trois fois victorieux, dans la Méditerranée, des flottes hollandaise et espagnole, — près des îles **Stromboli**, au nord de Messine, — à **Agosta** sur la côte orientale de Sicile, — à **Palerme** sur la côte septentrionale. Dans deux de ces batailles, le vaisseau *Saint-Esprit*, qu'il montait, força à la retraite le vaisseau amiral ennemi, la *Concorde*, sur lequel flottait le pavillon de **Ruyter**, le plus grand homme de

mer dont s'honore la Hollande ; à la deuxième rencontre, Ruyter avait été mortellement atteint sur son banc de commandement. Ce fut un grand deuil pour les Hollandais. On raconte que Duquesne ayant aperçu à quelques jours de là une frégate ennemie qui faisait force de voiles, la poursuivit et parvint à l'atteindre. Mais quand il sut qu'elle rapportait en Hollande les restes de son illustre adversaire, non seulement il la laissa libre de continuer sa route, mais encore il se rendit à bord de la frégate et visita pieusement la chambre funèbre. Louis XIV, qui savait aussi honorer chez ses ennemis le mérite et le courage, fit saluer, au passage, le bâtiment hollandais par le canon de nos ports.

Traité de Nimègue (1678). — Les Hollandais, atteints au cœur, c'est-à-dire dans leur puissance maritime, inclinèrent à la paix. Eux et leurs alliés traitèrent à **Nimègue** (en Hollande, sur le Rhin, 1678). — La France imposa ses conditions : elle s'accrut du reste de la Flandre et de la Franche-Comté tout entière, deux belles provinces qui reculaient nos frontières et les consolidaient au nord et à l'est.

Apogée du règne de Louis XIV. — Nous sommes arrivés à l'apogée, c'est-à-dire au faite de la gloire et de la prospérité de ce grand règne. Louis fait frapper d'orgueilleuses médailles où il est représenté dictant des lois à l'Europe vaincue. Des monuments s'élèvent de toutes parts pour consacrer le souvenir de ses conquêtes, et une statue lui est érigée sur la place des Victoires. Paris, dans son enthousiasme, lui décerne le titre de Grand.

Versailles s'achève et se peuple d'une cour nombreuse. Dans la foule qui entoure Louis XIV se pressent les ministres Colbert et Louvois, — de grands capitaines, Condé et son élève, le maréchal de Luxembourg ; — Vauban, Catinat, qui rappelle les vertus de Turenne ; le jeune Villars qui sera l'épée de réserve des mauvais jours ; de grands hommes de mer Duquesne et Tourville, et d'illustres écrivains qui ajoutent à toutes les gloires du règne

la gloire plus durable des lettres. Toutes les forces de la France sont réunies entre les mains du roi qui, à ce moment solennel de son règne, nous apparaît entre son bon et son mauvais génie, entre Colbert et Louvois.

Mort de Colbert (1683). — **Le déclin du règne commence.** — Malheureusement pour la France, c'est Louvois qui l'emporte, Colbert voit sa faveur décroître et meurt à quelque temps de là. Louis XIV, privé de son plus sage conseiller, commit alors les grandes fautes de son règne.

Au dehors, il défia l'Europe par des conquêtes en pleine paix. Au dedans, il persécuta les protestants. Il révoqua, c'est-à-dire retira l'édit signé à Nantes par Henri IV, qui leur permettait le libre exercice de leur culte. On lui avait fait croire que les protestants étaient disposés à se convertir. Ce fut une déplorable erreur. La France, qui avait besoin de tous ses enfants, perdit un grand nombre de soldats, de fabricants, d'ouvriers. Ils allèrent porter à l'ennemi leur épée ou leur travail, et les puissances protestantes, qui accueillirent avec empressement les fugitifs, se montrèrent encore plus animées à combattre la France.

Deuxième coalition (1686-1697). — Guillaume d'Orange était tout prêt à profiter des fautes de son adversaire. Il forma une seconde ligue entre la Hollande, l'Espagne, l'Allemagne, et quand il fut devenu roi d'Angleterre, à la place de son beau-père Jacques II, par la révolution de 1688, il donna à la coalition le secours des armées et des flottes anglaises.

Guerre sur mer. — **Tourville (1690-1692).** — Louis XIV dut faire face de tous les côtés. Sur mer, son amiral Tourville, élève de Duquesne, battit plusieurs fois les flottes de Guillaume (1690). C'est lui qui, contraint par un ordre formel de livrer bataille avec quarante-quatre vaisseaux à une flotte de quatre-vingt-dix, résista tout un jour aux efforts de l'ennemi.

Bataille de la Hogue (1692). — Le matin de cette

bataille livrée près de la rade de la Hogue (côte orientale du département de la Manche) il appela à bord du *Soleil-Royal* qu'il montait les commandants des autres vaisseaux, et répondit à leurs observations sur l'infériorité des forces françaises : « Messieurs, le roi nous ordonne de nous faire tuer pour son service. » Puis il engagea l'action et soutint pendant toute la journée une lutte acharnée. Le *Soleil-Royal*, qui était le plus beau vaisseau du monde et qui semblait une forteresse au milieu des flots, tenait à distance, par le feu de ses cent quatre canons, les vaisseaux ennemis dont il était entouré ! mais il était criblé de coups et son pont ruisselait de sang. Nos autres vaisseaux n'avaient pas moins souffert ; ils avaient fait tout ce que commandait l'honneur. Lorsque la nuit fut venue, Tourville ordonna la retraite ; une partie de la flotte échappa à la poursuite de l'ennemi ; mais treize vaisseaux, et parmi eux le *Soleil-Royal*, qui s'étaient échoués, c'est-à-dire qui s'étaient approchés de la côte et avaient touché le fond, furent brûlés par les chaloupes de l'ennemi.

Tourville, bien que vaincu, put reparaitre avec honneur à Versailles, et Louis XIV lui dit à son retour : « Je suis très content de vous et de toute la marine ; nous avons été battus, mais vous avez acquis de la gloire et pour vous et pour la nation. Il nous en coûte quelques vaisseaux, cela sera réparé l'année qui vient, et sûrement nous battons les ennemis. »

Malheureusement les ressources de la France épuisée par de longues guerres ne permirent point de construire de nouveaux vaisseaux. Colbert, d'ailleurs, n'était plus là. Il fallut se borner à faire sur mer la petite guerre, c'est-à-dire la guerre de *course*, où l'on s'attaque aux bâtiments de guerre de l'ennemi quand ils sont isolés, et surtout à ses bâtiments de commerce que l'on capture. Nos intrépides marins **Duguay-Trouin**, **Forbin** et **Jean-Bart** y acquirent encore beaucoup d'honneur.

Guerre sur le continent. Luxembourg et Catinat. — Sur le continent, Louis XIV opposa le maréchal

de Luxembourg aux Hollandais et aux Allemands, — et le maréchal Catinat au duc de Savoie, qui s'était aussi déclaré contre nous.

Luxembourg, qui rappelle Condé, dont il avait les brillantes qualités, portait, dans un corps débile et contrefait, une âme pleine du feu de la guerre. Guillaume d'Orange disait de lui : « Ne pourrai-je donc battre ce petit bossu ? — Comment sait-il que je suis bossu ? reprenait Luxembourg, il ne m'a jamais vu par derrière. » Et, en effet, c'était Luxembourg qui faisait fuir les Hollandais, les Anglais et les Allemands aux batailles de **Fleurus** (1690), de **Steinkerque** (1692) et de **Nerwinde** (1693), aux Pays-Bas. Il en rapportait tant de drapeaux pris à l'ennemi, que le peuple de Paris, en voyant ces glorieux trophées suspendus aux voûtes de la cathédrale, l'appelait *le tapisserieur de Notre-Dame*.

Catinat faisait penser à Turenne, dont il avait la modestie. Comme lui, il prenait un grand soin des soldats, qui l'avaient surnommé *le père la Pensée* à cause de son air méditatif. Tandis que Luxembourg battait Guillaume en Belgique, Catinat remportait en Italie les victoires de **Staffarde** (en Piémont, sur le Pô) et de **la Marsaille** (entre le Pô et la Doria) sur Victor-Amédée de Savoie.

Vauban. — A côté de ces fameux capitaines, il reste à faire une place à un grand ingénieur, à un illustre officier du génie, comme nous dirions aujourd'hui, à Vauban qui se distingua particulièrement dans cette guerre, au **siège de Namur** (au confluent de la Sambre et de la Meuse, 1692). Vauban rendit à Louis XIV les services les plus signalés dans la prise et dans la défense des villes. Les villes qu'il avait fortifiées étaient presque imprenables. Il entra, au jour qu'il avait d'avance fixé lui-même, dans celles qu'il assiégeait, tant il mettait de science et de calcul dans les travaux du génie militaire qui consistent à s'approcher peu à peu des murailles en creusant la terre pour se mettre à l'abri du canon. Aussi humain qu'il était savant et brave, il ménageait

le sang du soldat et ne lançait à l'assaut que lorsque la brèche, c'est-à-dire le passage à travers les remparts démolis à coups de canon, était d'un accès facile. Un jour le roi ordonna d'attaquer contre l'avis de Vauban, qui jugeait que les travaux n'étaient pas assez avancés. On perdit du monde et on ne prit pas la place. Louis XIV se repentit de n'avoir pas suivi le conseil qui lui avait été donné et avoua tout haut sa faute : « Une autre fois, dit-il à Vauban, je vous croirai. » Il récompensa les services de ce grand homme de guerre en lui donnant le bâton de maréchal de France.

Traité de Ryswyck (1697). — Épuisée par cette deuxième guerre générale, où elle avait dû faire face sur toutes ses frontières, la France traita à **Ryswyck** (en Hollande, près de la Haye). Louis XIV garda **Strasbourg** dont il s'était emparé en 1681, et qui, fortifiée par Vauban, nous assurait la possession de l'Alsace ; mais il dut rendre les autres conquêtes faites depuis le traité de Nimègue et reconnaître pour légitime souverain de l'Angleterre son irréconciliable ennemi, Guillaume d'Orange.

Troisième coalition (1701-1713). — Cependant, en 1700, il atteignit le but de sa longue ambition. Par son testament, le roi d'Espagne Charles II, qui était mort sans enfants en 1700, laissait sa couronne à un petit-fils de Louis XIV, le duc d'Anjou. *Il n'y a plus de Pyrénées*, avait dit Louis XIV : il semblait que la France et l'Espagne devaient être désormais unies comme l'étaient leurs rois.

C'est cette union même qui effraya l'Europe. Guillaume n'eut pas de peine à armer encore une fois nos anciens ennemis, et la France, qui ne s'était point refaite de son épuisement, fut vaincue aux batailles d'**Hochstedt** (1704), de **Ramillies** et de **Turin** (1706), d'**Oudenarde** (1708), de **Malplaquet** (1709), tandis que le nouveau roi d'Espagne, **Philippe V**, était chassé de Madrid (1).

(1) Hochstedt, en Allemagne, sur la rive gauche du Danube ; — Turin, en Italie, sur le cours supérieur du Pô ; — Ramillies et Oudenarde, en Belgique ; — Malplaquet, en Flandre (Voir la carte sur papier rose au milieu du livre).

Vendôme et Villars. — Tout eût été perdu si deux illustres capitaines ne s'étaient point rencontrés pour sauver de l'invasion la France et l'Espagne. **Vendôme**, vainqueur à **Villa-Viciosa** (dans le bassin supérieur du Tage), fit coucher Philippe V sur un lit de drapeaux ennemis et le rétablit sur le trône (1710). **Villars** arrêta à **Denain** (1712, en Flandre sur l'Escaut) les Hollandais et les Allemands qui marchaient sur Paris (1).

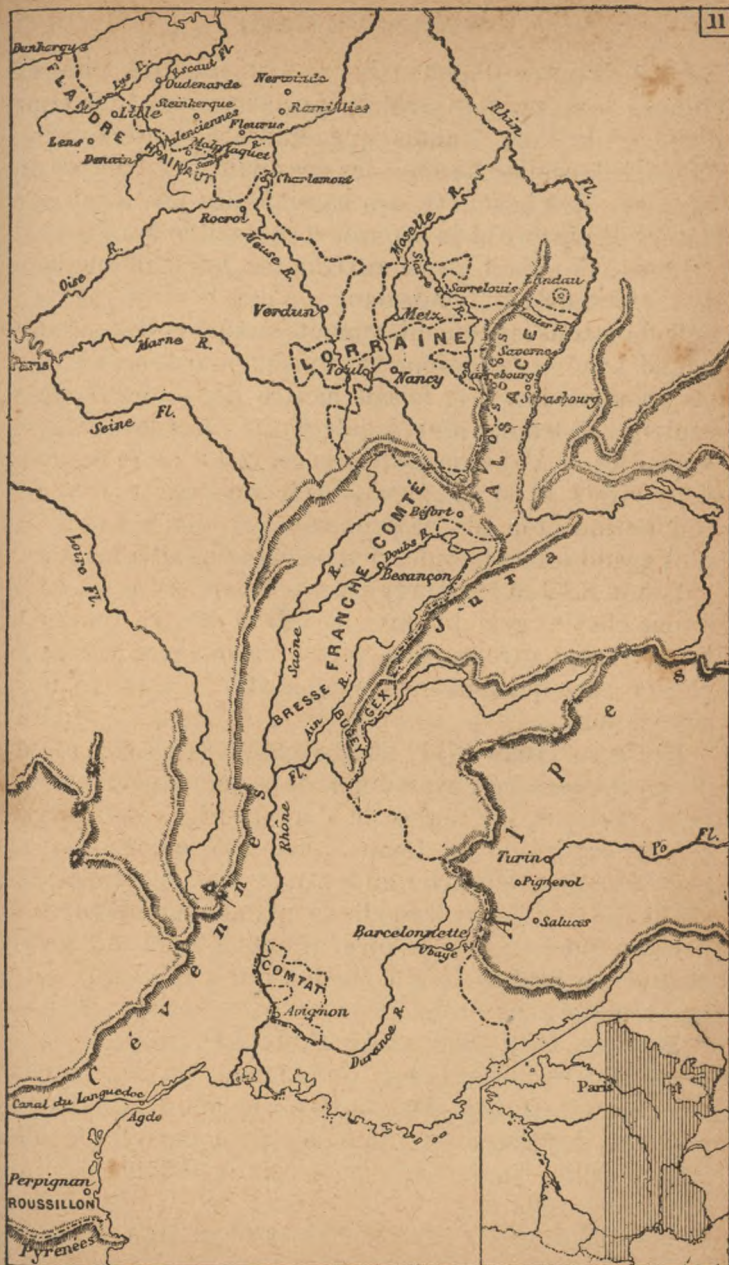
Louis XIV, alors âgé de 75 ans, avait rejeté les conseils de ceux qui le suppliaient de se retirer au delà de la Loire. « Je vous remets, avait-il dit à Villars, les forces et le salut de l'État; s'il arrive malheur à l'armée que vous commandez, je compte aller à Péronne ou à Saint-Quentin y ramasser tout ce que j'aurai de troupes, faire un dernier effort avec vous, et périr ensemble ou sauver l'État. » (Péronne et Saint-Quentin, en Picardie sur la Somme).

Traité d'Utrecht (1713). — La victoire de Denain sauva la France qui put encore traiter avec honneur à **Utrecht** (1713, en Hollande, sur le vieux Rhin). Philippe V demeura roi d'Espagne.

Louis XIV et les artistes. — Louis XIV avait su choisir de grands ministres pour administrer le royaume et d'illustres capitaines pour commander ses armées et ses flottes. Il sut aussi s'entourer d'habiles artistes qui élevèrent et décorèrent les monuments de son règne.

Claude Perrault construisit la célèbre colonnade du Louvre, qui fait face à Saint-Germain l'Auxerrois; **Jules Hardouin Mansart** fut l'architecte de l'hôtel des Invalides, où Louis XIV ouvrit un asile honorable aux soldats rendus infirmes par leur blessures, et du palais de Versailles qui est resté la plus belle résidence royale du monde. Rien n'égale l'heureuse situation de ce château regardant d'un côté la ville et les trois grandes avenues de Sceaux, de Paris et de Saint-Cloud, et domi-

(1) Le tracé ci-joint, p. 217, rappelle les conquêtes du règne de Louis XIV et présente le tracé des frontières de la France monarchique jusqu'en 1789, sauf dans la partie comprise entre la Meuse et la Moselle. Sous Louis XIV, l'enclave de la Lorraine deviendra française.



nant de l'autre d'immenses jardins entourés par des collines boisées. Ces jardins eux-mêmes sont un chef-d'œuvre de l'art. Tandis que Mansart construisait le palais, le jardinier **Lenôtre** les dessinait, y distribuait des terrasses, des bosquets, des bassins, des jets d'eau, des statues de marbre et de bronze, et creusait le grand canal.

Louis XIV aimait beaucoup Lenôtre, qui était aussi modeste et honnête qu'habile dans son art. Il suivait ses conseils dans tous les embellissements auxquels il se plaisait. Quand Lenôtre fut devenu trop vieux pour le suivre dans ses promenades, il le faisait mettre dans une chaise à roulettes et traîner ainsi à côté de lui dans les allées de Versailles. « Ah ! mon pauvre père, disait alors Lenôtre, si tu vivais et si tu pouvais voir un pauvre jardinier comme moi, ton fils, se promener en chaise à côté du plus grand roi du monde, rien ne manquerait à ma joie. »

Louis XIV et les écrivains. — Louis XIV ne traita pas moins bien les grands écrivains qui ont illustré son règne. Il sut reconnaître dans la foule, encourager et récompenser ceux qui sont encore aujourd'hui l'objet de notre admiration.

Boileau (1636-1711) et Molière (1622-1673). — Un poète, **Boileau**, qui avait donné dans un de ses ouvrages, *l'Art poétique*, les règles de l'art d'écrire, était le juge le plus éclairé de son temps. Louis XIV le consulta souvent. C'est sur son avis qu'il rendit au vieux **Corneille** (1606-1684), dont les tragédies sont des chefs-d'œuvre, la pension qui lui avait été ôtée. Il apprit de lui à admirer **Molière**, le maître de la comédie, qui a représenté avec tant de bon sens et de génie nos vices et nos ridicules.

Racine (1639-1699) et La Fontaine (1621-1695). — Bien d'autres furent l'objet de la faveur du roi, le poète **Racine** entre autres. Au commencement du règne il avait composé des tragédies dignes d'être comparées à celles de Corneille. Après avoir renoncé au théâtre par des scrupules religieux, il fit encore, sur l'invitation de Louis XIV, deux tragédies dont le sujet était emprunté

aux livres saints. *Esther*, l'une d'elles, nous montre comment une jeune captive juive devint l'épouse du roi Assuérus, et sauva son peuple menacé d'extermination par le cruel Aman. Dans l'autre, qui a pour titre *Athalie*, nous voyons le jeune roi Joas caché dans le temple et sauvé par le grand prêtre Joad des mains de la méchante reine Athalie. Toutes deux furent représentées par les jeunes filles de noblesse pauvres que Louis XIV faisait élever près de Versailles, au couvent de Saint-Cyr.

La Fontaine, l'auteur des fables, celui qui fait si bien parler les bêtes et nous donne, par leur exemple, de si sages leçons, était trop distrait pour vivre à la cour. Il y alla cependant, mais il oublia, dit-on, d'emporter le livre de ses fables qu'il voulait offrir au roi, et, au retour, il laissa dans la voiture la bourse pleine d'or qu'il avait reçue.

Bossuet (1622-1704) et **Fénelon** (1651-1715). — Deux illustres écrivains, qui appartiennent à l'Église, ont aussi leur place auprès de Louis XIV : Bossuet, qui fut le précepteur du Dauphin (1), et Fénelon, qui fut le précepteur du duc de Bourgogne, fils du Dauphin.

Bossuet, évêque de Meaux, écrivit, pour l'éducation du jeune prince, des livres qui servent à l'instruction de tous les hommes. Savant docteur, et digne d'être nommé *Père de l'Église*, il composa des traités pour ramener les protestants à la foi catholique et il convertit Turenne. Le plus éloquent des orateurs, il démontra avec une forte simplicité, dans ses sermons, les vérités du Christianisme et il se plut à confondre les vanités de la terre dans ses discours ou *oraisons funèbres*. Sur le cercueil d'une jeune et charmante princesse, Henriette d'Angleterre, duchesse d'Orléans, il nous rappelle que la santé n'est qu'un nom, que la vie n'est qu'un songe. « Madame a passé, dit-il, du matin au soir ainsi que l'herbe des champs ; le matin, elle fleurissait, avec quelles grâces, vous le savez ; le soir nous la vîmes séchée. » Et l'assis-

(1) Le fils aîné du roi, héritier présomptif de la couronne, portait le titre de Dauphin de France.

tance entière, touchée de cette vive image, interrompait l'orateur sacré par ses sanglots. Au déclin de sa vie, il adressait encore, du haut de la chaire, un dernier adieu au prince de Condé dont il avait été l'ami. Il faisait revivre le vainqueur de Rocroy par ce cri sublime : « Le voyez-vous, comme il vole ou à la victoire ou à la mort ? » Puis il opposait à la gloire humaine, dans ce qu'elle a de plus enivrant, l'enseignement de la mort chrétienne du héros. « Grand prince, dorénavant je veux apprendre de vous à rendre ma mort sainte ; heureux si, averti par ces cheveux blancs du compte que je dois rendre de mon administration, je réserve au troupeau que je dois nourrir de la parole de vie les restes d'une voix qui tombe et d'une ardeur qui s'éteint. » C'est un grand spectacle que celui de Bossuet pleurant et priant sur le cercueil de Condé ; il y a peu de noms qui rappellent plus de gloire.

Fénelon, archevêque de Cambrai, n'est pas moins digne de notre admiration. Il mit tous ses soins à faire de son élève, le duc de Bourgogne, un bon roi. Il composa des *fables* pour corriger l'enfant de ses défauts et des *dialogues* entre les grands hommes pour faire naître en lui des sentiments élevés. Il écrivit le livre de *Télémaque*, récit de la jeunesse et des malheurs du fils d'Ulysse, pour lui inspirer l'horreur de la guerre et le dédain d'une vaine magnificence. Il avait atteint son but. Le jeune homme orgueilleux et violent était devenu doux et bon ; il aimait à répéter que les rois sont faits pour les peuples et non les peuples pour les rois. Il promettait d'être un prince sage et pacifique, sous lequel la France, qui avait payé cher la gloire et les conquêtes du règne de Louis XIV, eût réparé ses forces et recouvré sa richesse. Un mal subit enleva le jeune prince aux espérances du royaume.

Fénelon, frappé au cœur, ne survécut que trois ans à son élève. Ses dernières années avaient été tristes ; retiré dans son diocèse de Cambrai, où il consacrait son éloquence, pleine de douceur et de charme, à l'instruction du peuple, il avait vu la frontière voisine envahie par

l'ennemi ; il avait fait de son palais un hôpital où il prodiguait ses soins aux blessés d'Oudenarde et de Malplaquet. Sa charité inépuisable avait secouru les populations ruinées par la guerre.

Fin du grand règne. — Le grand règne finissait tristement. En 1709, le fléau de la famine était venu se joindre aux ravages de la guerre. L'hiver avait été désastreux. Les grains ensemencés avaient gelé. Les oliviers de Provence, les vignes de Bourgogne, les arbres fruitiers dans les vergers, les noyers eux-mêmes ne purent résister. Quand l'été fut venu, pas de récolte, pas de moisson. On réduisit en farine les racines d'orge et de chiendent. Les valets du roi mendiaient dans les rues. Le roi lui-même mangea du pain de disette.

Il connut bientôt d'autres douleurs. En 1711, il perdit son fils le grand Dauphin, l'élève de Bossuet, et, en 1712, son petit-fils le duc de Bourgogne, l'élève de Fénelon. En 1715, Louis XIV, à son lit de mort, ne laissait pour lui succéder qu'un enfant de cinq ans, le duc d'Anjou, fils du duc de Bourgogne.

Le roi mourant lui dit : « Mon enfant, vous allez être bientôt roi d'un grand royaume. N'oubliez jamais les obligations que vous avez à Dieu ; souvenez-vous que vous lui devez tout ce que vous êtes. Tâchez de conserver la paix avec vos voisins. J'ai trop aimé la guerre ; ne m'imites pas en cela non plus que dans les trop grandes dépenses que j'ai faites. »

Louis XIV s'accusait justement : la France, embellie de monuments fastueux et agrandie de quelques provinces, demeurait appauvrie et dépeuplée.

Lecture.

Voir la *Lecture* intitulée : *Comment ont parlé les rois de France*, et particulièrement les pages consacrées à Louis XIV. Voir aussi dans la *Lecture sur la Loire et son histoire* les pages relatives à Louis XIV reconquérant son royaume avec la petite armée de Mazarin et de Turenne.

QUESTIONNAIRE.

Faire le portrait de Louis XIV. Quelles étaient les qualités de Louis XIV ? Quel fut son principal mérite ?

- Quels avaient été les commencements de Colbert ? Comment rétablit-il les finances ? Comment protégea-t-il l'agriculture ? Comment son administration fut-elle favorable à l'industrie et au commerce ? Que fit Colbert pour la marine royale ?
- Quel fut le grand ministre de la guerre ? Comment Louvois disciplina-t-il l'armée ? Comment rendit-il l'armée plus forte ? Comment pourvut-il l'armée de tout ce qui lui était nécessaire ?
- Qui l'emporta auprès de Louis XIV, Colbert ou Louvois ? Comment peut-on diviser l'histoire des guerres de Louis XIV ?
- Quelles sont les deux guerres particulières du commencement du règne ? Quelles furent les conquêtes qui suivirent la guerre des Pays-Bas espagnols ? Comment les Hollandais se défendirent-ils ? Quel fut le principal adversaire de Louis XIV ?
- Quels sont les principaux événements de l'histoire de la première coalition de l'Europe contre Louis XIV ? Raconter la campagne de Turenne en Alsace. Par quel traité finit cette première coalition ?
- Quelles sont les fautes de Louis XIV après le traité de Nimègue ? Quels sont les principaux événements de l'histoire de la deuxième coalition contre Louis XIV ? Quels sont les grands capitaines qui s'y distinguèrent ? Faire leur portrait. Quel est le traité qui mit fin à cette guerre de la deuxième coalition ? Quelles en furent les conditions ?
- Quelle fut la cause de la troisième coalition ? Quels en furent les principaux événements ? Quels furent les généraux qui réparèrent nos défaites ? Quelle fut la magnanimité de Louis XIV ? Quel fut le traité qui mit fin à l'histoire de la troisième coalition ?
- Quels sont les grands artistes du règne de Louis XIV ? Quels sont les grands écrivains ? Donner quelques détails sur Boileau, Racine, Bossuet et Fénelon.
- Quels furent les malheurs de la fin du règne ? Quelles sont les dates des principaux événements du règne de Louis XIV ?

Devoirs écrits.

Histoire du ministère de Colbert et de Louvois. Quels sont les grands généraux du règne de Louis XIV ? Parlez du principal adversaire de Louis XIV. Quelles coalitions Guillaume d'Orange forma-t-il contre Louis XIV ? Raconter la campagne de Turenne en Alsace en décembre 1674. Quels sont les grands écrivains du règne de Louis XIV ? Comment Louis XIV a-t-il mérité le nom de Grand.

Tracés.

L'Alsace pour servir à l'histoire de la campagne de Turenne en décembre 1674. Frontières de la France à la mort de Louis XIV.

CHAPITRE XIV

PROGRAMME

Louis XV (1715-1774). — Le régent. — Les trois guerres du règne de Louis XV : Guerres de la succession de Pologne et de la succession d'Autriche, guerre de Sept ans. — **Louis XVI**. — Turgot. — Guerre d'Amérique. — Convocation des États généraux (1789).

SOMMAIRE.

Le duc d'Orléans régent et premier ministre (1715-1723).

Le duc d'Orléans est nommé régent, Louis XV n'ayant que cinq ans à la mort de Louis XIV. — Il assure à la France, par l'alliance qu'il conclut avec l'Angleterre, la paix dont elle a besoin. — Il charge l'Ecosais Law de l'administration des finances; il encourage l'agiotage, mais il ne peut éviter la banqueroute.

Ministère du duc de Bourbon (1723-1726) et du cardinal Fleury (1726-1743).

Le duc de Bourbon, premier ministre de 1723 à 1726, fait épouser à Louis XV Marie Leczinska, fille de Stanislas, roi dépossédé de Pologne.

Le cardinal Fleury, précepteur du roi, succède au duc de Bourbon comme premier ministre, et garde le pouvoir jusqu'à sa mort (1726-1743).

Il gouverne, à l'intérieur, avec sagesse, administre avec économie et maintient la paix, pendant laquelle la France se relève, jusqu'en 1733.

Il ne peut empêcher la guerre de la succession de Pologne, qui nous vaut du moins la réunion de la Lorraine à la France (1733-1735), ni celle de la succession d'Autriche, qui commence en 1740 et dont il ne voit pas la fin.

Règne personnel de Louis XV (1743-1774).

Louis XV, qui veut régner sans premier ministre, se laisse détourner, par le plaisir, du travail et de l'application aux affaires. — La guerre de la succession d'Autriche, qui finit en 1748, et dans laquelle le maréchal de Saxe remporte la grande victoire de Fontenoy, ne nous vaut aucun avantage au traité d'Aix-la-Chapelle (1748).

La guerre de Sept ans (1756-1763), marquée par la défaite de Rosbach, terminée par le traité de Paris, amène la perte de nos colonies.

L'Angleterre a profité des fautes du gouvernement de Louis XV: 1^o pour détruire notre marine, que deux habiles ministres, Machault et Choiseul, avaient tenté de relever; 2^o pour s'emparer des colonies françaises que Dupleix (1742-1754) avait fondées aux Indes orientales et de celles du Canada, dans l'Amérique du Nord, que le marquis de Montcalm défendit héroïquement. — Le règne de Louis XV s'achève dans l'humiliation au dehors et dans le désordre des finances au dedans.

Louis XVI (1774-1789).

Louis XVI et Marie-Antoinette montent sur le trône en 1774. — Turgot, qui s'est fait connaître par sa bonne administration dans l'intendance de Limoges, est appelé à la surintendance des finances. Il abolit la corvée, les corporations et inquiète tous les intérêts par ses projets de réforme (1774-1776).

Louis XVI s'allie aux colons américains contre l'Angleterre. Il prend une glorieuse revanche sur la marine anglaise et impose à l'Angleterre le traité de Versailles (1783). — La guerre d'Amérique, glorieuse pour la France, a augmenté l'embarras des finances.

Louis XVI, après la retraite de l'habile ministre Necker, ne peut obtenir l'assentiment des Notables et du parlement aux impôts nécessaires. — Il convoque les États généraux (1789).

RÉCIT

Règne de Louis XV (1715-1774). — Louis XIV disait, dans les instructions qu'il avait écrites pour le Dauphin : « Les empires, mon fils, ne se conservent que comme ils s'acquièrent, c'est-à-dire par la vigilance et le travail. » On le vit bien sous le règne de Louis XV, où la France, malgré quelques retours de prospérité et de gloire, descendit du rang où Louis XIV l'avait placée.

Le duc d'Orléans, régent et premier ministre (1715-1723). — Louis XV, fils du duc de Bourgogne, n'avait pas cinq ans. **Le duc d'Orléans, Philippe**, fils du frère de Louis XIV, fut nommé régent et gouverna de 1715 à 1723.

La situation était difficile. Au dehors, l'Europe, qui avait été sur le point d'écraser la France, semblait ne point vouloir lui permettre de se relever. Mais le duc d'Orléans sut détacher l'Angleterre de la ligue européenne et conclure avec elle une alliance qui permit au royaume de se rétablir dans la paix.

Au dedans, la caisse du trésor était vide, et l'État ne pouvait ni pourvoir aux dépenses de l'administration ni payer ses dettes. Le régent essaya des divers moyens que lui proposa le financier écossais **Law**, pour sortir d'embarras. Parmi ces moyens il y en eut, comme l'institution d'une banque, qui favorisèrent le développement de l'industrie et du commerce. Il y en eut d'autres qui donnèrent naissance à l'*agiotage*, c'est-à-dire à la passion des jeux de bourse. Il fallut bientôt reconnaître que, avec de bonnes intentions, Law s'était trompé, et déclarer que l'État ne payerait qu'une partie des sommes qu'il devait.

Le régent, qui avait encouragé l'agiotage, fit encore plus de mal à la France en donnant à la cour et à Paris l'exemple des mauvaises mœurs.

Le duc de Bourbon (1723-1726). **Le cardinal**

Fleury (1726-1743). — Au duc d'Orléans succéda le **duc de Bourbon**, sous le ministère duquel le jeune roi épousa Marie Leczinska, fille du roi dépossédé de Pologne, Stanislas. En 1726 le **cardinal Fleury**, précepteur de Louis XV, accepta la charge du pouvoir à l'âge de soixante-treize ans et demeura premier ministre jusqu'à sa mort (1743).

Il gouverna avec sagesse à l'intérieur. La France se rétablit pendant la paix; les finances se refirent par l'économie, le commerce prospéra, nos navires marchands se montrèrent sur toutes les mers et nos colonies d'Amérique et d'Asie commencèrent à se relever de leurs ruines. Si le gouvernement eût persisté dans cette voie, la France y aurait trouvé beaucoup d'honneur et de profit; mais malheureusement le cardinal Fleury, ami de la paix, ne sut pas résister au parti de la guerre, et nos ressources furent détournées des colonies et de la mer pour être employées dans de grandes guerres continentales.

Guerre de la succession de Pologne (1733-1735). — La première cependant, la guerre de succession de Pologne (1733-1735), dans laquelle la France prit parti pour le beau-père de Louis XV, Stanislas Leczinski, nous valut, au **traité de Vienne** en 1738, la **Lorraine** (1), cette précieuse province, située entre la Meuse et les Vosges, déjà entamée par la cession à la France des trois évêchés et enclavée entre la Champagne et l'Alsace (Voir la carte 11, p. 217).

Guerre de la succession d'Autriche (1741-1748). — Dans les deux autres guerres, la guerre de la succession d'Autriche et la guerre de Sept ans (1756-1763), Louis XV se déclara tour à tour pour le roi de Prusse, le grand Frédéric, et pour l'impératrice Marie-Thérèse, souveraine de l'Autriche, qui se battirent quatorze ans, l'un pour conquérir, l'autre pour défendre et ressaisir une petite province d'Allemagne, la Silésie (2).

(1) La Lorraine fut d'abord attribuée à Stanislas, en compensation du royaume de Pologne, mais avec la condition que cette province ferait, à la mort du prince, retour à la France. Stanislas mourut en 1766.

(2) La Silésie, située dans le bassin supérieur de l'Oder, entre les monts des Geants et les collines de Silésie.

L'Angleterre, jalouse de la prospérité de notre marine, prit toujours parti contre nous dans ces guerres et aida de son or et même de son armée notre ennemi du moment, tantôt Marie-Thérèse, tantôt Frédéric le Grand. Elle nous voyait avec plaisir épuiser nos ressources dans des guerres inutiles en Europe, tandis qu'elle se rendait maîtresse des mers et s'emparait de nos colonies.

Bataille de Fontenoy (1745). — Cependant, dans la première de ces guerres, Louis XV eut l'honneur d'assister à une victoire sur les Anglais. Il est le seul roi de France qui ait eu cette fortune.

C'était dans les Pays-Bas, au milieu de la guerre de la succession d'Autriche en 1745. Un grand capitaine, un Français d'adoption, **Maurice de Saxe**, commandait l'armée française. Les Anglais, sous les ordres du duc de Cumberland, fils du roi d'Angleterre, Georges II, étaient venus au secours de Tournay. La bataille s'engagea près de là, à **Fontenoy**, sur les bords de l'Escaut.

Les troupes anglaises et les troupes hollandaises, leurs alliées, tentèrent d'abord d'enfoncer les lignes françaises. Repoussées avec perte, elle se reformèrent, sous notre canon, en colonne profonde et serrée, et reprirent leur marche en avant, ne s'arrêtant que pour tirer. Pendant six heures, cette redoutable colonne ne cessa de gagner du terrain. A deux heures du soir, elle avait dépassé les premières redoutes et menaçait de couper en deux l'armée française. Rien n'avait pu l'arrêter, ni les charges de la cavalerie, ni le feu des régiments appelés tour à tour sur le point menacé. Le maréchal de Saxe, avant de tenter un dernier effort, fit presser le roi et le dauphin de se mettre à l'abri de l'autre côté de l'Escaut. Louis XV s'y refusa. Maurice de Saxe, se portant alors sur le front même de la colonne, la surprit par le feu bien dirigé de quelques pièces de canon, et profitant de son ébranlement, la fit charger par toute l'infanterie ralliée et par la maison du roi. Gendarmes, chevaux-légers, mousquetaires, jusqu'aux pages se jetèrent dans

les brèches que le canon avait ouvertes. La colonne anglaise finit par céder, et une fois rompue, se mit en pleine déroute ; ses débris prirent la fuite de toutes parts et nous abandonnèrent quarante pièces de canon.

Le souvenir de cette victoire resta longtemps populaire dans notre vieille France ; ce fut la plus belle gloire du règne de Louis XV. Gloire stérile d'ailleurs, d'où le gouvernement ne sut tirer aucun avantage. Aux acclamations dont le roi fut salué, succéda bientôt une désaffection trop méritée.

Guerre de Sept ans (1756-1763). — La guerre de Sept ans, dans laquelle nous eûmes pour adversaire le grand Frédéric, engagée hors de propos, fut mal conduite. A côté des victoires du maréchal d'Estrées à **Hastenbeck**, du maréchal de Richelieu à **Clostersevern**, du maréchal de Broglie à **Bergen** et à **Corbach**, il faut inscrire les défaites du prince de Soubise à **Rosbach** et du comte de Clermont à **Crevelt**. Et cependant, c'est dans cette même guerre que le chevalier **d'Assas**, capitaine au régiment d'Auvergne, maintint avec un admirable dévouement la tradition du devoir militaire. Envoyé en reconnaissance au milieu de la nuit, il tombe dans une embuscade de soldats allemands. Vingt baïonnettes sont dirigées sur sa poitrine : il est mort, s'il fait le moindre bruit. Alors, ramassant toute sa voix : « A moi Auvergne ! s'écrie-t-il, voilà les ennemis ! » Il tombe percé de coups, mais l'armée est sauvée, et, cette fois du moins, elle bat les ennemis. C'était à **Clostercamp** (en Westphalie, non loin du Rhin, 1760).

Guerre contre l'Angleterre. Machault, Choiseul. — Tandis que la France décline, l'Angleterre grandit. Elle avait attisé la guerre en Europe pour être l'unique maîtresse des mers et s'emparer de nos colonies. Tandis que nous épuisions nos forces dans des campagnes infructueuses en Allemagne, elle nous dépouillait de nos conquêtes en Amérique et en Asie.

Cependant deux ministres, dont le nom doit vivre, se

souvinrent de l'ancienne gloire du pavillon français (1). Vers le milieu du siècle, **Machault** commençait à relever notre marine, lorsqu'il fut congédié par une cabale de cour. A la fin du règne, le duc de **Choiseul** (1761-1770), qui nous donna la Corse (2), avait tout préparé pour prendre sur l'Angleterre une revanche glorieuse; il fut, lui aussi, victime d'une intrigue.

Dupleix et Montcalm. — Aux colonies, deux grands serviteurs de la France furent abandonnés. **Dupleix** (1742-1754) avait soutenu aux Indes orientales une guerre heureuse contre les Anglais et avait conquis une partie de l'**Hindoustan** (3). « La France règne ici, écrivait-il; quand elle commande on s'incline. » Le gouvernement de Louis XV rendit ses conquêtes et le rappela pour le laisser mourir dans la disgrâce et dans la misère. — En Amérique, le **marquis de Montcalm** défendit le **Canada** avec un courage héroïque (4); on le laissa sans secours. Le *grand vaincu*, comme l'appelèrent les sauvages, voulut du moins sauver l'honneur de la France. Il succomba glorieusement à **Québec**. « Au moins, disait-il en mourant, je ne verrai pas les Anglais maîtres de Québec. »

Louis XV, qui laissait la France abaissée, le pouvoir affaibli et les finances ruinées, mourut en 1774.

Louis XVI (1774-1789). — Louis XVI, petit-fils de Louis XV, n'avait que vingt ans à la mort de son aïeul; la reine Marie-Antoinette, fille de l'impératrice d'Allemagne, Marie-Thérèse, n'avait que dix-neuf ans. Tous deux, en apprenant qu'ils allaient régner, se jetèrent à genoux par un même mouvement, les yeux pleins de

(1) Le pavillon est le drapeau de la marine.

(2) La république de Gènes, toujours impuissante contre les révoltes de cette île qu'elle administrait mal, abandonna à Louis XV tous ses droits de souveraineté sur la Corse en 1768. Une armée française contraignit les partisans de l'indépendance à se soumettre en mai 1769. Ce fut trois mois après, le 15 août 1769, que Napoléon naquit à Ajaccio.

(3) L'Hindoustan est une des trois grandes presqu'îles de l'Asie méridionale, au sud de l'Himalaya et des grands fleuves du Sind et du Gange.

(4) Le Canada est situé le long du cours du Saint-Laurent, dans l'Amérique du Nord, entre les grands lacs de l'océan Atlantique. Québec, sur le Saint-Laurent, est aujourd'hui la capitale du bas Canada.

larmes, en s'écriant : « Mon Dieu, guidez-nous, protégez-nous, nous régnons trop jeunes. » C'était donc avec l'inexpérience de son âge que le jeune roi avait à faire face à une situation des plus difficiles.

Il y avait dans l'État beaucoup d'abus à réformer, et la voix publique en réclamait très haut le redressement. Le roi, plein de bonne volonté, entreprit cette tâche laborieuse avec le concours du ministre Turgot.

Turgot. — Turgot avait été intendant, nous dirions aujourd'hui préfet du Limousin, où il s'était recommandé au choix du roi par sa bonne administration.

Dès qu'il fut ministre il se mit à l'œuvre avec résolution. Il donna d'abord ses soins aux finances qu'il administra avec économie et à l'agriculture qu'il débarrassa de plusieurs entraves. Il autorisa la libre circulation dans tout le royaume des grains et des farines qui jusqu'alors ne sortaient pas de la province où ils avaient été récoltés. Par cette sage mesure, il détermina un mouvement continu d'échanges entre les provinces qui produisaient au delà de leurs besoins et celles qui restaient en deçà, et empêcha les prix de monter trop haut, ce qui met le pain au-dessus des ressources du pauvre, ou de descendre trop bas, ce qui ôte au laboureur une rémunération équitable. Il supprima les réquisitions pour les convois militaires qui mettaient trop souvent à la discrétion de l'État les paysans, leurs animaux de labour et leurs charrettes.

Abolition de la corvée et des corporations d'ouvriers. — Puis, pour acheminer les esprits à une égale répartition des charges publiques et surtout à une perception uniforme de l'impôt, Turgot remplaça la **corvée**, obligation pour le paysan de travailler de sa personne à la construction et à l'entretien des routes, par une légère imposition, équitablement répartie sur les trois ordres.

En même temps qu'il supprimait la corvée, il abolissait les **corporations d'ouvriers** (1).

(1) On désigne souvent les corporations sous le nom de *maîtrises et jurandes* parce qu'elles avaient à leur tête des maîtres et des jurés.

Les patrons et les ouvriers des diverses industries appartenaient à des associations qu'on appelait corporations. Ces corporations, dont les principales étaient celles des orfèvres, des drapiers, des épiciers, des merciers et des pelletiers, ne comprenaient qu'un nombre limité de patrons et d'ouvriers. Turgot les supprima, pensant qu'une libre concurrence valait mieux que le privilège, et permit à tout le monde d'ouvrir boutique et de travailler à sa guise. Cette liberté nouvelle était une bonne chose, mais le malheur fut qu'en détruisant trop brusquement la corporation, on détruisit en même temps les sociétés de secours, les *charités* de métiers, comme on disait, et les confréries qui rapprochaient les ouvriers dans la prière et dans la charité.

Disgrâce de Turgot. — Il se trouva que l'établissement de la taxe qui remplaçait la corvée et que la suppression des corporations firent un grand nombre de mécontents. Louis XVI s'émut lorsqu'il entendit se plaindre, non seulement les nobles atteints par la taxe nouvelle, mais encore les marchands et les ouvriers dont la libre concurrence allait brusquement changer la situation, situation acquise par de longs efforts et chèrement achetée. L'erreur de Turgot avait été d'aller trop vite et de vouloir tout faire à la fois. Le roi céda et se résigna à se séparer de son ministre, bien qu'il eût dit peu avant : « Il n'y a que M. Turgot et moi qui aimions le peuple. »

Guerre d'Amérique. — Gloire de la marine française. — Louis XVI, malgré ses bonnes intentions et son profond amour du peuple, n'avait pas su être au dedans un roi réformateur. Au dehors, il eut du moins l'honneur de prendre une glorieuse revanche de l'Angleterre.

C'était l'Angleterre, comme nous l'avons vu plus haut, qui nous avait surtout humiliés. Elle nous avait imposé, sous Louis XIV lui-même, la dure condition de démolir les fortifications du port de Dunkerque, et nous avait interdit de les relever ; sous le règne de Louis XV, elle nous avait dépouillés de nos colonies.

Louis XVI engagea la lutte en prenant parti pour les colonies anglaises d'Amérique, insurgées contre la mère patrie. Quand le député des colonies anglaises, le savant et sage **Franklin**, l'inventeur du paratonnerre, fut venu réclamer le secours de la France, le roi envoya en Amérique le marquis de **Rochambeau** avec une petite armée qui soutint au delà de l'Océan l'honneur du drapeau français (1778). Le marquis de **La Fayette** n'avait pas même attendu la déclaration de guerre et avait été porter, en 1776, son épée au général **Washington**, qui commandait les milices américaines.

Quant à notre marine, elle défia sur toutes les mers la marine anglaise. Nos chefs d'escadre remportèrent de nombreux avantages sur les flottes ennemies. **Suffren**, le plus grand marin de ce temps-là, battit cinq fois les Anglais dans la mer des Indes. Au même moment, le combat glorieux de la frégate française la **Surveillante** avec la frégate anglaise le **Québec**, livré près de nos côtes, avait eu jusqu'au fond de nos provinces le retentissement d'une grande victoire.

Combat de la « Surveillante » et du « Québec ». — La rencontre eut lieu dans la mer de la Manche, à égale distance des côtes de France et d'Angleterre. Après quatre heures de lutte, les deux frégates, désarmées de leurs trois mâts, faisant eau, couvertes de morts et de blessés, continuaient leur feu. Les capitaines, blessés à mort, refusaient d'amener leur pavillon (1). Le commandant français **du Couëdic**, étendu sur son banc de commandement, ordonne à ses neveux, jeunes officiers sous ses ordres, de soutenir à leur tour l'honneur de la famille et d'enlever à l'abordage la frégate ennemie. Mais celle-ci prend feu au moment où la *Surveillante* s'en approche. Du Couëdic ne pense plus alors qu'à sauver les marins anglais qui se réfugient à son bord. Il les recueille avec générosité, tandis que l'incendie, qui a gagné

(1) C'est en abaissant le pavillon ou drapeau qui est placé à un petit mât à l'arrière d'un navire qu'on déclare cesser le combat.

toutes les parties du *Québec*, met le feu aux canons anglais chargés à mitraille, et enfin atteint les poudres. La frégate anglaise saute et recouvre de ses débris la *Surveillante* victorieuse.

Ce ne fut pas sans peine que la pauvre frégate, trouée par les boulets, sans mâture, avec un équipage de blessés, put regagner Brest. Elle y rentra remorquée par dix barques de pêche, précédée par tous les canots de la flotte venus à sa rencontre pour lui faire honneur. Elle fut reçue par soixante-dix vaisseaux de ligne pavoisés dont les équipages, montés sur les vergues, saluaient son passage de trois cris de : *Vive le Roi!* Ce fut un beau triomphe.

La population tout entière suivit le cortège des blessés, en tête duquel on portait le brave du *Couëdic*. Louis XVI, qui aimait la marine d'une vive passion, félicita le commandant de la *Surveillante* et le nomma capitaine de vaisseau. Quand, à quelque temps de là, du *Couëdic* mourut de ses blessures, il lui fit élever un tombeau sur lequel on grava ces mots : « *Jeunes élèves de la marine, admirez et imitez l'exemple du brave du Couëdic.* » En ennemi généreux, le roi n'avait pas voulu que les marins anglais sauvés par la *Surveillante* fussent considérés comme prisonniers ; il ordonna qu'ils fussent traités en naufragés, assistés dans leurs besoins et reconduits honorablement en Angleterre.

A la fin de cette guerre, grâce à l'héroïsme de notre marine, les mers, où l'Angleterre avait régné tyranniquement pendant un siècle, furent rendues libres, et la ville de Dunkerque put relever ses murailles sans en demander la permission à un commissaire anglais.

Convocation des États généraux. — Mais cette guerre glorieuse avait coûté cher et avait accru nos embarras financiers.

Après le départ d'un ministre habile, **Necker**, Louis XVI ne trouva plus de conseillers capables de conjurer les difficultés du moment. Ces difficultés n'étaient pas insurmontables, mais on ne savait pas que la France pouvait supporter sans fléchir les nouveaux impôts nécessaires ;

on ne prévoyait point les charges accablantes que des désordres dans l'État devaient faire peser sur le pays. Tandis que Louis XVI se montre prêt à tout pour le bien du royaume, les **Notables** qu'il assemble et le parlement rejettent les impôts proposés, par une vaine recherche de la popularité, et demandent la convocation des *États généraux*.

Lecture.

Voir la *Lecture* sur les hommes de guerre du XVIII^e siècle, particulièrement les biographies de Chevert, du maréchal de Saxe, de Montcalm et de Suffren.

QUESTIONNAIRE.

- Quel âge avait Louis XV à la mort de Louis XIV? Quel prince fut chargé de la régence? Quels sont les principaux faits de l'histoire de la régence?
- Quel ministre succéda au duc d'Orléans? En quelle date? Quelle princesse épousa Louis XV?
- Quel ministre succéda au duc de Bourbon? Quel était l'état de la France sous le ministère du cardinal Fleury?
- Quelles sont les principales guerres du règne de Louis XV?
- Quel profit nous valut la guerre de la succession de Pologne?
- Quelle est la grande victoire qui signale la guerre de la succession d'Autriche? Raconter la bataille. En quelle date fut-elle livrée?
- Quel fut le dévouement héroïque du chevalier d'Assas?
- Quels furent les ministres qui travaillèrent à relever la marine?
- Quel fut le rôle de Dupleix et de Montcalm? Quels ont été les territoires réunis sous le règne de Louis XV?
- Quel fut le successeur de Louis XV? Quels furent les réformes du ministère de Turgot?
- Quelle guerre entreprit Louis XVI? Quel fut alors le rôle glorieux de la marine française? Quel fut le grand marin de ce temps-là? Raconter le combat de la *Surveillante* et du *Québec*?
- Quelles sont les circonstances qui amènent la convocation des *États généraux*?

Devoirs écrits.

Quels sont les personnages qui exercèrent le pouvoir de 1715 à 1743? — Quels sont les principaux événements de leur ministère? — Quels sont les hommes dont les noms méritent d'être cités, de 1744 à 1789? — Raconter la bataille de Fontenoy. — Raconter le combat de la *Surveillante* et du *Québec*.

Tracés.

Tracé de la frontière nord-est de la France : 1^o avant la réunion de la Lorraine; 2^o après la réunion de cette province.

Devoirs de récapitulation.

(Retour sur l'histoire de France depuis la fin des guerres civiles religieuses jusqu'à la Révolution française (1598-1789).

Quels ont été les grands ministres du ^{xvii}^e siècle ? Résumer leur histoire.

Quels sont les principaux événements de l'histoire de la lutte de la France contre la maison d'Autriche, de 1635 à 1648 ?

Quelles sont les principales guerres du règne de Louis XIV ? Quels sont les capitaines qui commandaient les armées de Louis XIV ?

Quels sont les grands écrivains du règne de Louis XIV ?

Quels sont les grands hommes du ^{xvii}^e siècle ayant appartenu à l'Église ?

Quelles sont les principales guerres des règnes de Louis XV et de Louis XVI ?

CHAPITRE XV

PROGRAMME

(De 1789 à 1800). **La Révolution française.** — La Constituante ; la nuit du 4 août 1789. — L'Assemblée législative, le 10 août 1792. — La Convention. — Le 9 Thermidor. — Le Directoire. — Bonaparte ; campagne d'Italie et campagne d'Égypte.

SOMMAIRE.

L'Assemblée constituante à Versailles (5 mai-6 octobre 1789).

Louis XVI ouvre les États généraux à Versailles, le 5 mai 1789. Le tiers état, par le serment du *Jeu de paume*, rompt avec la tradition du royaume et commence la Révolution en se constituant à lui seul *Assemblée nationale* (17 juin 1789).

L'insurrection du peuple à Paris suit les déclarations du tiers état au sein de l'Assemblée. La foule, avec le concours des gardes françaises révoltés, prend la Bastille (14 juillet 1789). A la faveur du désordre, la populace commet des assassinats qui demeurèrent impunis.

Les provinces, à leur tour, sont en proie au pillage et à l'incendie. Dans l'espérance, bientôt détrompée, de rétablir la paix publique, le clergé et la noblesse abandonnent leurs privilèges et leurs droits à la séance de nuit du 4 août. L'égalité en matière d'impôts est proclamée.

L'Assemblée décrète une nouvelle organisation administrative. Pour remédier à la pénurie chaque jour plus grande du trésor,

elle confisque les biens du clergé et les vend à vil prix sans remplir les caisses de l'État. Elle porte atteinte à la constitution de l'Église et provoque la protestation des évêques et des prêtres fidèles, qu'elle qualifie de *réfractaires*.

Aux journées des 5 et 6 octobre, des bandes, parties de Paris, font irruption dans l'Assemblée et envahissent le château. Le roi est ramené à Paris où se transporte l'Assemblée.

Le roi et les Assemblées (Constituante, Législative, Convention) à Paris.

La populace de Paris, instrument de Danton, de Robespierre et de Marat, violente tour à tour l'Assemblée législative et le roi (journées du 20 juin et du 10 août 1792). Elle impose à la Convention, qui a succédé à l'Assemblée législative, la condamnation du roi. Louis XVI meurt en pardonnant à ses ennemis (21 janvier 1793).

Au 31 mai 1793, les bandes insurrectionnelles arrachent de leur banc vingt-deux députés de la Convention.

La Terreur.

Robespierre préside au régime de tyrannie qui s'est appelé la *Terreur*. Il périt lui-même victime de ses complices, le 27 juillet 1794 (9 thermidor).

Guerres de la Révolution. Conquête des frontières naturelles de la France (1792-1795).

Nos armées, dirigées par Carnot, ont défendu la frontière, repoussé l'invasion prussienne à Valmy (1792), conquis la Belgique à Jemmapes et à Fleurus (1792-1794), et atteint les frontières naturelles du Rhin et des Alpes.

Bonaparte, né à Ajaccio (15 août 1769), élève à l'école de Brienne, puis officier d'artillerie, se signale, sous la Convention, au siège de Toulon.

Campagne d'Italie (1796-1797).

Nommé général en chef de l'armée d'Italie, en 1796, Bonaparte pénètre dans la vallée du Pô par le col de Montenotte, s'empare de Milan et s'établit solidement entre le Mincio et l'Adige par les victoires de Castiglione, d'Arcole, de Rivoli, et par la prise de Mantoue.

Puis il s'ouvre la route de Vienne à travers les Alpes Carniques et force l'Autriche à traiter à Campo-Formio (1797).

Campagne d'Égypte (1798-1799).

Bonaparte, nommé au commandement d'une expédition contre l'Angleterre, la dirige sur l'Égypte pour menacer de là les possessions anglaises des Indes (1798). Il prend Malte en passant, débarque à Aboukir, entre à Alexandrie et défait les Mamelucks aux Pyramides.

Maître du Caire, mais enfermé dans sa conquête par la destruction de la flotte à Aboukir, il tente de conquérir l'Orient, passe en Syrie, est vainqueur au Mont-Thabor, mais est arrêté par la résistance de Saint-Jean-d'Acre.

De retour en Égypte, il détruit à Aboukir une armée turque. Il s'embarque à la nouvelle des événements survenus en Europe, en laissant à Kléber le commandement de l'armée, et aborde à Fréjus (1799).

RÉCIT

La Constituante (1789-1791). — Les *États généraux*, c'est-à-dire l'Assemblée des députés des trois états ou ordres de la nation, s'assemblèrent à Versailles le 5 mai 1789. A la séance d'ouverture, Louis XVI prononça un discours qui se terminait par l'assurance de son dévouement au bien public et par un appel à la concorde.

« Tout ce qu'on peut attendre, dit-il, du plus tendre intérêt au bonheur public, tout ce qu'on peut demander à un souverain, le premier ami de ses peuples, vous pouvez, vous devez l'espérer de mes sentiments. Puisse, Messieurs, un heureux accord régner dans cette assemblée, et cette époque devenir à jamais mémorable pour le bonheur et la prospérité du royaume ! »

Serment du Jeu de paume. — Malheureusement cet accord ne dura guère. La lutte, passionnée par l'éloquence de *Mirabeau*, s'engagea entre le tiers état et les ordres privilégiés. Les députés du tiers étaient animés des sentiments les plus généreux, mais pleins d'inexpérience. Ils se déclarèrent à eux seuls *Assemblée nationale*, sans attendre que les députés de la noblesse et du clergé se fussent réunis à eux.

Ils jurèrent dans la salle du Jeu de paume « de ne jamais se séparer, et de se réunir partout où les circonstances l'exigeraient, jusqu'à ce que la nouvelle constitution du royaume fût affermie sur des fondements solides ». En agissant ainsi, ils rompaient avec la tradition du royaume et se chargeaient à eux seuls d'une tâche qui ne pouvait être accomplie heureusement que de concert avec le roi et les deux autres ordres.

Prise de la Bastille. — A cette déclaration de l'ordre du tiers état, dans l'Assemblée des États généraux, le peuple de Paris répond par une insurrection dans la

rue. Il entraîne dans la révolte le régiment des gardes françaises, pille les boutiques d'armuriers, s'empare des armes déposées aux Invalides et marche avec des canons contre la forteresse de la Bastille qui ne se défend pas (14 juillet 1789). On massacre le gouverneur de Launay et, à l'Hôtel de ville, le prévôt des marchands, Flesselles. Ces crimes sont suivis de l'assassinat de l'intendant de la guerre Foulon et de son gendre Berthier; les assassins demeurent impunis; Louis XVI ne sait pas sauvegarder l'ordre en faisant agir les troupes.

Nuit du 4 août 1789. — L'exemple de Paris, où l'on promenait des têtes coupées, donne le signal aux malfaiteurs des provinces. « De tous côtés, dit à l'Assemblée un député chargé d'un rapport sur la situation, les châteaux sont brûlés, les couvents détruits, les fermes abandonnées au pillage; la justice n'est plus qu'un fantôme qu'on cherche inutilement dans les tribunaux. » Dans l'espérance, bientôt trompée, de rétablir la paix publique, le clergé et la noblesse abandonnent leurs privilèges et leurs droits. On était au 4 août 1789; la nuit vint, et l'Assemblée délibérait encore aux flambeaux avec une vive émotion née du péril public. Tout à coup le vicomte Alexis de Noailles se présente à la tribune. « Pour ramener le calme, dit-il, je propose de décider dès à présent :

« Que l'impôt sera payé par tous les individus du royaume dans la proportion de leurs revenus;

« Que toutes les charges publiques seront à l'avenir également supportées par tous. »

L'égalité demandée par le tiers était donc proclamée. Tous les Français durent payer le même impôt, et purent prétendre aux mêmes grades et aux mêmes dignités.

Avec l'égalité on réclama la liberté, à laquelle il est bien difficile de fixer une juste limite. On crut qu'il suffisait pour la fonder d'affaiblir l'autorité du roi, et on rendit Louis XVI impuissant à faire le bien et à empêcher le mal.

Nouvelle organisation administrative. — L'Assemblée décréta une nouvelle organisation administra-

tive ; elle partagea la France en 83 départements, et les départements en districts (nos arrondissements d'aujourd'hui) et en communes.

Ces nouvelles divisions servirent de base à l'organisation de la justice et de l'administration financière.

Il y eut un tribunal civil au district, un tribunal d'appel au chef-lieu, et à Paris une cour suprême, cour de cassation, chargée de veiller à la conservation des formes selon lesquelles la justice devait être rendue.

On établit de même un percepteur des impôts par district, et un receveur par département.

Confiscation des biens du clergé. — Mais cette nouvelle organisation de la France ne remédiait pas au désordre. Les impôts n'étaient plus payés et les finances étaient dans un état pire qu'avant la réunion des Etats généraux ; c'était pour y remédier cependant qu'ils avaient été réunis. Afin de subvenir aux besoins pressants de l'État, l'Assemblée confisqua tous les biens du clergé, ce qui fut une faute. On aurait pu remédier à la pénurie du trésor en acceptant l'offre du clergé qui proposait de vendre peu à peu 500 millions de ses biens et qui aurait trouvé des acquéreurs, parce qu'il était légitime détenteur de ce qu'il vendait. On aima mieux lui prendre tout ; on vendit une partie de ses terres à vil prix, sans trouver d'acquéreur pour le reste, parce qu'il est difficile de vendre un bien d'origine suspecte. C'est ainsi que l'Assemblée ruina le clergé, les hospices et les écoles, sans remplir les caisses de l'État.

Constitution civile du clergé. — L'Assemblée avait trouvé le clergé docile tant qu'elle n'avait porté atteinte qu'à ses biens, mais elle le contraignit à se séparer d'elle en interdisant aux nouveaux évêques, nommés par les électeurs, « de s'adresser à *l'évêque de Rome* pour en obtenir aucune confirmation ». Les évêques et les prêtres refusèrent de reconnaître une loi qui était un empiètement en matière religieuse, et la persécution commença contre les prêtres fidèles auxquels on donna le nom de *réfractaires*.

Journées des 5 et 6 octobre 1789. — Le roi et l'Assemblée à Paris. — Les débats sur la nouvelle Constitution avaient commencé à Versailles. Mais cinq mois après la réunion des États généraux, le roi fut ramené de Versailles à Paris par une horde qui portait sur ses piques les têtes de quelques gardes du corps assassinés (journées des 5 et 6 octobre 1789). L'Assemblée suivit le roi et tint dès lors ses séances dans la salle du Manège, voisine des Tuileries.

A partir de ce moment, il n'y a plus en France qu'un maître, c'est le peuple de la rue, usurpant le nom du peuple tout entier. Il y a là quarante mille vagabonds dont parlent les contemporains, sans métier déterminé, sans logement stable, public assidu des orateurs révolutionnaires du Palais-Royal et des clubs, qui recevra bientôt une solde journalière de 40 sols. Ce peuple est conduit par quelques meneurs; il impose sa volonté au roi et à l'Assemblée qui semblent également ses prisonniers.

20 juin 1792. — Chaque fois qu'il se soulève à la voix des agitateurs, il violente en même temps l'Assemblée et le roi. Au 5 octobre (1789) à Versailles, l'invasion de la salle des séances par les femmes de la populace, sous la conduite de Maillard, a précédé celle du château. Au 20 juin 1792, l'**Assemblée législative** (qui avait succédé à l'Assemblée constituante) et le roi subirent encore la double invasion de la horde populaire. Celle-ci, conduite par le brasseur Santerre et favorisée par la complicité secrète du maire Péthion, défile en armes, quatre heures durant, avec des culottes déchirées en guise de drapeaux au bout des piques, dans la salle des séances de l'Assemblée.

De l'Assemblée, elle se porte aux Tuileries où il n'y avait aucun moyen de défense. Le château est occupé par ces forcenés qui veulent tuer la reine et coiffent le roi et le dauphin du bonnet rouge. C'est en vain que 75 départements sur 83 protestent contre cet attentat de Paris. « Élevons tous une forte clameur d'indignation et de vérité, »

s'écrie un courageux citoyen, le poète **André Chénier**, qui devait plus tard payer de sa vie cet appel généreux.

10 août 1792. — Le 10 août commence l'abaissement de l'Assemblée législative et la perte de la royauté.

Une commune révolutionnaire remplace, pendant la nuit, la municipalité légale à l'Hôtel de ville. **Danton** organise l'insurrection : cette fois on dédaignera l'Assemblée et on ira droit aux Tuileries, après avoir désorganisé la défense du château par un assassinat. La nouvelle municipalité avait appelé devant elle **Mandat**, général de la garde nationale, et l'avait sommé de signer l'ordre de retirer la moitié des troupes du château. Mandat s'y refusa héroïquement et fut massacré quelques moments après sur les degrés de l'Hôtel de Ville. L'histoire doit recueillir le nom de cette victime du devoir. Le succès de l'attaque ne laissait plus de doute : Louis XVI dut chercher un refuge au sein de l'Assemblée, tandis que le combat s'engageait entre les bandes de Danton et la garde suisse, qui fut massacrée.

Massacres de septembre (1792). — La commune impose alors ses ordres à l'Assemblée législative, terrifiée, à demi dispersée (1), ne lui donnant parfois que deux heures pour se soumettre. Elle exige la translation de Louis XVI à la prison du Temple. Elle organise le massacre des gens enfermés comme *suspects* dans les prisons de Paris, aux journées de septembre 1792; **Danton**, **Robespierre** et **Marat** forment un triumvirat tout-puissant.

Procès et mort de Louis XVI. — Sous la **Convention** (21 septembre 1792), c'est encore la populace de Paris qui règne. C'est elle qui par ses huées dans les tribunes, par ses violences contre les députés modérés, par ses manifestations cruelles contre les prisonniers du Temple, impose à l'Assemblée le procès et la condamnation du roi.

Le 21 janvier 1793, Louis XVI sortait de sa prison

(1) Sur 780 membres il n'y avait plus que 234 membres siégeant.

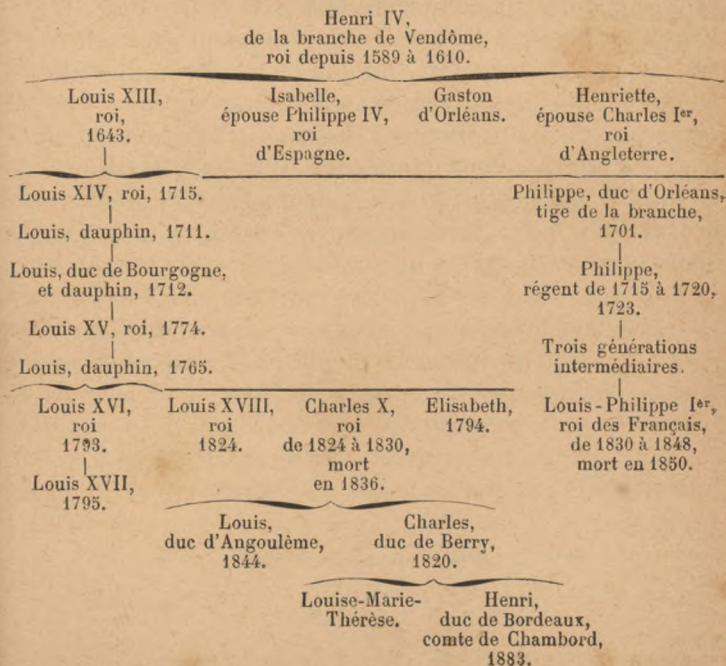
pour monter sur l'échafaud, où il prononça ces dernières paroles : « Je pardonne à mes ennemis. » Comme on l'a dit, tous les tambours de Santerre n'ont pu étouffer ces paroles, ni les empêcher de retentir dans la postérité (1).

Le 2 juin 1793. — La Convention restait seule en butte aux assauts du peuple, qui ne se firent pas longtemps attendre. Le 14 avril 1793, une troupe d'hommes armés de piques ramène en triomphe au sein de l'Assemblée l'odieux Marat, décrété d'accusation pour avoir conspiré contre la Convention.

Le 2 juin 1793, la foule, armée des canons que lui a livrés la commune, force les portes de la Convention et arrache de ses bancs vingt-deux députés modérés, les

(1) **Tableau généalogique des Bourbons.**

(La date qui suit chaque nom est celle de la mort.)



Girondins (1). « La postérité ne concevra jamais, disait alors Vergniaud, le plus éloquent des orateurs girondins, l'ignominieux asservissement de Paris à une poignée de brigands, rebut de l'espèce humaine. »

La Terreur. — Paris, qui osait proscrire les représentants du pays, imposa alors à la France ce régime de tyrannie et d'extermination, inconnu dans toute autre histoire, qui s'est appelé lui-même **la Terreur**. Robespierre est maître. L'échafaud est en permanence sur la place de la Révolution, à côté de la statue de la Liberté qui voit défiler un long cortège de victimes de tout rang, de tout sexe et de tout âge. La reine Marie-Antoinette meurt avec un courage tranquille. La sœur de Louis XVI, madame Élisabeth de France, les anciens membres de la Constituante, les députés de la Gironde à l'Assemblée législative, qui avaient été les fondateurs de la république, bientôt même les terroristes de la veille devenus suspects à Robespierre, et parmi eux Danton, sont frappés à leur tour. En dehors de la famille royale et des députés des diverses assemblées, les nobles et les prêtres sont naturellement désignés à l'échafaud, mais le grand nombre des victimes guilloténées à Paris, noyées à Nantes, fusillées à Lyon, appartient au peuple. Ce sont des artisans, des laboureurs, des femmes, des enfants accusés *de sentiments et de propos contre-révolutionnaires*.

Une sorte de folie sinistre s'était emparée des terroristes et les poussait à se proscrire et à se décimer eux-mêmes, jusqu'au moment où ils ne furent plus qu'une poignée misérable et impuissante. Les survivants tremblaient devant Robespierre, qui cherchait les moyens de les faire périr. La peur les réunit au 9 thermidor (27 juillet 1794) (2) contre celui qu'ils appelaient *le tyran*.

(1) Les Girondins formaient un parti dont les chefs étaient les députés du département de la Gironde.

(2) La Convention avait changé le calendrier; elle avait remplacé la semaine de sept jours par la *décade* de dix jours, et substitué aux noms des mois de janvier, février, mars, etc... ceux de nivôse, ventôse, pluviôse (mois de la neige, du vent, de la pluie, etc...); thermidor, mois de la chaleur, concordait avec le mois de

C'était le nom qu'ils avaient autrefois donné à Louis XVI. Robespierre, cette fois, succomba. Il voulut se défendre ; on lui cria : Le sang de Danton t'étouffe ! Et la tête du proscripteur tomba à son tour sur l'échafaud.

Le Directoire (1795). — A la Convention succède le **Directoire**, gouvernement où cinq magistrats (les directeurs) étaient chargés du pouvoir exécutif, et où deux assemblées, celle des **anciens** et celle des **cinq-cents** représentaient le pouvoir législatif. Tandis qu'il se montrait impuissant à rétablir l'ordre à l'intérieur, un jeune général, Bonaparte, grandissait par les victoires qu'il remportait sur les ennemis de la France et apparaissait à tous les yeux comme l'homme seul capable de gouverner le pays.

Guerres de la Révolution. — Au dehors, la France, bien que livrée aux divisions, avait su résister aux attaques de l'Europe et même conquérir ses limites naturelles, le Rhin et les Alpes. Grâce aux places fortes du nord-est, les Prussiens se trouvèrent arrêtés, et quand ils osèrent franchir la frontière, il suffit de la bonne contenance de l'armée de Dumouriez à **Valmy** (près de l'Argonne, 1792) pour leur faire au plus vite rebrousser chemin. « La patrie doit des autels à ceux qui ont fait cette frontière de fer, » disait le républicain Carnot, rendant ainsi justice à Vauban et à Louis XIV.

Dumouriez, vainqueur des Prussiens, franchit la frontière et conquit la Belgique sur les Autrichiens par la bataille de **Jemmapes** (1792) ; à quelque temps de là, Jourdan remportait encore sur les troupes de l'Autriche la victoire de **Fleurus** (1794, non loin de la Sambre, affluent de la Meuse).

Dans ces guerres, la France fit les plus généreux efforts pour repousser l'étranger. Attaquée au nord, sur le Rhin, sur les Alpes et aux Pyrénées, elle opposa partout une résistance héroïque. L'armée, recrutée par les enrôlements volontaires et surtout par la levée en masse

juillet. Cette concordance toutefois n'était pas très exacte, l'année du nouveau calendrier commençant le 22 septembre, date de la proclamation de la république.

de 1793, acquit peu à peu, grâce au mélange des anciens soldats avec les nouveaux, la discipline et la solidité sans lesquelles il n'est pas de bonnes troupes. Ceux qui avaient été jusqu'alors retenus dans les rangs inférieurs de l'armée, parce qu'ils n'étaient pas nobles, les sous-officiers Hoche, Marceau, Ney, Soult, se montrèrent dignes de devenir les égaux de leurs officiers, La Fayette, Dumouriez, Carnot, Desaix, Davoust, Berthier, Macdonald ; si bien que vieux et jeunes soldats, nouveaux ou anciens officiers, parurent invincibles aux armées de l'Europe.

Après trois ans de guerre, nous avions atteint le Rhin et les Alpes, que nous devions malheureusement perdre pour avoir voulu les dépasser.

Le général Bonaparte. — Celui qui dépassa nos frontières naturelles et finit par les perdre, fut **Napoléon Bonaparte**, dont la vie résume l'histoire de la France pendant vingt ans.

Né le 25 août 1769 à Ajaccio, quelques mois après la réunion de la Corse à la France, Napoléon Bonaparte entra à l'école de Brienne et à l'école militaire de Paris. Officier d'artillerie, il se distingua en reprenant Toulon sur les Anglais qui s'en étaient emparés (1793).

Devenu général, il frappa tous les esprits et prépara son élévation par la campagne d'Italie et l'expédition d'Égypte.

Campagne d'Italie (1796-1797). — La France, qui avait traité, à Bâle, en 1795, avec la Prusse et l'Espagne, était toujours en guerre avec l'Autriche. **Carnot** chargé, sous la Convention, de la direction de la guerre, avait formé trois armées qui devaient marcher parallèlement sur Vienne. Il comptait surtout sur les deux grandes armées d'Allemagne ; quant à la petite armée de 30,000 soldats mal vêtus, mal équipés, qui depuis longtemps guerroyaient au pied des Alpes sans pouvoir les franchir, il ne lui demandait que de tenir en échec l'armée autrichienne d'Italie.

Or il se trouva que les deux armées d'Allemagne furent arrêtées dans leur marche et que la petite armée d'Italie

fit tout à elle seule. Elle avait Bonaparte pour général.

Bonaparte force le passage des montagnes au col de **Montenotte**, où les Alpes s'abaissent un moment pour se relever plus loin sous le nom d'Apennins (1796). Une fois entré dans les riches plaines qu'arrosent le Pô et



Carte pour servir à la campagne d'Italie, 1796.

On remarquera, en rapprochant ce tracé de la partie de l'Italie contenue dans la carte de France sur papier rose, que nous ne donnons ici que le Tyrol et l'étroit territoire compris entre Peschiera et Mantoue sur le **Mincio**, Vérone et Legnano sur l'**Adige**. C'est pour défendre la possession de ce carré que Bonaparte a livré les batailles de **Castiglione**, d'**Arcole** et de **Rivoli**. Le **Tyrol**, appuyé à la section de la grande chaîne des Alpes qui porte, dans cette partie, les noms d'**Alpes Rhétiques** et d'**Alpes Carniques**, présente la forme d'une bouteille renversée dont le goulot serait formé par les montagnes qui resserrent le cours de l'**Adige**. Les armées autrichiennes, entrées dans la vallée de ce fleuve par le col de **Brenner**, débouchaient dans la plaine près de Vérone.

ses affluents, il pousse devant lui l'armée autrichienne, l'atteint et la bat à **Lodi**, sur l'**Adda**, affluent du **Pô**, la chasse jusqu'aux monts du Tyrol où elle disparaît, et fait le siège de Mantoue sur le **Mincio**, autre affluent du **Pô**. Il peut maintenant attendre les nouvelles armées autrichiennes, celles qui descendent du Tyrol et celles

qui viennent du côté de Venise. Comme l'araignée, qui du centre de sa toile se précipite sur sa proie, il court à Castiglione (entre l'Adda et le Mincio), à Arcole (dans les marais de la rive gauche de l'Adige), à Rivoli (dans le défilé des monts du Tyrol) : il est trois fois victorieux.

A **Castiglione** (près du Mincio, au sud du lac de Garde) Bonaparte battit avec 30,000 hommes les 60,000 hommes du général Wurmser qui descendait du Tyrol.

A Arcole et à Rivoli, il triompha de deux nouvelles armées de l'Autriche. Il choisit pour vaincre des champs de bataille resserrés où l'impossibilité de se déployer rendait inutile la supériorité du nombre.

A **Arcole**, au milieu des marais de la rive gauche de l'Adige, sur des chaussées étroites, la vaillance des têtes de colonnes devait décider la victoire. C'est avec l'une de ces colonnes que Bonaparte marcha des premiers sur une batterie ennemie. Voyant ses soldats hésiter sous une pluie de mitraille, il saisit un drapeau et leur crie : « *Suivez votre général !* » Lannes, blessé déjà de deux coups de feu dans la journée, est atteint d'un troisième. Le jeune Muiron, aide de camp du général en chef, veut le couvrir de son corps : il tombe mort à ses pieds. Une nouvelle décharge fauche la colonne. A ce moment quelques soldats restés debout auprès de Bonaparte le saisissent et l'emportent au milieu du feu et de la fumée. Mais une autre colonne, qui avait tourné les Autrichiens, les oblige à la retraite et décide du gain de la journée.

A **Rivoli**, c'est au milieu des montagnes, dans le long défilé que suit l'Adige pour sortir du Tyrol, que Bonaparte trouve encore un champ de bataille à souhait pour sa petite armée. Il a pris position sur un étroit plateau où les deux colonnes autrichiennes, cheminant par les sentiers du défilé, doivent opérer leur jonction. Il les attend à leur débouché, lance l'héroïque Masséna sur l'une et charge l'autre avec impétuosité. Tout ce qui a pris pied un instant sur le plateau, grenadiers, cavalerie, artillerie, est précipité pêle-mêle sur des che-

mins à pente rapide où quelques pièces augmentent, par leur feu plongeant, l'épouvante et la confusion. Avec seize mille hommes Bonaparte en avait vaincu quarante mille.

Mantoue succombe enfin, et Bonaparte, maître de l'Italie, peut marcher au-devant de la dernière armée de l'Autriche, commandée par l'archiduc Charles. Il la bat au passage des Alpes Carniques, franchit la Drave, affluent de droite du Danube, et marche sur Vienne. L'Autriche se résigne enfin à traiter en 1797 et nous abandonne la rive gauche du Rhin par le traité de **Campo-Formio** (au delà du Tagliamento).

Expédition d'Égypte. — L'expédition d'Égypte (1797-1799) accrut encore la gloire du vainqueur d'Italie. Nommé au commandement d'une expédition contre l'Angleterre, il résolut de frapper au loin cette implacable ennemie de la France, en menaçant les Indes anglaises par la conquête de l'Égypte.

Il voulait faire de la Méditerranée un lac français; déjà Corfou (île de l'Adriatique), autrefois possession de Venise, nous avait été cédée par le traité de Campo-Formio; Malte, qu'on pouvait prendre en passant; Alexandrie, le grand port de l'Égypte, devaient assurer notre prépondérance sur cette mer.

Il part de Toulon, le 19 mai 1798, avec une flotte montée par dix mille marins et trente-six mille hommes. Il emmenait avec lui Desaix, Kleber, Murat, Lannes, Davoust, Junot, Marmont, et les savants Monge et Berthollet. Il échappe à la croisière anglaise commandée par le redoutable Nelson, prend **Malte** en chemin et aborde à Aboukir à quatre lieues d'Alexandrie, le 1^{er} juillet. Nelson, qui cherchait la flotte française dans toute la Méditerranée, l'avait devancée sans la voir et avait quitté la veille les parages de l'Égypte.

Prise d'Alexandrie. — Bataille des Pyramides. — Désastre d'Aboukir. — Bonaparte enlève **Alexandrie** par un coup de main et se prépare à marcher sur le Caire.

L'Égypte est la vallée du Nil. Partout où l'inondation couvre le sol, la fertilité est incomparable, mais le désert commence là où s'arrêtent les eaux fécondantes du fleuve. Le territoire cultivé n'a dans la moyenne et la haute Égypte qu'une largeur moyenne de vingt kilomètres ; il s'étend dans la basse Égypte entre les deux bouches de Rosette et de Damiette qui forment le Delta ou triangle du Nil, large de deux cent quarante kilomètres à sa base.

Ce riche pays était sous la suzeraineté nominale du sultan de Constantinople, représenté au Caire par un pacha impuissant, mais il appartenait véritablement à la milice des **mameluks**, d'origine étrangère, qui opprimait la race des fellahs arabes, cultivateurs du sol.

Évitant la faute de saint Louis qui, lors de la septième croisade, s'était engagé dans le Delta et n'avait pu franchir les canaux qui le coupent, Bonaparte traverse le petit désert de Damanhour, gagne la rive gauche de la branche de Rosette, la suit jusqu'aux **Pyramides** qui s'élèvent sur les confins du désert, en face du Caire, et livre bataille avec ses cinq carrés d'infanterie à la terrible cavalerie des mameluks commandés par Mourad-Bey. Les mameluks se brisent contre nos baïonnettes et sont décimés par le feu convergent des carrés. Nous n'avons perdu que trois cents hommes ; Mourad-Bey, fuyant vers la haute Égypte, laissait dix mille cavaliers sur le champ de bataille (1798).

Malheureusement, à quelques jours de là, Nelson surprenait notre flotte qui s'était attardée dans la rade d'**Aboukir** et la détruisait. L'armée d'Égypte était privée de toute communication avec la France.

« Nous sortirons de ces déserts grands comme les anciens, » dit Bonaparte en apprenant le désastre d'Aboukir ; et il organise sa conquête, avant de s'élancer en Syrie, d'où il voulait pénétrer aux Indes et changer la face de l'Orient.

Bonaparte organise sa conquête. — Après sa

victoire aux Pyramides il avait occupé le Caire (1), dont il avait rassuré les habitants en leur promettant de respecter leur culte, leurs mœurs et leurs biens. Réduit à ne compter que sur les ressources du pays, il employa les savants à chercher les meilleurs moyens de construire des moulins, de cultiver la vigne, de remplacer le houblon dans la fabrication de la bière, de faire de la poudre, des fusils, des canons, des draps, de clarifier ou de rafraîchir les eaux du Nil.

Après avoir pourvu à la défense de sa conquête, Bonaparte résolut de passer en Syrie pour frapper la Turquie qui s'était déclarée contre nous (1799). Il prit successivement El-Arisch et Jaffa et investit **Saint-Jean-d'Acre** (villes situées sur la côte). Une armée turque, qui vint au secours de la place, fut écrasée au **mont Thabor**; mais Saint-Jean-d'Acre résista à tous les assauts. Bonaparte dut renoncer à son entreprise et revenir défendre l'Égypte contre une autre armée turque qui se préparait à débarquer sur les côtes. La bataille se livra à **Aboukir**, sur cette plage témoin du désastre de notre flotte. Les retranchements de l'ennemi furent emportés, et notre cavalerie, ayant de l'eau jusqu'au poitrail des chevaux, poussa dans la mer des milliers de Turcs.

Bonaparte, qui n'avait reçu qu'une seule dépêche du Directoire depuis plus de dix mois, apprit alors la triste histoire des revers essuyés par la France en son absence. L'Italie était perdue; nos frontières menacées; le gouvernement du Directoire tombé dans le mépris public. Il jugea qu'il était temps de partir.

Il fit préparer secrètement deux frégates, laissa le commandement de l'armée à Kléber et s'embarqua avec ses meilleurs officiers. Il échappa aux vaisseaux anglais et aborda à Fréjus, sur les côtes de Provence (9 octobre 1799).

(1) Le Caire, capitale de l'Égypte, est situé sur la rive droite du Nil, au sud du Delta. Ce nom de Delta, appliqué à la partie comprise entre les deux bouches du Nil, vient d'une lettre de l'alphabet grec qui a la forme d'un triangle (Voir pour l'expédition d'Égypte la carte sur papier rose placée à la fin du volume).

Lecture.

Voir la *Lecture* sur *Mirabeau* et celle sur *Robespierre*.

QUESTIONNAIRE.

Où et à quelle date se réunirent les États généraux? Quel fut l'acte des députés du tiers état qui commença la Révolution? Quelle en fut la conséquence à Paris? Quels furent les crimes commis dans la journée du 14 juillet?

Quel était alors l'état des provinces? Que se passa-t-il dans la nuit du 4 août 1789? Quelle nouvelle organisation administrative établit l'Assemblée?

Comment essayait-elle de remédier à la pénurie du trésor? Comment porta-t-elle atteinte à la constitution de l'Église en France?

Montrer comment le roi et l'Assemblée furent prisonniers de Paris après les journées des 5 et 6 octobre. Quelles sont les journées dans lesquelles le roi et l'Assemblée ont été violentés par les bandes des faubourgs?

Combien de départements protestèrent-ils contre l'attentat du 20 juin? Pourquoi faut-il admirer André Chénier?

Quels sont les trois hommes tout-puissants à Paris par l'appui que leur donne la populace?

Quelle est l'Assemblée qui a emprisonné Louis XVI? Quelle est celle qui l'a jugé? Quelles ont été les dernières paroles du roi?

Dire ce que fut *la Terreur* et comment elle finit. Quel est le gouvernement qui succéda à la Convention?

Quelles sont les premières victoires gagnées par les armées de la Révolution?

Raconter la vie du général Bonaparte jusqu'aux campagnes d'Italie. Quelles furent les principales victoires remportées par Bonaparte en Italie? Suivre sa marche du col de Montenotte jusqu'au Mincio. Faire comprendre les avantages de sa situation entre le Mincio et l'Adige. Comment força-t-il l'Autriche à traiter?

Raconter l'expédition d'Égypte.

Devoirs écrits.

Que s'est-il passé aux dates suivantes : 17 juin 1789. — 14 juillet 1789. — 5 et 6 octobre 1789. — 20 juin 1792. — 10 août 1792. — 21 janvier 1793. — 2 juin 1793. — Raconter les campagnes d'Italie et d'Égypte.

Tracés.

Dessiner l'espace compris entre le Mincio et l'Adige et placer les noms de Castiglione, d'Arcole et de Rivoli.

CHAPITRE XVI

PROGRAMME

(De 1800 à 1814). **Le consulat et l'empire.** — Le consulat. — Organisation administrative de la France. —

Marengo (1800). — L'Empire (1804). — Austerlitz (1805);
Iéna (1806); Wagram (1809); la Moskowa (1812).

SOMMAIRE.

Bonaparte premier consul (1799-1804)

- Bonaparte renverse le Directoire par le coup d'État du 18 brumaire (4 nov. 1799) et établit le gouvernement appelé le consulat. — Il est nommé premier consul.
- Il triomphe de la deuxième coalition par les victoires de Marengo et de Hohenlinden (1800). — Il signe la paix du continent à Lunéville avec l'Autriche (1801) et celle des mers à Amiens avec l'Angleterre (1802).
- Il réorganise la France et crée une administration nouvelle. Il réconcilie la France avec l'Église par le concordat (1801). — Il institue la Légion d'honneur et fait rédiger le Code civil (1804).
- La paix d'Amiens est rompue (1803). Échappé à une conspiration royaliste, Bonaparte fait arrêter le duc d'Enghien sur le territoire étranger, contre le droit des gens. — Il le fait conduire à Vincennes et fusiller (1804).

Napoléon empereur (1804-1815).

- Napoléon se fait proclamer empereur, organise la *grande armée* et soumet l'Europe par les trois victoires d'Austerlitz (1805), d'Iéna (1806) et de Friedland (1807), et lui impose ses lois par le traité de Tilsitt (1807).
- Il commet alors les grandes fautes qui préparent sa chute. — Il impose des privations matérielles à toute l'Europe en fermant les ports aux vaisseaux anglais. — Il provoque la guerre d'Espagne. — Il s'empare de Rome et retient le pape prisonnier à Savone.
- Il semble cependant à l'apogée de sa puissance par une nouvelle victoire remportée à Wagram sur l'Autriche (1809), par son mariage avec l'archiduchesse autrichienne Marie-Louise (1810) et par la naissance d'un fils (1811).
- Une dernière faute, l'expédition de Russie, précipite la chute de l'empire (1812). — Vainqueur à la Moskowa, maître de Moscou que les Russes incendient, Napoléon, qui n'a pu forcer la Russie à traiter, bat en retraite, et laisse dans les plaines glacées du Nord la *grande armée*, instrument de tant de victoires.
- Après la campagne d'Allemagne, marquée par la bataille de Leipzig (1813), après la campagne de France (1815), Napoléon est réduit à signer son abdication à Fontainebleau et à échanger l'Empire contre l'île d'Elbe, tandis que Louis XVIII, frère de Louis XVI, signe avec l'Europe le premier traité de Paris (1815).
- Napoléon s'échappe de l'île d'Elbe, débarque à Cannes, rallie l'armée et rentre à Paris (20 mars 1815). — La coalition reprend les armes. Napoléon est forcé d'abdiquer une seconde fois après la défaite de Waterloo (1815). — Il est transporté à Sainte-Hélène où il meurt en 1821.
- La France subit les dures conditions du traité de Paris (1815). Louis XVIII remonte sur le trône.

RÉCIT.

Bonaparte premier consul. — A son retour d'Égypte, Bonaparte avait été acclamé par la France, à qui le Directoire n'avait donné ni l'ordre au dedans ni la gloire au dehors. Il se saisit du gouvernement par le coup d'État du 18 brumaire (11 nov. 1799). Il en devient le chef sous le nom de **premier consul**.

Il avait en même temps à vaincre au dehors l'Europe encore une fois conjurée contre la France et à rasseoir au dedans la société ébranlée.

Campagne de Marengo (1800). — Deux armées autrichiennes menaçaient les frontières de la France. L'une se préparait à passer le Rhin près de Bâle; l'autre, commandée par Mélas, assiégeait dans Gênes, la dernière ville qui nous restât en Italie, les débris de nos armées et poussait ses avant-postes jusqu'au Var (Voir la carte de France sur papier rose).

Entre ces deux armées nous gardions une forte position, celle du massif montagneux de la Suisse, que nous avait conservé la victoire gagnée en 1799 par Masséna à **Zurich**, près du lac de ce nom. On pouvait donc déboucher d'un côté dans le bassin du Danube et de l'autre dans le bassin du Pô, pour fermer la retraite aux Autrichiens et couper leurs communications, en Allemagne avec Vienne, en Italie avec Milan.

Bonaparte confia au général Moreau l'armée d'Allemagne; il se réserva celle d'Italie.

Il avait réuni à Dijon sept à huit mille conscrits, exercés par des invalides, et leur avait donné le nom pompeux d'armée de réserve. Tandis que les coalisés se répandaient en railleries sur cette armée, il avait fait filer secrètement des colonnes françaises de l'intérieur sur les cols des Alpes, et lui-même, se mettant à la tête de la masse principale, forte de quarante mille hommes, avait franchi le **Grand-Saint-Bernard** (du 16 au 20 mai 1800), en suivant un sentier rompu par des

rochers, bordé d'afieux précipices, sous la menace des avalanches. Rien n'avait pu déconcerter son génie. L'artillerie démontée avait été portée à dos de mulets; les pièces, enfermées dans des troncs d'arbres, avaient été traînées par les soldats. L'armée s'était montrée digne de son chef. Le 20 mai, elle débouchait dans les plaines du Pô.

Masséna tenait encore dans Gènes contre l'armée autrichienne du général Mélas, contre les Anglais qui bombardaient la ville et contre une épouvantable disette. Avant de se rendre, disaient les soldats, il nous fera manger jusqu'à ses bottes. » Il ne put cependant attendre la délivrance : il fallut capituler (5 juin 1800). Mais la prise de Gènes ne rendit pas la position de Mélas moins critique.

Il était enveloppé. Bonaparte, maître de Milan, marchait sur lui et avait à l'avance marqué sur la carte le champ de bataille où il le rencontrerait. « Je le battrai là, » avait-il dit, en plantant une épingle sur le nom de Marengo.

Ce fut à **Marengo**, près d'Alexandrie, en effet, que se rencontrèrent l'armée française venant de Milan et l'armée autrichienne accourue de Gènes. Le choc fut terrible. Mélas fit les plus grands efforts pour percer. Après avoir combattu depuis le matin, il croyait y avoir réussi et était rentré dans Alexandrie pour dépêcher à l'Europe la nouvelle de sa victoire. L'armée autrichienne, maîtresse de la route, s'avancait en colonne profonde au milieu de nos divisions décimées. La bataille semblait perdue pour nous. Il était trois heures. A ce moment, Bonaparte fut rejoint par **Desaix**, lieutenant aussi intelligent que dévoué. Il recommença la lutte. La colonne autrichienne fut arrêtée par des troupes fraîches, mitraillée par une batterie démasquée à l'improviste, chargée en flanc par les dragons et la garde consulaire. Elle laissa échapper de ses mains la victoire, et Mélas, revenu en toute hâte d'Alexandrie, vit avec désespoir son triomphe du matin changé en un désastre irréparable. Malheureusement nous avons payé cette

glorieuse journée de la mort de Desaix (14 juin 1800).

Moreau à Hohenlinden (1800). — **Paix de Lunéville** (1801). — La victoire de Moreau en Allemagne, à **Hohenlinden**, entre l'Iser et l'Inn, affluents de la rive droite du Danube, acheva de déterminer l'Autriche à traiter. La **paix de Lunéville** (sur la Meurthe, affluent de la Moselle) consacra le traité de Campo-Formio ; elle donna la rive gauche du Rhin à la France et rejeta l'Autriche derrière l'Adige.

Paix d'Amiens (1802). — L'Angleterre seule restait en armes. N'ayant plus d'alliés sur le continent, inquiète pour elle-même et ne pouvant se défendre d'admirer l'ennemi qu'elle redoutait, elle se résigna aussi à traiter et conclut la paix d'**Amiens** qui nous rendit nos colonies. Malte, qui nous avait été enlevée, devait être rendue aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

Bonaparte réorganise la France. — Tout-puissant par l'admiration qu'il inspirait à la France entière, bien servi par les ministres laborieux qu'il sut choisir, Bonaparte s'appliqua à créer une administration nouvelle.

Il mit à la tête de chaque département **un préfet**, assisté d'un conseil général et d'un conseil de préfecture.

Le **conseil général**, composé d'autant de membres élus qu'il y avait de cantons dans le département, dut délibérer et voter sur toutes les affaires qui intéressaient le département.

Le **conseil de préfecture**, composé de membres nommés par le pouvoir exécutif, fut un tribunal chargé de juger les différends qui s'élevaient entre les agents de l'administration et les particuliers.

Le département était divisé en arrondissements ; dans chaque arrondissement, il y eut un **sous-préfet** assisté d'un **conseil d'arrondissement** ; dans chaque commune, un maire assisté d'un **conseil municipal**.

Administration de la justice. — La justice fut réorganisée. Chaque chef-lieu de canton (l'arrondissement avait été divisé en cantons) eut son **juge de paix**,

chaque arrondissement son **tribunal civil**. Les plaideurs, s'ils ne se trouvaient pas bien jugés, pouvaient porter leur cause devant un autre tribunal, nommé **cour d'appel**, qui jugeait définitivement. Cependant, au-dessus de la cour d'appel il y avait un tribunal suprême, nommé **tribunal de cassation**, qui avait le droit de casser les arrêts des cours d'appel, lorsque les formes de la justice n'avaient pas été observées, et de désigner de nouveaux juges devant lesquels l'affaire était renvoyée.

Administration des finances. — L'organisation des finances fut aussi réglée sur l'administration départementale. Il y eut dans chaque arrondissement un **receveur particulier**, chargé de réunir toutes les sommes recueillies par les **percepteurs** des impôts directs et indirects, et dans chaque chef-lieu de département un **receveur général** qui recueillait toutes les sommes perçues par les receveurs particuliers.

Concordat. — En même temps qu'il créait l'administration nouvelle, Bonaparte, pour rétablir les bases de la société, réconciliait la France avec l'Église. Le **Concordat**, conclu avec la cour de Rome le 15 juillet 1801, décréait une nouvelle circonscription des diocèses. Les **évêchés** étaient réduits au nombre de cinquante et les **archevêchés** à celui de dix. — Le gouvernement nommait les évêques, qui eux-mêmes nommaient les curés avec l'agrément du premier consul ; mais les prélats recevaient du Pape l'**institution canonique**.

Institution de la Légion d'honneur. Code civil. — Quelques jours auparavant (15 mai 1802) Bonaparte avait institué l'ordre de la Légion d'honneur, pour récompenser les services militaires et civils.

Il appartenait à celui qui avait réorganisé l'administration judiciaire de faire rédiger en un seul livre ou *code* les anciennes et les nouvelles lois. Ce code, dont la rédaction exigea plusieurs années de travail, ne fut publié qu'en 1804 et prit bientôt après le nom de **Code Napoléon**.

Rupture de la paix d'Amiens. — La paix signée à

Amiens ne dura guère. L'Europe n'en jouit que pendant un an et deux mois.

L'Angleterre s'était alarmée quand elle avait vu Bonaparte réunir une partie de l'Italie au territoire français et régler en maître les affaires de l'Allemagne et de la Suisse. Elle refusa de rendre Malte, qu'elle nous avait prise au temps de l'expédition d'Égypte ; ce refus fut le signal de la rupture de la paix (mai 1803).

Préparatifs de descente en Angleterre. — Bonaparte résolut alors de traverser le détroit ou pas de Calais et d'aller vaincre dans son île l'Angleterre jusque-là insaisissable. Il rassembla sept corps d'armée sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord, et fit construire à **Boulogne** une flottille de 2,000 bateaux, qui pouvait porter 160,000 hommes. Il ne demandait à ses flottes de Brest, de Rochefort et de Toulon que de venir occuper la Manche, pour attirer à elles les flottes anglaises et le rendre maître du détroit pendant six heures. Il fut mal obéi ; les flottes ne purent entrer dans la Manche et l'Angleterre fut sauvée.

Exécution du duc d'Enghien (1804). — C'est au milieu des préparatifs de cette descente que des conspirateurs royalistes menaçaient la vie du premier consul. La conspiration fut découverte, mais Bonaparte en conçut une grande colère qui le poussa lui-même à un acte criminel. Il fit saisir, contre le droit des gens, sur le territoire badois, au château d'Ettenheim (près de Fribourg) le jeune **duc d'Enghien**, le seul prince français qu'il pût atteindre. Il signa lui-même les ordres relatifs à la composition du conseil de guerre et à l'exécution de la sentence. Le 20 mars, dans la nuit, le duc d'Enghien fut fusillé dans un fossé de **Vincennes** (20 mars 1804). Pour le vainqueur de Rivoli, le descendant du vainqueur de Rocroy aurait dû être sacré.

Napoléon empereur. — Deux mois après, Bonaparte échangeait le titre de consul à vie contre celui d'empereur héréditaire (18 mai 1804), et l'empereur

Napoléon commençait cette nouvelle période de guerres qui, en retour d'une gloire militaire stérile, devait soulever contre nous des haines implacables.

La mer lui était fermée. Il n'avait pu ni transporter son armée en Angleterre, ni ressusciter la glorieuse marine de Louis XVI que la Révolution avait détruite. Suffren n'était plus. « Ah ! si cet homme avait vécu jusqu'à moi, » disait Napoléon. Le grand homme de mer, c'était alors l'Anglais **Nelson**. Il avait vaincu à Aboukir la flotte de l'expédition d'Egypte. Il allait détruire notre dernière flotte et la flotte espagnole, notre alliée, commandées par Ville-neuve, à **Trafalgar** (1), et en tombant à son banc de commandement frappé d'une balle française, donner à son pays l'empire des mers (1805). Napoléon se rejeta alors sur le continent où il n'y avait point de force capable de l'arrêter.

La grande armée. — Il commandait à une armée aguerrie dans les campagnes du directoire et du consulat, et qui avait acquis depuis, dans la paix, au camp de Boulogne, ce qui pouvait lui manquer de discipline et d'instruction. **Masséna, Davout, Lannes, Soult, Ney** étaient ses lieutenants ; **Berthier**, son chef d'état-major, transmettait ses ordres à chaque corps avec une exacte précision. D'invincibles réserves, la garde impériale, la cavalerie, l'artillerie, demeuraient entre les mains de l'empereur qui ne les engageait qu'au moment décisif. C'était une heure solennelle que celle où donnaient les *gros bonnets*, comme on appelait les grenadiers de la garde. Sur un signe de l'empereur, **Murat** chargeait à la tête de soixante escadrons en colonne comme à Eylau, ou **Drouot**, pour arrêter l'ennemi qui se croyait vainqueur, alignait en un instant sur le champ de bataille, comme à Wagram, cent pièces d'artillerie. C'est à bon droit que ce formidable instrument de victoire s'appelait la *grande armée*. Napoléon s'en servit pour soumettre le continent en trois batailles.

(1) Trafalgar, sur la côte sud-ouest d'Espagne, entre Cadix et le détroit de Gibraltar.

Austerlitz. — A **Austerlitz**, en Moravie (province d'Autriche), Napoléon écrasa l'Autriche (1805). Ce fut une de ses plus belles victoires. Quand il eut reconnu les dispositions des troupes autrichiennes et des troupes russes, leurs alliées, il dit : « Cette armée est à moi. » Et en effet prévoyant les fausses manœuvres dans lesquelles elle allait s'engager, il la coupa en deux parties, mit en fuite celle de gauche et rassembla toutes ses forces contre celle de droite, qu'il accula aux étangs de Menitz. Ces étangs glacés semblaient devoir être un refuge pour les Russes en déroute ; mais notre canon (c'est, hélas ! le droit cruel de la guerre) brisa la glace et acheva la perte des vaincus. Les deux empereurs d'Autriche et de Russie s'enfuirent désespérés, laissant quinze mille hommes tués, noyés ou blessés, vingt mille prisonniers, et cent quatre-vingts canons, qui devaient servir à élever la **colonne de la grande armée** sur la place Vendôme : nous avons perdu sept mille hommes tués ou blessés. « Soldats, disait l'empereur dans sa proclamation, je suis content de vous, vous avez couvert vos aigles d'une gloire immortelle ! » La paix fut signée à **Presbourg**, sur le Danube (1805) ; l'Autriche perdit ses possessions en Italie et se vit éloignée de l'Adriatique.

Iéna. — A **Iéna** (sur la Saale, affluent de l'Elbe), ce fut le tour de la Prusse (1806). L'armée prussienne, qui se souvenait d'avoir vaincu l'Europe au temps du grand Frédéric, avait raillé les vaincus d'Austerlitz. L'empereur la tourna, et quand il lui eut fermé le chemin de Berlin, il dit à ses soldats : « Si un corps se laissait percer, il serait perdu d'honneur. » Les Prussiens vaincus furent contraints de déposer les armes.

Friedland. — A Eylau, à **Friedland** (entre la Vistule et le Niémen), la Russie elle-même fut atteinte dans les boues et les neiges de son climat du Nord (1807). Au matin de Friedland, l'empereur s'écria avec joie : « C'est un jour de bonheur, c'est l'anniversaire de Marengo. » On était au 14 juin 1807. Par une habile manœuvre, il

encouragea l'armée ennemie à passer la rivière d'Alle (affluent de la Prégel), puis il l'y refoula comme dans un gouffre, la noya ou la prit presque tout entière : c'était la dernière que l'Europe pût lui opposer.

Tilsitt. — Il dicta alors la paix au monde par le traité de **Tilsitt** sur le Niémen (1807). Il traita bien la Russie, dont il voulait se faire une alliée. Il réduisit la Prusse de moitié et la soumit à des humiliations dont elle travailla dès ce moment à se relever et à se venger.

Fautes de Napoléon. — L'empereur commit alors les grandes fautes qui amenèrent sa perte. Il ferma tous les ports de l'Europe au commerce anglais : c'était priver chaque famille du sucre, du café, des épices, des médicaments indispensables, des étoffes que les Anglais, seuls maîtres des mers, apportaient des colonies ou vendaient à bas prix. Il détrôna par perfidie le roi d'Espagne et voulut imposer aux Espagnols son frère Joseph. Enfin il se saisit de la ville de Rome et fit incarcérer le pape Pie VII à Savone (sur le golfe de Gênes).

Les privations au sein de chaque famille rendirent le mécontentement général. Le soulèvement de l'Espagne, qui n'avait pas voulu reconnaître Joseph, donna à l'Europe l'exemple de la résistance (1808). Le pauvre vieillard prisonnier à Savone, refusant de céder au tout-puissant empereur, apprit au monde qu'il n'est pas de force matérielle capable de triompher de la force morale. En France même, on commença à se désaffectionner d'un souverain qui s'attaquait à la religion, et qui sacrifiait tant d'hommes à son ambition sur les champs de bataille.

Apogée de l'Empire. — L'empereur semblait cependant au plus haut point de sa fortune. Il avait vaincu encore une fois l'Autriche à **Wagram**, près de Vienne, en 1809, et épousé une archiduchesse autrichienne, fille de l'empereur François II, Marie-Louise (1810). En 1811, il avait eu d'elle un fils et avait osé le déclarer roi de Rome, alors qu'il gardait le pape prisonnier.

Campagne de Russie (1812). — Napoléon crut tenir

l'avenir dans ses mains puissantes, tandis que le moment de sa chute était venu. Commettant une dernière faute, il avait déclaré la guerre à la Russie et avait dû cette fois, pour atteindre l'armée ennemie, s'engager au fond des plaines immenses de la Russie; il avait été vainqueur



Empire français en 1811.

L'Empire s'étendait, en 1811, vers l'est, de Lubeck sur la Baltique, jusqu'à Rome sur le Tibre. Il resserrait par la **Confédération du Rhin**, dont les princes lui étaient alors dévoués, et par les **provinces Illyriennes** (acquises au traité de Presbourg), les débris du royaume de Prusse et de l'empire d'Autriche. Il dominait la péninsule italienne, où il s'étendait jusqu'au Tibre, par le **royaume d'Italie**, dont le prince Eugène était le vice-roi, et par le **royaume de Naples**. Il comptait alors **cent trente départements**,

encore une fois à la **Moskowa** (1) (7 septembre 1812), où les Russes s'étaient battus comme se battaient les

(1) La Moskowa est un affluent de l'Owa, elle-même affluent du Volga. La bataille fut livrée près du village de Borodino, et c'est ce nom que lui ont donné les Russes. (Voir la carte d'Europe sur papier rose à la fin du volume.)

Espagnols, avec la résolution du désespoir et l'enthousiasme d'une guerre sainte. Quatre-vingt-dix mille hommes, c'est-à-dire la population d'une grande cité, étaient demeurés sur le champ de bataille. Nous avions eu quarante-sept généraux tués ou blessés; l'ennemi ne nous avait laissé ni prisonniers ni drapeaux ni canons.

On alla jusqu'à Moscou (sur la Moskowa) que les Russes incendièrent, puis l'hiver devenant menaçant, on battit en retraite. Quel retour! Le froid, la faim eurent raison d'une armée que l'Europe n'avait pu vaincre. Quelques bandes à peine repassèrent la Bérésina (1), cette rivière à demi glacée où trois armées russes nous disputèrent le passage (26 novembre 1812).

En 1813, l'empereur reparut en Allemagne, mais pour y essuyer, après de nouvelles victoires, un irréparable désastre à la bataille de **Leipzig** (bataille des nations, comme disent les Allemands), où tous les peuples d'Europe étaient unis contre nous. Il fallut encore battre en retraite, et cette fois ce fut jusqu'au Rhin, puis jusqu'à Paris, après l'héroïque campagne de France (1814).

Napoléon dut abdiquer à Fontainebleau, et laisser le trône au frère de Louis XVI, Louis XVIII (6 avril 1814). Mais ne pouvant se résigner à ne régner que sur la petite **île d'Elbe** (sur les côtes d'Italie) qui lui avait été donnée en échange de l'empire, Napoléon revint en France et provoqua ainsi une nouvelle invasion (20 mars 1815).

Les Cent-Jours. Waterloo. — Ce retour, le règne de cent jours qui le suivit, coûtèrent cher à la France. L'Europe, dont les plénipotentiaires étaient encore réunis à Vienne, recommença la guerre. La coalition poussa de toutes parts ses armées contre la France.

Les Anglais et les Prussiens, réunis en Belgique, étaient les plus menaçants; ce fut contre eux que marcha l'empereur. Il battit les Prussiens à **Ligny** (près de la Sambre). Il espérait battre les Anglais à **Waterloo** (près

(1) La Bérésina est un affluent du Dnieper, qui barrait la route.

de Bruxelles); il rencontrait enfin sur un champ de bataille le général anglais Wellington, si longtemps heureux en Espagne contre ses lieutenants. Wellington, fortement établi avec les Hollandais et ses Anglais sur le plateau du mont Saint-Jean, ne s'était point ménagé d'issue pour la retraite. Il avait appuyé ses ailes à des villages; un chemin creux et quelques terrassements couvraient son front. Il avait résolu de tenir dans ces lignes jusqu'au dernier homme en attendant l'arrivée des Prussiens.

Napoléon, qui avait détaché trente mille hommes, sous Grouchy, à la poursuite des Prussiens vaincus à Ligny, engagea la bataille. Après des efforts héroïques, elle allait être gagnée, quand les Prussiens parurent sur notre flanc droit; Grouchy, qui devait les suivre, s'était égaré. Qu'on achève de vaincre les Anglais, et la jonction de nos ennemis deviendra inutile; mais c'est en vain que Ney sillonne, avec 40 escadrons, le plateau du mont Saint-Jean; les bataillons anglais se laissent décimer sans plier. Wellington passe d'un carré à l'autre, soutient le courage de ses soldats, et marche en avant, quand notre cavalerie s'est repliée. Cependant la masse des Prussiens débouche sur le champ de bataille, et Grouchy n'apparaît pas. C'en est fait de l'armée française; la garde, sommée de se rendre, répond : *la garde meurt et ne se rend pas*. Napoléon désespéré veut périr l'épée à la main; il faut que ses généraux, se saisissant de la bride de son cheval, l'entraînent hors du champ de bataille (18 juin 1815).

Sainte-Hélène. — Son rôle était fini; il signa son abdication, gagna Rochefort et se rendit à bord du vaisseau anglais *le Bellérophon*. Déclaré prisonnier de guerre, il fut conduit, sur le *Northumberland*, à **Sainte-Hélène**, au milieu de l'océan Atlantique, sous un ciel brûlant. *Un chêne, un chêne!* s'écriait tristement celui qui avait été le maître de l'Europe, en cherchant un peu d'ombre sur le plateau de Longwood. Il y mourut après six ans de captivité, tué par le climat (5 mai 1821).

Une seule voix en Europe s'était élevée en faveur du captif de Sainte-Hélène ; c'était celle de Pie VII, le prisonnier de Savone, remis en possession de ses États. « Ce serait pour notre cœur, écrivait-il au prince régent d'Angleterre, une joie sans pareille que d'avoir contribué à diminuer les souffrances de Napoléon »

Traité de Paris (1815). — L'Europe victorieuse avait encore une fois imposé ses lois à la France qui fut amoindrie, soumise à de lourdes contributions de guerre et à une longue occupation.

Elle devait bientôt, grâce à la fécondité de son sol, au génie laborieux de sa population, au sage gouvernement de Louis XVIII, recouvrer sa richesse et reprendre son rang en Europe.

Lecture.

Voir la *lecture* sur *Napoléon*.

QUESTIONNAIRE.

Quelles étaient les armées ennemies qui menaçaient la France en 1790, lors de l'établissement du Consulat ?

Raconter la nouvelle campagne de Bonaparte en Italie et la bataille de Marengo. — Quel général fut vainqueur à Hohenlinden ? —

Quelle est la date de ces deux batailles ? — Quels furent les traités qui mirent fin à la guerre sur terre et sur mer ?

Quelle fut la nouvelle administration départementale créée par le premier consul ? — Comment furent administrées la justice et les finances ?

Quelles sont les principales institutions du Consulat ?

Raconter les préparatifs de descente en Angleterre après la rupture de la paix d'Amiens. — Quel fut l'acte criminel commis par Bonaparte en 1804 ?

En quelle date l'Empire fut-il établi ? Dire ce qui faisait la force de la grande armée. — Quelles sont les trois grandes batailles par lesquelles Napoléon soumit l'Europe ? — Donner quelques détails sur chacune d'elles. — Quel est le traité signé en 1807 ?

Quelles sont les premières fautes commises par Napoléon ? — En quelle date semble-t-il au plus haut point de sa fortune ? — Dire quels sont les heureux événements de 1809, 1810 et 1811. — Quelle était l'étendue de l'Empire en 1811 ?

Quelle nouvelle guerre amena la destruction de la grande armée ? — Détails sur la campagne de Russie. — Quelle est la défaite essuyée par l'empereur en 1813 ?

Quelle fut la petite île donnée à Napoléon en échange de l'Empire ? Raconter les Cent-jours. — Quelles furent les conséquences de la

bataille de Waterloo? — Quelle voix en Europe s'éleva en faveur de Napoléon captif à Sainte-Hélène?

Devoirs écrits.

Comment fut réglée l'administration départementale sous le Consulat? — Raconter la campagne de Marengo. — Quelles sont les trois grandes victoires par lesquelles Napoléon soumit l'Europe de 1805 à 1807? — Quelles ont été les principales fautes commises par Napoléon? — Raconter la bataille de Waterloo.

Tracés.

Itinéraire de Bonaparte dans la campagne de Marengo (se servir de la carte de France sur papier rose). Carte d'Europe avec les noms cités dans le chapitre des guerres de l'Empire (1).

Devoirs de récapitulation

(Retour sur l'histoire de France depuis le commencement de la Révolution française jusqu'à la deuxième Restauration, 1789-1815.)

Quelles sont les principales dates de l'histoire de la Révolution de 1789 à 1795? Quels sont les événements que rappellent ces dates?

Quelles sont les premières victoires par lesquelles la France conquiert ses frontières naturelles?

Comment peut se partager l'histoire de Napoléon Bonaparte? Comment s'est-il fait connaître? Quelles ont été les campagnes qui l'ont fait admirer de la France entière? Raconter le Consulat.

Comment l'empereur Napoléon a-t-il soumis l'Europe? Quelles sont les fautes qui ont préparé la chute de l'Empire?

Raconter la fin de l'empire de 1811 à 1815.

Devoirs de récapitulation générale

Quels sont les peuples qui ont fait des invasions en France sans pouvoir s'y établir, des origines à l'avènement de la dynastie carlovingienne? Faire le récit de ces invasions.

(1) Nous ne saurions trop recommander, pour ces tracés, l'emploi des cartes muettes dressées par M. Levasseur.

Quels sont les peuples qui se sont établis en France et mêlés aux Gaulois, des origines jusqu'à l'année 911? Raconter l'établissement de ces peuples.

Quelles sont les dynasties qui ont successivement régné sur la France et dans quelles circonstances sont-elles parvenues au trône?

Quels ont été les princes guerriers des deux dynasties mérovingienne et carlovingienne? Raconter leurs principales guerres.

Quel a été le rôle de l'Église sous les Romains, au temps de l'invasion et lors de la conquête franque? Montrer comment elle a contribué à adoucir les mœurs, à maintenir la paix publique, à améliorer la condition du peuple sous les Mérovingiens, sous les Carlovingiens et sous les Capétiens directs.

Comparer l'étendue de l'empire franc à la mort de Clovis et à la mort de Charlemagne.

Comparer l'étendue du domaine royal à l'avènement de Louis VI, à la mort de Philippe le Bel, à la mort de Louis XI et à la mort de Louis XIV. Quels sont les princes qui ont le plus contribué à la formation territoriale de la France?

Quels ont été les deux plus grands rois de France de 1226 à 1610? Justifier le choix qui aura été fait.

A quels moments de son histoire, depuis l'avènement de Philippe de Valois à celui de Louis XIII, la France a-t-elle été le plus menacée de périr? comment et par qui a-t-elle été sauvée?

Pourquoi appelle-t-on le dix-septième siècle (de 1600 à 1700) le grand siècle de notre histoire? Quels sont les grands rois, les grands ministres, les grands capitaines et les grands écrivains de ce siècle?

Quels sont les traités signés au dix-septième et au dix-huitième siècle? Montrer comment ils ont achevé de constituer nos frontières.

Par quelles victoires la France a-t-elle, au temps de la Révolution, conquis ses frontières naturelles, puis,

sous l'empire, vaincu l'Europe? Par quelles défaites a-t-elle perdu sa domination sur l'Europe et ses frontières naturelles?

Conseils.

Ces questions sont plus générales que celles qui ont été proposées à la fin de chaque grande période. Elles supposent la connaissance de toute notre histoire, mais elles ne dépassent pas la portée d'esprit d'un enfant de onze ans, ayant étudié le cours élémentaire et le cours moyen. Elles habitueront l'élève à embrasser un plus vaste ensemble et à comparer entre elles des périodes appartenant à divers siècles de notre histoire.

Prenant comme exemple la neuvième question : « A quels moments de son histoire la France a-t-elle été le plus menacée de périr, etc...? » nous inviterons l'élève à rechercher, du ^{xiv}^e au ^{xvi}^e siècle (inclusivement), les temps les plus malheureux des annales de notre pays.

Tout d'abord les souvenirs de la guerre de Cent ans et des guerres civiles et religieuses se présenteront à son esprit. A chacune de ces époques la France a été en proie aux divisions intérieures et à l'ambition de l'étranger.

Au temps de la guerre de Cent ans, l'élève recherchera le moment où la situation semble sans remède. Il hésitera entre la date du traité de Brétigny, de la révolution tentée à Paris par Étienne Marcel et celle de l'avènement de Charles VII, après le désastre d'Azincourt et le traité de Troyes. Il choisira néanmoins cette dernière date : le roi qui règne à Paris est anglais ; la France a été ruinée par le mauvais gouvernement des princes, sous le règne de Charles VI ; elle a été écrasée à Azincourt ; elle est divisée par la rivalité des Armagnacs et des Bourguignons. Charles VII, *roi de Bourges*, n'a ni argent ni soldats ; Orléans, qui défend encore la Loire, barrière de la France du midi, est sur le point de succomber.

A la fin du ^{xvi}^e siècle, la situation n'est pas moins critique. La France est en proie à la guerre civile et aux passions religieuses qui se mêlent aux passions politiques. Une maison ambitieuse, celle des Guises, aspire à la couronne. L'héritier légitime est protestant et repoussé par la grande majorité des Français. L'Espagne est prête à profiter de nos divisions, et veut, comme l'Angleterre au ^{xv}^e siècle, nous imposer un roi.

Au ^{xv}^e siècle la France est sauvée par Jeanne d'Arc et reconstituée par le gouvernement de Charles VII, comme elle l'est au ^{xv}^e par Henri IV. Il ne sera pas difficile à l'élève de résumer la mission de Jeanne d'Arc et le règne de Henri IV.

PROGRAMME ET TABLE

(Des origines jusqu'en l'an 406 après J.-C.) — La Gaule indépendante. — Les anciens Gaulois; leurs mœurs et leur religion. — Prise de Rome (390). — Conquête de la Gaule par César (58-51). — Le christianisme en Gaule.....	1
(De 406 à 687) — Les invasions; les Mérovingiens. — Clovis et ses fils (481-561). — Frédégonde et Brunehaut; Neustrie et Austrasie (561-613). — Dagobert (628-638). — Les maires du palais et les rois fainéants. — Bataille de Testry (687).....	20
(De 687 à 843) — L'empire carlovingien. — Charles Martel à Poitiers (732). — Éli. le Bref sacré roi (752). — Charlemagne (768-814) : ses conquêtes, son gouvernement, ses capitulaires. — Charlemagne sacré empereur d'Occident (800). — Louis le Débonnaire et ses fils. — Traité de Verdun (843).....	26
(De 843 à 987) — La France féodale. — Charles le Chauve (840-877). — Le capitulaire de Kiersy-sur-Oise (877.) — Les Normands. — Eudes; le siège de Paris (885). — Lutte des derniers Carlovingiens contre les ducs de France. — Les grands fiefs, la société féodale.....	42
Devoirs de récapitulation.....	52
(De 987 à 1328) — La formation du pouvoir royal; les Capétiens. — Les premiers Capétiens. — L'an 1000. — La première croisade (1095). — Louis le Gros (1108-1137); les communes. — Philippe-Auguste (1180-1223); Richard Cœur de lion et Jean sans Terre; bataille de Bouvines (1214)...	53
Saint Louis (1227-1270). — Bataille de Taillebourg (1242). — Les deux dernières croisades. — Institutions de saint Louis. — Philippe le Bel (1285-1314) et ses fils. — Les légistes. — Les premiers États généraux (1302).....	83
(De 1328 à 1453) — La guerre de Cent ans; les Valois. — Résumé des événements de la rivalité de la France et de l'Angleterre antérieurs à la guerre de Cent ans. — Philippe de Valois (1328-1350) et Jean le Bon. — Crécy (1236) et Poitiers (1356). — Les États généraux (1357). — Charles V (1364-1380) et Duguesclin. — Charles VI (1380-1422). — Les Armagnacs et les Bourguignons. — Bataille d'Azincourt (1415). — Traité de Troyes (1420). — Charles VII (1422-1461). — Siège d'Orléans (1428). — Jeanne d'Arc (1429-1431). — Formigny (1450) et Castillon (1453); expulsion des Anglais.....	104
(De 1453 à 1494) — Le triomphe du pouvoir royal sur la féodalité. — Charles VII; ses institutions. — Louis XI (1461-1483) et Charles le Téméraire. — Minorité de Charles VIII.....	125
Devoirs de récapitulation.....	140
(De 1494 à 1519) — Les guerres d'Italie. — Charles VIII à Naples (1494). — Louis XII : bataille de Ravenne (1512). — François I ^{er} à Marignan (1515).....	141

(De 1519 à 1559) — L'équilibre européen. — Lutte entre la prépondérance de la maison d'Autriche (1 ^{re} période). — L'empire de Charles-Quint. — François 1 ^{er} et Henri II (1515-1539). — Batailles de Pavie (1525) et de Cérisoles (1544). — La cour de François 1 ^{er} et la renaissance des lettres et des arts. — Henri II : bataille de Saint-Quentin (1557). — Traité de Cateau-Cambrésis (1559).....	152
(De 1559 à 1598) — Les guerres civiles. — François II et Charles IX (1559-1574). — L'Hôpital et les politiques. — Henri II (1574-1589). — Les Guises et la Ligue. — Henri IV (1589). — Siège de Paris (1590). — Édit de Nantes et paix de Vervins (1598).....	163
Devoirs de récapitulation.....	176
(De 1598 à 1661) — La monarchie absolue : les Bourbons. — Henri IV (1598-1610) et Sully. — Louis XIII (1610-1643) et Richelieu : les grands ; les protestants ; seconde période de la lutte contre la maison d'Autriche : guerre de Trente ans (1618-1748 ; période française ; Condé et Turenne. — Traité de Westphalie (1648). — Louis XIV (1643-1715). — Sa minorité. — Mazarin et la Fronde (1658-1653). — Traité des Pyrénées (1659). — Louis XIV roi (1661).....	176
(De 1661 à 1789) — Louis XIV et ses successeurs. — Gouvernement personnel de Louis XIV. — Les quatre guerres de son règne : guerre de dévolution, guerre de Hollande, guerre d'Allemagne, guerre de la succession d'Espagne. — Traité de Nimègue (1678) ; apogée de la grandeur de Louis XIV. — Colbert et Louvois. — Les grands hommes du xvii ^e siècle. — État de la France en 1715.....	200
Louis XV (1715-1774) — Le Régent. — Les trois guerres du règne de Louis XV : guerres de la succession de Pologne et de la succession d'Autriche, guerre de Sept ans. — Louis XVI (1774-1789). — Turgot. — Guerre d'Amérique. — Convocation des États généraux.....	222
Devoirs de récapitulation.....	233
(De 1789 à 1800) — La Révolution française. — La Constituante : la nuit du 4 août 1789. — L'Assemblée législative : le 10 août 1792. — La Convention. — Le 9 thermidor. — Le Directoire. — Bonaparte. — Campagne d'Italie et campagne d'Égypte.....	234
(De 1800 à 1814) — Le Consulat et l'Empire. — Le Consulat. — Organisation administrative de la France. — Marengo (1800). — L'Empire (1804). — Austerlitz (1805) ; Iéna (1806) ; Wagram (1809) ; la Moskowa (1812) ; Waterloo (1815)	250
Devoirs de récapitulation	264
Révision générale. — Devoirs de récapitulation générale	264

CARTE D'EUROPE

pour servir à l'histoire
de France
des origines à la révolution
PAR GUSTAVE HUBAULT

ÉCHELLE 5500000





PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

DE 1815 A 1875

De 1815 à 1875, la France a traversé cinq gouvernements différents :

1^o Celui des Bourbons, frères de Louis XVI, *restaurés* sur le trône de France à la chute de l'Empire, d'où le nom de **Restauration** qu'il porte dans l'histoire. Il a duré 15 ans, de 1815 à 1830.

2^o Celui de la famille d'Orléans, branche cadette des Bourbons, qu'on désigne habituellement sous le nom de **Monarchie de Juillet**, parce qu'il a pour origine la révolution de juillet 1830. Il a duré 18 ans, de 1830 à 1848.

3^o Celui de la **République de 1848**, de 1848 à 1852.

4^o Celui du **second Empire**, qui commence en décembre 1852 et finit en 1870. Il a duré 18 ans.

5^o Celui de la **République de 1870**, qui a succédé au second Empire.

RESTAURATION (1814-1830).

1^{re} **Restauration** (avril 1814 — mars 1815). Lorsque Napoléon eut signé sa première abdication, la France revint à la famille des Bourbons, montée sur le trône avec Henri IV en 1589 (1).

Louis XVI, le dernier des Bourbons avant la Révolution, avait laissé un fils que l'on désigne, bien qu'il n'ait pas régné, sous le nom de Louis XVII, et qui est mort en prison, à l'âge de dix ans, en 1795 (2).

Les deux frères de Louis XVI, qui régnèrent successivement sous les noms de Louis XVIII et de Charles X, avaient passé dans l'exil le temps de la Révolution, du Consulat et de l'Empire.

Ils rentrèrent en France en 1814. Louis XVIII signa le premier traité de Paris qui laissa la France plus grande qu'elle n'était en 1790 et la maintint en possession des tableaux et des statues que nous avons obtenus de l'Europe à la suite de nos victoires.

(1) La famille des Bourbons est une branche de la race capétienne, qui a commencé à régner en 987 avec Hugues Capet.

(2) On se souvient que cinq membres de la famille royale avaient été enfermés dans la prison du Temple. Le roi Louis XVI, la reine Marie-Antoinette, Elisabeth de France, sœur du roi, furent décapités. Le dauphin, Louis XVII, mourut en 1795. Sa sœur Marie-Thérèse-Charlotte de France échappa seule à la mort. Elle fut échangée en décembre 1795 contre le général Beurnonville et les représentants du peuple que Dumouriez avait livrés au général autrichien Clairfayt, au moment de sa désertion. En 1799, elle épousa son cousin, le duc d'Angoulême, fils aîné du comte d'Artois (Charles X).

On a vu plus haut comment le retour de Napoléon et la période dite des Cent-Jours (mars-juin 1815) replongèrent la France dans la guerre. Le désastre de Waterloo contraignit Napoléon à signer une seconde abdication (22 juin 1815).

2^e Restauration. Louis XVIII (1815-1824). Charles X (1824-1830). Louis XVIII, qui s'était réfugié à Gand, en Belgique, pendant les Cent-Jours, s'interposa une seconde fois entre la coalition et la France. Il dut signer le deuxième traité de Paris qui nous ramena en deçà de nos frontières de 1790, nous dépouilla des chefs-d'œuvre que nous avions conquis et nous imposa une indemnité de guerre de 700 millions. La Prusse avait voulu nous imposer l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine; mais Louis XVIII ayant déclaré qu'il n'acceptait de régner que sur l'héritage de ses ancêtres, le roi de Prusse dut céder à la pression de l'empereur de Russie, Alexandre. Ce fut pour la France un grand secours, dans sa détresse, de pouvoir opposer aux souverains de la coalition la dynastie la plus ancienne et la plus illustre de l'Europe.

Les premiers ministres. — Pendant cette période de quinze années, les plus heureuses que la France ait connues en ce siècle, les premiers ministres ou présidents du conseil des ministres, dont il faut retenir les noms, sont : 1^o le **duc de Richelieu** qui hâta, par de sages négociations, l'évacuation du territoire. C'est à lui que le roi écrivait : « J'ai assez vécu puisque j'ai vu la France libre et le drapeau français flotter sur toutes les villes de France. » 2^o Le **comte de Serre**, le plus éloquent des orateurs, dans un temps où florissait l'éloquence politique, qui défendait le pouvoir contre les entraînements révolutionnaires (1). 3^o **M. de Villèle**, qui resta six ans président du conseil, de 1822 à 1828, et fut ainsi le ministre des dernières années du règne de Louis XVIII et des premières années du règne de Charles X. Si Charles X a succédé paisiblement à Louis XVIII (c'est le seul exemple de la transmission régulière du pouvoir que nous présente l'histoire de France depuis la Révolution), c'est à M. de Villèle qu'il en fut redevable. M. de Villèle s'appuya sur la droite de l'Assemblée. Quand il tomba du pouvoir par la désunion des royalistes, il écrivit au roi : « Je n'ai pu servir Votre Majesté qu'avec les lumières et le caractère que Dieu m'a donnés. Il m'eût été, il me serait impossible de croire qu'on puisse maintenir l'autorité par les concessions et en s'appuyant sur ceux qui veulent la renverser. » 4^o **M. de Martignac** qui essaya de gouverner avec cet appui de la gauche, et désarma l'autorité en faisant des concessions; il ne resta pas deux ans ministre (1828-1829). 5^o **M. de Polignac** (1829-1830). Charles X dont on avait renversé le ministre royaliste, M. de Villèle, et le ministre libéral, M. de Martignac, écouta les conseils funestes de M. de Polignac, son dernier ministre, et répondit à l'opposition persistante de la Chambre des députés par des ordonnances qui étaient une violation de la

(1) Le comte de Serre, sans avoir été président du conseil, a été véritablement le ministre dirigeant sous le second ministère du duc de Richelieu. C'est lui qui s'écriait à la tribune : « Jamais nation n'a plus été déshéritée de droits, plus dépouillée de liberté que ne l'était la France au moment de la Restauration; c'est elle qui nous a tout rendu. »

Charte (1). Les députés de l'opposition donnèrent le signal de la révolution de Juillet (1830), qui renversa Charles X.

Ministres des finances, de la guerre et de la marine. Pendant ces quinze années, la France fut prospère au dedans et respectée au dehors.

La Restauration eut d'habiles financiers, le **baron Louis** et **M. de Villèle** (qui fut à la fois ministre des finances et président du conseil). Elle fonda le crédit de la France en acceptant toutes les dettes de l'Empire, en établissant un système d'administration financière simple, régulier, offrant toutes les garanties d'ordre et de publicité. Bien qu'elle eût trouvé à son avènement un milliard de déficit et payé aux étrangers un autre milliard, elle avait en 1830 racheté 34 millions de rente et elle se proposait de diminuer les impôts.

Elle fut bien servie par un grand ministre de la guerre, le **maréchal Gouvion-Saint-Cyr**. Une loi rétablit, en 1818, la conscription de l'Empire, détermina équitablement les conditions de l'avancement et assura à tous l'admissibilité aux grades. Le roi put dire : « Chaque soldat a dans sa giberne le bâton de maréchal de France. »

Elle eut aussi un énergique ministre de la marine, **M. d'Haussez**, qui organisa avec vigueur et habileté l'expédition d'Alger, qu'il fit décider.

Guerre d'Espagne et expéditions de Grèce et d'Alger. Forte de sa prospérité agricole et industrielle qui assurait le bon état de ses finances, de son état militaire reconstitué, la France reprit son rang dans le monde, y entreprit trois guerres heureuses : celle d'Espagne en 1823, — l'expédition de Grèce en 1827, — l'expédition d'Alger en 1830.

En **Espagne**, l'on vit combattre sous le même drapeau les vétérans de Waterloo et ceux de l'armée vendéenne. L'Europe reprit confiance en nous et c'est à cette date que la Russie commença à rechercher notre alliance.

En **Grèce** (1827-1829) notre flotte, unie à celle de l'Angleterre, combattit la flotte turque à **Navarin** (2) (1827), tandis qu'un corps français, débarqué en Morée, contribuait, de concert avec les Russes qui menaçaient Constantinople, à délivrer les Grecs du joug des Turcs. La France monarchique reprenait ainsi son beau rôle de protectrice des chrétiens d'Orient.

A **Alger**, elle représenta encore dignement l'Europe chrétienne en face des barbaresques. Le drapeau blanc de 1830, avec lequel nous avons abordé sur la terre d'Afrique, a ouvert la voie au drapeau tricolore qui fut planté sur les murs d'**Oran** en 1831, sur ceux de **Constantine** en 1837, et arboré à **Tunis** en 1881.

Au moment même de la conquête d'Alger, les députés de l'opposition donnaient le signal de la révolution de Juillet (1830) qui renversa Charles X. Le vieux roi, partant pour l'exil, alla cher-

(1) La Charte, qui datait du retour de Louis XVIII, était un acte public qui limitait le pouvoir du roi. On se souvient que ce mot a déjà été employé à propos de l'affranchissement des communes, et que les droits de chaque commune étaient stipulés dans une charte.

(2) Navarin, port sur la côte occidentale de la presqu'île de Morée.

cher un refuge en Angleterre avec son petit-fils Henri, duc de Bordeaux (1).

« Les Bourbons, qui avaient reçu la France insultée par la victoire, humiliée par la fortune, la laissaient en partant pleine d'orgueil et d'espérance (2). »

MONARCHIE DE LA BRANCHE D'ORLÉANS.

Règne de Louis-Philippe (1830-1848). — **Louis-Philippe d'Orléans** arriva au trône à la suite de la révolution de Juillet. Il régna de 1830 à 1848.

Ses principaux ministres furent **Casimir Perier** et **M. Guizot**, qui avaient été à la tête de l'opposition sous la Restauration, et qui, instruits par l'expérience, employèrent désormais leur talent et leur courage à lutter contre l'esprit révolutionnaire, ennemi de la véritable liberté.

Casimir Perier avait reçu de la nature un caractère énergique jusqu'à l'héroïsme. Il prit corps à corps le désordre qui était resté maître de la rue et il en eut raison. Bravant la haine et l'impopularité, il disait : J'ai le *Moniteur* pour enregistrer mes actes, la tribune pour les expliquer et l'avenir pour les juger. »

Au dehors, il conserva la paix, mais en faisant fièrement sentir à l'Europe que la France était prête à la guerre, si on la provoquait. Lorsque le fléau du choléra s'abattit sur Paris, il alla visiter les malades de l'Hôtel-Dieu. Trois jours après il était atteint et succombait au mal. Son ministère n'avait duré qu'une année et deux mois (13 mars 1831-16 mai 1832), et cependant sa mort fut un deuil public.

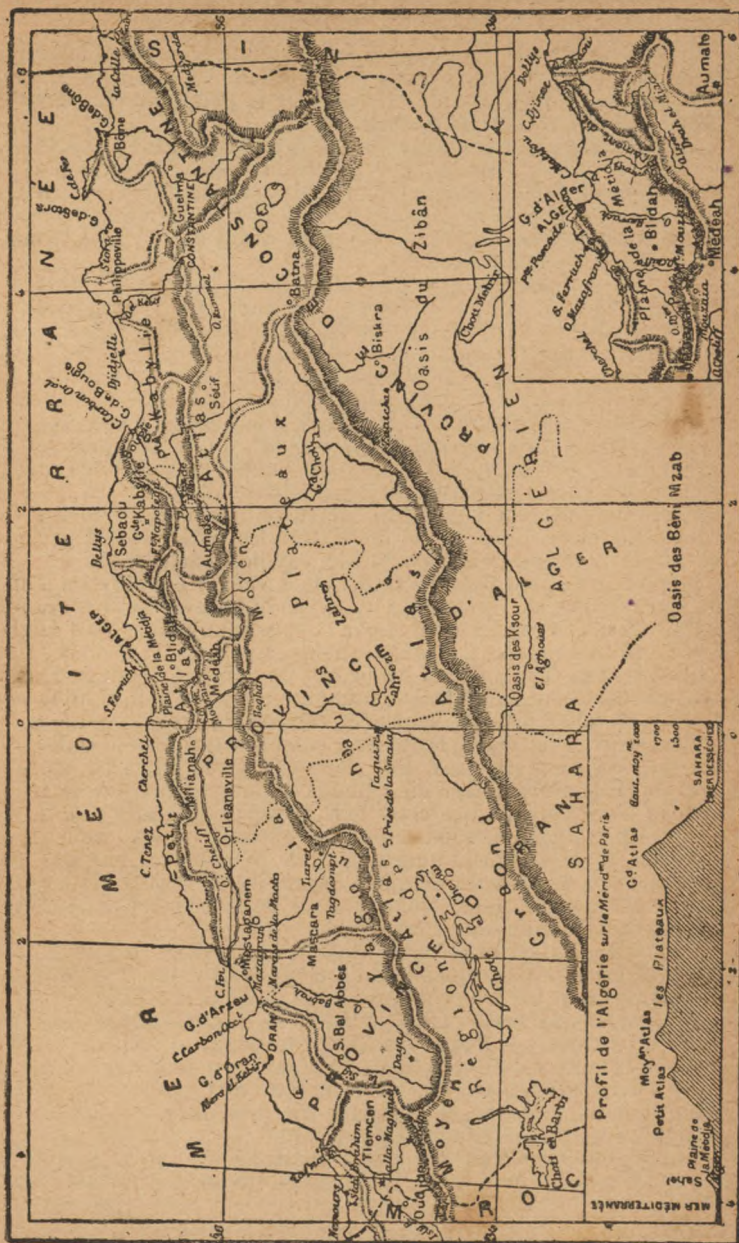
Entre le ministère de Casimir Perier et celui de M. Guizot s'écoule une période de rivalités individuelles, où apparaissent comme principaux compétiteurs **M. Guizot** et **M. Thiers**. Elle n'offrirait à l'histoire qu'un triste spectacle, sans le ministère conciliateur de **M. Molé** (avril 1837 — mai 1839).

M. Guizot, qui resta au pouvoir de 1840 à 1848, maintint, comme Casimir Perier, la paix en Europe; l'opposition lui reprocha de n'avoir pas su garder en face de l'Angleterre la même fierté d'attitude. A l'intérieur, il lutta avec énergie contre la minorité de la Chambre des députés qui réclamait l'extension du droit de suffrage, c'est-à-dire la participation d'un plus grand nombre d'électeurs à l'élection des députés. L'opposition, ne pouvant triompher légalement, provoqua une émeute.

Louis-Philippe congédia M. Guizot et manqua de résolution pour combattre le désordre. Il fut chassé par la révolution de Février (1848).

(1) Charles X avait eu de Marie-Thérèse deux fils : 1^o le duc d'Angoulême, né en 1775, qui avait épousé, en 1799, sa cousine, fille unique de Louis XVI. Commandant en chef dans la guerre d'Espagne, en 1823, il prit le fort du Trocadéro, qui domine Cadix. En 1830, il signa, après Charles X, une abdication en faveur du duc de Bordeaux ; — 2^o le duc de Berry, qui fut assassiné par Louvel en 1834 et dont le fils posthume, d'abord désigné sous le titre de duc de Bordeaux, a pris après 1830 le nom de comte de Chambord, pour rappeler la souscription nationale qui le dota de cette terre de Chambord, rachetée aux héritiers du maréchal Berthier, en 1821.

(2) M. de Rémusat, *Discours de réception à l'Académie*.



Il avait favorisé le développement du commerce et de l'industrie et entrepris de grands travaux publics. C'est sous son règne que la conquête de l'Algérie fut achevée par le général de **La Moricière** et le maréchal **Bugeaud**.

Retour sur la conquête de l'Algérie. — Prise d'Alger. — Nous avons dit que Charles X, avant d'être renversé par la révolution de Juillet, avait planté le drapeau de la France sur les murs d'Alger. Il ne sera pas sans intérêt de revenir sur cette prise de possession de la capitale de l'Algérie, avant de raconter la conquête de notre grande colonie.

Les côtes de l'Afrique étaient demeurées un repaire de piraterie; **Alger** semblait en être le centre. Là, sous la suzeraineté de la Porte ottomane, un ramas de Turcs, de Maures et d'Arabes insultait et rançonnait le commerce de toutes les nations. Le dey d'Alger **Hussein** avait triplé sans raison le prix qu'il exigeait de la France pour le droit de pêcher le corail à la Calle (1). Il avait mis la main sur deux navires de la marine pontificale, placée sous la protection de notre pavillon. Enfin, en 1827, à une audience solennelle, il avait osé frapper d'un coup d'éventail le consul de France. Sommé de faire réparation au représentant de Charles X, le dey s'y refusa et donna l'ordre de détruire nos établissements de pêche. En 1829, il osa même faire tirer les batteries d'Alger sur un bâtiment français qui portait le pavillon parlementaire.

Le gouvernement français se décida à venger ces affronts d'une manière éclatante. Il organisa une expédition avec la plus grande activité, sans se laisser arrêter par l'opposition jalouse de l'Angleterre, qui fit entendre à ce sujet quelques paroles de menace. Une flotte partit de Toulon sous les ordres de l'amiral **Duperré**. Elle était composée de cent trois bâtiments de guerre et montée par vingt-sept mille marins. L'armée, commandée par le général de **Bourmont**, ministre de la guerre, comptait trente-sept mille soldats et trois mille chevaux. Elle débarqua, le 14 juin 1830, dans la baie de **Sidi-Ferruch**, à cinq lieues d'Alger, et occupa, le 18, le plateau de Staouëli, entre cette baie et Alger. Attaquée dans cette position par Ibrahim, gendre du dey, elle mit en déroute l'armée ennemie, forte d'environ quarante mille hommes (19 juin), et emporta le fort de l'*Empereur*, qui domine Alger vers le sud (4 juillet). Le lendemain, nous étions maîtres de la ville, et le dey Hussein capitulait pour sauver sa vie et ses trésors.

Nous avons ainsi vengé notre injure particulière, mis un terme aux pirateries barbaresques dont l'Europe avait longtemps souffert, et pris position sur une côte que nous devons coloniser.

Première période (1830-1840). — Soumission des villes de la côte. — Prise de Constantine. — Pendant les dix premières années du règne Louis-Philippe, le gouvernement hésita entre l'occupation partielle ou complète de l'Algérie. On ne sut point d'abord mesurer, d'une part les difficultés, de l'autre les avantages d'un établissement en Afrique.

La population offrait un grand mélange de races. A côté de quelques milliers de **Turcs**, qui avaient été les maîtres avides du

(1) La Calle est située sur la côte à l'extrémité orientale de la province de Constantine.

pays, quinze cent mille **Arabes** vivaient sous la tente et y perpétuaient le régime de la tribu. Dans les villes habitaient des Juifs et des Maures, débris des populations mauresques chassées autrefois d'Espagne. Enfin, dans les parties les plus abruptes de la chaîne de l'Atlas, entre Dellys et Bougie, se trouvaient les descendants des Berbères ou indigènes, les **Kabyles**, race agricole et sédentaire, qui avait opposé à toutes les invasions, et même au joug des Arabes, une résistance opiniâtre.

Ce n'était pas chose facile que de soumettre toutes ces races à la domination française.

Au début, on ne s'avança que pas à pas. En 1833, nous ne possédions encore que des villes maritimes, Alger au centre, Oran, Mers-el-Kébir à l'ouest, et Bône à l'est. A l'intérieur, on ne s'était étendu que dans la plaine de la Métidja, située au sud d'Alger; on y avait ouvert des routes militaires et établi des camps retranchés.

En 1837, la province de l'est, celle de Constantine, fut occupée. Ce ne fut point sans de grandes difficultés. Une première expédition contre sa capitale, **Constantine**, bâtie sur un roc isolé et défendue par le torrent du Rummel, avait échoué. La retraite même avait été désastreuse; elle eût tourné en déroute sans la brillante valeur du commandant **Changarnier**. On avait perdu trois mille hommes.

« D'autre part, l'Algérie n'était pas, comme l'Égypte, une de ces contrées dont un fleuve unique forme l'artère et que l'on peut conquérir d'un seul coup. Séparée de notre base d'opérations, qui était la mer, par une série de soulèvements parallèles au rivage, elle ne devait subir notre loi que successivement, lorsque nous aurions occupé les coupures telles que celles de Mostaganem, de Bougie et de Bône (1), par où les eaux débouchent dans la Méditerranée, et que de là nous aurions remonté les vallées en quelque sorte indépendantes qui viennent y aboutir (2). »

Pour triompher des difficultés qu'opposaient la diversité des races et la nature du pays, il fallait réorganiser la puissance publique telle que l'avaient établie les Turcs, maîtres d'Alger et de quelques postes très bien choisis dans l'intérieur, se substituer à eux et étendre sa domination ou sa suzeraineté jusqu'au désert.

C'était l'avis d'un jeune capitaine aux zouaves, La Moricière. Il ne

(1) Mostaganem est situé à l'est d'Alger, dans la province d'Oran, près des bouches du Chéliff, dont la plus grande partie du cours est parallèle à la côte. — Bougie et Bône sont situées à l'est d'Alger, dans la province de Constantine, Bougie à l'embouchure du Sahel, Bône à l'embouchure de la Sybouse. Le tracé des montagnes de l'Algérie rendra sensible aux yeux, nous l'espérons du moins, les trois chaînes distinctes du petit Atlas, du moyen Atlas et du grand Atlas. Les autres montagnes ne sont que des chaînons unissant entre elles ces trois chaînes, dont l'altitude relative est indiquée dans le profil de l'Algérie sur le méridien d'Alger.

(2) Keller, *Le général de La Moricière*, 2 vol. Le 1^{er} volume contient l'histoire la plus vivante et la meilleure de la conquête de l'Algérie. La Moricière y apparaît comme l'officier d'Afrique par excellence. Il a compris le premier la nécessité de l'occupation complète du pays. Le premier aussi, il a su traiter avec les indigènes, et, par la connaissance parfaite de la langue et des mœurs arabes, par le respect de la foi jurée, attacher et maintenir des tribus au service de la France. Sous le soleil brûlant de l'Afrique, il aurait pu dire des Arabes ce que disait autrefois Montcalm des sauvages, dans les neiges du Canada : « Je crois avoir saisi leur génie et leurs mœurs. » C'est à ce signe que l'on reconnaît les colonisateurs.

prévalut qu'après dix ans d'incertitude et de tiraillements, pendant lesquels le manque de vues, le défaut de plan et de système se firent cruellement sentir à la colonie naissante et à notre petite armée.

Dans une seconde campagne, nos troupes prirent une glorieuse revanche. On traîna à grand'peine de Guelma (sur la Seybouse) à Constantine, dans un pays accidenté où il n'y avait que des sentiers de mulet, 400 voitures et 27 pièces d'artillerie, dont 17 de siège. Il fallut établir la batterie de brèche, sans approches régulières, sur un roc pelé, à portée de pistolet d'un front dont les feux étaient intacts. Pour les éteindre et pour faire brèche on n'avait que 600 coups. Les vivres manquaient, les chevaux étaient morts de faim. « Il fallait réussir ou perdre le matériel de siège, l'honneur de l'armée, l'empire de l'Afrique et peut-être le respect du monde (1). » Le général en chef **Damrémont** est tué d'un boulet à côté du duc de Nemours. Le général **Valée** lui succède. Le 13 octobre 1837, à 7 heures du matin, il ne reste plus que 5 boulets. Le général ordonne une dernière salve pour soulever des nuages de poussière ; les canonniers, épuisés par la fatigue d'un feu sans interruption, se laissent tomber endormis sur leurs pièces, et la première colonne, franchissant l'épaulement, part au pas de charge, au bruit destambours et des clairons ; une seconde colonne la suit.

La Moricière commandait la première ; l'armée le voit gravissant le talus de la brèche et y plantant le drapeau. Tout à coup il disparaît dans une explosion, et ce n'est qu'après la prise de la ville qu'on le retrouve sous les corps de ses soldats, blessé par un coup de feu, brûlé aux mains et au visage et presque aveuglé. Le colonel **Combes** s'ouvre un chemin à travers les débris de la première colonne, lance de nouvelles troupes dans l'intérieur de la ville, revient faire son rapport, avec deux balles en pleine poitrine, et meurt dans la tranchée.

Nous étions maîtres de la place et par elle de la province de l'est. L'expédition des **Portes de fer**, en 1839, à travers les défilés des Bibans, situés dans le Djurjura, massif montagneux de l'Atlas entre les provinces d'Alger et de Constantine, assura les communications entre les deux capitales.

La province de l'ouest, celle d'Oran, devait opposer à la conquête française une résistance plus opiniâtre encore. Un chef arabe, **Abd-El-Kader**, fils d'un marabout (prêtre arabe) vénéré comme un saint, y avait pris sur les tribus une influence souveraine. Comme chef et comme prophète, il devait être contre nous le représentant de l'Afrique arabe et musulmane. Ses premiers succès le rendirent maître de la province, et le traité avantageux de la Tafnah (1837) lui permit de grandir dans l'opinion des Arabes et de préparer contre nous la guerre sainte. Il tenait toute la vallée du Chélif, parallèle au rivage de la mer, que se partagent les provinces d'Oran et d'Alger. Il disait fièrement : « Mon trône est la selle de mon cheval, mes remparts sont les montagnes, le désert est ma forteresse, j'ai pour artillerie le soleil. »

C'est par les troupes de la province d'Alger et dans la vallée supérieure du Chélif qu'il fut d'abord attaqué.

En 1841 le maréchal Valée voulut rompre le cercle de fer qui

(1) *Récit du siège*, par le duc d'Orléans.

l'étreignait, franchir le petit Atlas qui limitait au sud la plaine de la Métidja et s'ouvrir la vallée du Chélif par la prise de Médéah. L'émir Abd-el-Kader tenait la campagne avec 12,000 cavaliers et gardait le **col de Mouzaïa** avec 6000 fantassins. Il fallait s'engager dans une gorge étroite, défendue par des redoutes garnies de canon, protégée par des pics presque inaccessibles où s'étaient postés des ennemis invisibles, tirant à coup sûr. Le **duc d'Orléans** commandait l'attaque. Il lance deux colonnes à l'escalade de droite et de gauche. La pente est si raide que nos soldats ne s'avancent sous le feu qu'en s'accrochant aux rochers et aux broussailles. **Changarnier** s'élève sur la gauche; **La Moricière**, qui suit sur la droite une arête boisée, se voit tout à coup arrêté par un ravin presque à pic. Cependant on entend monter, dans la nuée qui couvre les hauteurs, la fanfare du 2^e léger. La Moricière entraîne les zouaves : on se laisse glisser au fond du ravin, on en remonte le revers sous le feu d'une redoute, on se hâte vers le clairon de Changarnier, les deux colonnes font leur jonction et leurs chefs s'embrassent dans l'effusion de leur joie.

A ce moment le nuage se dissipe, et l'armée peut apercevoir notre drapeau flottant au soleil sur la cime de l'Atlas; elle gravit alors le col et emporte de front les derniers obstacles. **Médéah** et **Milianah**, sur le revers sud du petit Atlas, sont le prix de cette expédition. Médéah, qui couvre le col de Mouzaïa, est confié à la garde de **Cavaignac**, l'héroïque défenseur de Tlemcen en 1836.

Deuxième période (1841-1847). Soumission définitive de l'Algérie. — Après dix années de combats, la colonie ne semblait pas encore fondée. Les hésitations du gouvernement, le défaut d'une ferme direction avaient compromis de beaux succès et rendu plus d'une fois inutile la vaillance de nos soldats.

Tout changea à partir de 1841. Le ministre Guizot entreprit résolument la soumission de toute l'Algérie et remit le commandement à l'homme le plus digne de cette œuvre difficile, au général **Bugeaud**, qui disait : « Il faut que nous fassions une France nouvelle, par l'épée et par la charrue. »

C'est dans la province d'Oran et contre Abd-el-Kader qu'allait s'engager la lutte décisive. Là commandait La Moricière, qui devait être le premier lieutenant du nouveau gouverneur. De 1841 à 1843 il occupe **Mascara**, la capitale de l'émir, position centrale à égale distance de la mer et du désert, et s'établit solidement dans le triangle compris entre cette ville et les ports d'Oran et de Mostaganem. C'est de là qu'il s'avance au milieu des tribus de la Yagoubia (1) où il établit les postes fortifiés de Tagdempt et de Tiaret. Les circonscriptions des tribus sont déterminées, la solidarité de toutes les fractions d'une même tribu est imposée aux Arabes soumis; chacune a son aga nommé par le gouverneur. On peut alors suivre le plan du général Bugeaud, qui ne voulait pas laisser de trêve à l'émir, réduit au rôle de fugitif. Avec des colonnes légères, qui vivent des silos arabes (2), on repousse ses retours offen-

(1) La Yagoubia est le pays qui longe le bas des plateaux situés entre le grand et le moyen Atlas. Voir le tracé p. 5.

(2) Les silos sont des cavités pratiquées dans le sol, puis recouvertes, où les Arabes cachent leurs récoltes.

sifs, on le poursuit jusqu'à la limite de la végétation et de l'eau.

Bien des fois on fut sur le point de le prendre. Un jour, dans une expédition sur les confins du désert, le brouillard s'étant dissipé tout à coup, La Moricière aperçut à cent pas de lui Abd-el-Kader en personne. Jamais poursuite ne fut plus ardente; mais l'émir, piquant son cheval de la pointe de son yatagan, échappa encore, grâce au dévouement des siens, qui se firent prendre ou tuer pour le sauver. Sa smalah du moins, suivie de près dans la région des plateaux, alla tomber entre les mains du **duc d'Aumale** et de la colonne de la province d'Alger, à **Taguin**. Il n'avait plus d'autre refuge que le Maroc (1843).

Lorsque l'empereur du Maroc, **Abd-er-Rhaman**, se fut déclaré pour Abd-el-Kader, le général Bugeaud, nommé récemment maréchal, donna l'ordre au prince de Joinville, l'un des fils du roi, de bombarder, avec son escadre, **Tanger** et **Mogador**, villes maritimes du Maroc, et franchit lui-même la frontière. A **Ouchda**, sur les bords de l'**Isly**, il rencontra le fils de l'empereur du Maroc à la tête d'une nombreuse armée; il n'avait lui-même que dix mille hommes.

La veille de la bataille, il réunit tous les officiers de sa petite armée et leur expliqua l'ordre dans lequel on marcherait à l'ennemi. Le 13 juillet 1844, deux colonnes ayant entre elles la cavalerie, l'artillerie et les bagages, passèrent les gués de l'**Isly** au soleil levant. Arrivées en face du camp, elles se réunirent à leurs extrémités et figurèrent un losange dont les faces opposèrent une résistance invincible à la multitude des cavaliers marocains; une charge de notre cavalerie les enfonça et les dispersa sans retour. Au bout de deux heures cette petite bataille était finie; tout était en fuite, et le camp, avec ce qu'il renfermait, chevaux, mulets, armes, argent, vivres, tentes, canons, drapeaux, tombait en notre pouvoir. Abd-er-Rhaman se résigna à traiter; il s'engagea à expulser Abd-el-Kader et à maintenir l'armée marocaine en deçà de ses frontières (1844).

Abd-el-Kader n'était point encore réduit. De 1845 à 1847 il tint la campagne. Partout battu, après avoir tenté inutilement de soulever les Kabyles, il fut encore contraint de chercher un refuge au Maroc. Mal accueilli, cette fois, il repassa la frontière dont nous gardions toutes les issues. Il dut se rendre au général La Moricière, à Sidi-Brahim. Conduit au **duc d'Aumale**, qui avait été nommé récemment gouverneur de l'Algérie (1847), il obtint, sauf la ratification du gouvernement, d'être transporté, soit à Saint-Jean-d'Acre, soit à Alexandrie. Mais le gouvernement n'ayant point admis ces conditions, il fut transporté en France et retenu captif, d'abord à Toulon, puis au château de Pau, et enfin à celui d'Amboise. Son arrivée en France coïncidait presque avec la chute du souverain auquel il avait fait sa soumission.

En 1833, l'empereur Napoléon III le rendit à la liberté, et l'émir alla vivre dans la retraite, à Brousse (en Asie Mineure), puis à Damas (en Syrie). C'est là qu'il se montra digne de la générosité de l'empereur, en défendant énergiquement, contre le fanatisme des musulmans, les chrétiens réfugiés dans son palais (1862). L'émir, qui avait été si longtemps notre ennemi acharné, reçut à cette occasion le cordon de l'ordre de la Légion d'honneur.

La prise d'Abd-el-Kader inaugura la soumission définitive de l'Algérie. D'heureuses expéditions dans la **Kabylie**, où s'illustrèrent, de 1831 à 1837, les généraux de **Saint-Arnaud**, **Randon**, **Bosquet** et **Mac-Mahon**, la construction du fort Napoléon au milieu du massif montagneux de la Kabylie, achevèrent la réduction du pays.

RÉPUBLIQUE (1848-1852).

La révolution du 24 février 1848 renversa Louis-Philippe du trône où l'avait porté la révolution de juillet 1830. La République fut proclamée le 25. Une Assemblée constituante se réunit le 4 mai, et rédigea une constitution démocratique qui établissait en France le gouvernement républicain, avec un président élu par le suffrage universel (1) pour quatre ans et une Assemblée législative de sept cent cinquante membres, élue pour trois ans, elle aussi, par le suffrage universel.

Le 10 décembre 1848, le prince Louis-Napoléon Bonaparte, qui avait été élu représentant du peuple par plusieurs départements, fut nommé président de la République par cinq millions six cent mille votants.

Le 2 décembre 1851, le prince-président, après avoir dissous l'Assemblée législative par un coup d'Etat, soumit au suffrage universel une nouvelle constitution qui rappelait celle du Consulat. Louis-Napoléon était élu président pour dix ans par sept millions et demi de suffrages.

EMPIRE (1852-1870)

Le 2 novembre 1852, le prince-président était élu empereur par huit millions de suffrages, sous le nom de Napoléon III. Un conseil d'Etat nommé par lui était chargé de rédiger les projets de loi et de les soutenir devant la Chambre. Un Sénat à vie, également nommé par l'empereur, devait veiller au maintien de la constitution. Un Corps législatif, élu pour six ans au suffrage universel, à raison de un député par trente-cinq mille électeurs, devait voter les lois et l'impôt.

Guerre contre la Russie (1854-1856). — De 1852 à 1866, l'histoire extérieure de l'Empire nous présente deux grandes guerres en Europe et plusieurs expéditions lointaines.

La première de ces grandes guerres, celle contre la Russie, appelée habituellement **guerre de Crimée**, bien que ses opérations se soient étendues à d'autres théâtres, dura deux ans, de 1854 à 1856.

La Russie, dont l'ambition a toujours convoité Constantinople, tendait à établir, sous le nom de protectorat, sa domination sur les onze millions de Grecs (2) sujets de l'empire ottoman. En même temps que l'empereur Nicolas réclamait ce droit de protectorat par une note impérieuse remise au sultan, il proposait

(1) C'est-à-dire par le vote de tous les citoyens âgés au moins de vingt et un ans sans condition de cens.

(2) On appelle Grecs les chrétiens de l'Église d'Orient, qui s'est séparée de la communion catholique.

secrètement à l'Angleterre le partage de la Turquie et lui abandonnait pour prix de son concours l'île de Crète et l'Égypte.

La Grande-Bretagne refusa l'offre et avertit la France; aussitôt les escadres anglaise et française furent envoyées dans la baie de Bésika près de Constantinople. Mais l'accord des deux puissances occidentales n'arrêta pas l'empereur Nicolas, dont l'armée occupa les principautés danubiennes (la Valachie et la Moldavie) et dont la flotte détruisit à **Sinope** une escadre turque (1854). Le 24 mars, la France et l'Angleterre signèrent avec la Turquie une convention par laquelle les deux puissances assuraient leur



La Crimée et la mer Noire.

appui au sultan, et lui demandaient en même temps des réformes en faveur de ses sujets chrétiens.

Les flottes alliées bombardèrent **Odessa**, port de la Russie sur la mer Noire, et débarquèrent à **Varna** (1) une armée qui contraignit les Russes à repasser le Danube. En même temps l'escadre anglo-française de la Baltique, soutenue par un corps de troupes de débarquement, bombardait et emportait la place de **Bomarsund** dans les îles d'Aland, d'où la Russie menaçait Stockholm, capitale de la Suède (juillet 1854).

Bataille de l'Alma. — Siège de Sébastopol. — Le maréchal **Saint-Arnaud**, commandant le corps expéditionnaire français, résolut de détruire la place d'armes et l'arsenal maritime de **Sébastopol**, en Crimée (2), dont le voisinage était redoutable à Constantinople. Cinq cents bâtiments escortés par les flottes combinées transportèrent à **Eupatoria** les armées anglaise et française.

(1) Varna, ville turque de Bulgarie sur la mer Noire.

(2) La Crimée est une presqu'île de la Russie méridionale située entre la mer Noire et la mer d'Azof.

On débarqua le 14 septembre 1854 et on se mit en marche vers **Sébastopol**. Le 20, le maréchal **Saint-Arnaud** rencontra l'armée russe que commandait le prince **Menschikoff**, rangée en bataille sur les hauteurs au pied desquelles coule la rivière de l'Alma, et couverte sur son front par une formidable artillerie. Les troupes anglaises étaient à notre gauche ; elles marchèrent à l'ennemi en un ordre parfait, avec leur solidité ordinaire, rectifiant leur alignement sous le feu, mais faisant des pertes sensibles, tandis que les nôtres, formant le centre et la droite, enlevaient les obstacles d'un pas plus rapide. Au centre, **Canrobert** attaqua les Russes à la baïonnette, après avoir franchi l'Alma sous le feu plongeant des redoutes ennemies ; à droite le mouvement tournant du général **Bosquet** détermina la retraite de l'armée russe. **Menschikoff** avait appuyé sa gauche dégarnie à des falaises qu'il jugeait inaccessibles et qui ne le furent point à nos zouaves. On vit nos soldats d'Afrique en gravir les pentes avec une merveilleuse agilité, prendre en flanc l'aile ennemie et décider la victoire.

«Messieurs, cette journée s'appellera la **bataille de l'Alma**,» dit le soir à ses officiers le maréchal **Saint-Arnaud**, et, comme il donnait un nom à sa victoire, le vainqueur s'affaissa, terrassé par le mal qu'il avait maîtrisé pour vaincre. A huit jours de là, il expirait en mer, et les canons de Constantinople ne saluaient qu'un cercueil.

Le général **Canrobert** lui succéda. Il poussa devant lui les Russes en retraite, s'empara du port de **Balaclava** et se rapprocha de **Sébastopol**.

Alors commença ce siège mémorable par le double effort de l'attaque et de la défense, où les adversaires déployèrent les plus grandes vertus militaires.

Située, comme Constantinople, des deux côtés d'un golfe qui, après avoir traversé la ville et formé le port, pénètre dans l'intérieur des terres, **Sébastopol** ne pouvait être investi. Le côté nord de la place ne cessa de recevoir des renforts de l'armée russe qui continua de tenir la campagne, et de menacer nos lignes par des attaques combinées avec les sorties de la garnison. En quelques semaines, une enceinte d'immenses ouvrages de bois et de terre, élevés par un jeune officier du génie, **Totleben**, que le siège devait illustrer, protégea la ville. Le port fut fermé par les vaisseaux de la flotte qu'on désarma pour munir les remparts et qu'on coula dans les passes.

Il fallut près d'une année pour triompher de tant d'obstacles. On campa sur une terre aride en creusant péniblement des tranchées dans le roc, sous la menace incessante des attaques du dehors et de celles du dedans. Le 25 octobre on battit les Russes à **Balaclava**. Le 3 novembre il fallut encore résister à leurs efforts désespérés : à la faveur d'un épais brouillard, soixante mille Russes traversent la plaine d'**Inkermann** et tombent sur les avant-postes de l'armée anglaise qu'ils surprennent et enlèvent. Les divisions s'arment, sept mille Anglais se forment en carrés ; chargés par la cavalerie russe, mitraillés à bout portant, ils opposent aux masses qui les pressent un mur de baïonnettes. Mais leurs rangs s'éclaircissent, tous leurs généraux sont blessés : c'en

est fait de l'élite de l'armée anglaise, lorsque tout à coup retentit le clairon des zouaves. C'est l'infanterie du général **Bosquet** qui arrive au pas de course. Elle donne avec un élan irrésistible dans le flanc des Russes, y fait une sanglante trouée et dégage les gardes anglaises, qui n'ont point perdu le souvenir d'un secours si opportun.

A **Eupatoria**, le général turc Omer-Pacha, qui venait de débarquer (1855), ne fut pas moins heureux.

Peu de temps après, Nicolas mourait au milieu de ces revers militaires et des mécomptes politiques : il n'avait pas pu entraîner l'Autriche à s'armer contre nous, et il voyait la Sardaigne, déclarée contre lui, envoyer quinze mille hommes en Crimée pour renforcer l'armée anglo-française.

Pendant l'hiver (1854-1855), l'armée alliée supporta héroïquement les rigueurs du froid, les atteintes du choléra et les fatigues des travaux de tranchée. L'administration militaire française fit admirer son organisation de nos alliés eux-mêmes, auxquels elle vint en aide. Les flottes qui tenaient la mer devant Sébastopol furent cruellement éprouvées par les tempêtes sans abandonner le blocus de la place.

Prise de Malakoff. — Au printemps, le général **Pélissier**, qui avait succédé au général Canrobert, imprima aux opérations une nouvelle vigueur. Le général du génie **Niel**, envoyé par l'Empereur, reconnut que la tour **Malakoff** était la clef de la place. On dirigea de ce côté les travaux du siège. Une première attaque livrée le 18 juin 1855 ne réussit point; on continua les approches tandis que les Sardes repoussaient victorieusement une nouvelle tentative de l'armée russe sur le pont de **Traktir**. Enfin, le 8 septembre, après un feu soutenu pendant trois jours par l'artillerie de terre et par celle des flottes, les alliés donnèrent l'assaut décisif.

A midi, le feu cesse sur toute la ligne, et aussitôt les clairons et les tambours sonnent et battent la charge. Trois divisions formées en colonnes d'assaut s'élancent sur le château de **Malakoff**; **Mac-Mahon** les commande. Un feu épouvantable d'artillerie et de fusillade les accueille, mais rien n'arrête l'ardeur des survivants qui continuent de marcher sans tirer, la baïonnette en avant. Ils escaladent le fossé; les voilà sur le parapet. On se bat corps à corps, et cette mêlée dure cinq heures, cinq heures qui virent tomber neuf généraux français, quarante-quatre officiers supérieurs, trois cent quarante-huit officiers subalternes et sept mille soldats. L'ouvrage à peine conquis, il faut le défendre contre les retours offensifs des Russes et repousser leurs assauts furieux. Cependant le drapeau français n'a cessé de flotter sur les positions occupées; il est déchiré par la mitraille, et tous ceux qui le maintiennent sont frappés; mais leurs mains défaillantes le transmettent à d'autres mains empressées à le saisir. **Mac-Mahon**, les pieds sur un magasin à poudre, la tête dans un nuage de feu, l'esprit et le regard présents à tout, adressait aux troupes de réserve ce simple avis : « Si nous sautons, faites couronner l'entonnoir. »

Quand le feu cessa, on vit les colonnes russes battre en retraite en mettant le feu aux magasins, aux chantiers et aux casernes, franchir le pont de bateaux qui unissait les deux parties de la ville

et sortir de l'enceinte par les portes du nord; nous étions maîtres de **Sébastopol**.

La France avait été dignement servie par le général **Canrobert** qui lui avait conservé son armée, avec une sollicitude paternelle, au milieu des durs travaux du siège, sous un hiver rigoureux, et par le général **Pélissier**, qui n'avait pas hésité, au moment suprême, devant les sacrifices nécessaires.

Pendant ces opérations, la guerre s'était poursuivie sur d'autres théâtres. Dans la mer Baltique, la marine alliée avait bombardé les ports ruines; au Kamtchatka, sur les côtes de l'Asie orientale, elle avait détruit Pétropaulowski. Les Russes n'avaient été heureux qu'en Asie Mineure où ils avaient pris **Kars** après un long siège.

Traité de Paris (1856). — Alexandre II, successeur de Nicolas, se résigna à traiter. Un congrès se réunit à Paris et signa la paix le 30 mars 1856. La Russie dut s'engager à ne relever ni les fortifications de Sébastopol, ni celles de Bomarsund, et à ne point entretenir de flotte militaire dans la mer Noire. Elle était ainsi obligée de renoncer à la conquête de Constantinople, dont elle avait été sur le point de se saisir. Les bouches du Danube elles-mêmes lui étaient enlevées.

La France et l'Angleterre, qui avaient ainsi arrêté les progrès menaçants de la Russie et sauvé la Turquie, profitèrent de leur influence pour stipuler en faveur des sujets chrétiens du sultan; ceux-ci virent s'améliorer leur condition.

Guerre contre l'Autriche (1859) : batailles de Magenta et de Solferino. — En 1859, une autre guerre éclata en Europe: cette fois, la France agit sans le secours de l'Angleterre; elle s'unit au petit royaume de Piémont contre l'Autriche (1). L'armée française dut accourir en toute hâte au secours du Piémont, qui avait provoqué l'Autriche et s'était vu soudainement envahi. Elle entra en Italie par les Alpes et par Gènes, et l'empereur **Napoléon**, qui en prit le commandement, réunit ses quatre corps d'armée sur la rive droite du Pô. Après un combat heureux à **Montebello**, Napoléon franchit subitement le fleuve, puis un affluent du Pô, le Tésin, et livra, le 4 juin 1857, la bataille de **Magenta**, qui fut gagnée par l'opiniâtreté de la garde et par une brillante manœuvre du général **Mac-Mahon**.

L'armée française victorieuse entra à Milan, où elle fut reçue aux acclamations des habitants délivrés de la domination autrichienne. Elle continua sa marche en poussant devant elle l'armée ennemie dont elle battit une arrière-garde à **Melegnano** (Maringnan).

On ne tarda pas à atteindre le fameux quadrilatère autrichien, dont il a déjà été parlé dans l'histoire des campagnes de Bonaparte en Italie; mais, avant de s'y enfermer, les Autrichiens livrèrent une seconde bataille.

Le 25 juin, l'empereur d'Autriche, à la tête de cent cinquante mille hommes, commandés par les généraux Hess et Benedek,

(1) Nous n'avons point à juger les fautes politiques commises par l'Empire. Nous ne nous attachons qu'à rechercher les mérites de l'armée dont le devoir était de bien servir.

tenta d'arrêter les armées française et italienne qui ne réunissaient que cent vingt mille soldats.

La bataille s'engagea sur une ligne de près de cinq lieues. Les alliés devaient emporter les fortes positions occupées par l'ennemi sur une petite chaîne de collines dont les points culminants, San-Martino, Solférino, Cavriana, furent vivement disputés. L'armée piémontaise ne put enlever San-Martino, mais l'empereur Napoléon, qui commandait en personne l'attaque de **Solférino**, perça le centre ennemi et décida le succès de la journée. Le maréchal de Mac-Mahon s'était rendu maître de Cavriana ; au delà, sur notre droite, le maréchal Niel se préparait à couper la retraite à l'ennemi qui descendait en désordre la pente opposée des collines, lorsqu'un orage précédé de tourbillons de poussière et accompagné d'une pluie torrentielle creva entre les deux armées. Quand il se dissipa les Autrichiens étaient en pleine retraite. Mais notre nouvelle artillerie rayée, postée sur les hauteurs dont nous nous étions emparés, tirant cinquante coups par heure et portant à 2200 mètres, fit beaucoup de mal à l'ennemi qui perdit trente mille hommes dans cette bataille, une des plus sanglantes du siècle.

L'armée vaincue avait encore le précieux refuge du quadrilatère. Là, enfermée dans le camp de Vérone, appuyée aux Alpes qu'il ne nous était pas possible de tourner (1), et sur les places fortes de Peschiera, de Legnago, de Mantoue surtout, elle pouvait nous opposer une longue résistance. La chaleur était devenue excessive. Il fallait s'engager dans la longue et stérile guerre des sièges, et, pendant ce temps, l'Allemagne inquiète de nos victoires armait. L'empereur crut avoir assez fait pour l'Italie en conquérant la Lombardie ; il proposa la paix à François-Joseph, qui l'accepta aux préliminaires de **Villafranca** ; la Vénétie était laissée à l'Autriche.

Cession du comté de Nice et de la Savoie à la France.

— Le Piémont, agrandi de la Lombardie, encouragé par des manifestations populaires, entreprit de s'emparer des diverses parties de la péninsule et d'ériger un royaume d'Italie. Napoléon, s'en tenant à de feintes protestations, le laissa faire et demanda par compensation la cession des provinces que le roi de Piémont possédait en deçà des Alpes, la Savoie et Nice. Ces deux provinces consultées votèrent leur annexion à la France (20 mars 1860). Elles portèrent nos frontières à la ligne du sommet des Alpes et formèrent trois nouveaux départements, ceux de la Haute-Savoie, de la Savoie et des Alpes-Maritimes.

Expédition de Chine (1858-1860). — Les deux grandes guerres de Crimée et d'Italie ne furent pas les seules dans lesquelles la France soutint sa réputation militaire. Notre drapeau, glorieusement planté par nos soldats sur les ruines de Sébastopol et sur la tour de Solférino, le fut encore sur les murs de Pékin en Chine, et sur ceux de Puebla au Mexique ; et, pendant ce temps, nos marins conquéraient la basse Cochinchine et y fondaient une colonie.

En face des progrès constants de la Russie qui, maîtresse de l'Asie du Nord, entame peu à peu le territoire de l'empire chinois,

(1) Le Tyrol, vallée de l'Adige, faisait partie de la Confédération germanique dont on était obligé de respecter le territoire.

la France et l'Angleterre devaient maintenir l'ascendant de leur pavillon dans l'extrême Orient.

Déjà, en 1858, ces deux puissances et les États-Unis avaient conclu, avec le gouvernement japonais, des traités qui ouvraient à leur commerce les principaux ports de l'empire. Ces traités furent violés ; mais le bombardement de Kagosima (1) par une flotte anglaise rétablit, en 1864, les rapports du gouvernement de Yeddo avec les diverses puissances.

C'est aussi par les armes qu'il fallut triompher de l'esprit d'exclusion et d'intolérance des Chinois. L'avènement d'un nouvel empereur de la Chine (1850) avait fait perdre aux Occidentaux les avantages déjà concédés : le libre exercice de la religion chrétienne et l'ouverture d'un certain nombre de ports. Deux missionnaires français, J. B. Vachal et le père Chapdelaine, en 1856, avaient été mis à mort ; un consul anglais avait été maltraité. Il était nécessaire d'imposer aux Chinois, par la force, le respect des traités. En 1857, les amiraux Rigaud de Genouilly et Seymour bombardèrent Canton. L'année suivante, l'expédition anglo-française remonta le Peï-Ho et atteignit Tien-Tsin, à peu de distance de Pékin, capitale de l'empire (juin 1858). La cour de Pékin consentit alors à signer le traité de **Tien-Tsin** : on convint que l'empire serait librement ouvert à tous les Européens et en particulier aux missionnaires. Des ambassadeurs français et anglais résideraient à Pékin ; des indemnités seraient accordées aux alliés.

Mais on n'en avait pas fini avec la mauvaise foi des Chinois. Lorsque les ambassadeurs se présentèrent, en 1859, on leur refusa l'entrée du Peï-Ho. Après une tentative pour le forcer, on dut remettre à l'année suivante la vengeance de cet affront. Enfin, en 1860, une armée de douze mille Français, commandés par le général **Cousin-Montauban**, et de vingt-trois mille Anglais, sous les ordres du général **Grant**, emporta les forts qui défendaient les bouches du Peï-Ho, dispersa, à **Tchang-Kia-Wang** et à **Palikao**, l'armée du général tartare San-Ko-Lin, et entra, le 13 octobre, dans la capitale du Céleste Empire. Quelques jours après, lord Elgin et le baron Gros y dictaient la paix aux conditions suivantes : 1^o exécution immédiate du traité de **Tien-Tsin** ; 2^o indemnité de soixante millions pour chacune des puissances alliées ; 3^o restitution aux chrétiens de leurs églises et de leurs cimetières. Le 29 octobre 1869, l'ambassadeur et le général français restituèrent solennellement au culte la vieille cathédrale catholique de Pékin, bâtie au ^{xvii}^e siècle, sous le règne de Louis XIV.

Expédition de Cochinchine : conquête de la basse Cochinchine. — Occupation de la Nouvelle-Calédonie (1853-1862). — La France avait uni ses troupes à celles de l'Angleterre pour ouvrir la Chine à son influence et à son commerce. En Cochinchine, aux bouches du Cambodge ou Mé-Kong, elle agit de concert avec l'Espagne pour venger les insultes faites aux pavillons des deux nations, et pour s'établir dans la partie du pays qui porte le nom de basse Cochinchine.

Là encore nous retrouvions de vieilles traditions françaises. Notre marine, qui avait jeté sous le règne de Louis XVI un si vif

(1) Port sur la côte méridionale de l'île Kiou-Siou.

éclat, avait fondé un établissement à Tourane (1787), et nos missionnaires avaient introduit le christianisme dans les trois royaumes du Cambodge, de la Cochinchine et du Tonkin. Cette colonie avait été abandonnée pendant la Révolution, et, depuis, la France avait cessé de protéger les nouveaux catholiques contre les cruelles persécutions auxquelles ils étaient en proie.

Ce n'est qu'en 1847 qu'on retrouve l'intervention de notre politique et de nos armes sur ces côtes lointaines. A cette date, une flotte annamite fut détruite en représailles des attentats de la cour de Hué contre les chrétiens. De 1858 à 1862, les Français, aidés par quelques détachements de troupes espagnoles, occupèrent Tourane et Saïgon. Un instant interrompues par la guerre de Chine, les opérations furent reprises avec vigueur : toute la basse Cochinchine fut conquise, et le traité de Saïgon, le 3 mai 1862, nous céda les trois provinces de Bien-Hoa, de Saïgon et de Mytho, avec l'île de Poulo-Condor. On stipula une indemnité de vingt et un millions à la France, de trois millions à l'Espagne. Trois ports du Tonkin furent ouverts aux alliés. Enfin, la tolérance fut établie pour le culte catholique et pour les missionnaires des deux nations.

En 1867 la France a ajouté à ces possessions les trois provinces de Vinh-long, de Châu-dôc et de Ha-Tiên, situées au sud du fleuve, qui lui ont été définitivement cédées par le traité du 15 mars 1874 ; le territoire soumis à la France a acquis ainsi une étendue de 56,000 kilomètres carrés. La population est de 1,225,000 habitants parmi lesquels on compte seulement 700 Européens. Il faut ajouter à ce chiffre l'effectif des troupes. — Saïgon est demeuré la capitale de la colonie.

Le gouvernement du second empire, qui a fondé la colonie de la Cochinchine, avait occupé, dans la Mélanésie (en Australie), l'archipel de la **Nouvelle-Calédonie** (1853), peuplée de 54,000 indigènes, et y avait fondé un établissement pénitentiaire plus sain que celui de Cayenne. La Nouvelle-Calédonie n'a que les deux saisons des régions tropicales, mais les brises de mer adoucissent le climat et le rendent très supportable aux Européens ; elle est devenue un lieu de déportation.

Expédition du Mexique (1862-1863). — Le courage de nos soldats, qui s'est si brillamment montré dans les guerres d'Europe, dans les expéditions d'Asie et d'Afrique, ne se démentit point dans l'expédition du Mexique.

Le gouvernement français, de concert avec l'Angleterre et l'Espagne, avait réclamé de Juarez, président de la république mexicaine, la réparation des dommages causés à nos nationaux (1861). L'Angleterre et l'Espagne se retirèrent de la lutte dès qu'elles eurent obtenu le redressement de leurs griefs. Le gouvernement français s'opiniâtra à vouloir le renversement de Juarez, et nous restâmes seuls engagés dans cette guerre funeste.

Le général Lorencez rencontra une résistance inattendue devant la place forte de Puebla, et ne put en triompher avec sa division de cinq mille hommes (1862) ; il fallut envoyer au Mexique le général **Forey** et vingt-cinq mille hommes. Le siège de **Puebla** fut repris cette fois avec des moyens suffisants ; les opérations, conduites avec habileté et vigueur, nous rendirent maîtres de la place après deux mois d'efforts. Les solides remparts de la ville,

les forts détachés qui en défendent les approches, les constructions massives qu'on dut emporter une à une, les tentatives d'une armée de secours n'avaient pu déconcerter la résolution de nos ingénieurs, ni ébranler le courage de nos soldats. La chute de Puebla amena celle de **Mexico**, et la France sembla un moment en position de régénérer ce malheureux pays livré à des révolutions périodiques et à tous les désordres depuis la guerre d'indépendance qui l'a séparé de l'Espagne en 1823.

On crut y arriver par le rétablissement de la monarchie : une assemblée de notables proclama l'empire et y appela l'archiduc d'Autriche **Maximilien**. Mais lorsque notre armée, après quatre ans de succès sans revers, eut laissé l'empire à ses propres ressources, Maximilien, malgré les plus généreux efforts, ne put tenir tête aux partisans de la république. Trahi par un de ses officiers, il fut livré aux républicains, condamné à mort et fusillé (mai 1867). Il mourut avec un courage simple, digne de la grande pensée qui l'avait conduit à se dévouer à la régénération d'un peuple.

La guerre de 1870. — La dernière grande guerre européenne devait amener la chute de l'Empire et coûter à la France deux provinces. En 1870, Napoléon déclara la guerre à la Prusse, devenue toute-puissante en Allemagne par sa victoire de **Sadowa** sur l'Autriche (1866).

Les Prussiens, profitant de l'infériorité et de la dispersion de nos forces, furent vainqueurs à Wissembourg, à Forbach, à Reischoffen, à Sedan (1^{er} septembre 1870), et l'armée de Bazaine fut enfermée dans Metz.

L'Empire tomba, et la République survint le 4 septembre. Paris fut investi. Tandis qu'il soutenait un siège de quatre mois, des armées improvisées dans le Nord, sur la Loire et dans l'Est prolongèrent la résistance.

La capitulation de Metz (octobre 1870), celle de Paris (janvier 1871), amenèrent l'armistice du 28 janvier 1871.

La paix, signée à Francfort-sur-le-Mein (mai 1871), coûta à la France une indemnité de guerre de cinq milliards, Metz avec une partie de la Lorraine, l'Alsace moins Belfort, c'est-à-dire le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et une partie de la Meurthe et de la Moselle.

« Nous avons dû, disait récemment M. de Bismark, rogner la pointe qui pénétrait profondément dans les chairs de l'Allemagne : car dans cette pointe habite une population qui ne le cède en rien aux Français pour l'humeur guerrière et la haine contre les Allemands. Nous avons appris à connaître les épées alsaciennes. »

C'est ainsi que notre ennemi rendait hommage à la patrie de Kellermann, de Kléber, de Ney, d'Oudinot et de Gouvion Saint-Cyr. Les deux provinces dont les enfants nous ont acquis tant de gloire ne sont plus françaises.

Assemblée nationale. M. Thiers chef du pouvoir exécutif (17 février 1871). — Les députés de l'Assemblée nationale, élue le 5 février 1871, bien qu'appartenant en majorité à des opinions monarchiques, n'osèrent pas rétablir immédiatement la monarchie. Ils choisirent comme chef du pouvoir exécutif **M. Thiers**, élu dans vingt-deux départements, qui achemina la France vers la République.

Mais, avant de la constituer, M. Thiers dut vaincre l'insurrection

de la Commune, qui ajouta par ses crimes et ses incendies aux malheurs et aux désastres de la France (mars-mai 1871).

Il dut aussi libérer le territoire en acquittant la lourde contribution de guerre qui nous avait été imposée. Il présida à cette opération avec l'expérience et l'habileté d'un grand financier.

Quand M. Thiers, inclinant vers les partis de la gauche qui formaient la minorité, voulut constituer la République, l'Assemblée nationale le renversa et mit à sa place le maréchal de Mac-Mahon (24 mai 1873).

Présidence du maréchal de Mac-Mahon (1873-1879).

— L'élection du maréchal ne modifia pas la situation. Si les partis monarchiques réunis (légitimistes, orléanistes (1), bonapartistes) formaient la majorité, aucun d'eux ne la constituait à lui seul. Leur impuissance profita aux républicains qui finirent par l'emporter dans le vote des lois constitutionnelles du 25 février 1875.

Constitution du 25 février 1875. — Ces lois constitutionnelles établissaient deux Chambres : — la Chambre des députés élue pour quatre ans par le suffrage universel direct, au scrutin d'arrondissement, à raison de 1 représentant par 100,000 âmes ; — le Sénat, composé de 300 membres dont 75 inamovibles sont nommés par cette assemblée elle-même et 225 par des collèges départementaux dont font partie les députés, les sénateurs, les conseillers généraux et d'arrondissement de chaque département, ainsi qu'un délégué par commune.

Le Président de la République, chef du pouvoir exécutif, est élu à la majorité absolue des voix par les deux Chambres réunies en congrès. Il est nommé pour sept ans ; il est rééligible.

Il a l'initiative des lois, concurremment avec les membres des deux Chambres.

Chacun des actes du Président de la République doit être contre-signé par un ministre. Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du gouvernement et individuellement de leurs actes personnels. Le Président de la République n'est responsable que dans le cas de haute trahison.

Présidence de M. Grévy (1879). — Le maréchal de Mac-Mahon s'est démis de la présidence de la République le 30 janvier 1879 ; le même jour, M. Jules Grévy, président de la Chambre des députés, a été élu président de la République par le Sénat et la Chambre des députés réunis en congrès.

(1) La branche cadette de la maison de Bourbon, dite branche d'Orléans, remonte au frère de Louis XIV. Un prince de cette famille, Philippe d'Orléans, a été régent en 1715, pendant la minorité de Louis XV ; un autre, Louis-Philippe-Joseph, qui prit sous la Révolution le nom d'*Égalité*, fut membre de la Convention, et vota la mort de Louis XVI. Son fils Louis-Philippe 1^{er}, qui monta sur le trône de Charles X après la Révolution de Juillet en 1830, et qui fut chassé par la Révolution de Février, en 1848, perdit son fils aîné, Ferdinand, duc d'Orléans, en 1842. Ce dernier prince a laissé deux fils : le comte de Paris et le duc de Chartres. Le comte de Paris, petit-fils de Louis-Philippe, représentant de la famille d'Orléans, a fait cesser la division des deux branches de la maison de Bourbon, en reconnaissant en août 1873 le comte de Chambord, petit-fils de Charles X, comme l'unique chef de la maison de France.



BIB/ KH
M.C. 178











